Registre du conseil communal de la commune de Malonne, 1843-1871

Ces registres manuscrits ont été recopiés aussi fidèlement que possible. Nous avons essayé de respecter l'orthographe et les structures de phrases, parfois assez fantaisistes, dues divers secrétaires. Mais il n'est pas impossible que certaines fautes d'orthographe aient été corrigés « d'instinct » .

Remarque : [...] = illisible - … : mention omise – ( ) : mot oublié ou plausible. (! ou sic !) : C'est bien écrit ainsi.

Conseils communaux de la commune de Malonne, 1843-1871

p. 1

Etiquette SE VEND CHEZ
Adolphe WESMAËL-LEGROS
Imprimeur-Libraire, rue de la
Croix, N° 658, à Namur

Age des sourds muets et aveugles au 1er janvier 1854 1857 1858

Aveugle ~~Monsieur Mathieu […] 76 ans 1er janvier 1875 78 ans~~
~~Monsieur […] 78 ans 80 - 81~~
Dothaire Joseph 52 ? 54-56
Leclercq Jacques ? 48 ans en 1867 44 en 1868 40-42
~~[..] 72 ans~~ 54 – 55

~~[…] Bouquiaux Jean 55 ans au 1er janvier 1855 55~~ veuve (?)
Boigelot Augustine 40 ans […] 41 42 44
45 ans en 1867 – 1868. 46 ans 47 1870 – 48

Autorisation royal du 7 février 1852
[…] montant de notre (?) part s'élève à 1491-29 f
Pendant les années 1857 à 1867

Aveugles en 1859		1861		1862	64
Dothaire Jos	56 ans en	1860	57	1861	58-59 60.62 65 ans
Leclercq Jacques	42	id	43	id	44 45 – 46-48 49 ans 50-51-52
~~Philippart marie jos~~	veuve				
[…] Boigelot Augustine	44	id	45	id	46

Rôle des chemins vicinaux arrêté royal du 7 février 1857
Majoration depuis 1857 à 1867 et de porter le rôle à 1491.29 c.

1870
Aveugle Leclercq jacques 52 ans
Sourds muets Boigelot Augustine 48

p. 2

Le présent registre contenant cent quatre-vingt huit feuillets Celui c'y […] a été […] « en conformité » de l'article 112 de (la) loi communale par nous soussigné bourgmestre de la commune de Malonne pour servir à la rédaction des délibérations du conseil communal de cette commune.
A Malonne, le 20 juillet 1800 quarante-trois.

p. 3

Séance du 1er octobre 1843

Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Henry Joseph Jacques, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne,
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en date du 14 7^{bre} dernier insérée au mémorial administratif sous le numéro 2926 au sujet des centimes additionnels communaux aux contributions de 1844.
Considérant que la commune a beaucoup de dépenses à faire face,
Le conseil d'un commun accord demande les deux centimes additionnels aux contributions de 1844.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
H J Jacques, Chantraine secrétaire, J J Rifflart, F J Foulon, J B Noulard, Thomas Beguin.

Séance du même jour
Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Joseph Samson et Henry Joseph Jacques, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne,
Vu la lettre de Monsieur le Commissaire d'arrondissement en date du 3 de ce mois, tendante à faire connaître l'avis du conseil communal au sujet d'une route projetée venant de la route de Namur à Fosses vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes en passant par le village ;
Considérant que le projet de ladite route est avantageux à la commune en ce que d'abord on aurait un bon chemin pour aboutir à la route de Namur à Fosses et que maintenant, on doit suivre le ruisseau qui est toujours très mauvais au sujet de l'eau qui y écoulent.
Considérant enfin que la commune doit y intervenir dans les frais de la construction de la route projetée dont il s'agit,
Le conseil communal est d'avis unanime d'allouer le montant de son rôle d'imposition de 1844 afin de faire face à une partie de la dépense dont il s'agit et se réserve le 2/8 du montant du rôle pour être employés dans les chemins les plus nécessiteux, ledit rôle se […] à une somme approximatif de six mille cent francs.
Ainsi →

p. 4
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
F J Foulon, J Samson, Chantraine secrétaire, J J Rifflart, Thomas Beguin, H NJ Jacques fils, J B Noulard.

Séance du même jour
Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Henry Joseph Jacques, Joseph Samson et François Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne assemblé à l'effet de nommer deux experts pour procéder à l'expertise de plusieurs terrains qui sont devenus nuissans pour la construction de la route projetée, venant de la route de Namur à Fosse vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes passant par le village.
Arrête le conseil nomme à l'unanimité messieurs François Joseph Nenen (?) meunier et le sieur Gérard Joseph Bacq, marguiller, tous deux cultivateurs domiciliés en cette commune, experts pour procéder à l'expertise dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, secrétaire, J Samson, H J Jacques fils, J J Rifflart, Thomas Beguin, J J Foulon, J B Noulard

Séance du même jour
Les membres présents comme ci-dessus assemblés à l'effet de déléguer un membre de l'administration pour revoir les oppositions s'il y en a au sujet de la route projetée menant de la route Namur-Fosse vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes passant par le village.
Le conseil nomme monsieur Thomas Joseph Beguin, échevins, pour recevoir les oppositions s'il y en a.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
F J Foulon, J Samson, Chantraine secrétaire, J J Rifflart, Thomas Beguin, H NJ Jacques fils, J B Noulard.

p. 5

Séance du 30 8bre 1843

Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson , François Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 9 de ce mois tendante à lui faire connaître l'avis du conseil communal au sujet de la route projetée, venant de la route Namur à Fosses vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes en passant par le village.

Vu le procès verbal de commodo et incommodo tenu a cet fin

Vu également le procès verbal d'expertise

Considérant que les oppositions formulées contre le projet de ladite route sont fondées, attendu qu'il serait plus avantageux pour les propriétaires des parcelles expropriées que la route suive le ruisseau actuel au lieu que de traverser leurs terrains,

Considérant que la dite route est avantageuse à la commune en ce que d'abord la commune aurait un bon chemin tandis qu'elle n'a jamais eu qu'un très mauvais,

Considérant enfin que la commune doit intervenir dans la dépense de ladite route,

Arrête

Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que ladite route aie lieu et suive le ruisseau actuel au lieu de traverser les terrains des particuliers et d'intervenir dans la dépense pour une somme de seize cents francs.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

F J Foulon, J Samson, Chantraine secrétaire, J J Rifflart, Thomas Beguin, J B Noulard.

Séance du même jour

Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson et François Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Etant donné […] des démissions données par M. Thomas Chapelle, Jean Joseph Danvoÿ et par François Chapelle de leur fonction de conseiller communal,

Considérant qu'il est de toute nécessité que le conseil soit réorganisé,

Par ce motif,

Le conseil décide que les électeurs soient convoqués pour le quinze du mois prochain à l'effet de procéder remplacement des dits Thomas Chapelle, de Jean Joseph Dannvoÿ et de François Chapelle en qualité de conseillers.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Chantraine, J J Rifflart, J Samson, Thomas Beguin, Foulon, J B Noulard.

p. 6

Séance du 16 9bre 1843

Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Joseph Samson et Henry Joseph Jacques, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la lettre adressée à Monsieur le gouverneur de la province par Mr Jacquet, entrepreneur de la route de Malonne au Bois de Villers tendante à ce que la commune de Malonne lui cède une parcelle d'environ 1/8 d'hectare d'un trieux dit au Piroy pour y extraire des pierres,

Considérant que la partie demandée par ledit Jacquet se trouve actuellement en location, dont ladite carrière est seulement échue au 1er juin 1844,

Considérant que la somme de cent francs offerte par ledit Jacquet nè point suffisante attendu qu'il s'y trouvent une masse de pierre set qu'après l'achèvement de la route en projet elles seront totalement dépourvues aux habitans de cette commune,

Considérant que nos chemins sont totalement dégradé et qu'il y aura une grande réparation à y faire,

Considérant enfin que l'offre faite n'est pas suffisante mais que cependant le conseil communal d'un commun accord est d'avis de lui céder ladite parcelle d'une contenance d'un huitième d'hectare pour une

somme de cent cinquante francs pour le fermage annuel d'une année sous la condition de réparer entièrement les chemins par ou il aurat passé avec lesdites pierres après l'échéance d'une année, c'est à dire de faire employer à ses frais cinquante centimètres de pierres par chaque mètre courant de chemin qu'il aura parcouru et que la commune n'interviendrait dans aucun cas et aucune réparation d'aucun chemin.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
F J Foulon, J J Rifflart, J B Noulard, Chantraine, secrétaire, Thomas Beguin, J Samson, H J Jacques fils.

p. 7
Séance du même jour
Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Joseph Samson et Henry Joseph Jacques, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la liste de plusieurs contribuables qui ont été imposés abusivement au rôle des prestations pour la réparation des chemins pour l'exercice de 1842,
Considérant que ses impositions ont été faites audit rôle en ce que d'abord ils se trouvaient au rôle des contributions directs des contribuables imposés, par plusieurs articles et qu'appartenaient aux mêmes individus
Vus ses motifs
Le conseil demande la radiation de huit contribuables portés au présent Etat.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J Samson, F J Foulon, Chantraine secrétaire, J J Rifflart, J B Noulard, Thomas Beguin, H J Jacques fils

Séance du 7 X^{bre} 1843
Présents messieurs jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, Henry Joseph Jacques, Jean Baudot et Jean Joseph Puissant vieux, et Louis Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communale de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur de la province en date du 23 7^{bre} dernier par laquelle il recommande de procéder à la désignation de deux membres de l'administration qui doivent faire partie pour 1844 de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 sous l'assiette de la contribution personnelle.
Messieurs Thomas Joseph Beguin, échevin, et henry Joseph Jacques, membres du conseil sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudoux, H J Jacques fils, J J Puissant, L. Renier, J B Noulard.

p. 8
Séance du 7 X^{bre} 1843
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Henry Joseph Jacques, Jean Baudot, Jean Joseph Puissant vieux et Louis renier, conseiller.
Le conseil communal de Malonne
A la demande nous adressée par Monsieur le régisseur […] de Monsieur le duc d'Aremberg, tendante à ce que le sieur Paul Colin, garde forestier, soit nommé garde champêtre adjoint de cette commune aux conditions que nous avons adoptées par notre lettre en date du 10 août dernier n° 343.
Considérant que la demande dont il s'agit est avantageuse à la commune tant pour surveiller les propriétés des habitants que pour réprimer le braconnage,
Vu le n° 129 de la loi communale
Ensuite il a été fourni une liste de deux candidats pour la place dont il s'agit
1° Paul Colin, âgé de 42 ans, marié avec enfants, domicilié à Floreffe.
2° François Boland, âgé de 65 ans, marié avec enfants, de Malonne.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J Baudot, J J Rifflart, J Samson, L Renier, Chantraine, J J Puissant, J B Noulard, Thomas Beguin

Le sieur henry Joseph Jacques a refusé de signer la présente délibération par rapport que c'est un sujet de Mr le duc d'Aremberg.

Séance du 15 X^bre^ 1843
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Sambon, Jean Baudot, Jean Joseph Puissant vieux et Louis renier, conseiller, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 11 de ce mois par laquelle il nous invitent à satisfaire à sa lettre du 25 août dernier, relative au subside demandé par notre conseil communal au sujet de la construction d'un presbytère,
Considérant qu'il est de nécessité qu'il y aie une maison presbytère attendu que celle actuelle est trop petite,
Vu ses motifs,
Le conseil d'un commun accord est d'avis unanime d'intervenir dans la dépense dudit presbytère pour une somme de cinq mille francs.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
L. Renier, J B Noulard, J J Puissant, Thomas Beguin, J. Samson, J J Rifflart, J Baudot, F J Foulon.

Séance du 20 X^bre^ 1843
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Puissant vieux, François Joseph Foulon, conseiller, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que le sieur urbain Demanet, élève à l'école normale dirigée par monsieur Demonpellier remplit actuellement la place d'instituteur de cette commune,
Considérant que la nomination d'instituteur faite antérieurement par notre conseil communal n'est pas légale attendu qu'elle n'a pas été soumise à l'approbation de l'autorité supérieure
Considérant que le dit Demanet remplis exactement et fidèlement ces devoirs d'instituteur, et qu'il enseigne très bien les enfants et qu'il est dans l'intérêt de la commune que sa nomination soit approuvée par l'autorité supérieure,
Il a ensuite été procédé au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit, et le dépouillement du scrutin fait connaître que urbain Demanet est proclamé instituteur de la commune de Malonne, comme ayant obtenu tous les suffrages,
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire d'arrondissement afin de recevoir son approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Thomas Beguin, J J Puissant, J J Rifflart, J B Noulard, J J Foulon.

Séance du 2 janvier 1844.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Renier et Joseph Samson.
. Le conseil communal de Malonne
Vu la requête adressée au […] tendante à obtenir un subside pour l'aider à acquitter une dépense que va occasionner la construction d'une maison presbytère
Vu le devis estimatif,
Considérant qu'il est de toute impossibilité que la commune puisse faire face à cette dépense sans le secours du gouvernement et de la province mais que cependant avec les économies qu'elle voudrait faire, elle pourrait y contribuer pour une somme de 5000 francs.

Vu ses motifs,
Le conseil d'un commun accord est d'avis d'intervenir dans la dite dépense pour une somme de cinq mille francs.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, J J Rifflart, J Samson, J B Noulard, Thomas Beguin, L. Renier

Séance du 2 février 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson, Louis Joseph Renier et Jean Baudot, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour 1844.
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que le montant en soit payé en argent que de l'être en nature, attendu que ceux qui y sont convoqués pour faire leurs journées de travail ne font ordinairement rien,
Vu ses motifs,
Le conseil demande à ce que le montant dudit rôle soit payé en argent.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, L. Renier, J J Puissant, J Baudot, Thomas Beguin, J J Foulon J Samson, J J Rifflart

Séance du 29 février 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, François Joseph Foulon, Jean Joseph Puissant, Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne assemblé à l'effet de prendre une résolution au sujet des pierres que l'on extrait journellement dans les carrières non louées appartenant à cette commune, pour les vendre à des individus non domiciliés en cette commune, ainsi que du sable et terre
Considérant que tous les habitants de cette commune sont autorisés à extraire des pierres terre

terre et sable dans les propriétés non louées appartenant à cette commune aux endroits désignés par l'administration communale,
Considérant que des individus se permettent d'extraire des pierres pour les vendre à des particuliers non domiciliés en cette commune,
Considérant que ces choses ne peuvent subsister plus longtemps, attendu qu'il y a intérêt pour la commune,
D'après ces motifs,
Le conseil communal prend la résolution suivante
Art. 1er, tout habitant de la commune qui seraient d'intention d'extraite des pierres, terre et sable devrait en demander l'autorisation au collège des bourgmestre et échevins en leur faisant connaître approximativement le nombre de mètres cubes qu'ils seraient d'intention d'extraire et si toute fois il serait reconnu que celui qui étaient autorisé en vendraient à d'autres personnes qu'à ceux domiciliés en cette commune, il en devra payer un franc par mètre cube qu'il aura extrait, et de plus payerait une amende de cinq à six francs , et de tout autre frais qui en résulterait.
Art. 2 Il est expressément défendu à tout individu de faire de la chaux aux carrières de cette commune pour engraisser les terrains tenus par eux en location en dehors de la commune.
Art. 3 Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin de recevoir son approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
V-Chantraine, J J (ill.), J Baudot, J B Noulard, L Renier, J J Rifflart, J Samson, Thomas Beguin.

Séance du 25 mars 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson et François Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de monsieur le commissaire d'arrondissement par Monsieur le gouverneur de cette province au sujet d'une demande adressée à Monsieur le ministre des travaux publics par Monsieur Jacquet, entrepreneur des travaux, at effet d'obtenir l'autorisation d'extraire des pierres dans une parcelle de terrain communal l'espace de six mois et d'en payer une redevance de soixante quinze francs ainsi que de remettre après cette époque le chemin qu'il aura parcouru dans l'état où il se trouve aujourd'hui
Considérant que cette offre est avantageuse à la commune, le conseil est d'avis de lui céder la parcelle de terrain dont il

p. 12
il s'agit à l'endroit communiqué par l'administration et aux conditions reprises ci-dessus.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J Samson, Chantraine, Thomas Beguin, F J Foulon, J B Noulard

Séance du 8 avril 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson, François Foulon, Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la pétition adressée à monsieur le commissaire d'arrond^{t} par le sieur Jean Joseph Ernoux, de cette commune au sujet de la plantation d'une haie dans le chemin du Broctia au trieux
Considérant que le sieur Lesire a planté une haie longeant sa propriété sur son terrain, sans empiéter sur le chemin qui fait l'objet de la pétition dudit Ernoux
Considérant que le chemin dont il s'agit n'est point vicinaux, seulement un sentier.
Considérant qu'il y a eu une descente de lieu entre les deux parties,
Vu ces motifs, le conseil communal n'est nullement d'avis d'intervenir dans cette contestation et elle pense même que le chemin dont il s'agit conserve encore actuellement sa largeur primitif.
En séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, J Samson, L. Renier, J J Rifflart, J B Noulard, Thomas Beguin, F J Foulon

Séance du 28 avril 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Joseph Samson et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de nommer une commission de trois membres du conseil communale pour surveiller la construction de la maison du presbytère adjugée au sieur Servais de cette commune.
Arrête
1° Messieurs Jean B^{te} Noulard, bourgmestre, est nommé pour la toiture
2° Jean Joseph Rifflart, échevins, est nommé pour la boiserie
3° et Joseph Samson, conseiller pour la maçonnerie.
En séance les jour, mois et an que dessus.
L Renier, J J Rifflart, J Samson, J B Noulard, Chantraine, F J Foulon

p. 13
Séance du 11 mai 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Puissant et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'acte d'adjudication de la maison presbytère à construire en cette commune adjugée au sieur Servais maître maçon, domicilié à Namur pour le prix de 6390 francs.
Vu le compte rendu par le receveur communal pour l'exercice 1842

Considérant que la commune ne peut faire face à cette dépense sans recevoir la somme de 1240 francs placée à la Caisse d'Epargne
Par ces motifs
Le conseil d'un commun accord demande à être autorisé à recevoir la somme dont il s'agit.
En séance les jour, mois et an que dessus.
J J Puissant, F J Foulon, Chantraine, J J Rifflart, Thomas Beguin, J B Noulard, L. Renier

Séance du 1er juin 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la délibération du conseil de fabrique en dâte de ce jour par laquelle elle consent que l'action de 1000 francs qu'elle a prise dans l'emprunt provincial soit cédée à cette commune pour l'aider à acquitter la dépense d'une maison presbytère à construire en cette commune adjugée au sieur Servais pour le prix de 6390 francs
Considérant que la commune n'a pas les moyens suffisants pour faire face à cette dépense sans recouvrer l'action dont il s'agit,
Vu ces motifs, le conseil d'un commun accord demande à recevoir l'action de 1000 francs dont il s'agit.
En séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, J J Puissant, Thomas Beguin, J B Noulard.

p. 14
Séance du 1er juin 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Puissant et Jean Joseph Baudot, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les prières nous adressées par Monsieur le commissaire d'arrondt le 17 mai dernier concernant le sieur Louis Joseph Renier, meunier domicilié en cette commune au sujet de la perte de trois chevaux qu'il a essuyée pendant les années 1840, 1841 & 1844
Vu le procès verbal d'expertise,
Considérant que le sieur Louis Joseph Renier est père de trois enfants en bas âge et ne possédant point de fortune et qu'il a eu le malheur par trois fois différentes de faire la perte de ces chevaux et cela aux époques suivantes
1° le 6 mai 1840 il a perdu un cheval d'une valeur de 500 fr.
2° le 24 août 1841 d'un autre d'une valeur de 400 fr.
3° le 13 avril 1844 d'un autre d'une valeur de 500 fr.
1400
Ce qui fait un total de quatorze cents francs
Considérant que ces pertes réduisant le réclamant dans la détresse
Par ces motifs le conseil communal demande à ce que le gouvernement vienne à son secours.
En séance les jour, mois et an que dessus.
J J Puissant, Chantraine, Thomas J Beguin, J Baudot,

Séance du 3 août 1844
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'arrêté royal du 26 mai 1843
Conformément à l'art. 11 dudit arrêté, le conseil fixe à vingt-sept enfants indigents qui seront admis à recevoir l'instruction gratuitement à l'école communale,

Le conseil alloue une somme de cinquante-cinq francs pour frais d'études des enfants admis à l'école dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, L. Renier, Chantraine, J F Foulon, J B Noulard, J J Rifflart

p. 15
Séance du même jour,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Jean Joseph Puissant et Jean, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'état des frais de séjour nous adressé par monsieur le commissaire d'arrondissement par sa lettre du 20 juillet dernier, au sujet de la nommée Dieudonnée Patigny habitante de cette commune payé par nous à l'hôpital de Bavière à Liège pendant le 2ème trimestre de 1842.
Considérant que Magdeleine Leclercq, Vve d'Antoine Patigny, sa mère, domiciliée audit Malonne a des moyens suffisants pour faire face à cette dépense sans exiger que la somme de 38 francs 40 c, montant dudit état, soit payé par la commune,
Le conseil d'un commun accord demande à être autorisé à attraire en justice la dite Vve Patigny pour la contraindre au remboursement de la somme dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, L. Renier, Chantraine, J F Foulon, J B Noulard, J J Rifflart

Séance du même jour,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Jean Joseph Puissant et Jean Joseph Baudot, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre nous adressée par Mr Noulard, bourgmestre de cette commune, tendante à être autorisé à déposer des pierres dans une partie de terrain non louée appt à cette commune à l'endroit dit Inseveaux joignant au chemin communal,
Considérant que ledit Noulard d'engage à laisser au profit de la commune lesdites pierres moyennant de lui en payer les frais de transport et d'extraction,
Considérant que cet offre est avantageuse à la commune
Par ces motifs, le conseil autorise ledit Noulard à faire déposer des pierres à l'endroit désigné ci-dessus sauf à ne pas nuire à la communication des voitures et des habitants et ce jusqu'à qu'il n'y aurait pas été décidé autrement.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, L. Renier, Chantraine, J F Foulon, J J Rifflart

p. 16
Séance du 9 8bre 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Jean Joseph Puissant, Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en dâte du 5 7bre dernier inscrite au mémorial adtif sous le N° 3128, au sujet des centimes additionnels communaux aux contributions de 1845,
Considérant que la commune a beaucoup des dépenses à y faire face en 1845,
Est d'avis de demander les deux centimes dont il s'agit
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudot, J Samson, Chantraine, F J Foulon, J J Rifflart, J B Noulard, J J puissant

Séance du même jour,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Puissant, Joseph Samson et Jean Baudot, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le Commissaire d'arrondissement en dâte du 16 août dernier au sujet de mettre en bon état le chemin qui se dirige de la route de Namur à Fosses vers l'abbaye de Malonne,
Vu également la lettre de Monsieur le directeur des écoles des frères de ladite abbaye de Malonne au sujet de ladite route en date du 9 de ce mois
Considérant que les frais à résulter pour cette construction est de neuf mille francs environ,
Que le frère directeur y interviendrait pour une somme de quatre mille francs environ,
Que la commune ferait face au montant c'est-à-dire pour une somme de quatre mille cent francs, payable en cinq années et sans intérêts aux époques suivantes :

1° en 1844, elle payera		1500
2° en 1845,	''	650
3° en 1846,	''	650
4° en 1847,	''	650
5° en 1848,	''	650
Total quatre mille cent francs		4100

Sous la condition que tous les travaux de ladite route seront à la charge de monsieur le directeur desdites écoles des frères à charge par lui de faire dresser les plans par Monsieur Bolle son architecte et de faire construire un pont en fâce de la maison jean Sambon, à effet de pouvoir quitter la route projetée pour reprendre l'ancien chemin dit chêne jean Gore en cette commune.
Que la commune aura le droit de surveiller et de faire surveiller les travaux de ladite route jusqu'à son

p. 17
= son entier achèvement
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudot, J Samson, Chantraine, F J Foulon, J J Rifflart, J B Noulard, J J puissant, J Samson

Séance du 2 9bre 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne assemblé à l'effet de déléguer un membre de l'administration communale pour procéder le 14 de ce mois à une information de commodo et incommodo sur le projet d'une route venant de la route de Namur à Fosses vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes à l'abbaye de Malonne
Arrête :
Messieurs Thomas Joseph Beguin est nommé pour procéder à l'information dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudot, J Samson, Chantraine, L. Renier J B Noulard

Séance du 8 9bre 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Baudot et françois Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur de la province en dâte du 19 7bre dernier inséré au mémorial adtif sous le n° 3137 par laquelle il recommande de procéder à la désignation de deux membres de l'adon qui doivent faire partie pour 1845 de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 sous l'assiette de la contribution personnelle
Arrête :

Messieurs Thomas Joseph Beguin et Jean Baudot membres du conseil sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudot, Chantraine, F J Foulon, J J Rifflart, J B Noulard

Séance du même jour,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Baudot et Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en dâte du

p. 18
du 17 de ce mois par laquelle il recommande de procéder à la désignation de deux membres de l'ad^{on} pour signer les certificats en matière de milice en 1845 conformément à l'art. 185 de la loi du 8 janvier 1817
Arrête
Messieurs Thomas joseph Beguin et Jean Baudot membres du conseil sont nommés pour signer les certificats en matière de milice pour 1845.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J J Rifflart, Foulon, Thomas Beguin, J Baudot, Chantraine, J B Noulard

Séance du 28 9^{bre} 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Puissant, François Joseph Foulon et Jean Baudot et conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en dâte du 27 de ce mois, concernant le chemin qui conduit de la route de Namur à Chatelet, à l'abbaye de Malonne,
Vu le plan dressé par mr Bolle architecte à cette fin en double expédition,
Vu l'offre de quatre mille francs nous offerte par mr le frère (directeur) des écoles chrétiennes dudit Malonne,
Vu le procès verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cet effet,
Considérant qu'aucune opposition ne nous a été faite à ce sujet,
Considérant que les frais à supporter de ce chef est de neuf mille francs environ,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a nécessité à ce que ladite route soit construite attendu que c'est un grand avantage pour les habitants et s'oblige à supporter tous les frais de […] de cette construction.
Expédition de la présente sera adressée avec les pièces à l'appuie à l'autorité supérieure afin d'approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J J Puissant, F J Foulon, Thomas Beguin, J Baudot, Chantraine, J B Noulard, J J Rifflart,

Séance du 10 X^{bre} 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Louis Joseph Renier, conseillers.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la somme de mille sept cent trente et un francs 89 c portée au rôle d'imposition pour l'entretien

p. 19
de la voirie vicinale en 1844 n'est peut être inférieur en 1845 attendu que six chemins de cette commune sont en mauvais état et qu'il faudrait nombre d'année pour le remettre en bon état et aussi n'était point autorisé à […] le sixième du principal des contributions directes.

D'après ces motifs, le conseil est d'avis unanime de demander à l'autorité supérieur l'autorisation de porter à vingt-cinq et demi pour cents sur les contributions directes de la commune se montant à pourvoir pour les exercices de 1845, 1846, 1847 & 1848 pour la construction et entretien des chemins vicinaux dont le rôle s'élève à la somme de dix huit cent quatre vingt quatre francs 52 ce.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, F J Foulon, J B Noulard, L Renier, Chantraine, J J Rifflart,

Séance du 10 X^{bre} 1844,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon et Louis Joseph Renier, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale en 1845,
Considérant que les prestations en nature qui y sont imposées ne peuvent être faites, attendu que les personnes qui y convoqués ne font presque rien,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties que d'être en nature, attendu que les personnes qui y convoqués ne font rien,
Par ces motifs, le conseil d'un commun accord demande à ce que les prestations en nature soient converties en argent, telles qu'elles sont figurées au rôle d'imposition pour l'année de 1845.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, Chantraine, J B Noulard

p. 20
Séance du 24 janvier 1845,
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, Joseph Samson, Jean Baudot et Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'atlas des plans des chemins vicinaux de cette commune formé en exécution de la loi du 10 avril 1841,
Vu également le certificat constatant l'exposition desdits plans au secrétariat de l'ad^{on} communal
Considérant qu'aucune réclamation de ce chef ne nous a été faite,
Vu ce motif,
Le conseil est d'avis unanime que lesdits plans soient approuvés définitivement.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J Baudot, J Samson, J J Puissant, J J Rifflart, L Renier, Thomas Beguin, J B Noulard, L Renier, Chantraine,

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, Joseph Samson, Jean Baudot et jean Joseph Puissant, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le Gouverneur en date du 16 X^{bre} dernier inscrite au mémoire ad^{tif} sous le n° 3177 par laquelle il invite le bureau de bienfaisance de cette commune à être renouvellés par 5ème ou même dans plusieurs de leurs membres.
Vu l'art. 84 de la loi du 30 mars 1836,
Vu également l'art 2031 du code ad^{tif} de Belgique
Considérant que depuis 1840 aucun renouvellement dudit bureau n'a été fait et que par conséquent il doit être renouvelé en entier
Par ce motif,
Le conseil communal de Malonne, nomme, à l'unanimité pour composer le bureau de bienfaisance de cette commune messieurs jean Philippe Leclercq, Jean Joseph Meunier, membres actuels dudit bureau, Louis Joseph Renier, Gérard Joseph Bacq, et François Joseph Chapelle candidats […] sur les listes présentées aux […]

Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin d'approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J J Puissant, J Baudot, Chantraine, J Samson, J J Rifflart, L Renier, J B Noulard, Thomas beguin

p. 21
Séance du 9 février 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Thomas Joseph Beguin, échevins, François Foulon, Jean Joseph Puissant, Louis Renier et Joseph Samson, conseillers.
Vu la lettre de monsieur le commissaire en date du 7 février 1845, par laquelle il soumet au conseil communal de cette commune une lettre du conseil provincial en date du 31 janvier 1845 ; nous faisant connaître qu'une pétition de plusieurs habitants de Malonne qui réclament contre la direction que le conseil de cette commune se propose de donner au chemin dont il s'agit, de construire la route provinciale de Namur à Chatelet vers l'ancienne abbaye de Malonne dont elles prient Monsieur le commissaire de consulter le conseil communal de cette commune intéressé sur la question de savoir s'il ne serait pas préférable de faire arriver le chemin par l'ancienne direction au lieu de passer par la maison Baudot.
Considérant que l'ancien chemin est plus profitable pour tous les habitants de la commune et qu'il conduit directement à notre rivage, le conseil est d'avis que la route se fasse par ledit chemin vu que la dépense ne serait pas aussi élevée que de passer par la maison Baudot.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
L. Renier, J. Samson, J J Rifflart, J J Puissant, F J Foulon, J B Noulard, Thomas Beguin.

Séance du 1er mars 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, Joseph Samson, Jean Baudot et François Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine secrétaire
Vu l'inventaire de monsieur le gouverneur de la province en date du 21 janvier dr inséré au mémorial adtif sous le n° 3198, au sujet des numérotages des maisons,
Arrête

p. 22
Monsieur le bourgmestre est délégué pour convenir à l'amiable avec qui il jugera à propos de l'opération dont il s'agit.
Cette dépense sera admise au budget communal de 1846
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Thomas Beguin, J Baudot, Chantraine, J Samson, F J Folon, J B Noulard

Séance du 3 mars 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, Louis Joseph Renier, François Joseph Foulon et Jean Baudot, conseillers.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du sieur maximilien mazure habitant de cette commune en date du 6 février dernier tendante à être autorisé d'établir un four à chaux sur une de ses propriétés située en cette commune à l'endroit dit Richÿ.
Vu le procès verbal d'information de commodo et incommodo à ce sujet
Considérant qu'aucune opposition à la dite demande ne nous a été faite
Considérant enfin que la construction dont il s'agit est avantageuse à la commune
Vu ces motifs,
Le conseil est d'avis que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous la condition suivante qu'il n'entrerait aucun dommage à se chemin ni nuire à la circulation des eaux.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, L. Renier, Thomas Beguin, J Baudot, J B Foulon

Séance du 17 mars 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, Jean Baudot, Louis Joseph Renier, Joseph Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en dâte du 4 de ce mois, au sujet des écoles gardiennes ausales d'asile pour les enfants de la classe ouvrière,
Considérant que notre commune est dépourvue de fonds, que notre bureau de bienfaisance ne possède aucun revenu et que nuls habitants ne viendraient à notre secours à ce sujet, et que pour le moment actuel aucune habitation app^{t} à cette commune n'est à notre disposition,

p. 23
Par ces motifs, Le conseil décide qu'il lui est dans l'impossibilité d'accepter (?) à la lettre dont il s'agit.
En séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, L. Renier, J Samson, J Baudot, Thomas Beguin, J B Noulard

Séance du 3 avril 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, Jean Baudot, Louis Joseph Renier et François Joseph Foulon, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
(en marge règlement des écoles)
Projet de règlement rédigé en exécution de l'art. 15 de la loi du 23 7^{bre} 1842 organique de l'enseignement primaire.
Chapitre 1er
De l'admission à l'école, de la contribution des élèves et du mode […]
Art 1er L'admission gratuite des enfants pauvres a lieu suivant les règles établies par l'arrêté royal du23 mai 1843. Le collège échevinal peut s'il reste des places vacantes dans l'école (1) admettre provisoirement à toute époque de l'année les enfants qui seraient en droit de réclamer l'instruction gratuite aux termes de l'art. 3 de l'arrêté royal préappelé.
L'entrée à l'école des enfants admis provisoirement à lieu seulement au commencement du mois d'octobre et de novembre, de décembre ou d'avril.
2 Si après l'admission régulière des enfants pauvres il reste dans l'école des places disponibles, elles peuvent être occupées par des élèves payants.
L'instituteur (se) prononce sur l'admission de ces derniers, sauf recouru au collège échevinal.
Les rétributions sont fixées pour l'année scolaire à cinq francs par élève par âge d'école, ces rétributions sont payées par douzièmes il n'y a lieu à faire une déclaration que pour le cas où l'enfant ne fréquentera pas l'école pour cause de maladie constatée ou de changement de domicile pour lors le mois commencé est dû intégralement.
Les enfants instruits aux frais de la commune reçoivent gratuitement les fournitures des classes strictement nécessaires, les livres et les ardoises mis à leur disposition font partie du mobilier de l'école et y restent déposés (2)

(1) La place réservée à l'école à chaque élève doit être de 70 centimètres carrés et il doit y avoir au milieu de l'école un couloir large au moins de 1 mètre 75 centimètres. (1) Le minimum des rétributions ne peut être en dessous de 5 francs par élève.
(2) Une liste des élèves et des objets classiques strictement nécessaires est affichée dans l'école, tous les élèves doivent en être pourvus.

p. 24
Chapitre II
Des jours et des heures de travail, des congés et des vacances.
4 Les classes sont ouvertes pendant dix mois au moins excepté les jours de congés.
5 Les heures de classe sont fixées ainsi qu'il suit :
Du 1er avril au 1er novembre de (3) huit heures à onze heures et après midi de une heure à quatre heures.

6 Les élèves se rendront à l'école dix minutes au moins avant l'ouverture des […] après ce délais, ils seront passibles d'une punition.
Les jours de congés sont :
Les dimanches et les jours des fêtes consacrées.
Le jeudi après-midi.
Le 2 novembre (jour des trépassés)
Le 16 décembre, jour anniversaire de la naissance du roi.
Le 26 décembre (2ème jour de Noël)
Le 1er jour de l'an
Le jour des Rois
Les trois derniers jours de la semaine sainte
Les lundis de Pâques et de la Pentecôte
Le jour de la fête Dieu
Le 21 juillet, jour anniversaire de l'inauguration du roi
Lorsqu'il se rencontre dans la semaine un jour férié ou de congé autre que ceux-ci spécifiés, le congé du jeudi après-midi est supprimé
8 L'époque et la durée des vacances sont fixées ainsi qu'il suit :
Du 1er août au 1er septembre.
Chapitre III
Du mode de punition et de récompense
L'instituteur doit mettre toute son attention à appliquer à ses élèves les moyens de direction et de correction qui conviennent le mieux aux divers caractères.
Les élèves ne doivent jamais être frappés ;
Les punitions ordinaires sont les suivantes
1° La réprimande particulière ou publique
2° La privation d'une partie ou de la totalité des […] récréations, avec des devoirs extraordinaires.
3° La privation ou l'attribution d'une ou de plusieurs bonnes notes
4° La perte d'une place d'honneur
5° La mise au banc de punition ou debout au milieu de la classe
6° L'inscription de l'élève au tableau noir
7° L'exclusion provisoire pour deux ou trois jours avec avertissement préalable aux parents et des devoirs extraordinaires.
8° L'exclusion définitive.

(3) La durée ordinaire de chaque classe est de trois heures en été. Ce temps peut être plus court parce qu'il y a moins d'enfants à instruire.

L'instituteur est juge au cas où l'une des punitions des sept premières catégories doit être appliquée.
Qu'ant à l'exclusion définitive, elle est prononcée par le collège échevinal sur proposition de l'instituteur et de l'avis de l'inspecteur cantonal.
10 La propreté et la bonne tenue sont obligatoires pour tous les élèves ; ceux qui sont trouvés mal propres ou atteints de maladies contagieuses sont renvoyés à leurs parents.
11 L'instituteur tient un journal sur lequel il inscrit chaque jour les noms des élèves absents ou retardataires, les fautes commises et les punitions infligées.
12 Chaque jour les élèves présents à l'appel nominal reçoivent une bonne note d'assiduité. A la fin de chaque semaine, l'instituteur récompense l'assiduité, la conduite, l'application et les progrès des élèves en leur distribuant des bonnes notes présentées par des cartes imprimées ou écrites portant un numéro indicatif seulement.
Vingt cartes sont échangées contre un billet de satisfaction portant le nom de l'élève.
Dix billets de satisfaction valent un billet de récompense portant le nom de l'élève et signé par l'instituteur.

13. A la fin de chaque mois, les noms des élèves qui ont obtenu le plus de bonnes notes sont inscrits sur un tableau d'honneur.
Des récompenses consistant en livres et autres objets à la fin de l'année ou plus souvent s'il y a lieu, aux élèves qui ont obtenu le plus grand nombre de bonnes notes.
14. La Liste des élèves destinée à ^être distribuée en prix est soumise à l'approbation de l'inspecteur cantonal civil et de l'inspecteur cantonal ecclésiastique, chacun en ce qui le concerne.
Adopté en séance du conseil communal de Malonne, le règlement qui précède, soumis au conseil conformément à l'art. 15 de la loi du 23 7^{bre} 1842, le trois avril 1845.
Par ordonnance
Chantraine, Le bourgmestre président J B Noulard, L. Renier, J. Baudot, F Foulon, Thomas Beguin

Séance du 4 avril 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Baudot, Louis Joseph Renier, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

p. 26
Vu l'acte des plans des chemins vicinaux de cette commune fournis en exécution de la loi du 10 avril 1841,
Vu également le certificat constatant l'exposition desdits plans an secrétariat de l'ad^{on} communal
Considérant qu'aucune réclamation de ce chef ne nous a été faite.
Par ce motif
Le conseil est d'avis unanime que lesdits plans sont approuvés définitivement.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, L. Renier, Thomas Beguin, J. Baudot, J B Noulard.

Séance du 4 mai 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon Jean Joseph Puissant, Joseph Samsom et Louis Joseph Renier, conseillers, et Jean baudot, conseiller, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de monsieur le commissaire d'arrond. En date du 28 avril dernier, accompagnée d'une requête de 64 habitants de cette commune concernant la construction projetée d'un chemin allant de la route de Namur à Chatelet vers l'abbaye de Malonne.
Revu notre délibération en date du 9 février dernier,
Considérant que la commune n'entrerait dans aucun frais à l'expropriation à faire du terrain Baudot et quelle suivrait l'ancien chemin comme l'indique notre prédite délibération,
Par ces motifs,
Le conseil communal décide à l'unanimité de suivre ce plan rédigé par l'architecte Bolle et que l'embranchement à faire par notre ancien chemin ne formerait qu'une même adjudication.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
J Baudot, J J Puissant, J Samson, F J Foulon, J J Rifflart, L. Renier, Chantraine, J B Noulard, Thomas Beguin.

Séance du 17 juin 1845
Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier et Joseph Samsom et, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur Laurent Fartier (?), domicilié en cette commune, tendante à être porté sur la liste des électeurs communaux, vu

p. 27

vu la lettre lui écrite par le bourgmestre en date du 8 mai dernier n° 475

Vu l'article 7 & 20 de la loi du 30 mars 1836

~~vu la lettre lui écrite par le bourgmestre en date du 8 mai dernier n° 475~~

~~Vu l'article 7 & 20 de la loi du 30 mars 1836~~

Considérant que le Sieur Lorant n'a fourni son certificat de changement de domicile que dans le courant de février dernier,

Vu ce motif

Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à ce qu'il soit porté sur la liste des électeurs de cette commune pour 1845.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

J Samson, Thomas Beguin, J J Rifflart, J B Noulard, L. Renier, Chantraine

Séance du 23 juin 1845

Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, Joseph Sansom et Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la copie de la lettre de la députation du conseil provincial nous transmise par monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 13 de ce mois, au sujet de la route en projet venant de la route provincial vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes en cette commune tendante à ce que nous payions au prix de dix-huit francs la verge le terrain à exproprier pour la dite route app^{nt} à Baudot.

Considérant que mardi dernier Monsieur Bolle, architecte, nous a fait la proposition suivante de la part du frère directeur qui, ce dernier demande à faire entrer dans se cahier des charges de la dite adjudication que le frère directeur donnerait 260 mètres cubes de pierres qui sont à prendre dans la court de l'établissement au prix de 40 centimes le mêtre, que l'adjudicataire de ladite route devra prendre et devra payer au frère directeur, et que celui-ci payerait le terrain à exproprier au dit Baudot qui doit servir pour la route en projet.

Par ces motifs

Le conseil d'un commun accord, décide à l'unanimité qu'il n'est point d'avis d'intervenir dans les frais de l'expropriation dont il s'agit.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

J J Puissant, J Samson, Thomas Beguin, J J Rifflart, J B Noulard, L. Renier

p. 28

Séance du 9 juillet 1845

Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, Joseph Sansom, François Joseph Foulon et Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Monsieur le commissaire,

Nous avons l'honneur de répondre à la lettre de la députation du 29 juin dernier que vous nous avez transmise, nous regrettons qu'on aie pas bien compris notre délibération précédente, ou que nous nous soyons mal expliqué, nous alons donc le faire plus clairement.

Nous acceptons l'offre faite par le frère directeur du pensionnat qui payera le prix du terrain Baudot, c'est pourquoi n avons dit que la commune ne devra pas payer se prix.

Nous acceptons aussi l'offre faite ledit frère de donner 250 mètres cubes des pierres à 40 centimes le mètres, maintenant nous consentons à ce que le chemin soit dirigé par la maison Baudot avec ambranchement vers Namur par l'ancien chemin.
Mais il est entendu que nous procèderions seuls à l'adjudication des travaux dudit chemin d'après un devis et cahier de charges qui serait dirigés par le commissaire voyer, qui aura la surveillance exclusive des travaux.
Veuillez prié la députation de nous transmettre ce devis et cahier de charges.
En séance les jour, mois et an que dessus.
J Foulon, L Renier, J J Puissant, J J Rifflart, J Samson, Chantraine, J B Noulard, Thomas Beguin.
Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription contenant les enfans pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction

p.29
gratuite pour l'année scolaire de 1845 à 1846, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins.
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date du six septembre présent mois,
Vu les articles 6537 et suivans du code administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous les n° 3, 8 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux y sont maintenus est conséquemment de 23
Les enfants compris sous les n° 1. 2. 6. 7 et 10 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre de ceux qui y sont maintenus est maintenant de cinq.
Les enfants conservés dans les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales et dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budjet des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.
Etaient présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Sansom et Jean Joseph Puissant, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le bourgmestre président J B Noulard, le secrétaire Chantraine

Séance du 11 8^{bre} 1845
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Louis Joseph Renier, Joseph Sansom et Luis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur de la province en dâte du 3 7^{bre} dernier inscrite au mémorial administratif sous le n° 3322 au sujet des centimes additionnels des contributions de 1846
Considérant que la commune a de grandes dépenses à faire cette année,
Par ce motif
Le conseil demande les deux centimes additionnels facultatifs aux contributions foncières et personnelles de 1846.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
.Chantraine, L. Renier, J Samson, Thomas Beguin, J B Noulard

p. 30

Séance du 11 8bre 1845

Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Sansom et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Monsieur le commissaire,

Nommés pour faire partie de la commission instituée par l'article 58 de la loi du 28 juin 1822 pour examiner les déclarations relatives à la contribution personnelle de l'année 1846

Messieurs Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

.Chantraine, L. Renier, J Samson, Thomas Beguin, J B Noulard

Séance du 12 9bre 1845

Présent messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Sansom et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la circulaire de monsieur le gouverneur de la province en dâte du 2 8bre dernier inscrite au mémorial adtif sus le n° 3335 au sujet des secours extraordinaires à donner aux indigens

Vu la délibération du bureau de bienfaisance à ce sujet,

Considérant que la commune ainsi que le bureau de bienfaisance ne possèdent pour ainsi dire d'aucun revenus vu que nous avons de grandes dépenses a supporter cette année et l'année précédente, nous nous trouvons malgré notre désir dans l'impossibilité d'intervenir dans aucune dépense pour le motif nommé ci-dessus mais le conseil consent à ce qu'il soit ouvert une liste de souscription pour leur venir en aide et s'oblige à faire toutes les démarches nécessaires à cette fin.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

.Chantraine, L. Renier, J Samson, Thomas Beguin, J B Noulard, J J Rifflart

p. 31

Séance du 18 9bre 1845

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, François Joseph Foulon, Jean (?) Joseph Renier et Jean Joseph Puissant, tous conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la demande adressée à monsieur le gouverneur de la province en dâte du 27 8bre dernier par le sieur Dosimont, instituteur en cette commune à l'effet d'obtenir un subside sur le trésor pour lui venir en aide sur les fonctions qu'ils exercent.

Considérant que ledit Dosimont a été nommé instituteur de cette commune et qu'il à rempli plusieurs années cette place, considérant qu'il nous a adressé sa démission à cette fin, que ledit Dosimont dit instruire gratuitement des enfans,

Vu ce motif

Le conseil d'un commun accord décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à accorder un subside sur la commune en faveur dudit Dosimont et nie formellement qu'il enseigne des gratuitemens.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

L. Renier, J J Foulon, Thomas Beguin, J B Noulard, J J Puissant

Séance du même jour

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin, échevin, François Joseph Foulon, Jean (?) Joseph Renier, Jean Joseph Puissant et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'acte de propriété de l'église et de la maison y attenante appartenant à cette commune,
Considérant que la commune avait laissé ladite place attenante à notre église, pour l'agrément de son curé, et qu'aujourd'hui, un autre bâtiment a été construit à cette fin,
Considérant que cette place est actuellement fermée et ne rapporte aucun service à la commune,
Considérant que la fabrique veut que cette propriété lui appartienne
Le conseil décide à l'unanimité et dit formellement que cette propriété appartient à la commune et s'oppose à ce que la fabrique y ait aucun droit et prie la députation provinciale de statuer sur ce sujet.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Puissant, Chantraine, J Samson, J Foulon, J B Noulard, Thomas Beguin

p. 32

Séance du 26 9bre 1845
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson, François Joseph Foulon et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Nomme pour signer les certificats en matière de milice pour 1846
Messieurs Louis Joseph Renier et Joseph Samson, tous deux conseillers.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, J Samson, J Foulon, J B Noulard, Thomas Beguin, L. Renier, J J Rifflart

Séance du 1er Xbre 1845
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Jean Joseph Baudot, Joseph Samson et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la réclamation adressée à la députation du conseil provincial par le sieur Schayes fermier en cette commune au sujet du droit de chasse appt à cette commune,
Considérant que le droit de chasse dont il sagit a été affichée mais que cependant l'affiche a été recouverte par une autre et que personne nie l'avoir vu,
Vu ce motif, le conseil est d'avis que le droit de chasse soit remise à une autre adjudication.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, J Samson, J Baudot, J B Noulard, Thomas Beguin, L. Renier, J J Rifflart

Séance du 17 Xbre 1845
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Thomas Joseph Beguin et Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson et Louis Joseph Renier, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que notre maison presbytérale attenante à l'abbaye de Malonne

p. 33

est affichée pour être mise en location pour le 30 de ce mois comme propriété appartenant à la fabrique,
Considérant que cette maison est une propriété appartenant à la commune d'après les lettres que nous avons adressées à la députation du conseil provincial,
D'après ce motif, le conseil d'un commun accord vient mettre opposition à l'adjudication dont il s'agit.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, J Samson, J B Noulard, Thomas Beguin, L. Renier, J J Rifflart

Procès verbal de prestation de serment des conseillers élus le 25 novembre dernier.
Aujourd'hui quatre janvier 1800 quarante six, par devant nous Jean Baptiste Noulard, bourgmestre de la commune de Malonne, sont comparus messieurs Louis Joseph Renier, Pierre François Rifflart vieux, Jean baptiste Schayès, Jean Joseph Baudot et Henry Joseph Jacques, conseillers, lesquels, après qu'il leur eut été rappelé et que le décret d'exclusion à perpétuité de la famille d'Orange Nasseau de tout pouvoir en Belgique fait partie de la constitution ils ont prêté le serment concus en ces termes
Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge.
Après quoi je leur ai déclaré qu'ils étaient installés membres du conseil communal de cette commune.
De quoi j'ai rédigé le présent procès verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus, et ont signé avec moi.
H J Chapelle, J Baudot, pierre françois rifflart, L J Renier, J B Schayès, J B Noulard.

p. 34
Séance du 13 janvier 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevins, Joseph Samson, Henry Joseph Jacques, Jean Baptiste Schayès et François Joseph Foulon, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de rédiger son projet de rôle pour l'entretien de la voirie vicinale de 1846,
Considérant que les plus imposés des habitants ne paient que deux journées de travail tandis que les malheureux qui paient seulement trois francs pour toutes contributions directes doivent aussi payer les deux journées,
Considérant que cest une erreur, par ce motif, le conseil d'un commun accord sont d'avis […] à ce que les deux journées de travail ne figurent point au rôle dont il s'agit et que les centimes imposés aux contribuables seront calculés à raison de […]
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, J Samson, F J Foulon, J B Noulard, J J Rifflart, J B Schayès, H J Jacques

Séance du 4 février 1846
Le conseil communal de Malonne à la députation du conseil provincial de Namur,
Messieurs,
Les soussignés viennent vous prier de bien vouloir mettre en adjudication pour la louer (?) pour le terme de trois, six ou neuf ans l'ancienne maison presbytérale attenant à l'abbaye de Malonne.
J J Rifflart, J B Schayès, Renier, F J Foulon H J Jacques fils, Pierre François Rifflart, Chantraine.

p. 35
Séance du 21 février 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Joseph Samson, Jean Baudot, Louis Joseph Renier, Pierre françois Rifflart et Jean Baptiste Schayès, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale pour l'exercice 1846
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature imposées audit rôle soient converties en argent,
Par ce motif le conseil d'un commun accord demande à ce que les dites prestations soient converties en argent.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

J Baudot, Chantraine, J Samson, J J Rifflart, J B Schayès, Renier, P F Rifflart, (ill.)

Séance du 16 mars 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, échevin, Joseph Foulon, Joseph Samson, Jean Baudot, Louis Joseph Renier, Jean Baptiste Schayès et Pierre françois Rifflart, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les convenances faites entre le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'une part et divers habitants de cette commune et Namur d'autre part, au sujet des emprises de quelques parcelles de terrain devenues nécessaires pour la construction de la route venant de la route provincial de Namur a Chatelet, vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes à Malonne, avec embranchement,
Considérant que les convenances ont été faites dans l'intérêt de la commune et que le prix de vente des dites parcelles sont payées au taux des autres terrains dans le fond de Malonne,
Par ce motif,
Le conseil est d'avis que les dites convenances soient approuvées par la députation du conseil provincial.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Foulon, Chantraine, Renier, J Samson, J B Noulard
Les sieurs jean Baptiste Schayès, Jean Baudot et Pierre François Rifflart s'opposent à ce qu'ils soit fait des emprises pour l'embranchement.
J Baudot, Schayès, P F Rifflart.

p. 36
Séance du 16 mars 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, échevin, Joseph Foulon, Joseph Samson, Jean Baudot, J B Schayès et Pierre françois Rifflart, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la réclamation adressée au Roi par le nommé H. J. Leurquin habitant de cette commune tendante à obtenir un subside du gouvernement pour lui venir en aide au sujet de sa nombreuse famille.
Considérant que la demande du pétitionnaire est sincère et véritable en son contenu,
Sont davis que la demande du pétitionnaire soit favorablement accueillie.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Foulon, P F Rifflart, , L J Renier, J Samson, J Baudot, Schayès, Chantraine, J B Noulard

Séance du 26 mars 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, Joseph Samson, Pierre françois Rifflart et Jean Baptiste Schayès, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que le dixième du principal de contribution directe n'est point suffisant pour l'entretien de la voirie vicinale de cette commune, vu que nous avons de grandes dépenses à supporter cette année et l'année précédente et des réparations à faire à nos chemins et principalement pour la route venant de l'abbaye de Malonne vers la route provinciale de Namur à Fosses qui a été adjugée pour le prix de 5850 francs,
D'après ces motifs le conseil est davis unanime de porter à 25 pour cent sur la contribution directe de la commune le montant à prévoir pour les années 1845, 46, 47 et 48 pour la réparation dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
P F Rifflart, , L J Renier, J Samson, Schayès, Chantraine, J B Noulard

p. 37

Séance du 28 juin 1846

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès, Pierre françois Rifflart, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la lettre du frère directeur du pensionnat de Malonne au sujet de la somme de 4000 francs que cet établissement doit payer pour sa quote part dans les frais de la route menant de la route provinciale de Namur à Fosses vers leur établissement,

Considérant qu'il n'a jamais été question de payer leur quote part dans les frais de ladite route au prorata,

Considérant que le frère directeur Anscaire a consenti à plusieurs reprises de nous payer la somme de 4000 francs, pour sa quote part dans les frais de la dite route,

Par ce motif, le conseil prie la députation de nous faire payer la somme de 4000 francs par le frère directeur, mentionnée ci-dessus.

Nous vous joignons la lettre du frère Gal du 26 de ce mois au sujet de cette somme.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

J J Rifflart, , , B Schayès, P F Rifflart, L J Renier, Chantraine, J B Noulard

Séance du 13 août 1846

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Joseph Samson, Jean, François Joseph Foulon, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Rifflart, François Joseph Foulon Henry Joseph Jacques, conseillers et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 25 juillet dernier concernant la tenue de deux écoles gratuitement en cette commune par les frères des écoles chrétiennes établis dans le local de l'ancienne abbaye de Malonne,

Considérant que cet proposition de la part desdits frères est très avantageuse à la commune, ce qui d'abord sera aux enfants de sexe masculin y recevront l'instruction gratuitement,

Considérant que le mobilier actuellement dans l'école appartenant audit établissement doit être payé par la commune au frère directeur de cet établissement,

Vu le certificat d'expertise au sujet des meubles dont il s'agit et de la […] à titre de secours pour l'instruction, le conseil consent à ce que cet établissement […] pour l'indemniser de son sacrifice qu'il s'impose aux

p. 38

Par ces motifs, le conseil est de payer audit établissement la somme de 785 francs, sept cent quatre-vingt-cinq francs, montant de l'état de l'expert ci-joint.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

P F Rifflart, J J Rifflart, L J Renier, J Foulon, J Samson, Schayès, Chantraine, J B Noulard, H J Jacques

Séance du 8 7^{bre} 1846

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès, Joseph Samson et Pierre François Rifflart, conseillers et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu les délibérations du bureau de bienfaisance et du collège des bourgmestre et échevins portant nomination de deux […] pour la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance en remplacement de Louis Joseph Renier, membre sortant,

Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit,

Le dépouillement du scrutin fait connaître que Monsieur Louis Joseph Renier a obtenu cinq suffrages et Monsieur jean Louis Leclercq un suffrage.
En conséquence, Monsieur Louis Joseph renier est nommé membre dudit bureau.
Expédition de la présente sera adressée à monsieur le commissaire d'arrondissement pour infirmation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, J J Rifflart, Renier, J Samson, Chantraine,

Séance du … 7bre 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Joseph Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil

p. 39
Le conseil communal de Malonne
Considérant que le 12 8bre prochain il va être tenu une école gratuite par les frères des écoles chrétiennes pour les enfants de sexe masculin de cette commune,
Considérant que le même avantage doit être aussi fait pour les enfants de sexe féminin,
Par ces motifs, le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce qu'il ÿ aie une personne capable de sexe féminin pour enseigner lesdits enfants de sexe féminin et autorise le collège des bourgmestre et échevins à disposer d'une somme de trois cent cinquante francs pour le traitement de l'institutrice dont il s'agit et devra être acceptée par le conseil communal sauf qu'à […] des élèves serait au profit de la commune.
L'institutrice qui sera nommée aura le logement et le chauffage.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Rifflart, Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier, J Samson, Chantraine,

Séance du 28 8bre 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Joseph Rifflart et Joseph Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de délibérer sur la nécessité où se trouve actuellement la commune au sujet de l'instruction à donner aux enfants de sexe féminin,
Considérant que les enfants de sexe masculin reçoivent aujourd'hui l'instruction par les frères des écoles chrétiennes,
Considérant qu'il y a nécessité de nommer une institutrice pour instruire les enfants de sexe féminin,
Par ces motifs,
On procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit, le dépouillement du scrutin fait connaître que la demoiselle Aldegonde Jonet, de la commune de Champion, a obtenu quatre suffrages et Léocadie Defrenne, de la commune de (???) a obtenu deux suffrages.
En conséquence, Aldegonde Jonet est nommée institutrice de cette commune au traitement annuel de quatre cent cinquante francs sauf la rétribution des élèves solvables qui se […] au profit de la commune.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le Commissaire d'arrondissement pour information.
Semblable expédition sera adressée à la demoiselle Aldegonde Jonet pour son information.
Cet objet terminé, on procède à la désignation de deux (membres)

p. 40
de l'administration pour faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 janvier 1822 pour l'examen des déclarations concernant l'assiette de la contribution personnelle de l'année 1847.

Sont nommés à cette fin
Messieurs
Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, tous deux échevins, sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Rifflart, Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier, Chantraine,

Séance du 7 9bre 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Rifflart et Joseph Baudot, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur de la Province en date du 20 8bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 3540 au sujet des centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1847
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter cette année et l'année précédente au sujet de la route venant de la route provincial à l'établissement des frères des écoles chrétiennes
Par ces motifs,
Le conseil est davis unanime de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine J J Rifflart, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 16 9bre 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Joseph Samson et Jean Baptiste Schayès, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal rendu pour l'exercice de 1845,
Considérant que plusieurs retardataires

p. 41
sont en arriéré de plusieurs années du chef de taxation,
Considérant que diverses invitations leur ont été faites par le receveur communal à cette fin,
Le conseil est d'avis unanime de demander l'autorisation d'attraire en justice les individus dont les noms suivent :

1° Meunier Pierre François Joseph redoit	268 francs	96 cs.
2° Hoppe Thomas	141	22
3° Bodson jean Bte	76	01
4° Vve Nicolas Menier du Broctia	96	10
5° Joseph Adam	126	
6° Henry Massinon	240	65
7° Jean Bte Thirot […]	21	
8° Pierre Gilain Renier	27	
9° François Marneffe Quinet	81	
10° et Gillain Jos Renier	37	

Expédition de la présente sera adressée à Mr le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Samson, Schayès, Chantraine J J Rifflart, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 12 X^bre^ 1846
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Pierre François Rifflart François Joseph Foulon, Jean Baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur Germiat, curé de cette commune, en date du 7 de ce mois, tendante à avoir l'assentiment de notre conseil communal pour faire les demandes auprès de monseigneur l'évêque pour obtenir un vicaire pour l'assister dans son ministère.
Considérant qu'il y a nécessité d'avoir un vicaire en cette commune, attendu sa grande étendue,
Par ces motifs,
Le conseil est d'avis à ce que ledit monsieur le curé fasse les demandes nécessaires à cette fin et alloue annuellement à cette place une somme de deux cent cinquante francs, sous la condition que la somme de cent cinquante francs allant annuellement au budget communal en faveur dudit monsieur le curé ne lui serait plus payé à dater de

p. 42
de l'arrivée dudit vicaire en cette commune.
D'autant qu'un logement à fournir audit vicaire le conseil n'entend nullement de lui procurer lequel reste a ses frais.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Samson, Schayès, Chantraine J J Rifflart, P F Rifflart, J B Noulard, Foulon

Séance du … janvier 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Rifflart et François Joseph Foulon, et Chantraine, secrétaire.
Vu la lettre de Monsieur le commissaire voyer de l'arrondissement en date du 2 de ce mois au sujet d'une indemnité à allouer au sieur Samson entrepreneur de la route venant de la route provinciale vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes en cette commune,
Le conseil d'un commun accord autorise Messieurs le bourgmestre et échevins à répondre à la lettre dont il s'agit que nous avons eu connaissance et que les travaux inscrits au registre des délibérations dudit collège.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Baudot, Schayès, Chantraine J J Rifflart, P F Rifflart, J B Noulard, Foulon, Renier

Séance du 13 janvier 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, échevin, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Rifflart, Joseph Samson et Jean Baudot, conseillers, et Chantraine, secrétaire
Le conseil communal de Malonne

p.43
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur du 18 X^bre^ 1846 au sujet des secours extraordinaires à donner aux pauvres pendant l'hiver de 1846 à 1847
Considérant que la commune fait des grands sacrifices pour la construction d'une route venant de la route provincial vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes et faire les emprises nécessaires à cette route,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y aucun moyen d'intervenir dans aucun frais pour les motifs énoncés ci-dessus

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus tandis qu'au chauffoir public à établir, il nous est de toute impossibilité de nous en occuper.
J Baudot, Samson, Schayès, Chantraine, P F Rifflart, J B Noulard, Foulon, Renier

Séance du 28 janvier 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier et Jean Joseph Rifflart, échevins, François Joseph Foulon, Pierre François Rifflart et Jean Baptiste Schayès, conseillers, et Chantraine, secrétaire
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la dépense pour frais de l'instruction primaire en cette commune est très élevée à cause de l'achat du mobilier que la commune a dû faire et qui se trouve dans l'école des frères des écoles chrétiennes et du traitement alloué à l'institutrice,
Considérant que les revenus de la commune ne permettent pas de faire face à ces dépenses elles-mêmes,
Décide à l'unanimité de solliciter du gouvernement et de la province la continuation du subside pour 1847.
Cet objet terminé on s'occupe de la demande à faire près du gouvernement et de la province à l'effet d'obtenir un subside pour faire face aux dépenses qu'occasionne le placement du nommé Meurice au dépôt de mendicité de Mons à charge de notre commune.
On s'occupe ensuite de la demande à faire près du gouvernement et de la province à l'effet d'obtenir un subside pour faire face aux dépenses qui doivent […] la réparation de nos chemins vicinaux.
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité

du gouvernement de la province des secours à se sujet.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Le président J B Noulard, Chantraine

Séance du 17 février 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart François Joseph Foulon et Jean Baptiste Schayès, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en date du 2 janvier dernier inscrite au mémorial ad[tif] sous le n° 3588 au sujet des chauffoirs publics à établir dans les communes où cela est possible, où l'on y distribue des soupes aux malheureux qui s'y présenteraient,
Le conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'adopter cette mesure attendu que la commune se trouve dans l'impossibilité de pouvoir faire face à cette dépense mais l'on soulage le plus possible les indigents par des aumônes.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessu
J J Rifflart, Renier, B Schayès, P F Rifflart, le bourgmestre J B Noulard, Chantraine

Séance du 26 février 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès et Pierre François Rifflart, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien, de la voirie vicinale de 1847
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que la prestation en nature imposée audit rôle soit convertie en argent,

Vu ce motif,
Le conseil d'un commun accord demande à ce que lesdites prestations soient converties en argent.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Rifflart, P F Rifflart, B Schayès, J B Noulard, Renier

p. 45

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart François Joseph Foulon et Jean Baptiste Schayès, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Revu notre délibération en date du 28 janvier dernier tendante à obtenir un subside pour améliorer nos chemins vicinaux et donner de l'occupation à la classe ouvrière,
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 20 de ce mois à ce sujet,
Considérant que le bureau de bienfaisance ne possède aucun revenus,
Considérant que la commune se trouve dans l'impossibilité d'intervenir dans aucun frais à ce sujet,
Considérant enfin qu'il n'y a aucun moÿen de recevoir des sans volontaires (?) et qu'ainsi il est inutile d'ouvrir des listes de souscriptions.
Par ces motifs,
Le conseil est d'avis unanime de ne point donner suite à la délibération mentionnée ci-dessus.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Le président J B Noulard, Chantraine

Séance du 15 avril 1847
Le conseil communal de Malonne M. Jean-Baptiste Noulard, bourgmestre, à l'effet de procéder à une information de commodo et incommodo sur la demande faite par la veuve Edmond Malnaury, tendante à être autorisée de faire cuire des briques dans un terrain lui appartenant situé à Bauw, annexe de cette commune.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Rifflart, P F Rifflart, B Schayès, Chantraine, Renier, J B Noulard, J Baudot

Séance du 11 mai 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès, Pierre François Rifflart et Jean Baudot, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 5 de ce mois accompagnée d'une réclamation de la dame veuve Edmond Malnaury tendante à être autorisée

p. 46

autorisée de faire cuire une fournée de briques nécessaires à la construction d'une maison qu'elle se propose de faire bâtir à Bauw, annexe de cette commune,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Vu les oppositions formées contre cette demande,
Attendu que les oppositions sont fondées à cause des dommages qu'elle peut causer aux arbres fruitiers appartenant au deux opposants approuvant sept mots rayés mots […] délibération
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J J Rifflart, J Baudot, Chantraine, P F Rifflart, B Schayès, J B Noulard, Renier

Séance du 26 mai 1847

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès et Jean Joseph Baudot, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Revu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 5 de ce mois, accompagnée d'une réclamation de la dame veuve Malnaury tendante à être autorisée à faire cuire une fournée de briques nécessaires à la construction d'une maison qu'elle se propose de faire bâtir à Bauw, annexe de cette commune,
Vu le procès-verbal de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Vu les oppositions formées contre cette demande,
Attendu que nous nous sommes rendus sur les lieux pour nous assurer si les oppositions formées contre cette demande étaient fondées, nous avons reconnu que […] s'opposait à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la dite veuve Edmond Malnaury soit autorisée à cuire les briques nécessaires à la construction de la maison qu'elle se propose de faire bâtir sous la condition que les dommages occasionnés par la cuisson desdites briques soient supportés par elles.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Baudot, J J Rifflart, Chantraine, J B Schayès, J B Noulard, Renier

p. 47.

Séance du 29 mai 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Jean Joseph Baudot, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de M. [...] inspecteur des écoles en date du 28 avril dernier, n° 111 par laquelle il manifeste l'intention la salle d'école des filles actuelles, vu l'air infect qu'on y respire,
Considérant que nous avons un local nous appartenant non loué à l'endroit dit grande carrière qu'on pourrait facilement convertir en salle d'école pour les filles moyennant d'y faire les restaurations suivant le devis estimatif ci-joint,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que les dites restaurations aient lieu moyennant que le gouvernement et la province viennent à notre secours pour les motifs énoncés ci-dessus.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Baudot, J J Rifflart, Chantraine, J B Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 13 juin 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Joseph Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 5 de ce mois par laquelle il nous renvoye de nouveau les pièces relatives

p. 48

à la demande formée par la dame veuve Edmond Malnaury tendante à obtenir l'autorisation de faire cuire une fournée de briques nécessaires à la construction qu'elle se propose de faire bâtir à Bauw, annexe de cette commune,
Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1845,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin
Vu les oppositions formées contre cette demande,
Attendu que nous nous sommes rendus sur les lieux afin de nous assurer si les oppositions formées contre cette demande par les sieurs Cagnaux et Servais étaient fondées, nous avons reconnu que rien ne s'opposait à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie,

Par ces motifs
Arrête :
Art. 1er, la dite veuve Edmond Malnaury est autorisée à cuire les briques nécessaires à la construction dont il s'agit,
2° Les dommages occasionnées par la cuisson desdites briques s'il en survenait seront supportés par elle.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
J Samson, J J Rifflart, Chantraine, J B Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 8 juillet 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Jean baptiste Schayès, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en dâte du 29 juin dernier par laquelle il nous renvoÿe les pièces adressées à sa majesté afin d'obtenir un subside pour l'appropriation d'un bâtiment destiné à servir d'une maison d'école afin de faire connaître pour quelle somme la commune interviendra dans cette dépense,
Vu le devis estimatif de cette dépense,
Considérant que la commune se trouve dans l'impossibilité par elle-même la totalité de cette dépense,
Attendu qu'il y a une grande nécessité à ce que ledit bâtiment soit converti en salle d'école attendu que celle actuel est trop petite,
Par ces motifs,
Le conseil d'un commun accord décide à l'unanimité d'intervenir dans la dépense ci-dessus pour une somme de trois cents francs.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et délégué le bourgmestre pour procéder à une information de commodo et incommodo sur

la demande faite par Alexandra Dumont, veuve d'Amaury jacques, tendante à avoir la concession d'une parcelle de terrain communal sans emploi à l'endroit dit Crestia.
P F Rifflart, J J Rifflart, Chantraine, Renier, J B Noulard, B Schayès

Séance du 12 juillet 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, et Jean baptiste Schayès et Pierre François Rifflart, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre du sieur jean François Stokart de cette commune en dâte de ce jour par laquelle il demande autorisation d'extraire du minerai de fer dans la propriété appartenant à cette commune.
Considérant que les offres reprises à la demande dudit Stokart en faveur de la commune sont suffisantes,
Considérant que cette entreprise offre un bénéfice au profit de la commune,
D'après ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie sous la condition que ledit Stokart fournira caution à la commune à la première demande qu'il lui sera faite par celle-ci pour l'accomplissement du charoyer (?) […] de la dite demande.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus nous disons que la présente autorisation n'aura d'effet qu'après avoir été approuvée par la députation du conseil provincial.
J J Rifflart, Chantraine, J B Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 13 août1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Jean baptiste Schayès, conseillers et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de monsieur le commissaire d'arrondissement en dâte du 19 de ce mois au sujet de la demande du sieur Jean François Joseph Stokart tendante à être autorisé à extraire le minerai de fer qui existent dans la

p. 50
propriété appartenant à cette commune.
Revu aussi délibération en date du 12 de ce mois […] d'une capacité de cinq hectares environ qui est maintenant en location, qu'il peut s'y trouver du minerais.
Vu ces motifs, le conseil d'un commun accord demande l'autorisation requise pour procéder à la mise en adjudication de cette contenance de terrain.
Cet objet terminé, le conseil nomme à l'unanimité pour procéder à l'expertise de la parcelle de terrain demandée en concession par la veuve henry Jacques de cette commune, tendante à avoir la concession de 25 centiares de terrain à l'endroit dit Crestia, Messieurs Louis Joseph Marneffe et François Joseph Renier.
Ainsi délibéré en séance […] les jour, mois et an que dessus approuvant la note 13 août (?) qui a été gratis valable à la présente (???)
J J Rifflart, Chantraine, J B Schayès, P F Rifflart, J B Noulard, Renier

Séance du 21 août 1847
Présents messieurs Noulard, bourgmestre, Rifflart et Renier, échevins, Schayès, Rifflart, Samson, conseillers et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre adressée par notre conseil communal à Monsieur le Gouverneur le 18 juin dernier, tendante à céder gratuitement une parcelle de terrain communal d'une contenance de 25 centiares environ, située à l'endroit dit Crestia, sans emploi, à la nommée Alexandrina Doumont, veuve d'Henry Jacques, indigente domiciliée en cette commune,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu a cet fin,
Vu également le procès-verbal d'expertise,
Considérant que ladite Alexandrina Doumont se trouve dans la dernière des misères avec sa nombreuse famille et qu'il est dans l'intérêt de la commune de lui abandonner la concession de la dite parcelle de terrain afin qu'elle puisse faire bâtir une petite chaumière pour s'y réfugier avec sa famille,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
P F Rifflart, Chantraine, J Samson, B Schayès, Renier, J B Noulard, J J Rifflart.

p. 51
Séance du 4 septembre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart et Joseph Samson, conseillers, et aussi Schayès , et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal de1846,
Considérant que depuis plusieurs années divers individus sont en retard d'effectuer […] loyer des terrains communaux
Considérant qu'ils ont été invités à plusieurs reprises de se libérer de leurs arriérés vus que les locataires de ces diverses parcelles sont dans la dernière des misères,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y lieu à ce que les individus repris au présent compte exercice 1846 soient rayés, lesquels sont indiqués par une croix en face de leur nom et portant les n°ˢ suivants chapitre […]

recouvrements sur les arriérés et recettes extraordinaires n° 11,12bis, 15, 18, 24, 27 38, 46, 63, 65, 88, 91, 128, 131, 143 et 144, plus le n° 17 du chapitre 2° recettes ordinaires.
Expédition de la présente sera jointe au compte pour être soumise à l'approbation de la députation du conseil provincial.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, Schayès, Renier, P F Rifflart, J Samson, J J Rifflart, J B Noulard

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la copie d'une lettre adressée à monsieur le commissaire d'arrond^{t}, par la députation du conseil provincial en date du 19 août dernier, au sujet d'une deuxième école tenue par des frères des écoles chrétiennes,
Considérant que l'école communale dirigée par le sieur urbain Demanet n'existe plus,
Considérant que lesdits frères offrent de tenir deux écoles pour les garçons moyennant un subside annuel de sept cents francs,
Revu notre délibération du 13 août 1846 qui leur accorde annuellement les deux tiers du subside alloué au profit de notre commune pour l'instruction primaire
Considérant que les frères doivent tenir une école pour les enfants de sexe masculin gratuitement et que les deux tiers du subside que nous leur avons accordé n'a été que pour la tenue de la deuxième école qui est établie par eux aujourd'hui, ainsi que nous leur allouons une somme de cinquante francs annuellement pour le chauffage desdites deux écoles,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à leur allouer le subside de sept cents francs mais bien les

les deux tiers du subside que nous recevons de la province et du gouvernement annuellement tant qu'à[1] la rétribution des élèves solvables fixée à huit francs pour achat des livres, à leurs frais, et ne prétend nullement d'intervenir dans cette dispute.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, Schayès, Renier, P F Rifflart, J Samson, J J Rifflart, J B Noulard

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'état des frais de la nommée Ediart Worike de l'institut provincial ophtalmique de Namur pour le 2ème trimestre 1847 nous adressée par la députation du conseil provincial,
Attendu que ladite Ediart n'est habitantes de cette commune que depuis l'espace de quinze mois environ et qu'elle est censée avoir son domicile de secours en la commune de Floreffe, lieu de son dernier domicile où elle a habité pendant 18 années,
E conseil décide à l'unanimité de ne point acquitter l'état des frais dont il s'agit.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, Schayès, Renier, P F Rifflart, J Samson, J J Rifflart, J B Noulard

[1] Le secrétaire Chantraine écrit systématiquement « tant qu'à » ; sans doute ne connaît-il pas « Quant'à » !

Séance 3 7bre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Renier, échevin, Pierre François Rifflart, Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire et le sieur Jean Joseph Rifflart pend. Séance.
Le conseil communal de Malonne

p. 53

Vu les registres d'inscription consernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1847 à 1848 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous le nb 11 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de dix.
Les enfants compris sous le nb 3 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de vingt-cinq.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 8 septembre 1847 où étaient présents messieurs Noulard, Renier, Rifflart et Samson conseillers, et Chantraine secrétaire ;
Samson, Meunier, P F Rifflart, J B Noulard, Chantraine

Séance du 4 8bre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Jean Joseph Renier, échevin, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la copie de la lettre de Monsieur le gouverneur den dâte du 6 7bre dernier adressée à monsieur le commissaire d'arrondissement au sujet de suppression de l'école normale des garçons,
Considérant que le sieur Demanet instituteur communal est décédé il y a plusieurs mois et qu'il y a lieu de pourvoir sans délai à l'instruction des garçons,
Vu la proposition qui est faite par les frères des

p. 54

des écoles chrétiennes d'instruire les enfants de sexe masculin moyennant une somme de cinquante francs ,
Décide
1° Qu'il sera demandé au gouvernement de permettre la suppression de l'école communale des garçons et de la remplacer par celle tenue par les frères que la commune adopte à cet effet.
2° Que les ressources de la commune étant épuisées il sera impossible d'accorder à cette école autre chose que cinquante francs pour le chauffage et une somme de cinquante autres francs pour l'instruction des enfants indigents.

3° Que l'utilité de cette nouvelle école étant généralement reconnue et que la somme de cinquante francs qui est demandée n'est pas trop élevée, le gouvernement sera prié de parfaire ce qui ne peut être accordé par la commune.
4. Que pour le cas où le gouvernement ne pourrait accorder le subside nécessaire le conseil communal se voit à regret forcé de renoncer à l'adoption de l'école dont il s'agit.
Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante :
Considérant que la population de la commune dépasse 2300 âmes et que le nombre des enfants en âge de fréquenter les écoles est de 300 environ, et qu'ainsi il y a lieu de maintenir l'école au lieudit Mal pas
Considérant qu'il a été projeté de faire tenir cette école par une élève de troisième année de l'école normale de Malonne moyennant une somme de deux cents francs par an,
Décide
1° Que cette proposition est avantageuse et peut être acceptée
2° Que les ressources de la commune ne lui permettent que d'accorder que 50 francs annuellement pour cette école,
3° Qu'en conséquence, elle prie le gouvernement d'autoriser l'adoption de cette école qui sera tenue cette année par le sieur Parmentier Joseph et de lui accorder un subside pour parfaire la somme de deux cents francs.
Cet objet terminé, le conseil prend la délibération suivante :
Vu l'acte d'adjudication du rivage appartenant à cette commune en date du 20 mai 1844 duquel il résulte que le sieur Mathieu Joseph Remy, batelier, domicilié en cette commune, s'est rendu adjudicataire dudit rivage au rendage annuel de trente et un francs,
Considérant que ledit Remy refuse totalement de payer ce fermage échut
Considérant qu'il a été invité à plusieurs reprises à se libérer
Par ces motifs
Le conseil d'un commun accord demande à être autorisé d'attraire en justice ledit Remy pour le contraindre au payement de son arrièrage.

arrièrage ainsi qu'aux frais de timbres, affichage et enregistrement de […] adjudication.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, Schayès, Renier, P F Rifflart, J Samson, J J Rifflart, J B Noulard

Séance du 20 8bre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande nous adressée par monsieur Henrard, candidat avoué domicilié à Huy tendante à être autorisé à faire des recherches pour sa mine de fer dans le bois dit Fond de Navinne appartenant à cette commune moyennant de verser dans la caisse communale une somme de vingt francs aussitôt approbation.
Le conseil communal adopte la résolution suivante
Art. 1er ledit monsieur Henrard est autorisé à faire les recherches les recherches nécessaires pour l'extraction de la mine de fer en partant du fond du ravin du bois dit du fond de la Navinne sous la condition reprise dans sa demande dâtée à Malonne du 11 8bre 1847 et de celle-ci adoptée par le conseil communal aujourd'hui.
Art. 2° Que ledit monsieur Henrard répondrait de tous dégats quelconques résultant de sont extraction et même il sera tenu de faire construire à ses frais tout perrier jugé nécessaire par nous pour le soutènement

des terres provenant de son exploitation, lesdits perriers devront être construits da près les ordres qui lui seront donnés par le conseil communal.
Art. 3° Dans le cas de cessation ou suspension des travaux de la part dudit Mr Henrard […] de six mois consécutifs, il sera libre à la commune de le faire déchoir de son droit à la présente autorisation par un simple avertissement par écrit et sans autre formalité.
Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
Chantraine, Schayès, Renier, P F Rifflart, J Samson, J J Rifflart, J B Noulard

Séance du 4 9bre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, échevin, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de monsieur le gouverneur de la province en dâte du 21 7bre dernier, inséré au mémorial adtif sous le N° 3766 au sujet des centimes additionnels aux contributions financières et personnelles,

p. 56
de 1848
Considérant que la commune a de graves dépenses à supporter en 1848, tant pour ses chemins que pour tout autres choses
Pour ces motifs
Le conseil est d'avis de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
On s'occupe ensuite de la nomination de deux membres de l'administration qui doivent faire partie pour 1848 de la commission instituée par l'art. 7580 (?) de la loi du 28 juin 1822 pour l'examen des déclarations qui seront faites pour l'assiette à cette fin messieurs Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, tous deux échevins pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Renier, J Samson, P F Rifflart, B Schayès, J B Noulard.

Séance du 22 9bre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale de 1848
Considérant que les prestations qui sont imposées en nature sont plus avantageuses pour la commune qu'elles sont payées en argent, attendu que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien
Par ces motifs
Le conseil est davis unanime que les prestations en nature soient converties en argent.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Renier, J Samson, P F Rifflart, B Schayès, J J Rifflart, J B Noulard.

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean baptiste Schayès

p. 57
Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu l'état de frais dû par Ediart (?) […] en cette commune et domicilié de droit (?) en la commune de Floreffe, à l'institut provincial ophtalmologique de Namur pour entretien pendant le 3ème trimestre de 1847 lequel selève à la somme de 86 francs 86 centimes.
Considérant que la dite Ediart (?) n'est habitante de cette commune que depuis quinze mois environ et que son domicile de secours est légitimement en la commune de Floreffe,
Par ces motifs,
Le conseil d'une voix unanime est d'avis de ne point acquitter l'état de frais dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Renier, J Samson, P F Rifflart, B Schayès, J J Rifflart, J B Noulard.

Séance du 2 Xbre 1847
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de monsieur le gouverneur en date du 28 7bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 3780 touchant les secours à donner aux pauvres pendant l'hiver de 1847 à 1848
Le conseil décide que dès que les ouvriers indigents valides seront à rien faire, on les occupera aux travaux concernant la voirie vicinale tant à l'extraction des pierres, transporter, et réparer les chemins, ouvrir et faire des fossés pour l'écoulement des eaux.
Tant qu'aux indigents non valides, nous pourrons les soutenir cet hiver comme celui dernier tant par des dont volontaires que par les aumônes qui leurs seront données pendant la mauvaise saison vu que nous n'avons (que) bien peu de familles qui ne pourraient subvenir à leurs besoins pendant la mauvaise saison.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Renier, J Samson, B Schayès, J J Rifflart, J B Noulard.

Séance du 20 Xbre 1847
Présents messieurs Jean Joseph Rifflart, premier échevin remplissant les fonctions de président, Louis Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès, Pierre françois Rifflart, Joseph Samson et Henry jacques, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la plainte nous adressée par bon nombre d'habitants de la commune, et celle par écrit adressée par le sieur Gislain Chapelle consernant un délit sur un bien communal consistant dans la coupe de dix arbres
Nous venons vous prier monsieur le commissaire de nous indiquer les moyens les plus convenables de réprimer ce délit.
Nous n'avons pas fait d'enquête mais la rumeur publique nous apprend que ces arbres ont été coupés par les ordres et au profit de Mr notre bourgmestre et lui-même a dit à un des membres du collège échevinal que c'était réellement lui qui les avait fait couper et que si la commune avait des droits, elle pourrait les faire valoir et même notre plan communal nous fait voir clairement que la parcelle où ces arbres croissaient appartenaient à la commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Chantraine, Renier, J Samson, P J Rifflart, B Schayès, J J Rifflart, H J Jacques

Séance du 10 janvier 1848
Présents messieurs Jean baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Joseph Samson, Pierre françois Rifflart, et Jean Baptiste Schayès, conseillers, et Chantraine, secrétaire et Henry Joseph Jacques,
Le conseil communal de Malonne

Vu les délibérations du bureau de bienfaisance et du collège des bourgmestre et échevins portant nomination d'un membre du bureau de bienfaisance, nous disons de deux candidats pour la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance en remplacement de Jean Philippe Leclercq, décédé membre sortans.
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il sagir.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que M Louis Joseph Leclercq a obtenu sept suffrages.
En conséquence le sieur Louis Joseph Leclercq est nommé membres dudit bûreau.
Expédition de la présente sera dressée à M le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Renier, J Samson, P J Rifflart, Chantraine, J B Noulard, J J Rifflart, H J Jacques, J B Schayès.

p. 59
Ordonnance de police concernant la tenue du registre de population.
Le conseil communal de Malonne
Ordonne ce qui suit
Art. 1er Tout individu quelque soit son sexe non domicilié dans la commune et qui veut s'y établir ou y fixer sa résidence est tenu de se présenter au secrétariat de l'adtion communale dans les huit jours de son arrivée pour y faire sa déclaration et fournir les renseignements dont l'autorité peut avoir besoin sous le rapport de sa police et pour la tenue du registre de population.
2° Tout habitant de la commune qui veut prendre à son service en telle qualité que ce ce soit ou qui veut avoir à demeure chez lui comme journalier ou tout autrement un individu domicilié ou non dans la commune doit en faire la déclaration au secrétariat de l'administration communale dans les huit jours de l'entrée de celui-ci en indiquant ses nom, prénom, âge, profession ainsi que son ancienne demeure. Semblable déclaration doit être faite dans les huit jours de la sortie.
3° Tout propriétaire ou principal locataire des maisons qui sont des appartements ou des chambres doit en faire dans la huitaine la déclaration au secrétariat de l'administration communale en indiquant aussi les nom, prénom, âge, profession ainsi que l'ancienne demeure du locataire lorsque le locataire quitte sa chambre ou l'appartement et la déclaration doit aussi être faite dans la huitaine.
4. Tout individu qui prendra une maison en location doit en faire la déclaration dans la huitaine de son entrée.
Tout individu qui abandonnera une maison pour en occuper une autre doit aussi en faire la déclaration dans le même délai.
5. Tout individu qui reçoit des personnes en pension doit en faire la déclaration à l'art. 2 tant à l'entrée qu'à sa sortie.
6° Toute infraction à l'article 1er est puni d'une amende de un à cinq francs, le défaut de déclaration prescrite par les articles 2, 3, 4 et 5 la première fois d'une amende de un à cinq francs, et pour toute récidive dans les douze mois qui suivent une précédente condamnation d'une amende de cinq à dix francs.
7° La présente ordonnance sera obligatoire dix jours après sa publication.
8° Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour son information.
Une expédition en sera aussi adressée au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement qui a celui de la justice de paix du canton.
Fait en séance à Malonne le 10 janvier 1848 où étaient présents Messieurs Jean-Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, pierre

p. 60
Pierre François Rifflart, Jean Baptiste Schayès, Henry Joseph Jacques et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le secrétaire Chantraine, Le bourgmestre président J B Noulard.

Séance du même jour

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Joseph Samson, Pierre françois Rifflart, Henry Jacques et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire et Henry Joseph Jacques,
Les membres du conseil communal de Malonne revu sa délibération du 4 8bre 1847 par laquelle il adoptait la société des frères de la doctrine chrétienne établie à Malonne comme école communale se fondant sur l'engagement que la –dite société avait pris de donner l'instruction gratis aux gamins de la commune vu la loi sur l'instruction primaire qui oblige les communes à payer les instituteurs adaptés, décide la susdite délibération est annulée.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire.
En séance à Malonne, les jours moi et an que dessus
P F Rifflart, J Samson, J B Schayès, H J Jacques, Chantraine

Le collège des bourgmestre et échevins maintient sa délibération en date u quatre octobre dernier consernant les écoles tenues par les frères de la doctrine chrétienne en cette commune, vu qu'il n'envisage rien de la commune
En séance à Malonne, les jours moi et an que dessus
Chantraine, J B Noulard, J J Rifflart, Renier

Séance du même jour
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre françois Rifflart, Henry Jacques, Jean baptiste Schayès et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire et Henry Joseph Jacques,
Le conseil communal de Malonne,
Considérant qu'il faudrait nombre d'années

p. 61
avec le montant de notre rôle des prestations pour avoir de bons chemins en cette commune, lesquels se trouvent pour la plupart en mauvais état.
Par ces motifs
Le conseil d'une voix unanime décide à l'unanimité qui sera demandé l'autorisation à la députation du conseil provincial de faire un emprunt de cinquante mille francs remboursable par huit cents francs chaque année laquelle somme sera prise sur le montant du rôle des prestations pour la voirie vicinale.
Ainsi délibéré en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Renier, J J Rifflart, J. Samson, B Schayès, J B Noulard, P F Rifflart, H J Jacques, Chantraine

Séance du 24 janvier 1848
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Louis Joseph Renier, échevin, Jean Baptiste Schayès Pierre François Rifflart, Henry Joseph Jacques, et Joseph Samson, conseillers, et Chantraine, secrétaire et Henry Joseph Jacques,
Le conseil communal de Malonne,
Considérant qu'il faudrait nombre d'années avec le montant de notre rôle des prestations pour que les chemins de la commune soient praticables,
Considérant qu'il est dans l'intérêt des habitants que la commune aie des chemins en bon état dans le plus court délai,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé à la députation du conseil provincial l'autorisation de contracter un emprunt de cinq mille francs à l'intérêt de 4½ pour $^{0}/_{00}$ remboursable en huit années à raison d'une somme de 625 francs non compris les intérêts, laquelle somme sera prélevée sur le montant du rôle des prestations pour la voirie vicinale chaque année.
Cet objet terminé, il est donné communication au conseil de la démission des membres du conseil communal du sieur Jean Baudot

Le conseil fixe à l'unanimité au quatorze février […] à neuf heures du matin, salle d'école à l'endroit dit mal pas la réunion des électeurs à l'effet de procéder à l'élection d'un membre en remplacement dudit Baudot.
Ainsi délibéré en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Schayès, Samson, P F Rifflart, Renier, J B Noulard, H J Jacques, Chantraine.

p. 62
Séance du 8 avril 1848
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Baptiste Schayès, Joseph Samson et Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine, secrétaire et Henry Joseph Jacques,
Le conseil communal de Malonne,
Vu l'arrêté royal en date du 5 mars dernier par lequel nous sommes autorisés à emprunter à l'intérêt annuel de 4½ % une somme de cinq mille francs remboursable en huit années et ce pour employer le produit à l'amélioration de la voirie vicinale.
Le conseil assemblé pour désigner les endroits où l'on emploierait le montant de cette somme a décidé à l'unanimité de l'employer aux endroits ci-après désignés et fixe la somme qui y serait affectée.
1° Trois mille francs aux chemins vicinaux
2° Cinq cents francs au hameau dit Piroÿ
3° Cinq cents francs au hameau à Insepré
4° Cinq cents francs au hameau Trieux
5° Cinq cents francs au hameau au Petit Bois
Ainsi décidé et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus, le conseiller Schayès se refuse à signer vu que ladite somme n'est point affectée à la réparation des chemins vicinaux.
P F Rifflart, J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet , J Samson, L J Renier, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 30 avril 1848.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Henri Joseph Jacques et Jean Joseph Rifflart, conseillers, et Chantraine
Le conseil communal de Malonne,
Assemblé à l'effet de délibérer sur une assignation nous décernée par un ordre du sieur Jean Baudot et Marie Louise Dagnelée, son épouse et ses enfants, tendante à ce que la commune soit tenue à lui payer une somme de douze cents francs du chef d'emprise de terrain de terrain (sic) devenue nécessaire pour la construction d'un chemin vicinal,
Vu notre délibération en date du 4 mai 1845 par laquelle il est dit que la commune n'entrait dans aucun frais de l'appropriation à faire du terrain Baudot, lequel

p. 63
signé la délibération précédente
Attendu que ledit terrain appartient pour […] audit sieur Baudot
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de ne point intervenir dans les frais de l'expropriation qu'on a fait du terrain Baudot et demande à ce que nous soyons autorisés à maintenir nos […]
Il est aussi repris dans une délibération du 23 juin 1845 que le frère directeur donnerait 250 mètres cubes de pierres qui seraient aprendre dans la court de l'établissement au prix de 40 centimes le mètre que l'adjudicataire de ladite route devra prendre et devra payer au frère Directeur, que celui-ci paierait le terrain exproprié audit Baudot qui doit servir pour la route.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
P F Rifflart, J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet (?), J Samson, L J Renier, H J Jacques, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 27 mai 1848.

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Joseph Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine
Le conseil communal de Malonne,
Vu la lettre de la députation permanente du conseil provincial en date du 27 avril dernier, adressée par monsieur le commissaire d'arrondissement de Namur au sujet de l'école tenue par le sieur Joseph Parmentier au hameau du Malpas, pour les enfants du sexe masculin,
Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune qu'il y ait une deuxième école en cette commune et que la dépense à supporter de ce chef par le commune serait de deux cents francs annuellement,
Le conseil procède au scrutin secret à la nomination dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que le sieur Joseph Parmentier, élève de 3ème année de l'école normale a obtenu tous les suffrages en conséquence est nommé instituteur communal.
Cet objet terminé,
Il est également donné connaissance d'une décision de la députation du conseil provincial en dâte du 27 avril dernier concernant l'adoption de l'école dirigée en cette commune par les frères de la doctrine chrétienne comme école communale
Considérant que cette école serait donnée gratuitement par lesdits frères comme cela nous a toujours été promis,
Par ces motifs,
On procède au scrutin secret pour l'adoption dont

p. 64
(Lettre)
Namur le 24 mai 1848
Monsieur le bourgmestre,
Je me fais un plaisir de vous déclarer par écrit ce que je vous ai dit ce matin, que dans les pourparlers qui ont eu lieu entre nous au sujet de l'adoption d'une école de Malonne, il n'est jamais entré dans ma pensée d'exiger de l'administration communale qu'elle s'engageât pour une somme au-delà de deux cents francs, quoiqu'il arrive. La députation du conseil provincial de Namur, d'accord avec le gouvernement, s'est engagée à fournir un subside de cinq cents francs destiné à parfaire la somme de sept cents francs demandée.
Agréez monsieur le bourgmestre l'assurance de ma considération distinguée.
…Les arrangements
…le chanoine concernant M. de Monpellier
…unale de Malonne […]
… l'établissement, Fr Martinien J

p. 65
dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que l'école tenue par les frères est reconnue école communale.
Cet objet terminé, il est donné connaissance d'une réclamation adressée par le sieur Joseph Servais jacquet, maître maçon domicilié à Saint-Servais à la députation du conseil provincial par laquelle il se plaint que la commune aurait fait une emprise de terrain vis-à-vis de sa propriété audit Malonne pour la construction de la route venant de la route provinciale vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes.
Considérant que la commune n'a fait aucune emprise de ce chef,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à ce que sa demande soit accueillie.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
P F Rifflart, J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet , L J Renier, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 11 juin 1848.

Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Baptiste Schayès, Joseph Samson, Henri Joseph Jacques et Jean Joseph Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine
Le conseil communal de Malonne,
Par la lettre de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 30 mai dernier concernant une dépêche de la députation du conseil provincial en date du 27 avril dernier nous adressée au sujet de la rétribution à prévoir au profit de la commune des élèves solvables qui fréquenteraient les écoles communales tenues aujourd'hui par les frères des écoles chrétiennes et un élève des écoles normales pour lequel la commune alloue une somme de deux cents francs,
Vu cette dépêche,
Considérant que le nombre des habitants en état de pouvoir payer la rétribution due pour la fréquentation des écoles communales de leurs enfants est de […]
Considérant que l'adoption desdites écoles par

p. 66
par la commune n'a eu lieu qu'avec l'intention que tous les élèves sans exception la fréquenteraient gratuitement, et qu'aujourd'hui, si l'on adopterait la mesure de les faire payer, se serait alors une criaierie complette.
Considérant enfin que malgré les bonnes intentions de notre conseil communale d'augmenter les revenus de la commune, nous ne voyons aucun moyens d'adopter cette mesure ci-dessus.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que tous les enfants en âge d'école de cette commune du sexe masculin seront instruits gratuitement aux écoles indiquées ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
P F Rifflart, B Schayès, J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet , L J Renier, H J Jacques, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 13 juillet 1848.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean Joseph Rifflart Triquet, conseiller, et Chantraine. Monsieur le conseiller Schayès n'a point voulu prendre part à la séance.
Le conseil communal de Malonne,
Vu l'acte d'adjudication des travaux du chemin à empierrer venant de la route provinciale de Namur-Fosses vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes,
Considérant qu'il est dit à l'art. 3 dudit cahier des charges d'adjudication que l'adjudicataire de ladite route sera tenu à prendre 250 mètres cubes de pierres qui seront à prendre dans la court de l'établissement des frères des écoles chrétiennes au prix de 40 centimes le mètre.
Considérant que le sieur Joseph Samson, conseiller communal, s'est rendu adjudicataire de ladite route,
Considérant que les pierres spécifiées ci-dessus ont été enlevées de la court de l'établissement par les ordres dudit Samson,
Considérant que le prix total desdites pierres a été abandonné par le directeur desdites écoles au profit de la commune,
Considérant enfin que ledit Samson se

p. 67
se refuse totalement de nous payer cette somme,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu d'attraire en justice ledit Samson pour le contraindre au payement de ladite somme.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial à fin d'approbation avec les autres pièces à l'appui.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 23 juillet 1848.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean Baptiste Schayès et Jean Joseph Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine.
Le conseil communal de Malonne,
Vu l'arrêté royal en date du 5 mars dernier autorisant le conseil communal d'emprunter à l'intérêt annuel de 4½ pour cent une somme de 5000 francs, remboursable en huit années, et cest pour en employer le produit à l'amélioration de la voirie vicinale,
Considérant que pour obtenir cette somme la commune doit donner une garantie suffisante au prêteur,
Considérant que la commune possède 21 hectares 18 ares 71 centiares de propriétés boisées en quatre parties situées en cette commune nommés Tronquois, Fond de la navinne, Taille des Sarts et trous Christophe, lesquels sont suffisants pour garantie.
Considérant que le prêteur consent avec la garantie ci-dessus et qu'il nous dispense d'en faire faire l'expertise,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé l'autorisation requise à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial à fin d'approbation.
Cet objet terminé,
Il est donné lecture de la lettre de mr le commissaire d'arrondissement en dâte du 4 de ce mois, concernant le sieur Servais jacquet qui se plaint de ce que l'adm^{on} communale se

p. 68
se refuse de lui faire construire un parvis vis-à-vis une maison qu'il possède à Malonne
Considérant que ledit Servais […] un parvis en échange du terrain lui empris pour la construction de la route venant de la route provinciale vers l'établissement des frères,
Attendu qu'aucune emprise de terrain n'a été faite par la commune pour la construction de ladite route,
Le conseil se refuse de nouveau à lui faire exécuter le parvis dont il s'agit et demande à ce que ledit Servais lui prouve l'emprise qu'on peut avoir fait et décide que si elle l'a lieu, de lui en payer le prix à dit d'experts.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet, Renier, Schayès, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 9 août 1848.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Pierre Louis françois Rifflart et Jean Joseph Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine.
Le conseil communal de Malonne,
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en date du 11 juillet dernier inséré au mémorial adm^{tif} sous le n° 3935 concernant les […] d'épargnes (?) ayant pour objet spécial l'achat des provisions d'hiver,
A fait connaître à ce sujet que l'on est intervenu auprès de […] partie des ouvriers de cette commune sont tous des malheureux journaliers qui peuvent à peine gagner pour nourrir et entretenir leur famille ce qui leur rend impossible de verser la moindre somme à la dite caisse.
En conséquence, le conseil regrette de ne pouvoir réaliser pour cette commune les désirs de Mr le ministre de l'Intérieur […] l'établissement d'une caisse d'épargne dans ce genre.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet, P F Rifflart, Renier, Schayès, J B Noulard, Chantraine.

p. 69
~~Séance du 29 août 1848.~~
~~Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Pierre Louis françois Rifflart et Jean Baptiste Schayès et Jean Joseph Rifflart triquet, conseillers, et Chantraine.~~
~~Le conseil communal de Malonne,~~

Séance du 3 7bre 1848.
Présents messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart et Louis Joseph Renier, échevins, Jean baptiste Schayès, Henri Joseph Jacques et Jean Joseph Rifflart Triquet, conseillers, et Chantraine.
Le conseil communal de Malonne,
Vu les pièves annexées à la lettre de Mr le commissaire d'arrondt en date du 16 août dernier, concernant le domicile de secours de la nommée Ida Jalhay pour frais d'entretien à l'hôpital de Bavière à Liège,
Attendu que sa mère Marie Barbe Regnier a quitté cette commune en 1820 où elle y a séjourné l'espace de neuf à dix mois, ensuite a quitté cette commune pour habiter celle du […] et que depuis lors elle n'a plus réapparu dans cette commune,
Expédition de la présente sera adressée à Mr le commissaire d'arrondt pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
J Jos Rifflart, J J Rifflart Triquet, Renier, H J Jacques, Schayès, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 13 7bre 1848.
Le conseil communal de Malonne,
Vu le registre d'inscriptions concernant les enfans pauvres de cette commune en faveur desquels une demande d'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1848 à 1849, lequel registre a été clôturé le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance,

p. 70
en date de ce jour.
Vu les articles 37 et suivants du code admtif de Belgique
Arrête
Les enfants compris sous le n° 27 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui sont maintenus est conséquemment de 26.
Les enfants considérés sur ce registre seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef sont fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial, par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Quant au registre ouvert pour l'inscription des enfants du sexe masculin, aucun ne s'est fait inscrire par rapport à la fréquentation gratuite des écoles tenues par les frères.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 13 7bre 1848 où étaient présents Messieurs Jean Baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Jean baptiste Schayès, conseiller et Chantraine secrétaire. Les autres membres du conseil ayant été convoqués par trois fois différentes ne se sont point rendus à l'assemblée.
J J Rifflart, J B Schayès, J B Noulard, Chantraine.

Séance du 21 7bre 1848
Présens Messieurs Jean baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Jean Baptiste Schayès, Henry Joseph jacques et jean Joseph Rifflart Biguet (?), échevins, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la démission donnée par Joseph Robson Fossépré de la fonction de membre du conseil communal de cette commune lequel a été nommé aux élections du 22 août dernier.
Considérant qu'il importe de pourvoir à son remplacement le plus tôt possible,
Arrête
Le conseil est d'avis unanime de fixer une nouvelle élection pour son remplacement le plus tôt possible.
Arrêté le samedi 7 octobre 1848 à dix heures du

p. 71.
Matin à la maison communale, il sera procédé à l'élection dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jours, mois et an que dessus.
J J Rifflart, J B Schayès, J B Noulard, H J Jacques, J J Rifflart Biguet, Chantraine secrétaire

Séance du 12 8bre 1848
Présens Messieurs Jean baptiste Noulard, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Baptiste Schayès et jean Joseph Rifflart Biguet (?), échevins, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur de dâte du 12 7bre dernier inscrite au mémorial admtif sous le n° 3997 rendante à avoir les deux centimes additionnels aux contributions de 1849.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et principalement en 1849 consernant la voirie vicinale,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à imputer aux contributions dont il s'agit les deux centimes mentionnés ci-dessus.
JB Schayès, J B Noulard, P F Rifflart, J J Rifflart, J J Rifflart Biguet, Chantraine

Procès verbal d'installation du conseil communal de Malonne
L'an mil huit cent quarante huit du mois de novembre le troisième jour à dix heures du matin se sont réunis par suite de convocation Messieurs Jean Joseph Rifflart, Jean Joseph

p. 72
Rifflart Biguet, Michel Schayès, Thomas Waha, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle, fils de Thomas, Pierre François Rifflart, nommés membres du conseil communal lors du renouvellement intégral de ce collège en exécution de la loi du 1er mai 1848.
Il leur a d'abord été donné lecture 1° de l'arrêté royal qui nous appelle aux fonctions de bourgmestre, 2° du procès-verbal de notre prestation de serment entre les mains de monsieur le commissaire d'arrondissement, 3° de l'arrêté de Sa majesté qui nomme Messieurs Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès échevins de cette commune,
La réunion ayant pour objet de la part de messieurs les échevins et conseillers de prêter le serment voulu par l'article de la loi organique du 30 mars 1836, nous leur avons d'abord rappelé que le décret d'exclusion à perpétuité des membres de la famille d'Orange Nassaux de tout pouvoir en Belgique fait partie de la constitution.
Ensuite Messieurs les échevins et conseillers ont successivement et individuellement prété entre nos mains le serment conçu en ces termes : Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge.
Après quoi nous avons déclaré que ces messieurs sont installés dans leurs fonctions.
Avant de lever la séance, le tableau prescrit par l'article 107 de la loi communale est formé comme suit :

Messieurs	Jean Joseph Rifflart Biguet Michel Schayès	Echevins
	Thomas Waha Pierre Augustin Chapelle Jean henry Legrain Joseph Chapelle, fils de Thomas Pierre françois Rifflart	Conseillers

De quoi il a été rédigé le présent procès-verbal que ces messieurs ont signé avec nous, Monsieur Lambert Lessire ayant été [...] légalement par monsieur le Bourgmestre, n'a point assisté à la séance.

Th. Chapelle, J H Legrain, P F Rifflart, Thomas J Waha, J. Chapelle, J J Rifflart Biguet, Chantraine, J J Rifflart

p. 73

Séance du 12 9bre 1848

Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Thomas Waha, Joseph Chapelle, Jean henry Legrain et pierre augustin chapelle, conseillers, et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 7 8bre dernier insérée au mémorial admtif sous le n° 4014 concernant le soulagement de la classe ouvrière pendant l'hiver,

Vu également la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour à ce sujet, Attendu que ledit bureau interviendra dans cette dépense pour une somme de

vingt-trois francs 41 centimes,

Considérant que les fonds de la commune sont épuisés par suite des grandes dépenses qu'elle a eu à supporter, tant pour construction de route et maison du curé,

Considérant que dans ce moment bien peu d'ouvriers sont à rien faire,

Décide

Que pendant l'hiver où nous allons entrer l'on employera autant que possible la classe ouvrière indigente à l'extraction et charriage de pierres nécessaires pour la construction et réparations de nos chemins vicinaux, curement des fossés et tant qu'à ceux non valides, l'on fera des collectes à domicile comme les années précédentes.

Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante

Le conseil communal de Malonne

Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en dâte du 7 7bre dernier insérée au mémorial admtif sous le n° 3991 concernant l'enseignement du système légal des poids et mesures dans les écoles primaires,

Attendu que nos écoles sont pourvues des poids et mesures dont il est fait mention dans ladite circulaire, en conséquence nous sommes dispensés de faire l'acquisition dont il s'agit.

Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante :

Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sous la dâte du 28 7bre dernier, accompagnées des pièces relatives à la demande du sieur Servais jacques tendante à ce que la commune lui fasse construire un perré en face d'une propriété lui appartenant située audit Malonne en échange dit-il de l'emprise faite pour la construction de la route venant de la route provale,

p. 74

provinciale vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes

Revu les délibérations en dâte du 27 mai et 23 juillet dernier,

Vu l'atlas des plans vicinaux de cette commune, Attendu qu'il ne figure audit atlas ni même aux anciens plans aucune parcelle vis-à-vis de la propriété dudit Servais comme lui appartenant,

Par conséquent,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à ce que la demande soit prise en considération.

Cet objet terminé, on prend la délibération suivante :

Vu les registres d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire 1848-1849lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier, par le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la délibération du bureau de bienfaisance en dâte de ce jour,

Arrête

Les enfants repris sous les n° 12 et 16 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de trente.

Les enfants repris sous les n° 27 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de vingt-six.

Les enfants conservés sur ces registres seront inscrits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial, par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Cet objet terminé, il est ensuite donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en dâte du 5 8bre dernier inséré au mémorial admtif sous le n° 4011concernantla nomination de deux membres de notre adon qui doivent faire partie pour l'exercice 1849 de la commission instituée par l'article 58 de la loi du 28 juin 1822pour l'examen des déclarations qui seront faites pour l'assiette de la contribution personnelle,
Arrête
Sont nommés à cette fin
Messieurs Pierre françois Rifflart et Pierre Augustin Chapelle, tous deux conseillers.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le Contrôleur des contributions directes

p. 75
Directes pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 7bre 1848
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Thomas Waha, Pierre Augustin Chapelle et Pierre François Rifflart, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte rendu pour l'exercice de1847
Considérant que les individus repris au présent compte sous les Nos 21,26,41,47,48,59,65,66,90,144 et 145 du chapître 1er et celui repris sous le No 39 du chapitre 2ème, sont dans l'impossibilité de se libérer.
Attendu qu'ils y ont été invités à plusieurs reprises par le receveur communal, considérant que rien ne fait présumer quand à présent l'impossibilité de les faire rentrer
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de les rayer du présent compte, en se réservant le droit d'exercer les poursuites nécessaires contre eux s'ils venaient au point de pouvoir se libérer.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 3 Xbre 1848
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Thomas Waha, Pierre Augustin Chapelle et Jean henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en dâte du 4 9bre dernier inscrite au mémorial admtif sous le 4034

p. 76
Concernant la désignation de deux membres de notre administration pour signer les certificats en matière de milice pour l'exercice de 1849,
Arrête
Sont nommés à cette fin Messieurs >Michel Schayès, échevin et Pierre Augustin Chapelle, conseiller. Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le commissaire d'arrondissement pour information.
Cet objet terminé il est ensuite donné lecture de la lettre de M le Commissaire d'arront en date du 15 9bre dernier accompagnée d'une réclamation du frère directeur du pensionnat de Malonne tendante à ce que la

somme de 397 francs 33 centimes leur due pour le traitement et les émoulements de 1848 au chef de la tenue de deux classes pour l'instruction des enfants de sexe masculin,
Attendu que la somme mentionnée ci-dessus est due par la commune pour le motif énoncé ci-dessus, en conséquence on admet à ce que cette somme lui soit payée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 janvier 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Thomas Waha, Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale de l'exercice de 1849,
Attendu qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature imposées audit rôle soient converties en argent, attendu que les individus y repris ne font ordinairement rien,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que les prestations en nature imposées audit rôle seront converties en argent.
Cet objet terminé, il est donné lecture de la circulaire de M. le Gouverneur en dâte du 28 8^{bre} 1847 insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 3780, concernant les secours extraordinaires aux pauvres.
Vu notre demande de subside en date du 4 X^{bre} 1848,
Vu également sa délibération du bureau de bienfaisance en date du 3 de ce mois,
Considérant que la commune a fait empierrer 500

mètres de ces chemins depuis la mise en vigueur de la loi du 10 avril 1841,
Considérant que malgré les grandes dépenses qu'elle a supporter chaque année, elle consent à intervenir dans la dépense des secours extraordinaires aux pauvres pour une somme de quinze cents francs et donne les renseignements ci après :

1° Nombre d'ouvriers et de pauvres à employer :	250
2° Dépense qui en résultera :	3000 francs
3° La somme que le bureau de bienfaisance y affectera :	néant
4° L'allocation de la commune :	1500 francs
5° Liste de souscription :	néant
6° Subside demandé :	1500 francs

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 janvier 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Lors de la visite de nos chemins vicinaux qui a été faite récemment, nous avons reconnu qu'il y avait urgente nécessité de pouvoir disposer d'une somme de trois mille francs, dans laquelle est comprise une somme de quinze cents francs que nous avons sollicité du gouvernement par notre délibération du 4 de ce mois, la somme que la commune y affectera sera prise sur les revenus communaux et c'est pour être employé comme suit :

1°	au chemin dit	Curnoloo	300
2°	id	au Piroy	400
3°	id	insepré	550
4°	id	Wépion	300
5°	id	Broctia	150

6°	id	Trieux	200
7°	id	ruel Fays	700
8°	id	Chemin dit Vecquée	400
		Total	3000

Expédition de la présente sera adressée à Mr le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 78
Séance du 31 janvier 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que dans ce moment beaucoup d'ouvriers sont à rien faire et qu'il y a urgente nécessité de pouvoir disposer d'une somme de 1575 francs pour la réparation de nos chemins vicinaux aux endroits désignés ci après, laquelle somme sera prise sur les revenus communaux.

1° Ruel Fays	700
2° Bauce et Curnoloo des ponts	400
3° Curnolo	175
4° et finalement chemin de Wépion dit Baty Lambion	300
	1575

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 78
Séance du 18 février 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle, , Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Mr le gouverneur en dâte du 4 janvier dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 4074 concernant les objets mobiliers dont les écoles doivent être pourvues.
Considérant que l'école adoptée dirigée par les frères de la doctrine chrétienne est convenablement meublée à l'exception de la carte de la province,
Celle du Malpas, les objets manquant sont mappemonde, carte d'Europe et de la Belgique et de la province, de deux planchers noires, de la collection des poids et mesures et d'une armoire avec étagère, cependant l'on fait remarquer que cette dite école n'est fréquentée que par des enfants seulement âgés de 7 à 8 ans, et qu'aussitôt qu'ils sont en état de pouvoir commencer à lire et écrire, ils rentrent dans la 1ère classe qui est pourvue de tous ces accessoires,
Et finalement celle dirigée par la demoiselle Janine, les objets

p. 79
les objets manquants sont la mappemonde, cartes de l'Europe et de la Belgique et de la Province, de deux planches noires, de la collection des poids et mesures, d'une table avec estrade et d'une armoire.
Considérant que cette dernière école n'est nullement meublée des objets nécessaires, on décide ne rien allouer pour le moment, vu que dans le courant de cette année, la commune devra pourvoir à un autre local pour y établir une salle d'école, et qu'alors l'on pourra demander les crédits spéciaux nécessaires pour l'acquisition des objets manquants désignés dans la présente.

Cependant le conseil admet à l'unanimité à faire l'acquisition de la carte de la province pour la 1ère classe, une planche noire pour la seconde et une autre pour l'école des filles.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 mars 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Vu la lettre de monsieur le procureur du roi de huy en dâte du 23 février dernier, par laquelle il nous informe que la nommée Marie Anne Joseph Antoine, habitante de cette commune, a été condamnée du chef de vagabondage à huit jours d'emprisonnement et remise à la disposition du gouverneur de cette province.
Attendu que cette femme n'a aucun asile en cette commune, et qu'il n'y a pas lieu à ce qu'elle soit réclamée,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'elle soit transférée au dépôt de mendicité de Mons, à charge de cette commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 même jour
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre du sieur Laurent Lesire, tendante à ce qu'on prenne des mesures concernant les réparations de quelques chemins vicinaux,
Le conseil décide qu'ant à présent qu'il n'y a pas lieu à donner suite à la demande relativement aux réparations à faire aux chemins du Trieux, mais que si à l'avenir la commune devenait dépositaire de quelques fonds provenant de la voirie vicinale, on tâcherait d'obtempérer à sa demande.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 mars 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Pierre Augustin Chapelle, Thomas Waha, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il, est donné lecture de la lettre du [...] cantonal en dâte du 17 de ce mois par laquelle il nous informe qu'il ne peut laisser construire des empierrements moins de trois mètres de largeur sans autorisation.
Le conseil prend à cet effet la délibération suivante
Considérant que deux différents endroits de la commune où des chemins doivent être empierrés cette année, il est de toute impossibilité de pouvoir faire des emprises attendu que la plupart de ces chemins sont bordés par des haies vives avec des talus d'un mètre de chaque côté,
En conséquence le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé autorisation à la députation du conseil provincial de ne faire les empierrement s ci-après désignés qu'à la largeur de deux mètres cinquante centimètres.
1° La partie dite ruel Fays
2° Le chemin dit ruel du Broctia

3° et finalement celui du chemin du Curnolo qui a seulement la largeur de quatre mètres, il serait plus nécessaire d'y construire un fossé de chaque côté pour y recevoir les eaux, vu que l'empierrement à y faire se

trouve plus bas que le terrain riverain et qu'une abondance d'eau y circule, tous les chemins ne sont que de simples communications.
Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante :
Mr le président donne part au conseil verbalement d'une difficulté qui existe entre le sieur jean Joseph Baudot et la commune concernant l'emprise d'une parcelle de terrain appartenant audit sieur Baudot et aux enfants de Marie-Louise Daguily, veuve Wéry et épouse dudit Baudot pour l'embranchement d'une route venant de celle provincial vers l'établissement des frères des écoles chrétiennes en cette commune.
Vu qu'il y a urgente nécessité de terminer cette discussion,
Arrête
Le conseil délègue à l'unanimité le collège des Bourgmestre et échevins pour terminer la discussion existante s'il y a lieu et met à sa disposition une somme de huit cent cinquante francs pour le motif énoncé ci dessus.
Cet objet terminé
Il est donné lecture d'une demande de la dame veuve Laurent Servais, née Damand, rentière, domiciliée en cette commune, en dâte du 25 janvier dernier, tendante à être autorisée déchanger la direction d'un sentier traversant une propriété lui appartenant située à l'endroit dit les potalles en cette commune.
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera écrit à la susdite veuve Laurent Servais pour qu'elle nous adresse en double le plan du sentier a supprimé ainsi que celui a remplacer et qu'aussitôt la réception de ces pièces l'on procéderait à une information de commodo et incommodo et à l'expertise dudit sentier ainsi que de celui à remplacer conformément aux articles 1242 et 1243 du code ad^{tif} de Belgique, s^{on} Malonne.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 28 mars 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

p. 82
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de Mr le commissaire d'arrondissement sous la dâte du 21 de ce mois par laquelle il nous informe que les enfants de Marie Anne Joseph Antoine, veuve Massaux, actuellement détenue à la maison de sûreté de Namur du chef de vagabondage viennent s'offrir de pourvoir aux besoins de leur mère et réclament sa mise en liberté.
Revu notre délibération en dâte du 9 de ce mois par laquelle notre conseil communal avait décidé qu'il y avait lieu à ce que ladite veuve Massaux soit transférée au dépôt de mendicité à Mons
Attendu que les enfants de ladite veuve peuvent pourvoir aux besoins de leur mère,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce qu'elle soit mise en liberté.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 26 mai 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevins, Jean Henry Legrain, Thomas Waha, Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'exploit signifié au collège des bourgmestre et échevins le 8 de ce mois à la requête de Pierre françois Massinon de Flawinne tendante à faire condamner la commune à payer audit Massinon la somme de 1600 francs à titre de dommage et intérêts du chef d'une prétendue emprise faite sur le terrain de celui-ci pour l'établissement d'un chemin entre la pointe de l'écluse de Bauce et le déversoir de cette écluse longeant le canal de la Sambre.

Attendu que l'établissement du déversoir de Bauce a supprimé l'ancien chemin communal qui conduisait de Malonne à Flawinne en traversant la Sambre au moyen d'un gué,
Attendu que le chemin actuel et dont parle Massinon dans sa demande a été établi par le gouvernement, ou par les concessionnaires qui le représentaient, en remplacement de l'ancien chemin supprimé, et que la commune de Malonne n'est nullement intervenue dans l'établissement de ce nouveau chemin ; mais que l'ayant trouvé établi elle a pensé qu'il était de son devoir de l'entretenir, comme elle le fesait de l'ancien chemin
Attendu que la commune n'est nullement responsable du fait du gouvernement ou de ses agents ; et que cest à celui-ci que

p. 83
que Massinon doit s'adresser pour obtenir les dommages et intérêts qui peuvent lui être dus.
Attendu que si Massinon persistait dans sa demande vis-à-vis de la commune, il y aurait lieu à appeler le gouvernement en garantie.
Le conseil décide
Que le collège des Bourgmestre et échevins est autorisé à défendre à l'action intentée par Massinon ; et au besoin à appeler le gouvernement en garantie.
La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'administration provinciale par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante
Le conseil communal de Malonne
Attendu que l'ors de l'empierrement du chemin venant de la route provinciale vers l'établissement des frères de la doctrine chrétienne en cette commune, il a été construit dans le terrain du sieur Jean Baudot et des enfants de feu Mathieu Wéry dudit Malonne, un embranchement à ladite route,
Attendu que depuis lors aucune indemnité à ce chef ne leur a été payée,
Attendu que le payement de ladite expropriation n'a pas été effectué à cause des difficultés qui existaient entre ledit baudot et la commune au sujet de l'indemnité à lui assurer par la commune de ce chef,
Attendu qu'aujourd'hui les difficultés existantes sont terminées à l'amiable,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de payer audit Sieur baudot et aux enfants de feu Mathieu Wéry une somme de trois cents francs pour les motifs énoncés ci-dessus à charge pour eux de nous donner main levée des inscriptions, s'il en existent, sur la parcelle emprise.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.
Cet objet terminé l'on prend la délibération suivante
Vu la lettre nous adressée par M. Laurent Lesire en dâte du 18 de ce mois lequel s'offre envers la commune de faire les avances nécessaires pour les réparations à effectuer au chemin des Trieux, sous la condition de lui rembourser les dites avances à une époque à fixer entre lui et la commune.
Considérant que la commune a déjà du emprunter

p. 84
pour le même motif une somme assez considérable, laquelle doit être remboursée dans un court délais,
Attendu qu'il est impossible malgré notre bon vouloir d'obtempérer à l'offre nous faite par ledit sieur Lesire,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à ce que la demande précitée soit prise en considération.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 3 juin1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Considérant qu'une prétendue société est en demande d'établir une fabrique de produits chimiques dans la campagne de la Bouverie appartenant au séminaire ou dans le pré dit […] sur le territoire de Floreffe et qu'une information de commodo et incommodo a été annoncée à cet effet dans cette dernière commune.
Vu la requête nous adressée par plusieurs habitants tendante à ce qu'une enquête soit également ouverte dans notre commune pour recevoir les oppositions qu'ils croiraient devoir former contre cette demande en autorisation.
Considérant en effet que la commune de Malonne est même plus intéressée que celle de Floreffe dans ce projet d'exploitation surtout si le siège en était établi à la Barrière puisque cette fabrique serait alors beaucoup plus rapprochée des habitations de cette commune que de celle de Floreffe,
Considérant que l'arrêté du 31 janvier 1824 ne limite pas à la commune sur le territoire de laquelle la fabrique doit se trouver, le droit et le devoir de procéder à une information sur les inconvénients que cette usine peut entraîner ; que le décret du 1er 8bre 1810 au contraire, qui a force de loi, étend cette obligation à toutes les communes situées à 5 km de rayon de l'établissement qu'on veut ériger et que la commune de Malonne se trouve dans un rayon bien moins étendu.
En conséquence, le conseil décide qu'une information de commodo & incommodo sera tenue dans la commune de Malonne pour entendre les habitants dans les [...] d'opposition qu'ils auraient à faire valoir ; charge le collège des Bourgmestre et échevins de faire parvenir à la députation du conseil provincial le double de la présente délibération afin d'obtenir de cette autorité supérieure que les plans et autres pièces relatives a

à cet établissement y compris le statut de la Société demanderesse soient déposées au secrétariat de la commune où chaque habitant pourra en prendre connaissance.
Charge également ledit collège de fixer alors le jour auquel il procédera soit par lui-même soit par un de ses délégués à l'information susdite.
Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante
Il est donné lecture de la lettre de M. l'inspecteur forestier en dâte du 28 mai dernier n° 2203 en réponse à celle que nous avons adressée à la députation du conseil provincial le 27 mars aussi dernier n° 34 concernant la largeur du chemin dit de Malonne à Wépion.
Attendu que le chemin dont il s'agit doit avoir la largeur de cinq mètres bien que M. l'inspecteur dit dans sa réponse de n'avoir que quatre.
Tant qu'aux sentiers nous n'y avons jamais fait attention, mais aujourd'hui devant la faire empierrer nous maintenons de nouveau le contenu de notre précitée du 27 mars dernier.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 juin1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Pierre François Rifflart, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en dâte du 26 mai dernier accompagnée de deux plans et de deux requêtes par lesquelles les sieurs Rayer et autres de Namur, demandent l'autorisation d'établir une fabrique de produits chimiques dans la commune de Floreffe
Considérant qu'il y à lieu avant de statuer sur cette demande de procéder à une information de commodo et incommodo à cette fin.
Arrête
L'information dont il s'agit est fixée au mardi trois juillet 1849, depuis 8 heures du matin jusque 4 heures de relevée et Monsieur Chantraine, secrétaire communal de cette commune, est délégué pour procéder à l'information dont il s'agit. Le sieur Joseph Chapelle prend séance.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 86

Séance du 8 juillet1849

Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins ,Pierre Augustin Chapelle, Thomas Waha, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la [...] nous adressée par M. le commissaire d'arrondissement par sa lettre du 26 mai dernier concernant une demande formée par le sieur Rayer et autres de Namur, tendante à être autorisés à établir en la commune de Floreffe sur un terrain leur appartenant une fabrique de produits chimiques.

Vu également le procès verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,

Considérant que d'après des informations prises sur les lieux en [...], il ne paraîtrait pas à ce qu'elle nuise aux biens de sa terre, mais d'après les mêmes renseignements encaissés (?) en la commune de Saint-Servais il paraîtrait que cela nuit d'une manière surprenante (?).

En conséquence le conseil décide [...] dans le pouvoir de la députation du conseil provincial et en cas d'autorisation, il se réserve le droit suivant :

« S'il était reconnu que par la mise en activité de la fabrique mentionnée ci-dessus, l'on endommagerait les récoltes, arbres à fruits et autres, la société sera tenue à indemniser les propriétaires et locataires qui en auront été atteints, à dire d'exporter, c'est-à-dire [...] par la susdite société et d'autre part la partie demanderesse sans aucune autre formalité de justice. »

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 juillet1849

Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Pierre François Rifflart, Joseph, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne, Monsieur Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle prennent séance.

Il est donné lecture de la lettre de M. l'inspecteur cantonnal en dâte f-du 7 de ce mois, concernant l'amélioration

p. 87

du local de l'école des filles. Le conseil décide qu'il sera écrit audit inspecteur pour l'informer que des demandes seront faites près du frère directeur du pensionnat de Malonne, tendante à l'amélioration convenable.

Cet objet terminé, l'on prend la délibération suivante :

Considérant que dans la saison de chaleur où nous nous trouvons et de l'épidémie régnante, il y aurait lieu à ce qu'il soit mis à la disposition des indigents de la chaux servant au blanchissage de leur habitation.

Il sera déposé cinq mètres de chaux à la disposition des indigents de cette commune, aux endroits à fixer par le collège des Bourgmestre et échevins laquelle sera à la charge de la commune ; on décide également qu'au cas de maladie régnante aux environs / épidémie / le docteur Kaisin de Floreffe est nommé pour prêter ses soins, il ne pourra traiter aucun individu sans en avoir obtenu l'invitation de la part de l'admin^{on} communale ; deux membres au moins les visitera et tous frais qui peuvent en résulter seront à la charge de la commune.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 juillet1849

Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la lettre de Monsieur le Commissaire d'(arrond^{t} par laquelle il nous informe qu'il nous est alloué un subside de 200 francs pour subvenir à la dépense qu'occasionnera la réparation de nos chemins vicinaux.
Considérant qu'il y a lieu de désigner les endroits où cette somme sera employée,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera assuré cent francs au chemin d'Insepré et les autres cent francs au chemin des Trieux.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.88
Séance du 9 7^{bre}1849
Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1849 à 1850, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier, par le collège des Bourgmestre et échevins.
Vu les articles 6537 et suivants du cadre ad^{tif} de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous le n° 3 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de vingt-neuf.
Les enfants compris sous les n° 12, 25 et 26 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de vingt-cinq.
Les enfants conservés sur les registres seront instruis gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans [...] d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans les budgets des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 9 7^{bre} 1849 où étaient présens Jean Joseph Rifflart, Bourgmestre président, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès échevins, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, conseillers et Chantraine secrétaire.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 8 8^{bre}1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en dâte du 6 7^{bre}

p. 89
dernier concernant les centimes additionnels aux contributions financières et personnelles de 1850,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que nous obtenions au profit de notre commune les centimes dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 8^{bre} 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en dâte du 30 juillet dernier concernant les moyens à employer à l'effet d'obtenir un local convenable pour la tenue de l'école des filles.
Vu la lettre de M. l'inspecteur provincial en dâte du 26 juillet aussi dernier adressée à [...] à ce sujet
Considérant que des démarches ont été faites près le frère Directeur du pensionnat de Malonne afin de pouvoir obtenir le ragrandissement de l'école actuel des filles,
Considérant que ces démarches sont restées infructueuses,
Considérant qu'aujourd'hui des poursuites sont menées (?) contre le nommé Maximilien Mazûre, locataire d'une carrière appartenant à la commune, lequel veut prétendre à avoir à sa disposition un local situé près de la dite carrière appartenant à cette commune
Considérant que déjà nous avons reçu du gouvernement et de la province un subside de cent francs pour nous aider à faire effectuer audit bâtiment les réparations convenables pour la tenue d'une école pour les filles.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'aussitôt que la commune serait rentrée en possession dudit bâtiment l'on y ferait faire les réparations jugées nécessaires pour les motifs énoncés ci-dessus.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante
U-Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire

p. 90
d'arrondissement sous la date du 12 de ce mois par laquelle il nous invitent à satisfaire sans délai à la lettre de la députation du 6 7^{bre} dernier relative à l'ameublement des écoles primaires de cette commune.
Revu la dépêche de la députation du 6 7^{bre} dernier
Considérant que jusqu'ici aucune acquisition de meubles n'a été faites, par rapport que ceux pour l'école des filles, l'on attend qu'un local convenable soit procuré à celle-ci, alors l'on ferait l'acquisition des meubles manquants tant qu'à celle du Malpas elle n'est fréquentée que par des enfants de 7 à 8 ans, aussitôt qu'ils commencent à lire, ils rentrent dans celle des frères qui est pourvue de tous les objets nécessaires.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de ne faire l'acquisition des meubles manquants pour l'école des filles que lorsqu'un local convenable sera procuré à celle-ci.
Tant qu'à celle du Malpas, il croit devoir s'en exempter pour les motifs énoncés ci-dessus
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 9^{bre} 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Pierre françois Rifflart, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé é à l'effet de voir s'il y a lieu ou non de demander autorisation à la députation du conseil provincial pour attraire en justice le sieur Maximilien Mazûre pour le contraindre à nous remettre le bâtiment nous appartenant près de la grand carrière dont il prétend à en avoir la jouissance jusqu'à l'accomplissement de son acte de location de ladite carrière.
Le conseil décide d'ajourner cette affaire jusqu'à la séance prochaine.
Cette affaire terminée, on donne lecture d'une demande du sieur Noulard, en dâte du 26 8^{bre} dernier

p. 91
tendante à être autorisé à disposer du terrin longeant un chemin communal.
On décide également qu'il sera statué sur ladite demande à la séance prochaine, par rapport qu'il y a lieu à examiner l'endroit avant de pouvoir statuer sur la demande dont il s'agit.
On s'occupe ensuite sur la demande faite par l'échevin Schayès tendante à voir s'il n'y aurait pas lieu à ce que les séances communales soient [...] publique

Au premier scrutin secret à ce sujet
Le nombre de bulletins trouvés dans la boîte est de sept, égal à celui des votants, le conseiller pierre françois Rifflart s'est abstenu.
Le dépouillement du scrutin donne le résultat suivant
Cinq ont répondu non et deux oui, en conséquence la proposition dont il s'agit est rejetée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 1er Xbre 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Thomas Waha, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle et conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondt en dâte du 23 9bre dernier tendante à ce que les sommes de 24 francs & 138 francs dûes pour l'entretien de la nommée Odiard (?) Thérèse pendant le 2ème & le 3ème trimestre de 1847 d'indigent à l'institut ophtalmique de Namur lui soient adressées.
Revue nos délibérations sous les dâtes du 4 7bre et 22 9bre 1847
Attendu que les frais d'entretien de ladite Odiard (?) doivent être supportées par la commune de Floreffe où elle y a séjourné l'espace d'environ dix-huit années avant d'entrer en cette commune qu'à cette époque, elle n'y était habitante que depuis quinze mois environ
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité ne point acquitter les frais dont il s'agit.
Cette affaire terminée
Il est donné lecture de la circulaire de M. le

Gouverneur en dâte du 8 8bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 4253 concernant la nomination de deux membres de notre administration à l'effet de faire partie pour 1850 de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 pour l'assiette de la contribution personnelle
Arrête
MM. Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information.
Cette affaire terminée
Il est également donné lecture d'une autre circulaire en dâte du 13 9bre dernier insérée au mémorial adtif sous le N° 4272 concernant la nomination de deux membres de notre administration pour signer les certificats en matière de milice pour 1850.
Arrête
MM Pierre Augustin Chapelle et jean henry Legrain conseillers sont nommés à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée
On s'occupe ensuite de voir s'il y a lieu oui ou non à ce que la commune paye les frais d'expertise et autres concernant l'emprise du terrain appartenant au sieur jean Baudot et aux enfants de feu Mathieu Wéry nécessaire à l'embranchement de la route venant de celle provincial vers l'établissement des frères de la doctrine chrétienne.
Le conseil décide à l'unanimité consentir à ce que les frais soient supportés par la commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 21 Xbre 1849
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture d'une demande nous adressée par le sieur Joseph Lambert de cette commune tendante à être autorisé de nous rembourser une rente annuel de vingt francs en capital de six cent francs, affectée sur les propriétés de feu Guillaume Legrain
Attendu que rien ne s'oppose à ce que ce remboursement ait lieu,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil

p. 93
conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale en 1850
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature imposées audit rôle soient converties en argent, par rapport que la commune aurait à payer en 1850 l'intérêt d'une somme de 4000 francs qu'elle a dû contracter pour l'amélioration de la voirie vicinale.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que les prestations en nature imposées audit rôle seront payées en argent.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal concernant la présentation de deux candidats pour la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance en remplacement du sieur Louis Joseph Renier dont les fonctions expirent au 1er janvier 1850.
Vu les articles 2023 du code adtif de Belgique
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que M. Louis Joseph Renier a obtenu six suffrages, en conséquence est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 février 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la loi du 10 avril 1841 et le règlement sur la voirie vicinale,
Vu le projet de rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de cette voirie pour 1850s'élevant à la somme de 1423 francs 5 centimes formés par la

p.94
la commission instituée par l'art. 16 du règlement.
Considérant qu'il est d'usage d'imposer depuis plusieurs année 10 pour % sur les contributions directes
Considérant que le terme fixé par l'arrêté royal qui accordait d'excéder le 10ème des contributions est écoulé et qu'il convient de solliciter une nouvelle autorisation pour les années 1850 à 1856 inclus.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que la somme à répartir de la contribution est fixée à 1423 francs 5 y compris la déduction du [...] déduit sur les prestations en nature imposées audit rôle.
Le rôle dont il s'agit sera soumis à la députation du conseil provincial pour être rendu exécutoire après qu'il aura reçu l'arrêté royal mentionné ci-dessus.
Cette affaire terminée

Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en dâte du 16 janvier dernier, accompagnée d'une réclamation du frère directeur du pensionnat de Malonne tendante à ce que les émoulements de 1849 lui soient payés.
Vu la lettre de M. Demontpellier en date du 24 mai 1848 concernant l'adoption des écoles de Malonne,
Considérant que lors de cette adoption notre conseil communal dans sa séance du 27 mai 1848 a décidé de n'allouer pour toute rétribution audit frère que la somme de deux cents francs.
Par ces motifs
La conseil décide à l'unanimité de maintenir sa délibération précitée et refuse d'allouer aucune autre rétribution à l'exception du chauffage.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement avec copie des pièces rappelées ci-dessus.
Cette affaire terminée
Vu la lettre de la députation du conseil provincial en dâte du 28 8^{bre} dernier B N° 393,483 concernant la nomination de l'institutrice communale,
Vu notre délibération en dâte du 28 8^{bre} 1846 qui nomme aux fonctions d'institutrice de cette commune la demoiselle Aldegonde Jonet, au traitement annuel de 450 francs pour tout revenu.
Considérant que cette nomination a été adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour son information,
Considérant qu'aujourd'hui la députation par sa lettre précitée a décidé de lui majorer son traitement à partir du premier janvier 1850 de cent francs,
Considérant que l'institutrice a accepté la nomination que nous lui avons faite au traitement annuel de 450 francs
Par ces motifs le conseil décide à l'unanimité qu'il

qu'il y a lieu à ce que la délibération précitée soit maintenue et refuse à lui accorder pour 1850 la majoration de cent francs mentionnée ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 mars1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Thomas Waha et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en dâte du 22 février dernier par laquelle il nous informe que l'adm^{on} communale de jambe vient d'adresser une demande tendante à obtenir l'autorisation d'établir en cette localité quatre foires annuelles pour la vente du bétail.
Considérant que cette demande peut être très avantageuse à ladite commune ainsi qu'aux communes avoisinantes,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que ladite demande soit favorablement accueillie.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 17 mars 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu l'assignation à nous donnée par l'huissier [...] le 9 mars 1850, tendante à ce que nous payions une somme cent soixante-neuf francs 75 centimes du chef des pierres fournies par le sieur Lambert Lesire en 1848 pour la réparation de nos chemins vicinaux,
Attendu qu'ils doivent fournir toutes les pierres nécessaires à ce lot et qu'elle [...] à l'empierrement de ce lot,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité quil y a lieu à

p.96
la députation du conseil provincial nous autorise à maintenir par devant les tribunaux l'action nous intentée par ledit sieur Lesire.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 avril 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'action nous intentée par le sieur Mercier concernant le paiement d'une somme de cent francs lui due du chef d'empierrement du chemin nommé du Trieux en cette commune, exécuté en 1848
Considérant que les pierres servant à cet empierrement ont été fournies audit entrepreneur par le sieur Lesire, qui à dâté de ce jour n'en a pas encore reçu le paiement,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé autorisation à la députation du conseil provincial de nous défendre par devant les tribunaux compétent contre l'action nous intentée par le sieur Mercier, ainsi que de l'appel en garantie dans l'action intentée par le sieur lesire.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante.
Le conseil communal de Malonne,
Vu la demande nous adressée par le sieur Renier et autres de Malonne, tendante à être autorisé de nous rembourser une rente annuel de 15 francs au capital de 300 francs.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé à la députation du conseil provincial l'autorisation de recevoir ce remboursement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 97
Séance du 31 août 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre des inscriptions concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1850 à 1851, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en dâte du 24 de ce mois,
Vu les articles 6537 et suivants du code ad^{tif} de Belgique
Arrête
Les enfants compris sous les numéros 1, 5, 9, 10, 11, 17, 21 et 29 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés , le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de vingt et un.
Les enfants compris sous les numéros 2, 7 et 13 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés , le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de vingt cinq.

Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans les budgets des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 29 7bre 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Thomas Waha, Jean Henry Legrain et Pierre françois Rifflart, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de l'institutrice comale en dâte du 25 de ce mois par laquelle elle sollicite le local

p.98
actuel de nos séances communal pour son logement.
On décide à l'unanimité que le local désigné ci-dessus servira de logement pour notre institutrice et que de cette manière, la commune se trouverait déchargée de l'indemnité lui accordée annuellement à cette fin.
Qu'ant aux archives communales, on décidé également qu'elles seront déposées au domicile du bourgmestre qui est autorisé à faire approprier un locale convenable dans la salle aux frais de la commune.
Cette affaire terminée, on prend la délibération suivante.
Il est donné lecture d'une note de location de terrain en dâte du 16 de ce mois, le conseil après l'avoir examinée estime qu'il y a lieu à ce qu'elle soit approuvée par la députation du conseil provincial.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante.
Il est donné lecture de la lettre de la députation du conseil provincial sous la date du 3 août dernier nous adressée en copie par M. le commissaire d'arrondissement accompagnée d'une autre lettre adressée à M. l'inspecteur provincial par le frère directeur du pensionnat de Malonne concernant la tenue d'une école et le paiement de ce chef.
Revue celle de M. Demontpellier sous la date du 24 mai 1848 concernant la rétribution à payer par la commune.
Il résulte de ces différentes pièces qu'aujourd'hui le frère directeur n'entendrais plus s'en rapporter à la lettre prémentionnée ci-dessus de M. Demontpellier concernant la rétribution allouée par nous.
Que d'un autre côté ledit frère Directeur consentirait seulement à sa charge de tenir une école gratuitement et à pourvoir à toutes les dépenses moyennant un subside annuel de trois cents francs.
Considérant que pour faire l'abandon de l'école du Malpas et ne plus s'occuper que de celle tenue maintenant dans leur établissement, il n'y aurait pas lieu à adopter la proposition faite par le frère Directeur.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité (de) s'en rapporter à la lettre ci-jointe de M. Demontpellier, dans le cas contraire, le conseil se réserve le droit à l'instruction des enfants de sexe masculin.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Il est donné lecture d'une lettre de M. le commissaire d'(arrondissement sous la date du 3 de ce mois concernant un logement pour l'instituteur de l'école des

p. 99
du Malpas ainsi que d'un lieux d'aisance.
Considérant que cet école a été tenue jusqu'aujourd'hui par un élève de l'école normale qui avait son logement dans cet établissement, mais aujourd'hui il paraîtrait que M. le directeur ne serait plus d'intention de s'occuper de cette dernière mais seulement de celle tenue dans son établissement.

Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité, si toutefois la chose en est ainsi, et que la commune doit pourvoir à l'instruction pour cette école, elle à un local convenable pour le logement de son instituteur.
Tant qu'au lieux d'aisance on décide également d'aviser au moyen d'en procurer un.
Cette affaire terminée,
L'on fait observer que des terres provenant de décombres sont déposées par le sieur Maximilien Mazûre, habitant de cette commune, près de sa demeure sur l'accotement de la route face de l'abbaye de Malonne.
Attendu qu'elles ont été déposées sans autorisation,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité qu'il est accordé audit Mazûre un délai de six mois, à dater de ce jour, pour transporter tous ces décombres, sauf approbation des agents de la voirie vicinale, à charge pour lui de nous donner caution suffisante et a notre agréation pour l'accomplissement de cette obligation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Province de Namur
Commune de Malonne
Procès-verbal du tirage au sort prescrit par l'art. 32 de la loi du 1er mai 1848 pour régler l'ordre de sortie des conseillers communaux.
Séance du 20 8bre 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourg-

mestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, Chantraine secrétaire.
La séance s'ouvre à dix heures du matin
Ordre du jour ; tirage au sort pour régler l'ordre de sortie des conseillers communaux.
Le président informe le conseil qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 1er mai 1848, combinés avec les // 1er et 2 de l'art. 54 de la loi du 30 mars 1836, il doit être procédé dans la séance de ce jour au tirage au sort pour régler l'ordre de renouvellement partiel des conseillers communaux dont la première moitié sortira le 1er janvier 1852.
Il est donné lecture des dites dispositions qui sont ainsi conçues :
Art. 3 de la loi du 1er mai 1848
La première partie de la moitié des conseillers sera réglée par le sort dans l'année qui précédera l'expiration du premier terme.
Le tirage au sort aura lieu dans la séance prescrite à l'art. 70 de la loi précitée (loi communale).
Les échevins appartiendront, par moitié, à chaque série, le bourgmestre à la dernière.
Art. 54 de la loi du 30 mars 1836
Les conseillers communaux sont élus pour le terme de 6 ans à compter du 1er janvier qui suit leur élection, ils sont toujours rééligibles.
Les conseillers renouvellés par moitié tous les 3 ans.
En exécution de ces dispositions, il est procédé successivement et par deux scrutins à la préparation du tirage au sort pour désigner les échevins et les conseillers qui formeront la première série sortante.
Deux catégories de bulletins, portant les uns, les noms des échevins -, les autres les noms des conseillers sont préparés pour cette opération.
Le président prévient l'assemblée que les échevins et les conseillers dont les noms sortiront les premiers de l'urne fourniront la première sortie de la moitié des conseillers, dont le renouvellement est fixé le 1er janvier 1852, et que les seconds des échevins et conseillers sortant les derniers de l'urne formeront avec le bourgmestre la deuxième série qui sortira le 1er janvier 1855.
Les bulletins portant les noms des échevins sont lus, fermés et placés dans l'urne, le président procède au tirage au sort qui désigne les sorties de la manière suivante :

Première sortie M. Michel Schayès
Deuxième sortie M. Jean Joseph Rifflart Bigard

p. 101
Les bulletins portant les noms des conseillers, non compris ceux du bourgmestre et échevins sont successivement lus, fermés et mis dans l'urne, le président procède également au tirage de ces bulletins et le sort désigne pour la première sortie
MM. pierre augustin Chapelle
Pierre françois Rifflart
Jean henry Legrain
Et pour la seconde sortie dont le bourgmestre fait partie de droit
MM Lambert lesire
Joseph Chapelle
Thomas Waha.
En foi de quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre françois Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 23 7bre dernier inscrite au mémorial administratif sous le numéro 4458, concernant la demande adressée au gouvernement pour la perception des centimes additionnels extraordinaires aux contributions directes pour l'exercice de 1851,
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'y pouvoir faire face sans recourir à l'imposition dont il s'agit.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à imputer aux contributions mentionnées ci-dessus, les deux centimes dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 102
Séance du 3 9bre 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Réuni à l'effet de répondre à la lettre de la députation du conseil provincial du 14 mars dernier renouvelée de nouveau par celle de M. le commissaire d'arrondissement en date du 21 8bre aussi dernier, tendante à ce qu'il soit payé aux frères des écoles chrétiennes 1° une somme de 125 francs pour l'instruction donnée en 1848 et 1849, 2° la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sur la date du 26 8bre aussi dernier, demandant une décision sur la requête ci-jointe de M. le directeur concernant les émoulements pour l'année scolaire 1849 et 1850. 3 et finalement pour délibérer sur la proposition de M. le directeur en date du 1er août 1850 qui demande qu'il soit fait de nouveaux aménagements.
N. 1° Vu la délibération du conseil communal en dâte du 4 8bre 1847 2° celle du 10 janvier 1848 et enfin 3° celle du 27 mai 1847 ci-annexée,
2° Vu la lettre de M. le chanoine Demontpellier, approuvée par M. le directeur également ci-jointe,
3° Les propositions susdites de M. le Directeur,

Considérant que les frères ne veulent pas tenir les arrangements pris, comme il conste des pièces ci-dessus annalysées pour les années scolaires 1848-1849 et 1849-1850.
Considérant que la proposition de M. le Directeur mentionnée au N° 3 ne peut être acceptée, attendu les doubles frais que cela occasionnerait à la commune,, qu'en second lieu M. le Directeur pourrait n'accepter que des élèves de son choix ; et qu'enfin que leur nombre d'élèves qui fréquentent avec plaisir l'école du Malpas ne veulent pas aller à celle du fond, ainsi qu'on le voit aujourd'hui, vu que jusqu'à ce jour, 15 élèves justement ayant fréquenté l'école du fond, le frère instituteur avait adjoint à l'élève-maître de lui envoyer 15 de ses élèves les plus avancés, douze sont allés à l'école à Buzet-Floreffe, à leurs frais, et trois seulement sont allés à l'école du Fond de Malonne.
Par ces motifs,
Le conseil communal décide à l'unanimité
1° de s'en tenir purement et simplement aux engagements pris et refuse complettement de payer plus qu'il n' été convenu et prie la députation de ne pas mandater d'office car il se verrait à regret forcé de s'opposer au payement de ce mandat.
2° Les écoles ayant été tenues en 1849 et 1850 d'après les mêmes conventions, même somme sera payée de ce ce-chef.
3° Si les frères ne veulent plus faire les anciens arrangements , de n'avoir plus rien à démêler avec eux et de nommer un instituteur

instituteur d'après les lois et règlements en vigueur aussi dans les autres communes.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Il est donné lecture de la lettre ci-jointe du directeur du dépôt de mendicité de Namur en date du 23 8^{bre} dernier, par laquelle il nous informe que le nommé Joseph Colard, de cette commune, a été écroué audit établissement par suite de jugement pour la deuxième fois.
Attendu que ledit sieur Colard a pour pourvoir à ces besoins sans l'aide de la commune, attendu qu'aujourd'hui il jouit d'une rente annuel de 250 francs
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ordonner la mise en liberté le plus tôt possible.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial a fin d'exécution.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante.
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 30 octobre dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 4466 concernant la nomination de deux membres de notre administration pour faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 pour l'examen des déclarations en matière de contributions personnelles pour 1851.
Arrête
Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle sont nommés à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée au contrôleur des contributions directes pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 28 9^{bre} 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 13 de ce mois, accompagnée d'une délibération de notre conseil communal tendante à avoir la mise en liberté du sieur Joseph Colard détenu au dépôt de mendicité de Namur à charge de cette commune.
Attendu que le sieur Colard jouit d'une somme annuel de 250 francs et qu'avec ce revenu il peut pourvoir à sa subsistance,
Que d'un autre côté, lors de sa mise en liberté, la

p.104
la commune fera son effort pour l'empêcher à ce qu'il se livre de nouveau à la mendicité et s'engage à abandonner ses revenus à un habitant de la commune qui lui pourvoyerai à ses besoins.
Par ces motifs,
Le conseil le conseil décide de nouveau qu'il y a lieu à ordonner sa mise en liberté.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Vu la note d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1851,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations imposées audit rôle soient converties en argent, attendu que la commune a fait un emprunt de 5000 francs pour la voirie vicinale quelle doit rembourser par partie d'année à autre,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que les prestations dont il s'agit seront converties en argent.
Cette affaire terminée
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement du 4 de ce mois par laquelle il nous invite à procurer sans délai pour l'école des filles une série de poids et mesures et les meubles désignés sous les N° 5 à 10 de la dépêche de la députation permanente du 6 7bre 1849.
Revu cette dépêche
Attendu que l'école des filles est pourvue des meubles repris dans ladite dépêche sous les n° 5.6.8.9. et 10 tant qu'à ceux repris sous le N° 7 des ordres sont donnés pour en faire l'acquisition. Tant qu'à sa collection des poids et mesures nous jugeons pour épargner de plus grands frais qu'il y aurait lieu à faire tous les mois la collection des poids qui se trouvent à l'école des frères et le mois suivant la collection des mesures.
Tant qu'à l'école du Malpas nous pensons devoir nous dispenser d'acheter la collection des poids et mesures vu que cette dernière n'est fréquentée que par des enfants en bas âge qui à peine peuvent-ils connaître les premiers éléments de calculs qu'ils rentrent dans l'école tenue par les frères dans leur établissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 Xbre 1850
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Thomas Waha, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain et conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

p. 105
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal concernant la présentation de quatre candidats pour la nomination de deux membres du bureau de bienfaisance en remplacement des sieurs Jean Joseph Renier, membre sortant en 1849 et >Gérard Joseph Bacq, membre sortant en 1850.
Vu l'article 2023 du cadre administratif de Belgique
Le conseil procède au scrutin secret pour les nominations dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que >Messieurs jean Joseph Renier et Gérard Joseph Bacq sont nommés membres du bureau de bienfaisance de cette commune, le premier comme membre secrétaire en 1849, dont le renouvellement n'a pas eu lieu, et le second comme renouvellement de 1850.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Attendu que la commune est d'intention d'aliéner diverses parcelles de terrains communaux sans emploi, il y a lieu à désigner le géomètre qui sera chargé du mesurage et lèvement du plan desdites parcelles.
Le conseil décide à l'unanimité que M. Adam, géomètre à la Sainte croix sera chargé de cette opération et que connaissance de cette opération lui sera donnée par le collège des bourgmestre et échevins.
On décide également que Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, tous deux conseillers, sont nommés pour signer les certificats en matière de milice pour 1851.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 31 janvier 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain Thomas Waha et Pierre Augustin Chapelle et conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'ordonnance de la députation du conseil

p. 106
provincial de Namur en date du 16 de ce mois, N° 425 253 par laquelle elle décide de completter pour le passé la somme réclamée par les frères de Malonne et nous enjoint pour l'avenir de les payer nous-mêmes ou de choisir un instituteur laïque.
Vu la nouvelle proposition de M. le Directeur de l'établissement des frères de cette commune,
Considérant 1° qu'en adoptant cette proposition la commune s'expose à [...] le même désagrément que par le passé 2° qu'il est de notoriété publique que les élèves de la commune fréquentant l'école des frères sont peu au point de progrès et qu'ils ne vont à cette école qu'avec appréhension, ce qui force les parents qui ont quelques ressources à envoyer leurs enfants à l'école ailleurs,
D'après ces considérations et dans l'intérêt public, le conseil communal prend à l'unanimité la résolution suivante :
Le conseil communal de Malonne supplie la députation du conseil provincial de solliciter de M. le Ministre la révocation de l'adoption des frères des écoles chrétiennes de l'établissement de Malonne comme école adoptée.
Il suggère aussitôt que la révocation sollicitée sera prononcée à pourvoir au remplacement des frères par un instituteur laïque qui réunira les conditions exigées par la loi.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 février 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle , Jean Henry Legrain, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Par arrêté royal du 5 mars 1848, nous avons été autorisés à prendre à l'intérêt annuel de 4½ pour cent une somme de cinq mille francs pour subvenir aux dépenses pour l'amélioration de la voirie vicinale.
Attendu qu'avec la somme précitée nous n'avons pu parvenir à faire exécuter en totalité les empierrements qui réclament aujourd'hui leur construction,

p. 107
vu qu'ils s'en trouvent encore diverses parties à faire d'une longueur approximative de 2700 mètres , qu'il y a urgente nécessité d'y faire travailler le plus tôt possible,
Attendu que pour subvenir à cette dépense, il y a lieu de solliciter autorisation afin de pouvoir contracter un nouvel emprunt de quatre mille francs à l'intérêt annuel de quatre et demi pour cent, remboursable endéans dix années, laquelle somme sera remboursée ainsi que les intérêts, sur les revenus du rôle d'imposition de ladite voirie.
Que d'un autre côté la commune étant sur le point de vendre diverses parcelles de terrain provenant d'excédant de largeur de chemin et terrains sans emploi, celle-ci ferait une avance de deux mille francs à ladite voirie, laquelle somme sera remboursable comme il est dit ci-dessus.
Arrête :
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à solliciter l'autorisation de pouvoir contracter l'emprunt de quatre mille francs dont il s'agit.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de Mr le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 mars 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle , Joseph Chapelle, Thomas Waha et Pierre François Rifflart, et Jean Henry Legrain conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que l'instruction qui se donne par les frères des écoles chrétiennes n'est pas suffisante, que les enfants n'y font aucun progrès, que même plusieurs ne veulent pas fréquenter ces écoles, qu'ainsi les écoles des frères seront avantageusement remplacées par une école tenue par un instituteur laïque,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu de supplier la députation du conseil provincial à solliciter de M. le Ministre de l'intérieur la révocation de l'adoption des frères

p. 108
= frères des écoles chrétiennes de l'établissement de Malonne comme école adoptée.
Il s'engage aussitôt que la révocation sollicitée sera prononcée de pourvoir au remplacement du frère par un instituteur laïque qui réunira les conditions exigées par la loi.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du …….. par laquelle il nous informe que la députation du conseil provincial vient d'autoriser l'ad^{on} des hospices Saint-Gilles de Namur à remettre pour frais à ses parents le nommé Plutarque Télesphore, enfant trouvé , pour lequel une somme de 282 francs 87 centimes a été payée pour son entretien pour les années 1848, 1849 et 1850, et qu'aujourd'hui ladite somme doit être remboursée par la commune.
Considérant que lesdits époux Jean Joseph Detry et Barbe Joseph Marneffe, tous deux de cette commune, consentent à nous rembourser ladite somme endéans six années à raison de 23 fr. 29 centimes annuellement sans intérêt.
Par ces motifs, le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à accepter la proposition nous faite par les époux Detry, autorisant le collège échevinal à disposer d'une somme de 232 francs 87 c^{es} pour les motifs énoncés ci-dessus et de passer acte notarié s'il y a lieu avec les époux Detry pour garantie envers la commune de ladite somme.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d'une circulaire de M. l'inspecteur des forêts en date du 9 janvier dernier n° 9 nous communiqué par le garde forestier Noulard par laquelle il fait connaître que des plaintes se sont fait entendre sur l'inexécution des lois relatives aux droits de pâturage dans les bois qui sont soumis à leur surveillance, notamment sur la tolérance qu'on apporte à [...] faire observer les articles 7 et 8 titre 19ème de l'ordonnance 1669, et que pour mettre un terme aux abus signalés qu'à l'avenir le bétail ne puisse plus être conduit en pâture dans le [...] que les communes et hameaux devront faire des nominations de pâture ou s'abstenir de parcourir les forêts.
Vu les articles 72, 73 et 74, gestion (?) VIII titre 3ème du code forestier
Vu enfin l'art. 75 du même code ainsi ˆla dernière ligne n'est vraiment pas lisible !]

p. 109
animaux admis au pâturage sous peine de ceux francs d'amende par chaque bête qui serait trouvée sans clochette dans la forêt.
Vu enfin une demande adressée par des habitants de Bauce, hameau de cette commune, sur la nomination du sieur Xavier Servais comme pâtre pour ledit hameau,

Attendu que ledit sieur Servais réuni les qualités requises pour remplir convenablement ledit emploi,
Arrête :
Le conseil nomme à l'unanimité ledit Xavier Servais aux fonctions dont il s'agit sous l'obligation relatée dans la demande ci-jointe.
Décide également qu'il en sera donné connaissance au garde forestier Noulard et audit sieur Servais pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle, et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Attendu que la commune est d'intention d'aliéner diverses parcelles de terrains communaux sans emploi et excédant de chemins,
Le conseil nomme à l'unanimité Messieurs François Menier dit Bragart et François Renier, tous deux cultivateurs pour procéder à l'expertise desdites parcelles et le sieur Chantraine notre secrétaire communal pour procéder à l'information de commodo et incommodo concernant l'aliénation des dites parcelles.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 110.
Séance du 19 avril 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle, et Jean Henry Legrain conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture du procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu par notre secrétaire communal le 8 de ce mois sur le projet formé par notre conseil communal de vendre par adjudication publique diverses parcelles de terrains communaux sans emploi et d'excédant de largeur de chemin.
Vu le plan en double des dites parcelles,
Vu enfin le procès-verbal d'expertise,
Considérant que les oppositions faites par les Sieurs Berthuin Rifflart et autres contre l'aliénation des parcelles N° 48 et 113 ne peuvent être prises en considération toutes les deux, mais seulement celle N° 48 qui resterait pour l'utilité des habitants, tant qu'à celle N° 113 elle doit être aliénée attendu qu'il n'y a aucune impossibilité d'y extraire de la terre sans faire tomber les haies et terrains des habitants.
Considérant que le prix d'estimation repris au procès-verbal d'expertise est fixé d'une manière régulière
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu solliciter l'autorisation requise à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec les pièces déjà citées à fin d'autorisation.
Cette affaire terminée, on rédige le projet de cahier de charges et conditions pour la mise en vente par adjudication publique des parcelles.
Art. 1er Les immeubles se vendront dans l'état où ils se trouveront au moment de l'adjudication [...] leur joignant (?) et leur garantie des contenances dans les plans ou les [...] quelle qu'en soit la différence sera au profit ou à la perte des acquéreurs qui seraient [...] le leur connaître.
Art. 2 Les acquéreurs n'obtiendront pas l'effet de la vente que la subrogation pure et simple aux droits [...] de la commune ils jouiront par suite des servitudes actives devant souffrir cettes [...] qui peuvent affecter les biens vendus, le tout sans garantie aucune de la part de l'administration vendeuse.

p. 111

Art. 3 Les adjudicataires entreront en jouissance de leurs biens vendus quinze jours après l'approbation de l'acte d'adjudication, sauf ceux loués qui n'entreront en jouissance qu'à l'expiration du bail de location.
Art. 4. La présente vente ne recevra ces effets qu'après avoir été approuvée par l'autorité supérieure.
Rt. 5. Le prix de vente de la présente aliénation devra être versé dans le délai d'un mois, après que le procès-verbal de vente aura été approuvé par la députation permanente entre les mains du receveur communal, le tout en monnaie ayant cours
Art. 6. Les acquéreurs sont tenus de payer [...] en mains du notaire commis immédiatement après l'approbation du procès-verbal de vente de la part de l'autorité supérieure, les frais faits pour parvenir à la vente sur l'état à régler par l'ad^{ion} venderesse lesquels frais consistent 1°en ceux d'expertise, 2 frais de mesurage et plans desdites parcelles 3 ceux de confection et apposition d'affiches, 4 frais de timbres, enregistrement, transcription, plus ceux d'une [...] à délivrer au conseil communal 5° enfin les honoraires du notaire au taux fixé par la loi, tant pour la rédaction du cahier des charges que pour la vacation à la vente, ici évaluée à vingt pour cent.
7. A défaut du payement du prix principal et frais, les acquéreurs encoureront la [...] entière si le conseil le juge convenir, et seront passibles de tous frais, dépenses, dommages et intérêts à en résulter ainsi que de tout déficit du prix sans profiter de l'excédent s'il en survient.
8 Les personnes qui se rendraient acquéreurs par convenance, seront tenus de se déclarer dans le délai de la loi et resteront solidairement obligés avec lui à toutes les charges conditionnées de la vente.
9. Les adjudicataires devront planter des bornes à leurs frais dans le délai d'un mois après l'adjudication définitive.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Vu l'arrêté royal en date du 3 de ce mois qui autorise notre conseil communal d'emprunter à l'intérêt annuel de quatre et demi pour cent une somme de quatre mille francs remboursable en dix années et cest pour en employer le produit à couvrir les frais d'empierrement des chemins vicinaux.
Considérant que pour obtenir cette somme la commune doit donner une garantie suffisante au prêteur,
Considérant que la commune possède 21 hectares 18 ares 71 centiares de propriétés boisées en quatre portions situées en cette commune nommés Tronquois,

p. 112
Fond de la Navinne, Taille des Sarts et trou Christophe, lesquels sont suffisants pour garantie,
Considérant que le prêteur consent avec la garantie ci-dessus et qu'il nous dispense d'en faire faire l'expertise,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé l'autorisation requise à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 6 mai 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande de Monsieur Jean Baptiste Schayès fermier, domicilié en cette commune, dans la date du 25 mars dernier tendante à être autorisé de changer la direction du sentier nommé Chemin de Messe, pour la remplacer par un autre.
A l'unanimité le conseil nomme pour procéder à l'information de commodo et incommodo Messieurs François Renier dit Brayart et François Menier, tous deux cultivateurs domiciliés en cette commune, Les mêmes personnes sont également nommées à l'effet à la même opération concernant l'aliénation du chemin projeté qui longe le bois de la Vecquée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 113.

Séance du 1er juin 1851

Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la lettre de la députation du conseil provincial en date du 1er mai dernier nous adressée en copie par M. le commissaire d'arrondissement concernant le retrait de l'école chrétienne tenue dans cette commune.

Notre salle d'école des filles n'a que 47 mètres 25 centimètres tandis que celle du Malpas mesure 55 mètres 73 centimètres. Cependant 100 et quelques petites filles y ont reçu l'instruction cet hiver convenablement à l'aise.

Dans tous les cas, si l'expérience nous démontre l'exiguïté de la salle d'école du Malpas nous espérons à très peu de frais l'a faire agrandir et l'améliorer, [...] 20 garçons font la 1ère communion, en le supposant tous à l'école pendant 7ans, on obtiendrait nombre de 140

Mais vous comprendrez comme nous qu'au moins 50 élèves fréquentent les écoles de Flawinne, Buzet, Bois de Villers ou n'en fréquentent aucune.

Tant qu'à l'éloignement de l'école du Malpas à l'église, la distance est de 1300 mètres de longueur de très bon [...], au surplus ladite école est mieux placée où elle est maintenant que de l'être prés de l'église, attendu qu'elle est au centre de la commune.

Dailleurs maintenant tous les petits fréquentent l'école du Malpas.

Tant qu'à l'instituteur, nous y pourvoyrons en nous conformant aux lois sur la matière, nous lui ferons sont traitement au moyen des rétributions des élèves [...] et du subside à solliciter annuellement du gouvernement.

En conséquence, on décide également à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de donner suite à notre demande de retrait le plus promptement possible.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.

Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :

Il est donné lecture du procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu par notre bourgmestre le 12 mai dernier, sur le projet formé par notre conseil communal de vendre par adjudication publique l'ancien chemin de Floreffe à Namur d'une

p. 114.

=contenance de 74 ares 59 centiares longeant les bois de la Vecquée au hameau de Bauce.

Vu le plan en triple expédition de ladite parcelle,

Vu enfin le procès-verbal d'expertise,

Attendu que ledit chemin n'est pour ainsi dire plus d'aucune utilité par rapport à la construction de la route provinciale de Namur à Fosse, et qu'aucune opposition n'a été formulée contre cette aliénation,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à solliciter l'autorisation requise à cette fin, sous la condition que le prix en sera payé dans le délai d'un mois après que se procès-verbal de vente sera approuvé par la députation du conseil provincial.

Expédition sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.

Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :

M. J. Schayès, échevin, ne prend point part à cette délibération par rapport quil y a de l'intérêt.

Il est donné lecture de la lettre de M. Schayès, de cette commune, en date du 25 mars dernier, tendante à être autorisé d'échanger la direction du chemin appelé de Messe pour la remplacer par un autre à ses frais.

Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,

Vu également celui d'expertise,

Vu les oppositions formées contre cet échange qui sont fondées,

Attendu que la commune n'éprouve aucun désavantage sur la demande projetée, elle a admis l'échange sous les conditions suivantes :
1° Que le nouveau sentier à construire sera entièrement exécuté par le demandeur à ses frais et revu par l'administration communale avant de pouvoir supprimer l'autre.
2° Quil (sic !) sera construit un aqueduc vis-à-vis du terrain Malherbe d'une construction convenable pour recevoir les eaux de la campagne
3° Qu'il fera construire un perré aussi convenable pour soutenir toute dégradation qui pourrait arriver au chemin
4° Il devra répondre constamment de toutes dégradations quelconques concernant tous ces travaux, et cela à ses frais, sans que jamais la commune n'y intervienne pour aucun motif.
5° La pente à donner au sentier projeté devra être de six pour cent.
6° Que le nouveau sentier à construire en remplacement de celui à supprimée sera empierré à deux mètres de largeur sur toute sa longueur, aux frais du demandeur.
Cette affaire terminée,
Il est également donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 21 mai dernier,

p. 115.
Concernant les objets classiques à fournir aux enfants pauvres du sexe féminin.
Le conseil décide à l'unanimité de fournir auxdits enfants tous les objets dont il s'agit et autorise M. le bourgmestre de donner ordre à l'institutrice d'obtempérer à cette invitation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 21 mai dernier concernant l'aménagement de la salle d'école des filles.
Vu la dépêche de la députation du 17 avril dernier,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à attendre la révocation des écoles chrétiennes avant de faire l'acquisition des objets manquants, attendu qu'à cette époque la commune aura à sa disposition tous les meubles garnissant l'école tenue par les frères.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial accompagné du compte en double, l'emploi du subside de cent francs accordé à la commune pour l'ameublement de cette école.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 août 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle et conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Attendu=

p. 116
= attendu que la commune possède dans le bois dit La vecquée en cette commune le droit de couper diverses essences dites communément morts bois et que et que cete faveur (?) n'est profitable qu'au huitième des habitants qui la coupe journellement, tandis que les sept autres huitièmes n'en tirent aucune profit

Considérant quil serait d'un grand intérêt pour la commune de pouvoir faire défense aux habitants de pouvoir y couper lesdites essences , ce qui nous rapporterait un grand bénéfice ainsi qu'au gouvernement par rapport qu'on ne pourrait plus [...] le dit bois avec des tranchants.
Que d'un autre côté la surveillance n'en sera que plus facile pour les agents forestiers et que la commune y retirerait un bénéfice qui jusqu'ici n'en a jamais eu aucun,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à faire défenses aux habitants de pouvoir couper dans ledit bois essence revenant à la commune.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement à fin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 7bre 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1851 à 1852, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins et échevins (sic !)
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivants du code administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous les N° 1, 4, 7, 8, 10, 14 & 15 du registre des enfants du sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de vingt-quatre.
Les enfants compris sous les N° 15 & 19 du registre des

p. 117.
Enfants du sexe féminin sont également rayés, les chiffres de ceux qui y sont maintenus est de trente un.
Les enfants consernés par ces registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tueurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixés dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération , une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 17 7bre 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Pierre Augustin Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de solliciter l'autorisation de pouvoir faire défense aux habitants de cette commune de couper le mal-bois appartenant à la commune dans le bois domanial de la Vecquée situé en cette commune.
Considérant que ces essences ne sont profitables qu'au 10ème des habitants les plus rapprochés, tandis que les autres n'en retirent aucun bénéfice, que d'un autre côté, étant autorisés à faire cette défense, les dégats qui se font constamment dans ledit bois ne se renouvelleront plus , vu qu'on y pourrait plus [...] avec tranchant.
Par ces motifs,
Le conseil adopte à l'unanimité le règlement suivant :
Art. 1er La coupe aura lieu de celle appartenant au gouvernement

Art. 2° Le collège des bourgmestre et échevins interviendra au nom de la commune dans tous les travaux qui se font annuellement, telles que fossés & au marché franc (?) du prix d'adjudication de chaque vente
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin d'approbation.

p. 118.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante
Il est donné lecture de l'arrêté royal en date du 12 août dernier est retirée l'autorisation en vertu de laquelle cette commune avait adopté l'école primaire des frères des écoles chrétiennes pour tenir lieu d'école communale.
Attendu qu'il importe à ce remplacement d'y pourvoir
Vu le certificat de moralité fourni par le Sieur jean François Coÿet qui sollicite cette place,
Vu également la pièce qui constate que le susnommé a fréquenté avec fruit pendant cinq années les cours de l'une des écoles normales de l'état,
Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,
Vu les articles 66 & 84 de la loi communale
Le conseil procédant au scrutin secret , il est résulté du dépouillement des suffrages que le sieur jean François Coÿet a obtenu six voix et le sieur Justin Dosimont une.
En conséquence le conseil nomme le sieur jean françois Coÿet susdit aux fonctions d'instituteur de cette commune en remplacement desdits frères.
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure pour information.
Le sieur Michel Schayès, échevin, demande si la loi lui accorde le droit d'exiger le concours, ils se réserve [...] ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 25 8bre 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de Monsieur le gouverneur en date du 12 7bre dernier, inséré au mémorial administratif sous le N° 4672, concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de1852,
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'y faire face sans recourir aux centimes additionnels dont il s'agit,
Vu ces motifs, le conseil décide à l'unanimité que

p. 119
il y a lieu à solliciter les centimes additionnels dont il s'agit.
Cette affaire terminée,
Il est également donné lecture d'une autre circulaire en date du 20 7bre dernier, insérée au même mémorial sous le N° 4675 par laquelle il nous invite à procéder à la nomination de deux de deux membres de notre administration à l'effet de faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 en ce qui concerne l'examen des déclarations qui y sont faites pour l'assiette de la contribution personnelle de 1852.
Arrête Messieurs Joseph Chapelle et Pierre Augustin Chapelle sont nommés à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le contrôleur des contributions pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 26 9bre 1851

Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain Joseph Chapelle et Thomas Waha , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre du frère directeur de l'établissement de Malonne en date du 16 de ce mois concernant l'aliénation en leur faveur de notre maison attenante à l'abbaye contre échange de 287 centiares de terrain pour l'agrandissement de notre cimetière, moyennant pour eux de verser dans la caisse communale une somme de 1800 francs.
Par ces motifs,
Le conseil décide par cinq voix contre deux d'adopter la proposition dont il s'agit.
Nomme à l'unanimité pour procéder à cette aliénation et échange messieurs Alexis Patigny maître maçon et Thomas Chapelle, menuisier tous deux domiciliés audit Malonne et pour procéder à cette information M. Chantraine, notre secrétaire communal.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.120
Séance du 13 X^{bre} 1851
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1852,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent,
Vu ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu que les dites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec le rôle déjà cité afin d'approbation.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante
Monsieur l'échevin Schayès sort de la séance[2]
Il est donné lecture d'un état de correction à faire à l'atlas des chemins vicinaux de cette commune, approuvé par la députation du conseil provincial le 24 avril 1845 N° 272871.
Considérant qu'il y a lieu à ce que les corrections y figurées soient rectifiées audit atlas,
Par ces motifs,
Le conseil l'approuve dans tout son contenu et décide qu'il sera adressé à la députation du conseil provincial afin de rectification.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante
M. l'échevin Schayès rentre en séance.
Il est donné lecture d'une lettre de M. le directeur du pensionnat de Malonne du 11 de ce mois par laquelle il désirerait à ce que on lui fasse connaître si, en réponse à sa lettre du 16 9^{bre} dernier, la commune consent à lui alliéner l'ancienne maison du curé moyennant une somme de dix huit cents francs plus 284 centiares de terrain, qui doit servir pour l'agrandissement de notre cimetière.
Le conseil décide à l'unanimité d'accepter la proposition dont il s'agit après qu'il en aura reçu l'autorisation de la députation du conseil provincial s'il y a lieu.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.121
l'an mil huit cent cinquante-deux du mois de janvier le dix-neuvième jour à trois heures de relevée sont comparus par devant nous jean Joseph Rifflart, bourgmestre de la commune de Malonne, province de Na-

[2] Pourtant, il n'a pas été indiqué qu'il y était !

mur, les sieurs Jean Henry Legrain, Pierre François Rifflart, Michel Schayès et Pierre Auguste Chapelle Namèche, nommés membres du conseil communal par procès-verbal en date du 28 8bre dernier, lequel après qu'il leur a été rappelé que le décret d'exclusion à perpétuité de la famille d'Orange Nassaux de tout pouvoir en Belgique fait partie de la constitution, ils ont prêté successivement et individuellement le serment entre nos mains conçus en ces termes
Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge.
Après quoi nous avons déclaré que ces messieurs sont installés dans leurs fonctions.
De quoi il a été rédigé le présent procès-verbal que ces messieurs ont signé avec nous
Schayès M., P A Chapelle, P F Rifflart, J H Legrain, J J Rifflart.

Séance du 19 janvier 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, , Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal concernant la présentation de deux candidats pour la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance en remplacement du sieur Gérard Joseph Bacq, décédé.
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit
Le dépouillement fait connaître que M. pierre Augustin Chapelle a obtenu quatre suffrages, Jean Baudot un et Nicolas Rifflart renier trois. En conséquence Monsieur Pierre Augustin Chapelle est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de Mr le commissaire d'arrondissement, avec les

délibérations déjà citées.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 février 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, , Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande nous adressée par monsieur le frère directeur du pensionnat de Malonne, tendante à acquérir de la commune l'ancienne maison dite de cure attenant à leurs établissements, moyennant une rente annuelle de cent onze francs soixante-cinq centimes au capital de deux mille deux cent trente-trois francs.
Vu le plan en double de cette propriété
Vu également le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin. Vu enfin le procès-verbal d'expertise,
Considérant que cette propriété n'est d'aucune utilité pour

pour la commune, que rien ne peut présumer [...] attendu qu'elle ne se compose [...] que de quatre plans, sa façade située au Nord et que l'on ne peut y habiter qu'au moyen d'un escalier de sept à huit marches.
Considérant que le prix repris au procès-verbal d'expertise est fixé à toute [...]
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec la pièce déjà citée afin d'approbation.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante

Vu le projet formé par notre conseil communal tendante à acquérir moyennant une somme de quatre cent trente-trois francs, du frère directeur du pensionnat de Malonne , une parcelle de terrain attenante au cimetière d'une contenance de trois ares dix centiares, pour servir au agrandissement de ceux-ci.
Considérant que le cimetière actuel peut à peine suffire aux inhumations pour les deux tiers de la commune, que jamais on ne pourrait lagrandir sans obtenir la concession projetée.
Vu le procès-verbal d'expertise,
Considérant que le prix y repris n'est pas trop élevé et qu'ainsi il y a une nécessité d'en faire l'acquisition
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce qu'il soit autorisé d'acquérir la parcelle dont il s'agit sous les clauses et les conditions suivantes :
1° Que ledit frère directeur devra nous procurer un certificat du conservateur aux hypothèques au bureau de Namur, constatant que ladite parcelle n'est grevée d'aucune inscription hypothécaire.
2° Qu'elle est de sa libre et entière disposition, ou de toutes autres personnes qui consentiraient à l'aliénation.
3 Que le prix de vente lui en sera payé dans la quinzaine qui suivra l'approbation de la députation du

p. 124
du conseil provincial.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec les pièces déjà citées à fin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 19 février 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande en date du 3 janvier dernier, formée par le sieur Jean B^{ste} Noulard, propriétaire, domicilié en cette commune, tendante à être autorisé d'établir sur un terrain lui appartenant situé audit Malonne un moulin à l'huile et d'y comprendre une paire de meules pour y moudre le blé.
Vu les articles 4225 et 4226 du code ad^{tif} de Belgique
Vu enfin l'opposition formée par le sieur François Renier, meunier en cette commune,
Le conseil arrête
1°Considérant que rien ne s'oppose à l'établissement projeté, que seulement l'opposition est fondée sur la tenue des eaux par rapport que la demande pourra tenir les eaux à sa libre disposition trente six heures, vu qu'aujourd'hui il possède déjà un moulin très rapproché à celui à construire,
2 Que la commune se réserve le droit de faire restaurer aux frais du demandeur toutes dégradations qui pourraient être faites par la retenue des eaux au chemin ainsi qu'au pont qui est très rapproché de l'usine à construire c'est-à-dire au replantement du pont, sans que le demandeur puisse jamais contester à ce sujet,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie, sous les conditions reprises ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

P.125
Séance du 13 mars 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Pierre François Rifflart et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu la demande formée par Jean Marie Jehaije (?) habitant de cette commune, en date du 8 de ce mois, par laquelle il sollicite l'aliénation d'une parcelle de terrain d'une contenance de deux ares seize centiares située au Malpas.
Considérant que rien ne s'oppose à ce qu'on remplisse les formalités prescrites par la loi,
Arrête :
Le conseil nomme à l'unanimité pour procéder à l'information de commodo et incommodo le sieur Chantraine, notre secrétaire communal, et pour procéder à l'expertise messieurs francois Renier Brayau (?) et François Renier, tous deux cultivateurs, domiciliés audit Malonne.
Expédition de la présente sera adressée à chacun des Messieurs désignés ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 mars 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Pierre François Rifflart, Thomas Waha et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du sieur Zacharie Schayès de cette commune en date du 8 de ce mois tendante à avoir la concession d'une parcelle de terrain comm^{al} d'une contenance de deux ares seize centiares, située au hameau dit malpas,
Vu le procès-verbaux d'expertise
Vu la plan de ladite parcelle en double minute
Vu enfin le procès verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que le prix repris au procès-verbal d'expertise est fixé selon sa valeur / quatre vingt dix francs
Considérant que l'opposition formée par le sieur

Chapelle est fondée en ce quil demande que le chemin pour haboutir à sa demeure d'habitation soit praticable,
Considérant enfin que rien ne s'oppose à l'aliénation projetée,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec les pièces déjà citées afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 avril 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle, Jean henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du sieur Pierre Augustin Chapelle en date du 29 février dernier, tendante à être autorisé de rembourser à cette commune une rente annuel de six francs trentecinq centimes au capital de cent vingt six francs quatre vingt dix neuf centimes.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec les pièces déjà citées afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 127
Malonne le 19 mai 1852
A Monsieur le commissaire d'arrondissement de Namur,
Monsieur le commissaire,
Depuis l'an 1373 la commune de Malonne était en possession du droit de pâturage dans le bois du domaine provenant du prince de Liège et nommément dans le bois de la Vecquée . à ce droit de pâturage était joint celui de mort bois et de branchard.
Elle était en possession paisible de ces droits à l'époque de la publication de la loi du 28 ventôse XI l'article 1er de cette loi ordonnant que les communes et les particuliers qui se présenteraient par titres ou possession en droit de pâturage, chauffage et autres usages de bois dans les forêts nationales seront tenus dans les six mois de produire sous récipissé au secrétariat des préfectures les titres ou actes possessoires quand ils infirment l'existence de ce droit.
La commune de Malonne s'empresse de satisfaire à cette disposition de la loi et le 21 fructidor l'an XI elle fit déposer au secrétariat de la préfecture de l'entre Sambre et Meuse les titres qui justifiaient ses droits de pâturage, de mort bois, herbes, bruyères et de feuilles mortes dont elle avait joui jusqu'alors et dont elle jouissait encore à cette époque, ces titres, avec la pétition qui les accompagnaient fut inscrite à l'indicateur général sous le N° 364855 furent remis à la seconde division de la préfecture et un récipissé fut délivré par M. Fallon, alors secrétaire général.
Aucune décision ne fut prise sur cette production et il ne devait en être pris aucune puisque l'article 1er de la loi précitée ordonnait seulement le dépôt et la production des titres, en déclarant qu'à défaut de cette production dans le délai fixé défense serait faite aux usagers de continuer l'exercice de leurs droits.
Aussi la commune de Malonne continuat-elle d'exercer le droit de pâturage, le droit d'enlever le bois mort et les feuilles mortes, [...] sans aucune entrave dans le bois de la Vecquée jusqu'au commencement de cette année. Mais depuis deux mois, on interdit aux habitants l'exercice de ces droits, sans lesquels cependant les habitants se trouvent dans l'impossibilité de nourrir le petit bétail qui seul lui procure l'existence.
Mais malgré nos réclamations, on ne trouve pas dans les archives du gouvernement provincial les titres que nous avons produites, ils ont probablement été communiqués à l'administration des domaines d'alors et seraient restés dans les archives, ce qui est d'autant plus probable qu'ayant reconnu la validité de ces titres, la dite administration a laisser continuer

p.127
paisiblement l'exercice des droits dont il s'agit.
L'accomplissement de notre mandat d'administrateur de la commune nous impose impérativement l'obligation de faire cesser la position fâcheuse dans laquelle se trouvent [...] les habitants par la défense qui leur est faite de faire pâturer leur bétail et d'enlever les feuilles mortes dans le bois de la Vecquée, défense qui va les réduire à la plus affreuse misère.
Nous venons en conséquence vous prier, Monsieur le commissaire de solliciter de l'autorité provinciale l'autorisation de faire valoir en justice les droits de la commune relativement aux usages dont nous venons de parler, droits qui résultent non seulement des titres que nous avons produits mais encore de la possession immémoriale et bien antérieure à la publication du code civil, possession suffisante non seulement pour consolider mais même pour acquérir les droits prémentionnés.
Nous vous prions en même temps, monsieur le Commissaire, d'engager l'autorité provinciale de faire en sorte que nous puissions récupérer les titres que nous avons produits.
Nous avons l'honneur de joindre à la présente, copie du récipissé que Monsieur le Secrétaire général Fallon nous a délivré le 21 fructidor an XI.
Le conseil communal,
Signé : J.J. Rifflart, J.J. Rifflart Biguet, M. Schayès, P. J. Rifflart, H J Legrain, Th. Waha et P A Chapelle,
Pour copie conforme Le bourgmestre J.J. Rifflart.

Du même jour,

A Monsieur le ministre des finances à Bruxelles,
Monsieur le ministre
Depuis l'an 1373 la commune de Malonne était en possession du droit de pâturage dans le bois du domaine provenant du prince de Liège et nommément dans le bois de la Vecquée, à ce droit de pâturage était joint celui de mort-bois et de branchard.
Elle était en possession paisible de ces droits à l'époque de la publication de la loi du 28 ventôse an XI. L'article 1er de cette loi ordonnait que la commune et les particuliers qui se prétendraient fondés par titres ou possessions en droits de pâturage, chauffage et autres usages des bois dans les forêts nationales seraient tenus dans les six mois de produire sous récipissé au secrétariat t des préfectures les titres avec actes

p. 128
actes possessoires dont il s'agit quand ils inféraient l'existence de ces droits.
La commune de Malonne s'empressa à satisfaire à cette disposition de la loi et le 21 fructidor an XI elle fit déposer au secrétariat de la préfecture de l'Entre-Sambre-et-Meuse les titres qui justifiaient ses droits de pâturage , de mort-bois, herbes et bruyères et de feuilles mortes dont elle avait joui jusqu'alors et dont elle jouissait encore à cette époque. Ces titres, avec la pétition qui les accompagnaient fut inscrit à l'indicateur général sous le n° 364855 furent remis [...] de la préfecture et un récipissé fut délivré par M. Fallon alors secrétaire général.
Aucune décision ne fut prise sur cette production et il ne devait en être pris aucune puisque l'art. 1er de la loi précitée ordonnait seulement le dépôt et la production des titres en déclarant qu'à défaut de cette production dans le délai fixé défense serait faite aux usagers de continuer l'exercice de leurs droits.
Aussi la commune de Malonne continuat-elle à exercer ce droit de pâturage, le droit d'enlever le bois mort et les feuilles mortes [...] sans aucune entrave dans le bois de la Vecquée jusqu'au commencement de cette année, mais depuis deux mois environ on interdit aux habitants l'exercice de ces droits sans lesquels cependant les habitants se trouvent dans l'impossibilité de nourrir le petit bétail qui seul lui procure l'existence.
Mais malgré nos réclamations, on ne retrouve pas dans les archives du gouvernement provincial les titres que nous avons produits, ils ont été probablement été communiqués à l'administration des domaines d'alors et seront restés dans ces archives, ce qui est d'autant plus probable qu'ayant reconnu la validité de ces titres la dite administration à laisser continuer paisiblement l'exercice du droit dont il s'agit.
L'accomplissement de notre mandat d'administrateur de la commune nous impose impérieusement de faire cesser la position fâcheuse dans laquelle se trouvent placés les habitants par la défense qui leur est faite de faire pâturer leur bétail et d'enlever les feuilles mortes dans le bois de la Vecquée, défense qui va les réduire à la plus affreuse misère.
Nous venons en conséquence vous prier Monsieur le Ministre de faire désister le domaine de sa prétention non fondée, et d'ordonner que les titres déposés nous soient remis, ou tout au moins que les recherches soient faites à ce sujet, et que nous ne soyons plus contestés pour jouir de nos droits.
Le conseil communal de Malonne,
Signé : J.J. Rifflart, J.J. Rifflart Biguet, M. Schayès, P. J. Rifflart, H J Legrain, Th. Waha et P A Chapelle,
Pour copie conforme Le bourgmestre J.J. Rifflart.

p. 130
Séance du 8 juin 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre François Rifflart, Jean henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les différents procès-verbaux rédigés à charge des individus de cette commune pour délit d'herbes enlevées dans le bois domanial de la Vecquée,
Considérant que la commune a [...] de ses anciens titres du droit d'usage dans le bois de la Vecquée,
Considérant que les habitants de cette commune n'ont jamais été contesté pour jouir de leurs droits dans ledit bois,

Considérant que depuis un tems immémorial lesdits habitants ont toujours joui du droit herbages bruyères feuilles mortes,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que nous soyons autorisés de nous défendre en justice pour y soutenir les droits des habitants.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial à fin d'autorisation avec les onze procès-verbaux ci-joints.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante,
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance de cette commune en date de ce jour, par laquelle il sollicite l'autorisation d'accepter de Monsieur le chevalier Nicolay, qui s'en réserve l'usufruit, d'une rente annuel de 496 francs sur les fonds de l'état.
Considérant que rien ne peut s'opposer à l'acceptation de ladite rente,
Considérant que ce don mérite toute reconnaissance de la part de notre bureau et du conseil communal,
Arrête :
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à accepter la rente dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance a fin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

P.131
Séance du 10 juillet 1852
Présents Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre du directeur du pensionnat de Malonne en date du 9 juin dernier, tendante à être dispensé de nous fournir le certificat prises à leur charge sur leur établissement audit Malonne, et [...] sur une parcelle de terrain que nous sommes d'intention d'acquérir pour l'agrandissement de notre cimetière.
Considérant que rien ne s'oppose à cette demande
Seulement la commune se réserve le droit que, si dans tous les cas elle viendrait à être contestée vis-à-vis des dits frères, ou de toute autre personne concernant les inscriptions qui peuvent peser sur ladite parcelle nous cédée, elle rentrera immédiatement en possession de l'ancienne maison du curé, que nous avons céder audit établissement, sans être tenue de devoir remplir aucune formalité de justice.
Cette affaire terminée,
Vu la pièce jointe à l'apostille de Monsieur le commissaire d'arrondissement en date du 28 juin dernier, cons-cernant l'acquisition d'une série de poids et mesures pour l'école des garçons,
Considérant qu'il y a nécessité d'acquérir ladite collection,
Arrête
Le collège des bourgmestre et échevins sont autorisés à mandater une somme de trente-sept francs cinquante centimes pour l'acquisition dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 août 1852
Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1852 à 1853, lesquels registres ont été clôturés le trente un juillet dernier, par le collège des bourgmestre et échevins.
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Arrête
Les enfants compris sous les N° 1. 4. 9. 12. 16. 18. 23.

p. 132

26. 27. 30. 32. 33. 35. 38. 40. 41. & 42. du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui sont maintenus est conséquemment de vingt-cinq.
Les enfants compris sous les N° 2. 3. 4. 7. 10. 13. 15. 22. 24. 27. 28. 29. 32. 33. 35. 36. Et 40.
26. 27. 30. 32. 33. 35. 38. 40. 41. & 42. du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui sont maintenus est conséquemment de vingt-sept.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne ce 14 août 1852, où étaient présents messieurs Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que malgré tous les moyens employés par le receveur communal pour faire rentrer les arriérés figurant audit compte chapitre 1er, [...] sur les arriérés, recettes extraordinaires chapitre 2ème, recettes ordinaires et au titre Vème, recettes spéciales pour la voirie vicinale, recouvrement sur les arriérés, rien ne fait présumer qu'ant àprésent leurs rentrées (?).
Considérant que les retardataires repris audit compte sont pour la plupart dans l'insolvabilité et qu'ainsi il y a lieu

p. 133

de les faire disparaître tout en se réservant le droit pour l'avenir où il y aurait lieu à recevoir ces arriérés.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de faire disparaître dudit compte les redevances ci-après désignées, lesquels sont indiqués par une croix en face de chaque nom et portant les n° d'ordre ci après :
Chapître 1er, recettes extraordinaires.

N°	Nom			N°	Nom		
8	Veuve Thomas Ernoux	‘’	85	61	Henry Namèche	13	‘’
11	La même	‘’	85	65	Jean Bte Bouquiaux	30	‘’
14	id	‘’	85	66	Le même	16	‘’
17	id	‘’	85	71	Vve Thomas Ernoux	‘’	85
19	id	‘’	85	72	Julien Chapelle du Piroy	1	06
20	Jean Bte Boquia	9	50	75	Legrain Guillaume	1	06
21	Veuve Thomas Ernoux	‘’	85	77	Pierre Therasse	3	‘’
22	Guillaume Legrain	1	06	78	Le même	2	‘’
24	Louis Bonet	12	‘’	81	Henry Namèche	13	‘’
25	Pierre Radame	1	‘’	82	Michel Allimy	2	‘’
29	Jean Bte Bouquiaux	29	20	87	Jean Bte Bouquiaux	30	‘’
30	Veuve Thomas Ernoux	‘’	85	88	Le même	16	‘’
31	Julien Jos Chapelle	1	06	93	V° Th. Ernoux	‘’	85
32	Legrain Guillaume	1	06	94	Julien Chapelle du Piroy	1	06

34	Louis Bonet	12	‘’	122	Patigny Antoine	‘’	21
37	Pierre Therasse	3	‘’	123	Sacré Mathieu	1	08
38	Le même	2	‘’	126	Legrain G	1	06
40	Henry Namèche	13	‘’	131	Pierre Therasse	3	‘’
41	Jean B^{te} Bouquiaux	30	‘’	132	Le même	2	‘’
44	Le même	16	‘’	136	Henry Namèche	13	‘’
45	Julien Jos Renier	2	12	143	Jean B^{te} Bouquiaux	30	‘’
46	V^{ve} Thomas Ernoux	‘’	85	144	Le même	16	‘’
47	Julien Chapelle du Piroy	1	06	153	Veuve J B Ernoux	‘’	85
48	Legrain G	1	06	154	Julien Chapelle du Piroy	1	06
51	Louis Bonet	12	‘’	158	Magdeleine Marquet	2	‘’
57	Pierre Therasse	3	‘’				
58	Le même	2	‘’				

Chapître 2ème, recettes ordinaires

N°	Nom			N°	Nom		
17	Legrain G.	1	06	57	Julien Jos Renier	2	12
25	Pierre Therasse	3	‘’	59	V° Th . Ernoux	‘’	85
26	Le même	2	‘’	60	Julien Chapelle du Piroy	1	06
30	Henry namèche	13	‘’	73	Magdeleine Marquet	2	‘’
49	Jean B^{te} Bouquiaux	30	‘’				
50	Le même	16	‘’				

Voirie vicinale
Arriérés des années 1843. 44. 45. 46. 47 & 1848
Expédition de la présente sera adressée avec le compte déjà cité à la députation du conseil provincial par l’entremise de M. le commissaire d’arrondissement afin d’exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 134
Séance du 26 7^{bre} 1852
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 17 août dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 4868 concernant les centimes additionnels facultatifs aux contributions foncières et personnelles de 1853.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter tant pour payer les intérêts capitaux qu’on a empruntés que pour entretenir des détenus au dépôt de mendicité,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l’unanimité qu’il y a lieu à solliciter les centimes additionnels dont il s’agit.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d’une autre circulaire de M. le gouverneur en date du 16 août dernier, insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 4871, tendante à obtenir l’avis de l’administration communale sur l’utilité d’un brigadier champêtre.
Considérant que ce fonctionnaire ne sont d’aucune utilité pour la commune, que j’amais on ne reçoit aucun service deux
Vu ces motifs
Le conseil décide à l’unanimité qu’il y a lieu à ce qu’ils soient révoqués.

Et finalement il est donné la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 21 juin dernier concernant certaines modifications à apporter à l'atlas des chemins de cette commune.
Considérant que pour qu'on y donne suite il y a lieu qu'on adresse à l'autorité provinciale un extrait de l'atlas sous lequel on fera figurer à l'encre rouge les modifications proposées
Considérant que pour faire ce travail il y a lieu à désigner le géomètre qui en serait chargé,
Le conseil nomme à l'unanimité M. Provin, géomètre, domicilié au Bois de Villers.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 135
Séance du 6 9bre 1852
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 11 8bre dernier, accompagnée d'une requête adressée à M. le gouverneur par le sieur Bapte renier de cette commune tendante à ce que sa fille Marie Thérèse soit admise à fréquenter l'école comale des filles gratuitement.
Considérant que la réclamation dont il s'agit peut être prise en considération,
Vu ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité d'admettre à l'école communale gratuitement ladite Marie Thérèse Renier et qu'il en sera donné connaissance de cet décision au réclamant.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec la requête déjà citée pour information.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d'une autre circulaire de M. le gouverneur en date du 21 7bre dernier, inscrite au mémorial adtif sous le 4892 concernant la nomination d'experts pour l'examen des déclarations en matière de contributions personnelles pour 1853.
Arrête
Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, membres du conseil communal sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions directes pour information et direction.
Cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1853,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, attendu que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que lesdites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec le rôle déjà cité afin d'approbation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 29 8bre dernier concernant l'acquisition

p. 136
pour la somme de douze francs le buste en plâtre de M. Nicolay.
Considérant que le sieur Nicolay a fait don aux pauvres de cette commune d'une rente annuelle de 496 francs,
Considérant que le bureau de bienfaisance ne possède presque pas de revenu pour faire cet acquisition,
Vu ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de faire l'acquisition dont il s'agit et d'en porter la somme au budget com[ale] de 1873.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
On donne également lecture de la lettre de M. Bruno, avocat à Namur, en date du 3 de ce mois, par laquelle il nous fait connaître que la cour de Liège a confirmé le jugement de Namur concernant les droits d'usage dans le bois de la Vecquée, mais sous la condition que nous intenterons l'action civile dans le délai d'un mois.
Attendu qu'il est de tout intérêt à maintenir nos droits et qu'ainsi il y a lieu d'intenter action civil contre le domaine,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera donné connaissance à M. Bruno, lequel est chargé de cette affaire.
Et finalement il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 28 8[bre] dernier, insérée au mémorial administratif sous le N° 4908, concernant les modifications du règlement sur la voirie vicinale en ce qui concerne le mode d'imposition et de perceptions des centimes additionnels aux contributions.
Considérant que depuis nombre d'années les centimes spéciaux à affecter au rôle pour la réparation des chemins vicinaux ont été calculées à raison de dix pour cent,
Considérant qu'il n'y a pas encore lieu à y faire une diminution pour l'année 1853,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à 10 pour ‰ les centimes dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 137
Séance du 6 X[bre] 1852
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture d'une circulaire de M. le gouverneur en date du 2 9[bre] dernier C. N° 472.795 concernant la nomination de deux membres de notre administration pour signer conjointement avec le bourgmestre les certificats en matière de milice de 1853.
Arrête messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, tous deux conseillers, sont nommés pour signer les certificats dont il s'agit.
Cette affaire terminée,
Il est ensuite donné lecture de la lettre de M. le frère Directeur du pensionnat de Malonne en date du 29 9[bre] dernier, concernant le comblement d'une fosse se trouvant dans une parcelle de terrain appartenant à la commune, joignant l'église, leur remise en location actuellement.
Le conseil décide à l'unanimité de déléguer le collège échevinal afin de s'arranger amiablement avec ledit frère , pour le comblement de ladite fosse.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d'une lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 27 9[bre] dernier accompagnée d'une requête adressée à M. le gouverneur de la province du Hainaut par le sieur Joseph Chapelle de cette commune, actuellement détenu au dépôt de mendicité de Mons, tendante à avoir sa mise en liberté.
Considérant que ledit sieur Chapelle peut encore pourvoir à ses besoins par le travail de ses mains et qu'en cas d'insufisance la commune pourvoirait en partie à son entretien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec la requête déjà citée.

Il est ensuite donné lecture de la lettre de M. Douchamps receveur des hospices civils de Namur, en date du 9 9bre dernier par laquelle il nous invite à lui payer le plutot possible une somme de vingt un francs pour entretien des enfants abandonnés appartenant à cette commune, pendant le

p. 138
premier trimestre de 1851.
Considérant qu'avant de faire acquitter ladite somme il y a lieu de demander audit M. Douchamps qu'il nous fasse connaître pour quel enfant cette somme est due.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 30 9bre dernier, tendante à répondre à celle du 28 7bre aussi dernier,, concernant le payement d'une somme de 65 francs due aux hospices de Bruxelles pour l'entretien de l'enfant nommé Gaillard jean baptise.
Revu notre lettre du 7 8bre dernier, par laquelle nous faisons connaître qu'une correspondance existe concernant cette affaire, afin de connaître le domicile de secours de sa mère.
Vu enfin celle du 4 février 1852 N° 58 nous adressée par notre collège échevinal pour le même objet.
En conséquence le conseil croit devoir ne pas payer ladite somme réclamée jusqu'à ce qu'il n'aurait pas été pris une décision par l'autorité supérieur pour connaître si réellement nous sommes tenus à acquitter les frais d'entretien dudit Gaillard mentionné ci-dessus.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Et finalement il est donné lecture d 'une lettre du Sieur Paul Defrenne de cette commune en date du …. Par laquelle il sollicite une diminution de la location pour l'exercice 1852 d'une parcelle de terrains communaux par les motifs que sa récolte a été presque totalement détruite.
Considérant qu'il n'y a pas moyen à faire droit à sa demande par les motifs que la commune est trop surchargée de frais qu'elle doit supporter annuellement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la demande dont il s'agit et qu'il lui en sera donné connaissance de cet décision.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 139
Séance du 30 Xbre 1852
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande en date du 26 de ce mois formée par M. le directeur de l'établissement de Malonne tendante à avoir la concession d'une parcelle de terrains communaux d'une contenance de deux ares cinquante un centiares telle qu'elle est figurée au plan ci-joint.
Considérant que pour donner suite à cette demande il y a lieu à désigner deux individus pour procéder à l'expertise de la parcelle demandée en concession ainsi qu'un d'un autre pour procéder à l'information de commodo et incommodo,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de nommer pour procéder à l'expertise de ladite parcelle Messieurs François Renier dit Brayart, et François Meunier (?), tous deux cultivateurs domiciliés en cette commune, et pour procéder à l'information de commodo et incommodo le sieur Chantraine, notre secrétaire communal.
Expédition de la présente sera adressée à chacun des individus désignés ci-dessus pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 13 janvier 1853

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire. Pierre françois Rifflart , conseiller, n'a pu prendre part à la séance par le motif qu'il est beau-père du sieur Mazüre, opposant à l'aliénation projetée qui fait l'objet de la présente délibération.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande faite par M. le directeur du pensionnat de Malonne, en date du 26 X^bre dernier par laquelle il sollicite la concession d'une parcelle de terrains communaux d'une contenance de deux ares cinquante un centiares.
Vu le procès-verbal d'expertise de ladite parcelle,
Vu le procès verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Vu enfin l'opposition formée par le sieur Mazûre, considérant que l'opposition dont il s'agit n'est nullement fondée, par les motifs que la route du fond de Malonne qui est d'une largeur de 6 mètres 50 cm à

p. 140
7 mètres sépare la propriété bâtie dudit Mazûre avec la nouvelle construction projetée[3] et qu'ainsi l'opposition doit être considérée comme non avenue,
Que d'un autre côté le précipice du ruisseau actuel sera couvert en partie et la commune recevrait une somme de cent cinquante sept francs cinquante centimes pour un terrain que jamais elle n'en aurait tiré aucune indemnité,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec les pièces déjà citées.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 février 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal concernant la présentation de deux candidats pour la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance en remplacement du sieur Louis Joseph Renier, dont les fonctions expirent au 1^er janvier 1853.
Vu les articles 2023 du code adm^tif de Belgique,
Le conseil procède au scrutin decret pour la nomination dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin fait connaître que M. Louis Joseph Renier a obtenu cinq suffrages, en conséquence est nommé membre du bureau de bienfaisance de la commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement avec les délibérations déjà citées.
Cette affaire terminée,
Attendu quil résulte d'avis donnés que dans notre bois communal nommé Tronquois, d'une contenance de dix hectares onze ares et quatre-vingt-six centiares [...] en cette commune, il y a [...] du minerai de fer et d'autres produits,
Attendu que notre devoir d'administrateur de la commune nous impose l'obligation de chercher son intérêt et

p. 141
et qu'ainsi il y a lieu de solliciter l'autorisation requise à cette fin pour que nous puissions faire faire les fouilles nécessaires,
Vu l'article 1385 du code administratif de Belgique,

[3] Il s'agit de la Chapelle du Pensionnat.

Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement autorisation de faire faire les recherches nécessaires au profit de la commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 24 mars 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement par laquelle il nous fait connaître que la députation du conseil provincial ayant l'intention de porter à 600 francs le traitement annuel du commissaire voyer cantonal, lequel n'est aujourd'hui que de 500 francs.
Attendu qu'il y a lieu de faire la majoration sollicitée,
Est d'avis que le traitement dont il s'agit soit porté à 600 fr. au lieu de 500 fr.
Vu le plan en triple expédition des différents chemins et sentiers qui ne figurent pas à l'atlas de nos chemins vicinaux, et qui cependant doivent y figurer comme étant légitimement dus.
Considérant qu'il y a lieu à faire rectifier les erreurs commises audit atlas,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que rectification sera faite audit atlas conformément au plan ci-joint.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec les pièces déjà citées afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Vu la demande du Sieur Jean Baptiste Schayès, fermier, domicilié en cette commune, en date du 28 janvier dernier, tendante à être autorisé à faire exécuter le transport de terres réfractaires, minerais, qu'il se propose de faire extraire dans sa propriété situés audit Malonne par

par le chemin de vidange du bois dit Fond de la navinne,
Considérant qu'aucune difficulté ne s'oppose à cette demande d'après les conditions qui y sont établies (?) et celles suivantes :
1° l'entretien du chemin à établir restera à charge du demandeur tant aussi longtemps que son exploitation existerait c'est-à-dire que la vidange aura lieu par ledit chemin.
2° S'il arrivait que d'autres individus exploiteraient également ledit chemin de la terre plastique, minerais ou d'autres matières, il devrait contribuer à l'entretien dudit chemin avec ledit Sieur Schayès à charge de s'arranger entre eux, sans que jamais l'ad^{on} locale ait à s'en mêler.
3° S'il arriverait aussi que le demandeur viendrait à cesser ses travaux d'exploitation, celui qui s'en servirait après pour le même objet supporterait seul les frais de son entretien.
4° Et finalement la circulation dudit chemin ne pourra jamais être interrompue par eux aux habitants de la commune pour circuler avec voiture.
Expédition de la présente sera adressée à M. l'inspecteur des eaux et forêts avec la demande ci-jointe afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 8 mai 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu la demande de Monsieur le frère directeur du pensionnat de Malonne tendante à avoir la concession d'une parcelle de terrains communaux, d'une contenance de 8 ares 54 centiares, longeant leur établissement,
Considérant qu'il y a lieu de procéder à la désignation de deux experts pour procéder à l'expertise de ladite parcelle, et deléguer un autre individu pour procéder à l'information de commodo et incommodo,
Arrête
Le conseil nomme à l'unanimité pour procéder à l'expertise les Sieurs françois Renier et François Renier Bajart et pour l'information de commodo et incommodo, le sieur Chantraine, notre secrétaire communal.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 143
Séance du 29 mai 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande de M. f. Martinien, frère directeur du pensionnat de Malonne en date du 4 de ce mois, tendante à avoir en concession une parcelle de terrains communaux d'une contenance de huit ares cinquante quatre centiares moyennant une rente annuel de vingt sept francs au capital de cinq cent quarante francs,
Vu le plan en double de ladite parcelle,
Vu le procès-verbal d'expertise,
Vu enfin celui d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que cette demande est avantageuse à la commune pour les motifs que la parcelle demandée en concession rapporterait bénéfice à la commune tandis qu'aujourd'hui, elle n'en retire aucun.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 7^{bre} 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire 1853 et 1854,lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date

p. 144
date de ce jour.
Arrête
Les enfants compris sous les N^{os} 2. 3. 5. 7. 8. 17. 39. 40 et 41 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés , le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de trente deux.
Les enfants compris sous les N^{os} 4. 5. 7. 8. 14. 16. 19. 32. et 41 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés , le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de trente deux.
Les enfants concernés sur ces registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.

Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de Mr le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée,
Vu la décision du collège échevinal de Wépion en date du 22 juillet dernier, par laquelle il dévie le sentier dit voye quenette, portée à l'atlas des chemins de cette commune Vu la décision du collège échevinal (…) en date du 22 juillet dernier par laquelle il dévie le sentier dit Voye Guenette porté à l'atlas des chemins de cette commune.
Considérant que ce sentier est du, qu'il a même été de l'ancien temps la principale communication avec voiture entre Malonne et Wépion, que ce n'est que par faute de (…) qu'il n'a pas été primitivement sur l'atlas, que cette communication entre les deux communes a été tellement bien reconnue qu'il avait été ordonné par la Société générale de poursuivre à l'empierrer jusqu'à la limite de Malonne, les bordures tracées à travers le chemin du Château au coin de (?) le prouve encore, une partie empierrée par le sieur Joseph Michel pourrait encore être attestée.
Que l'administration communale de Wépion en voulant se soustraire à la conservation de ce sentier (qui ne sera jamais d'aucun entretien) ne cherche pas seulement à nuire à la commune de Malonne mais bien plus à une partie de ses administrés, que le principal motif est de n'avoir pas son dédit de la borne qu'elle a faite lorsque vers la fin de 1850 son garde champêtre sur la réquisition d'un nommé Debrod, a dressé procès-verbal à charge de deux personnes qui passaient dans ce sentier, ce garde champêtre a déclaré dans son procès-verbal qu'elles passaient sur une terre ensemencée tandis qu'elles passaient dans un sentier que Debrod voulait interdire le passage. Donc le procès-verbal du garde champêtre était faux.
Sur la demande d'un membre du conseil communal de Malonne, un des échevins de Wépion a délivré une attestation en faveur des personnes reprises au procès-verbal et par conséquent du maintien du sentier, mais soit qu'elle ait été achetée, soit qu'elle ait été escroquée, une attestation opposée a été délivrée au sieur Debrod et en détruisant la première a fait les personnes reprises au procès-verbal.

p. 145
Considérant enfin que le collège échevinal de Wépion en agissant de la sorte agit contre l'intérêt général
En conséquence, le conseil est d'avis qu'il y a lieu de conserver le dit sentier pour maintenir communication du et entre Wépion et le haut de Malonne.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à attraire en justice l'administration communale de Wépion afin de la contraindre de faire figurer à l'atlas de ladite commune le sentier dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Monsieur le bourgmestre donne connaissance au conseil d'une demande verbale qui lui a été faite par M. le Directeur du pensionnat de Malonne concernant l'aliénation d'une parcelle de terrains communaux en leur faveur et dont il demande une autre limitation que celle portée au plan nous soumis pour cette aliénation, néanmoins conservant la même contenance,
Arrête,
Le conseil décide à l'unanimité d'adopter cette proposition ainsi qu'il suit
1° Qu'il devra laisser un mètre quatre vingt centimètres de largeur à l'angle de la sacristie à partir de la bordure de la route se dirigeant au piaquet près du pont.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d'une circulaire de M. le gouverneur en date du … inséré au mémorial ad^{tif} sous LE n) … concernant les centimes additionnels à imposer pour le service de la voirie vicinale,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit Expédition

p.146
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 8bre 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture d'une lettre de M. le gouverneur en date du 17 août dernier inscrite au mémorial administratif sous le n° 5074 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1854.
Considérant que la commune doit supporter chaque année une masse de dépenses sont davis d'imposer auxdites contributions les deux centimes à [...] dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ensuite d'autorisation nous accordée de faire, les recherches de minerais pouvant se trouver dans les propriétés de la commune il y aurait lieu de s'entendre avec divers particuliers concernant la marche à suivre pour y aboutir.
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité de déléguer notre conseil échevinal pour s'occuper de cette affaire et de s'arranger avec quelle personne ils jugeront convenable.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 20 7bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 5090 concernant la nomination des experts pour faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822, en ce qui concerne l'examen des déclarations qui seront faites pour l'assiette de la contribution personnelle de l'exercice de 1854.
Arrête
Sont nommés à cette fin Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, membres du conseil comal sont nommés à cet effet.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions directes pour information et direction.
Cette affaire terminée,
Vu le compte comal de 1852 nous disons le projet du compte
Considérant que les individus ci-dessous només ont été invités à plusieurs reprises par le receveur comal à se libérer

p. 147
envers la commune du chef d'arrièrage de locations de terrains,
Considérant que toutes les invitations qui leurs ont été données sont restées infructueuses,
Que d'un autre côté rien ne fait présumer la rentrée de ces arriérés,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé autorisation à la députation du conseil provincial de les attraire en justice afin de les contraindre au payement de ce qu'ils doivent à la commune
1° Jean Robert Menier
2° Lambert namèche
3° Philippe Jos Chapelle
4° Henry Massinon
5° Louis Joseph Menier
6° Mathieu Mélard
7° Jos Chapelle [...]

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 8bre 1853
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1854,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent pour les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le commissaire d'arrondissement avec le rôle déjà cité.
Cette affaire terminée, l'on prend la délibération suivante :
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 2 de ce mois, accompagnée d'une requête de M. Charles Gomrée de Namur tendante à être autorisé à établir une machine à vapeur pour

p. 148
pour l'extraction du minerai de fer dans le bois de la Vecquée, territoire de cette commune.
Vu la demande dont il s'agit avec les pièces qui l'accompagnent,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenue à cette fin,
Considérant que rien ne s'oppose à cette construction,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Le conseil admet la délégation de notre secrétaire comal qui a été chargé par M. le bourgmestre de procéder à l'information de commodo et incommodo à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec les pièces déjà citées.
Cette affaire terminée,
Comme suite à la condamnation de la commune concernant les droits d'usage dans le bois domanial de la Vecquée, condamnation qui a eu lieu par le tribunal civil de Namur, dans le courant de ce mois, /le 14 décembre 1853 /
Considérant qu'il y a lieu de faire rappel de ce jugement devant le tribunal de Liège,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera écrit à M. Bruno avocat de la commune de rataquer le domaine concernant cette affaire.
Ont comparu par devant nous, bourgmestre et échevins de la commune de Malonne, province de Namur, les sieurs Jean Joseph Malherbe, plafonneur, et Joseph Simon, ouvrier [...], tous deux domiciliés en cette commune, [...] après qui leur a été donné lecture des articles 7782 & 7783 du code administratif de Belgique, nous leur avons remis le brevet avec médaille pour acte de courage et dévouement leurs accordés par arrêté royal du 15 7bre dernier.
Rédigé le présent procès-verbal en séance du conseil communal à Malonne, les jour, mois et an que dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 janvier 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Pierre François Rifflart, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu le jugement du 14 X^{bre} dernier par le

p. 149
tribunal de première instance séant à Namur, en cause d'entre la commune contre l'administration des domaines par lequel le tribunal a déclaré
1° Que le droit de pâturage qui appartenant à la commune dans le bois de la Vecquée, appartenant à la commune, ne peut être exercé que par troupeau commun et lorsque le bois a été déclaré dépensable.
2° Que la commune n'étant pas fondée dans les autres droits d'usage par elle réclamés dans le même bois, et consistant dans le droit de jouir des branches des arbres de réserve dans la haute futaie au moment de l'exploitation dans celui de ramasser des branches de chênes et de hêtres dans les taillis après l'exploitation et de la grosseur d'un [...] de Liège, dans celui de faire enlever chaque année par les habitants pour leur usage le bois mort, les herbes, les bruyères et les feuilles mortes, a rejeté la demande fournie par la commune d'être admise à prouver par témoins la possession immémoriale de ces divers droits, du mode et des circonstances de leur exercice ; tout en admettant la commune à prouver [...]de droit et nommément patrimoine que dans la jouissance du malbois et qui ne lui est pas contestée sont comprises les essences de charme et de coudrier.
Considérant que ce jugement occasionne un préjudice considérable à la commune, c'est-à-dire à ses habitants, en subordonnant le droit de pâturage au troupeau commun, et la déclaration de défensabilité et en leur enlevant le droit de ramille, et surtout des herbes, des bruyères, des feuilles mortes,, tandis que depuis un temps immémorial et qui remonte à l'an 1472, les habitants de Malonne ont constamment joui de ces divers droits paisiblement, publiquement, au vu et au su de l'administration, et sans aucune opposition de sa part.
Que cet exercice a ainsi existé sans interruption jusqu'au moment où l'action surquelle le jugement précité est intervenu a été intentée, action qui a été provoquée par les présentations dirigées pour la première fois en 1852, par l'administration forestière, à la charge des habitants qui avaient été cueillir des herbes et ramasser des feuilles.
Considérant que les droits de la commune e-repris sur des titres sur des titres authentiques, d'après lesquels le bois de la Vecquée qui, très anciennement, appartenaient aux habitants de Malonne a été par eux cédé au prince-évêque de Liège comme seigneur de Malonne sous la réserve des droits qui viennent d'être indiqués.
Considérant que conformément à la loi du 28 ventôse an XI les titres de la commune ont été déposés au secrétariat de la préfecture du département de Sambre et Meuse le 21 fructidor de la même année, que ces titres n'ont jamais été remis à la commune et que jamais le conseil de préfecture n'a statué [...] mérité.
Considérant que sous l'emprise de la législation ancienne les droits d'usage de la nature, de ceux dont il s'agit, pouvaient s'acquérir par la prescription et que la possession pouvaient s'en établir par témoins.
Considérant que les lois n'ont pas d'effet rétroactif et

p. 150
et que celles qui ont pu modifier l'exercice de semblables droits d'usage, en ne disposant que pour l'avenir, n'ont pu porter atteinte aux droits acquis delà commune.
Considérant qu'avant la publication de l'ordonnance de 1669 et des autres dispositions ultérieures, la commune était en possession immémoriale en vertu de ses titres et de sa quasi propriété et tous les droits d'usage qui ont fait l'objet du litige, que par suite, peu importent les argumentations que l'on pourrait tirer des dispositions précitées, la possession immémoriale de la commune devait être respectée et elle devrait être admise à établir cette possession par la preuve testimoniale ; non seulement par ce que ce mode de preuve était admis par les anciennes lois du pays, mais encore parce que si la commune ne peut pas reproduire aujourd'hui ses titres, c'est à raison qu'en se conformant à la loi, elle les a déposés à l'administration.
Considérant que le jugement précité a ainsi méconnu les principes de l'ancienne législation, et a fait une fausse application de ceux de la nouvelle,
Considérant que du maintient des droits dont il s'agit dépend en quelque sorte l'existence des habitants de Malonne qui, sans cela, ne pourraient pas tenir de bétail, que la réformation du jugement est d'une impor-

tance majeure pour la commune, qu'il y a donc lieu d'interjetter appel ; que du reste le conseil, en présence des réclamations généralement faites par les habitants noserait pas se dispenser de former cet appel.
Le collège des Bourgmestre et échevins est autorisé à interjetter appel du jugement prémentionné.
Il est au surplus autorisé à interjetter immédiatement cet appel afin d'éviter la signification du jugement à avoué pour ne pas être exposé à diviser l'action et à devoir procéder à l'enquête sur le mal bois avant qu'il n'ait été statué par la cour sur les [...] de l'action.
Le conseil espère que la députation approuvera cette conduite dictée par les intérêts de la commune.
La présente délibération sera soumise à l'approbation de la députation du conseil provincial à quel effet expédition en sera adressée à monsieur le commissaire de l'arrondissement qui est prié d'y donner un avis favorable.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 151
Séance du 4 mars 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du sieur Augustin Massaux de cette commune, tendante à être autorisé de rembourser à la commune deux rentes, l'une s'élevant à cinq francs huit et l'autre à quatre francs huit centimes, un capital ensemble à la somme de cent quatre-vingt-trois francs vingt centimes,
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial a fin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Attendu que depuis un temps immémorial la commune a toujours joui du droit d'exploitation d'une sablonnière située dans son bois communal nommé tronquois, [...] cette commune, laquelle servait à y extraire du sable pour l'utilité des habitants, qu'aujourd'hui une menace de défense d'extraction est faite de la part de l'administration forestière, par le motif que la commune ne possède aucun titre de ce droit d'usage, que d'un autre côté il y a urgente nécessité de solliciter l'autorisation de pouvoir continuer comme par le passé à y extraire sans que l'a^{do}n forestière puisse y mettre obstacle,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que sera sollicité près de l'autorité supérieur l'autorisation requise à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement à fin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 mai 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande en date du 20 avril dernier du sieur

p. 152
=sieur Jean Joseph Malherbe plafonneur, domicilié en cette commune, tendante à être autorisé de construire une maison d'habitation sur une maison lui appartenant , situé en cette commune, longeant notre bois communal appelé taille des sarts.
Considérant que rien ne s'oppose à cette construction,
Est d'avis que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 même jour
Le conseil communal de Malonne
Vu le plan de divers sentiers de la commune qui n'ont pas été repris à l'atlas des chemins vicinaux formé en exécution de la loi du 10 avril 1841,
Considérant que lesdits sentiers ont toujours existé et qu'aucune entrave n'a jamais été faite pour y pouvoir circuler,
Vu les articles 5. 6. 7 & 8 de la même loi,
Arrête
Le conseil décide à l'unanimité quil y a lieu à ce que rectification sera faite audit atlas en y faisant figurer les sentiers dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée avec le plan ci-joint à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement a fin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 3 juin 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Attendu que la commune est d'intention d'aliéner diverses parcelles de terrains communaux et excédents de largeurs de chemins, il y a lieu de procéder à la désignation des experts et pour procéder à l'information de commodo et incommodo,
Arrête
Messieurs henry Jacques [...] & pierre augustin

Chapelle Sacré sont nommés pour procéder à l'expertise et le sieur Chantraine, notre secrétaire communal, pour procéder à l'information de commodo et incommodo.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 26 juin 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, et Jean Henry Legrain, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement par laquelle il nous réclame le paiement dû au bureau de bienfaisance de Namur pour secours accordés à des indigents de cette commune maintenant domiciliés à Namur.
Attendu qu'ensuite des informations que nous avons pu recueillir et qui nous ont été données par les individus désignés ci-dessous, il a été reconnu que
1° Théodore Namèche n'appartient pas à cette commune mais bien à celle d'Yxelles attendu qu'il s'est marié en cette commune le 28 juin 1845 venant de ladite commune d'Yxelles où il avait son domicile depuis 1821, après l'époque de 1845 a été domicilié à Malonne jusqu'en 1848, ensuite a eu son domicile à Namur où il y est encore aujourd'hui.
2° Nicolas gaillard a quitté la commune en 1840 pour habiter celle de Namur, la plante, où il y est resté six années dans une propriété appartenant au sieur Libaux, de là a habité la commune de Wépion pendant trois années, de cette dernière commune a habité celle de Namur pendant cinq années où il y est encore aujourd'hui.

3° Et finalement jean B^te^ Lessire a quitté la commune sur la fin de l'année 1844 pour habiter celle de Namur, où il est resté 4 années chez M. Meurice rue des Brasseurs, quatre autres années chez Joris, rue du [...], trois mois chez Moureaux, rue de Fer, trois autres mois chez Tonneaux, rue du Four, & maintenant il habite une maison chez Masson rue de la Marcelle n° 717.
En conséquence, le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à rembourser à la ville de Namur les secours avancés aux nommés Namèche Théodore, Gaillard Nicolas et Lesire jean Bap^te^, tant qu'aux [...] aux autres individus, nous en admettons le payement pour lequel nous demandons à M. le commissaire d'arrondissement de nous faire parvenir l'état des sommes dues.
Cette affaire terminée,
Vu le procès-verbal d'expertise de diverses p parcelles de terrains

p.154
=terrains communaux excédents de largeur de chemins,
Vu le plan desdites parcelles,
Vu enfin le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin, duquel il résulte une opposition formée contre l'estimation de la parcelle n° 9,
Considérant que rien ne s'oppose à ces aliénations,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à être autorisés à aliéner les parcelles dont il s'agit, sauf elle désignée sous le numéro 9 dont l'opposition fournie est fondée, qu'il n'y a pas lieu à ce qu'elle soit aliénée sous les conditions suivantes
Art. 1^er^, le prix de chaque parcelle sera payable entre les mains du receveur communal dans les dix jours après approbation de l'acte de vente.
Art. 2°, les adjudicataires payeront tous les frais résultant de ces aliénations.
Expédition de la présente sera adressée en double avec les pièces déjà citées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement à fin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu le procès-verbal d'expertise de diverses parcelles de terrains communaux sans emploi,
Vu le plan desdites parcelles,
Vu enfin le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin, duquel il résulte qu'il n'a pas été fait d'opposition
Considérant que rien ne s'oppose à ces aliénations,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à être autorisés à aliéner les parcelles dont il s'agit sous les conditions suivantes
Art. 1^er^, le prix de chaque parcelle sera payable entre les mains du receveur communal dans les dix jours après approbation de l'acte de vente.
Art. 2°, les adjudicataires payeront tous les frais résultant de ces aliénations.
Expédition de la présente sera adressée en double avec les pièces déjà citées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement à fin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 155
Séance du 11 7^bre^ 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Jean Henry Legrain, Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1854 à 1855, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date du 16 août dernier,
Arrête
Les enfants compris sous les numéros 1. 2. 3. 7. 10. 12. 13. 14. 15. 18. 19. 20. 22. 23. 26. 37. 42. 54 et 55 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quarante-deux.
Les enfants compris sous les numéros 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 9. 9. 11. 12. 13. 14. 15. 18. 26. 32. 66. 38. 44 et du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de vingt-sept.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce fait seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit, et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le Gouverneur en date du 10 août dernier, insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 5291 concernant les centimes additionnels spéciaux à imposer au rôle des contributions directes de 1855 pour subvenir à l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice,
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes additionnels dont il s'agit.
Considérant que de grandes réparations sont à faire aux chemins vicinaux et qu'ainsi il y a lieu à maintenir les taux du centime dont il s'agit, comme les années précédentes,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à dix pour cent les centimes à prélever par les contributions dont il s'agit.
Expédition=

p. 156
=expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Cette affaire terminée
Il est donné lecture de la demande en date du 27 juillet dernier adressée par le sieur Noulard de cette commune à la députation du conseil provincial par laquelle il sollicite l'autorisation de pouvoir tenir une augmentation d'eau de 0.52½ dans le bief qui alimente son moulin qu'il a été autorisé à faire construire par ordonnance de la députation du conseil provincial en date du 8 avril 1852 D. N° 459.099
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin duquel il résulte une opposition formée contre ladite demande par le sieur Louis Joseph Renier, meunier en cette commune, laquelle est fondée,
Que d'un autre côté, en cas d'autorisation, il y aurait grand intérêt pour la commune , par les motifs que l'eau se trouverait à la hauteur du chemin qui longe son bief, que le [...] au-dessus et en-dessous sur le ruisseau qui allimente son bief devront être curés constamment.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 23 7^{bre} 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de Monsieur le directeur du domaine en date du 8 août dernier,
Vu les observations qui y sont insérées d'où il résulte qu'il accepte le classement des chemins et sentiers n° 1. 4. 6. & 7. Du corrigé du commissaire du rédacteur de l'atlas des chemins de la commune de Malonne,
Le conseil vient supplier M. le directeur de vouloir bien y jetter un nouveau coup d'œil pour qu'il reconnaisse l'utilité au moins de la plupart des autres chemins et sentiers qui y sont contenus, le conseil a fait aussi une revue et il trouve que
1° Le sentier n° 4 rouge est l'effet d'une méprise car il devait arriver à la naissance du chemin n° 6.
2° Le chemin passant au lieu dit six voies allant au chemin de la Marlagne marqué chemin particulier n'est plus d'aucune utilité.
3° La petite partie du chemin n° 3 rouge doit faire suite à celui

p. 157
=N° 1 puisqu'il ne fait qu'un avec lui pour arriver vers le chemin n° 25.
5° Le sentier n° 7 rouge est le rattachement du chemin n° 22 avec celui n° 9 vers Namur, donc il est nécessaire.
6° Le sentier n° 5 rouge qui fait suite à celui n° 145 en se jettant dans le chemin n° 1 rouge est très nécessaire pour relier le haut de Malonne avec le hameau de Bauw.
7. Le sentier n° 6 rouge prenant au chemin n° 21, longeant le chemin n° 2 rouge jusqu'à la rencontre du sentier n° 5 rouge et ensuite se dirigeant vers Namur par la Gueule du Loup est très nécessaire pour le hameau des Trieux et autres d'autant plus qu'il va se jetter dans le chemin n° 9 à proximité de la route de Floreffe à Namur.
8° Le sentier n° 11 rouge n'est autre chose que le redressement de la partie du sentier n° 143 qui traverse le bois de la Vecquée pour se rendre par son ancienne place dans le chemin n° 14 étant tracé actuellement où il n'existe pas.
9. Le chemin n° 2 est plutôt reconnu par le conseil quoiqu'il existe depuis toute connaissance dans l'intérêt de la propriété qu'il traverse en cas de défrichement depuis les charbonnages que pour le service que les habitants pourraient en retirer pour d'autres causes.
10. Le sentier n° 12 rouge, dit voie Quenette est le prolongement directe du chemin qui part de la route à Dinant au fourneau de Wépion, pour arriver à Malonne au hameau de Haute Fontaine . Ce sentier est situé d'un bout à l'autre sur la crête d'un banc de schiste ce qui le rend plus facile et non moins nécessaire.
Le conseil com^{nal} de Malonne espère que M. le directeur voudra bien faire attention à ces quelques observations et acceptera le classement sur l'atlas des chemins dans l'intérêt général de ces quelques paries de chemins et sentiers qu'il réclame, que loin d'être des nouvelles communications n'en prend dans les anciennes que les plus nécessaires.
Expédition de la présente avec la lettre de M. le Directeur sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution et audit receveur du domaine pour information.
Cette affaire terminée,
Vu l'opposition formée le 18 août dernier par le sieur Nicolas Hoppe, habitant de cette commune, contre l'existence de la partie du sentier qui communique du hameau de la fontaine avec celui de Insepré et qui traverse sa propriété [...] la commune serait [...] d'avoir rempli les obligations que la loi lui impose relativement à quelques chemins et sentiers oubliés par les rédacteurs de l'atlas des chemins vicinaux.
Le menaces de droit et de justice dont ledit sieur Hoppe se sert ne justifie nullement sa mauvaise foi, il y a soixante ans, cette propriété était boisée, elle appartenait à l'abbaye de Malonne et le sentier excepté, elle a passé au gouvernement français, ensuite au gouvernement hollandais qui l'an vendu en 1820, avec ses servitudes actives et passives, et dont M. Hoppe et ses frères ont acquis une parcelle

p. 158
et le sentier a toujours continué d'exister, seulement il subsiste des petits déplacements pour l'amélioration des cultures mais toujours sur la parcelle de l'opposant et de plus ce sentier [...]sur le plan cadastral de 1830

et de ce fait n'était pas dû comme il veut le dire, pourquoi l'aurait-il laisser exister pendant 34 années qu'il est propriétaire de ce terrain.
Il résulte donc de tout ceci que Nicolas Hoppe n'est nullement fondé dans ses prétentions qu'il veuille invoquer pour complément de sa mauvaise foi le [...] de prescription, le sentier dont il s'agit existait avant lui, de plus l'approbation de la députation en date du 24 avril 1845 n° 272 871.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera ordonné audit Sieur Hoppe de rendre la circulation libre de ce sentier comme par le passé à sa confusion.
Cette affaire terminée,
Vu la circulaire de M le Gouverneur en date du5 7bre 1854 insérée au mémorial adtif sous le n° 5306 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1855,
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année est d'avis à l'unanimité de demander les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 9bre 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'admission en date du … de la demoiselle Aldegonde Jonnet de sa fonction d'institutrice de cette commune,
Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement
Attendu que la demoiselle Marie-Thérèse Tonglet

actuellement institutrice à Neuville canton de Philippeville et s'est présentée afin d'obtenir cet emploi duquel il résulte qu'elle est porteure de différentes pièces qui constataient qu'elle joui d'une bonne réputation, qu'elle s'est déjà livrée à l'enseignement nombre d'années sans néanmoins être porteure du diplôme exigé par la loi,
Vu l'article de la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,
Vu les articles 66 & 84 de la loi communale,
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des suffrages que la demoiselle Marie-Thérèse Tonglet à obtenu six suffrages.
En conséquence le conseil nomme ladite Marie-Thérèse Tonglet aux fonctions d'institutrice de cette commune en remplacement de la dite Jonnet, démissionnaire.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à l'autorité supérieure pour information.
Cette affaire terminée,
On procède ensuite à la nomination de deux membres de l'administration à l'effet de faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 en ce qui concerne l'examen des déclarations qui seront faites pour l'assiette de la contribution personnelle de l'exercice de 1856. Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, tous deux conseillers.
Expédition de la présente sera adressée au contrôleur des contributions directes pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour.
1° Le conseil fait observer que la rente de 21 centiares due par Patigny Antoine et par Sacré Massinon, portées sous les n° 80 et 81, 137 et 138 au chapître 1er , recouvrement (?) sur les arriérés sont remboursées.

2 que la 6ème portion de terrains communaux adjugée pour le fermage annuel de 2 francs au sieur Judas (?) Beaufays art 144, même chapître est vendue
3 que la 8ème portion adjugée pour le fermage de 6 fr. 50 c. à

p. 160
Mathieu Sacré, art0. 148 a &$été également vendu.
4. Que la 29ème portion adjugée pour le fermage de 10 fr. 50 c. à Joseph Massinon art. 172 a été également vendu.
5 que la 31ème portion adjugée pour le fermage de 3 fr. 50 c. à Emmanuel Culot est aussi vendue.
6. Que la somme de 51 fr. 25 c. et celle de 19 fr. 90 c. figurant sous les n° 197 & 198 sont portées en double, comme figurant déjà sous les nos 129 & 129.
Chapître 2ème : rentes ordinaires de 1853.
7. La rente due par Boigelot François de la Plante [...] Chapelle Louis par Augustin Massaux a été remboursée art. 5.
8. Que celle due par Boigelot Jean-François de la Plante a été également remboursée art. 12.
9. Que la portion de terrain louée à Isidore beaufays pour le fermage de 2 fr. a été vendue art. 23.
10. Que celle louée à Mathieu Sacré pour 10 fr. 50 c. a été également vendue art. 60.
11. Que celle louée à Emmanuel Culot pour 3 fr. 50 c. a été aussi vendue art. 62.
En conséquence, le conseil communal demande à faire disparaître dudit compte les sommes mentionnées à la présente.
En séance à Malonne le 11 9bre 1854.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 25 9bre 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1855
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent pour le motif que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 161
Séance du 5 Xbre 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre François Rifflart, Pierre Augustin Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la démission en date du 27 juillet 1854 dernier par melle Aldegonde Jonnet, de sa fonction d'institutrice de cette commune,
Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement le plus tôt possible,
Vu la pièce produite par la Delle Marie-Thérèse Tonglet, institutrice actuelle à Neuville, canton de Philippeville, qui sollicite cette place,
Vu l'art. 10 de la loi du 23 7bre 1842. De la loi organique de l'instruction primaire.
Attendu que la susnommée n'est porteuse d'aucun diplôme par les motifs qu'elle donnait déjà l'instruction comme institutrice communale avant la loi du 23 7bre 1842
~~Attendu que ladite Tonglet n'est porteuse d'aucun diplôme~~ et qu'en conséquence on ne peut procéder à sa nomination définitive sans en avoir obtenu l'autorisation,

Par ces motifs
Le conseil procède au scrutin secret à la présentation (?) dont il s'agit , le dépouillement fait connaître que la demoiselle Marie-Thérèse Tonglet est présentée à cette fin [...].
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois ,et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Est comparu par devant nous, bourgmestre et échevins de la commune de Malonne province de Namur, le sieur Mathieu Joseph Remy, maître batelier, domicilié en cette commune, lequel après qu'il lui ait été donné lecture des articles 7782 & 7783 du code administratif de Belgique, nous lui avons remis le brevet avec la

p.162
Médaille pour acte de courage et de dévouement lui accordé par arrêté royal du 10 7bre 1854.
Rédigé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 Xbre 1854
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean henry Legrain et Thomas Waha et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la démission en date du 24 juillet 1854 jointe à sa délibération sur le [...] donnée par Dlle Jonet à ses fonctions d'institutrice de cette commune.
Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement le plutôt possible
Vu la lettre en date du 20 de ce mois de la Dlle Pieret Victorine accompagnée de la copie de son diplôme, qui sollicite cette place,
Vu l'article 10 de la loi du 23 7bre 1842 de la loi organique de l'instruction primaire,
Vu les articles 66 & 84 de la loi comale,
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit et il en résulte du dépouillement des suffrages que la Dlle Pieret Victorine a obtenu sept suffrages.
En conséquence le conseil nomme ladite Pieret Victorine aux fonctions d'institutrice de cette commune en remplacement de ladite Jonnet démissionnaire.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 163
Séance du 9 mars 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, jean henry Legrain, Joseph Chapelle et Jean Joseph Malherbe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande faite par Lambert Joseph Lesire, entrepreneur de routes, domicilié à Malonne, agissant pour et au nom de la dame Catherine Boigelot, veuve de Louis Chapelle, domiciliée en cette commune, tendante à être autorisée de rembourser à la commune une rente annuel de dix-neuf francs nonante-cinq centimes quarante-six centièmes [...] onze florins argent courant de Brabant, payable [...] janvier de chaque année au capital de quatre cent soixante-cinq francs 60 centimes.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 mai 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal concernant la présentation de huit candidats pour la nomination de quatres membres du bureau de bienfaisance en remplacement de MM Chapelle François Joseph, Renier Louis Joseph, Renier Jean Joseph et de Leclercq Louis, dont les fonctions sont expirées.
Le conseil procède au scrutin secret pour les nominations dont il s'agit, le dépouillement fait

p. 164
fait connaître que MM Chapelle François Jos a obtenu six suffrages comme membre sortant au 31 X^{bre} 1855, Renier Louis Joseph a obtenu six suffrages, comme membres sortants en 1856, Henry Joseph Chapelle à obtenu six suffrages comme membre sortant en 1857 et Leclercq Louis Joseph a obtenu six suffrages comme membre sortant en 1858.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec la délibération déjà citée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que depuis nombre d'années il n'y a plus eu en cette commune des [...]
Vu l'article 770 du cadre administratif de Belgique,
Le conseil procède au scrutin secret à la nomination des candidats, et le dépouillement du scrutin fait connaître que MM Renier François et Baily Jean Joseph sont élus premiers candidats et Jacques Joseph [...] et Louis Joseph Renier deuxième candidat.
Expédition de la présente sera adressée à M. le gouverneur de la province pour procéder aux nominations.
Cette affaire terminée, on prend la délibération suite (sic ?)
Considérant que depuis nombre d'années il n'y a plus eu dans cette commune d'indicateur expert pour assister les agents du cadastre dans leurs opérations
Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à cette nomination, vu l'article 770 du cadre administratif de Belgique,
Le conseil procède au scrutin secret à la nomination es candidats, le dépouillement du scrutin fait connaître que MM Jacques Joseph [...] est élu premier candidat et Jean Henry Legrain deuxième candidat.
Expédition de la présente sera adressée à M. le gouverneur

p.165
gouverneur de la province pour procéder à la nomination.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 1er juin 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean henry Legrain et Jérôme Malherbe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les différentes circulaires insérées au mémorial a^{dtif} de la province touchant l'exécution du règlement pour la conservation du cadastre, notamment

1° le second paragraphe de [...] de 1836 page 305,
2° le 4ème aliéna de [...] de 1850 page 590 concernant l'indemnité destinée à salarier l'indicateur expert,
3° Enfin celle du 19 janvier dernier page 35 relative à la réparation du [...] portatif, la confection du meuble destiné à renfermer les pièces cadastrales, et la nomination dudit expert indicateur.
Voulant satisfaire à ce qui est prescrit par les différentes circulaires
Délibère ce qui suit
Art. 1er Les feuilles composant l'atlas portatif seront réparées et collées sur calicot par les soins du géomètre [...] auquel il sera alloué 75 centimes par chaque feuille.
Art. 2° Il sera également confectionné aux frais de la commune une table d'après les proportions indiquées à la page 36 de ladite circulaire du 19 janvier dernier, la dépense à faire de ce chef est fixée approximativement à vingt francs.
Art. 3 Jacques Joseph Hennebert, garde champêtre est nommé indicateur expert, tant pour renseigner le géomètre [... 1 ligne carrément illisible] à cet effet, il lui sera alloué une somme annuel

p. 166
annuel de huit francs.
Art. 4 La somme allouée à l'article précédent sera allouée chaque année au budget communal.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour être transmise à M. le directeur des contributions à Namur.
Cette affaire terminée,
Vu les articles 72, 73 & 74 section VIII titre 3ème du code forestier.
Vu enfin l'article 75 du même code,
Revu notre délibération du 14 mars 1851 concernant la nomination d'un pâtre pour le hameau du trieux,
Le conseil nomme à l'unanimité pour ledit hameau le sieur Emil Jacquet, domicilié en cette commune.
Il en sera donné connaissance au garde forestier Pirson et audit sieur Jacquet pour information et directive.
Cette affaire terminée,
Revu également notre délibération par laquelle le sieur Jean Joseph Baily avait été nommé pâtre pour le hameau de Bauw.
Attendu que le sieur Baily ne remplit aucunement sa fonction et que des plaintes nous sont faites journellement concernant lesdites fonctions,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit sieur Baily est révoqué de ses fonctions et nomme et nomme en son remplacement le sieur Alfred Thiry dudit Bauw.
Expédition de la présente sera adressée aux sieurs Baily et Thiry et le garde forestier Pirson pour information et directive
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 août 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscriptions contenant les enfants

p. 167
enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1855 à 1856, lesquels registres ont été clôturés le trente et un juillet dernier,
Vu les articles 6509 et suivants du code adtif de Belgique
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Arrête

Les enfants compris sous les n^{os} 2. 3. 8. 11. 13. 14. 15. 23. 29. 30. 33.38. 42. 42. (sic) 46 & 47 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de quarante quatre.
Les enfants compris sous les n^{os} 2. 7. 16. 17. 21. 26. & 38. du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est de quarante.
Les enfants conservés sur ce registre seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 30 7^{bre} 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Thomas Waha , Jean Henry Legrain et Jean Joseph Malherbe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu

p. 168
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 13 août dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 3549 concernant les centimes spéciaux à imposer au rôle des contributions directes de 1856 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice,
Considérant que depuis plusieurs années la commune a toujours portés [...] les centimes additionnels dont il s'agit comme les années précédentes
Considérant que de grandes réparations sont à faire à nos chemins vicinaux et qu'ainsi il y a lieu de maintenir le taux de centimes dont il s'agit.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à dix pour cent les centimes à prélever sur les contributions dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 8^{bre} 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Thomas Waha , Jean henry Legrain et Jean Joseph Malherbe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 4 7^{bre} dernier inscrite au mémorial ad^{tif} sous le n° 5561 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1856.
Attendu que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et principalement pour les frais de l'instruction primaire,
Par ces motifs,
Le conseil est davis de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 169
Séance du 20 8^{bre} 1855

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et Jean Joseph Malherbe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1856,
Vu les prestations en nature qui y sont imposées
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties en argent pour les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Vu le compte communal de l'exercice de 1854 duquel il résulte que d'après l'examen dudit compte divers individus sont en retards d'effectuer leurs sommes échues de leur location de biens communaux et prix d'aliénation de terrains et seraient malgré avertissements réitérés qui leurs ont été adressés par le receveur,
Considérant que les deux tiers au moins des retardataires peuvent se libérer facilement sans ce nuire en aucune manière et qu'ainsi il n'y a que pûre mauvaise volonté de leur part,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à poursuivre en justice les retardataires dont les noms suivent afin de les contraindre aux payements de ce qu'ils doivent à la commune.

1°	Bonet Louis	45 fr.
2°	Marneffe Quinet	64 fr.
3°	Renier jean Robert	180 fr.
4°	Renier Culot [...]	87 fr.
5°	Chapelle Philippe Jos	127 fr 75
6°	Massinon Henry	249 fr 75
7°	Michaux Ambroise	18 fr.
8°	Renier frans Jos	15 fr.
9°	Massinon Nicolas	15 fr.
10°	Rifflart V^{ve} J^{os} Philippe	12 fr.
11°	Therasse J Jos	61 fr 50
12°	Renier [...]	54 fr.
A reporter		929 00

p. 170

Report		929	
13°	Ernoux jean Baptiste	15 fr.	
14°	Massinon Marie Jos	72 fr.	
15°	Chapelle Sacré Jos	100 fr.	
16°	Remy Mathieu	62 fr. 50	
17°	Renier Louis Jos	150 fr.	
18°	Renier Hubert les héritiers	29 fr.	
19°	Renier F^{ois} [...]	30 fr.	
20°	Sacré Mamaire	6 fr 50	
21°	Namèche Lambert	18 fr.	
22°	Renier P^{re} françois	160 fr. 80	vente de terrain
23°	Renier Louis Fois Jos	69 fr.	id

1641.80

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu le compte communal de l'exercice 1854
Considérant que les individus repris au chapitre 1er recouvrement sur les arriérés portés sous les noms de

Article	19.	Veuve jean Joseph Hoppe redoit…	2.50
	59	Nicolas renier sa veuve	7
	61	Michel Albiny	11
	88	Veuve de Louis [...] du 29 Xbre 1851	14.20
	99	Louis Joseph Lambion	20
	115	Norbert Henin (?)	12
	142	Louis Lambion	20
	Voirie vicinale chapitre 1er recouvrement sur les arriérés :		
	1. 2. 3. & 4 s'élèvent ensemble à		203.81
		Total	310.51

Considérant que les retardataires repris ci-dessus ont été invités à plusieurs reprises et que l'on employé tous les moyens possibles afin de recouvrement et qu'on a pu y parvenir et qu'ainsi il y a lieu de faire disparaître dudit compte toutes ces redevances tout en conservant pour le cas échéant le droit de la somme ou il y aurait lieu à en faire le recouvrement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de faire disparaître dudit compte les sommes portées ci-dessus.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec le compte déjà cité, afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
On procède ensuite à la nomination de deux membres

p. 171

de l'administration à l'effet de faire partie de la commission instituée par l'article 58 de la loi du 28 janvier 1822, en ce qui concerne l'examen des déclarations qui serait faite pour l'assiette de la contribution personnelle de l'année 1856
Arrête
Messieurs <pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, tous deux conseillers, sont nommés pour faire (« partie » manquant) de la commission dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information et directive.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus, on approuve également quatre états de frais occasionnés par la vente d'excédents de terrains communaux et terrains incultes et vente de bois s'élevant ensemble à la somme de six cent soixante sept francs 676
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 29 8bre 1855
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Thomas Waha et Jean henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Attendu que depuis nombre d'années il y a impérieusement nécessité à ce que l'on avise au moyen à faire construire un pont sur le ruisseau passant près de la maison du sieur Ghislain Chapelle en cette commune,
Attendu que, si la construction dont il s'agit avait lieu, il y aurait grand avantage pour la commune en ce que l'on pourrait se rendre en la commune de Floreffe plus facilement et plus court que l'on ne pourrait aujourd'hui par le motif que l'on ne sera plus obligé de traverser le fonds de Malonne pour prendre la route provincial de Namur à Fosse.
Attendu que la dépense à résulter pour cette construction

p. 172
s'élèverait à la somme de 1550 fr.
Que la commune se trouve dans l'impossibilité d'y faire face sans secours du gouvernement que d'un autre côté la commune a été obligée de contracter divers emprunts pour la construction de ces chemins emprunts qui ne sont pas encore remboursés aujourd'hui,
Que celle-ci ne pourra disposer que d'une somme de 200 francs

Monsieur le bourgmestre disposerait également d'une somme de	100 fr
Messieurs les échevins ensemble '' ''	100 fr.
À prendre sur le rôle d'imposition de la voirie vicinale de l'exercice de 1856	300 fr
En tout sept cents francs	700 fr.

Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité vis-à-vis du gouvernement un subside de 850 francs pour parfaire le montant estimatif de la construction dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 23 janvier 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Répondant au rapport de M. l'inspecteur forestier en date du 3 mai 1855, nous avons l'honneur de vous adresser les observations suivantes :
Si les membres du collège échevinal ne se sont pas trouvé sur les lieux ensuite de la convocation de M. l'inspecteur cest par des causes toute a fait indépendantes de leur volonté. D'ailleurs c'est une chose qui peut s'examiner et ce discuter bien plus convenablement sur le bureau que dans la forêt ou il faut aller par mont et par vaux aux quatres coins du bois.
1° Le chemin n° 1 avec le chemin n° 25 comme le prouve un seul regard jeté sur le plan ci-joint forment la traversée directe de notre commune pour la communication de fooz Wépion, parti du bois de Villers avec Flawinne et toutes les communes qui se trouvent

p. 173
= trouvent dans cette direction s'il n'est pas pratiqué aujourd'hui la cause est toute simple, les chemins de notre commune qui peuvent remplacer celui avec [...] sont convenablement empierrés tandis que celui en question est en beaucoup d'endroits impraticable, et un autre, comme le dit M. l'inspecteur, intercepté par les travaux d'extraction de mines mais la commune n'a pas fait le vœu de le laisser éternellement dans cet état.
Il n'est pas d'autant vrai que le conseiller Chapelle ait demandé la suppression de ce chemin, mais il est vrai que, voyant qu'il allait être rayé par l'inspecteur en même temps que le sentier n° 5, il a préféré perdre un bras que tout le corps, et le chemin n° 1 et le sentier n° 5 sont aussi nécessaires à l'un qu'à l'autre.
Vous savez d'ailleurs, Monsieur le commissaire, que des chemins fort fréquentés il y a cinquante ans sont à peu près aujourd'hui abandonnés pour dans cinquante ans être fréquentés plus que jamais cela dépends de bien des circonstances.
C'est possible que nous aurions dû réclamer lorsqu'on a commencé à extraire les mines dans ledit chemin, mais nous avons pensé que vu son peu d'utilité actuelle on pourrait laisser extraire et le remettre ensuite dans un état praticable au moyen de quelques terrassements, car nous étions loin de croire à une exploitation aussi immense que celle qui à lieu D'ailleurs au moyen de quelques mètres de détour on tournera la fondrière.
2° Le n° 2 est il est vrai aujourd'hui sans utilité à cause que la société concessionnaire des houilles dans notre commune a ses [...] et fait exécuter de beaux travaux dans une autre partie de sa concession, ou elle peut encore saigner par galerie sans avoir cependant juré de ne plus revenir sur ses anciens travaux de la Vecquée

ou il git de la belle et bonne [...] mais en dessous des galeries d'écoulement pour l'extraction de laquelle il faudra une machine d'épuisement.
Il est évident que cette extraction aura lieu dans un temps plus ou moins éloigné, qu'on retrouve ce

p. 174
Ce chemin [...]
3° Le chemin n° 3 est la continuation du n° 1 - n° 4 accepté par M. l'inspecteur.
Le n° 5 est la communication des hameaux de Bransart, Marlaire, Cabaca, Gros Buisson et Fontaine avec Beauce Flawinne.
N° 6 accepté
N° 7 M. l'inspecteur dit le chemin n° 3 étant conservé, le sentier n° 7 est inutile et raisonnant de la sorte on pourrait supprimer la moitié des communications existantes.
Le sentier n° 7 est le prolongement du sentier n° 86, 85 prenant le chemin n° 22, c'est la voie des piétons venant de Buzet commune de Floreffe, Babin, les Tiennes, Champs de Malonne, abbaye de Malonne et allant à Namur et à la plante ; ce sentier est fort fréquenté pour aller par le chemin n° 3, il y à un détour choquant comme on le voit par le plan, il est d'ailleurs impraticable aux piétons, souvent plein d'eau.
N° 8 supprimé
N°9 n'est pas dans la Vecquée
N° 10 id
N° 11 Le sentier n° 143 est transporté sur le terrain il existe comme le figure le n° 11 . C'est donc le N° 143 qui doit être biffé.
N° 12 Comme le dit M. l'inspecteur, le n° 12 est supprimé à la sortie du bois en arrivant sur Wépion sur une longueur d'environ deux cents mètres, il a été supprimé depuis à peu près deux ans à la suite du défrichement du bois de la basse Marlagne par un particulier dont il traversait le jardin mais nous sommes en instance après de l'ad^{on} de Wépion pour en faire rouvrir le passage.
M. l'inspecteur dit dans le dernier paragraphe de son rapport du 3 mai 1855 que son rapport du 8 8^{bre} dernier se trouve un peu modifié par suite des observations du sieur Chapelle. Chapelle n'avait guère d'observations à faire, il était seul en présence de trois adversaires, et là, il devait prendre pour argent comptant la morale de la 10ème fable de la fontaine.
Il dit pour finir (?) que les chemins sont trop multipliés.

p. 175
= multipliés dans cette forêt, l'homme de probité n'en a jamais trop et le malfaiteur n'en a pas besoin il ne prend pas la peine de les suivre donc ce résumé n'est qu'un faux prétexte.
Cette affaire terminée,
Vu la lettre du 18 de ce mois nous adressée par la v^{ve} Lessire et son fils Lambert, propriétaires en cette commune, concernant à ce qu'il soit statué sur la prédite lettre relativement à la fixation du nombre de bestiaux faisant partie de leur exploitation agricole,
Attendu que les réclamants possèdent en cette commune 45 hectares de terres et prairies surtout,
Vu l'art. 97 de la loi forestière de 1854,
Le conseil après avoir mûrement examiné le nombre de bestiaux nécessaires à leur propre usage, décide à l'unanimité d'en fixer le nombre à seize, sans exagération aucune.
Il en sera donné connaissance aux réclamants pour leur gouverne.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 23 même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sous la date du … par laquelle il nous fait connaître que le commissariat des monuments serait d'avis d'intervenir dans les frais à remettre (?) dans la remise à neuve (sic !) du coffre de St Berthuin à charge par la fabrique et la commune d'y intervenir chacun pour leur quote part.
Attendu qu'il y a nécessité de la faire restaurer et d'intervenir dans cette dépense,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité d'intervenir dans

p. 176
dans la dépense mentionnée ci-dessus pour une somme de cent francs.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 mars 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la démission du sieur Pierre françois Rifflart de sa fonction de membre du conseil comm^{al} en date du 25 janvier dernier, et [...] de décès (?) du sieur jean Joseph Malherbe, en date du 23 février aussi dernier,
Attendu qu'il y a lieu de procéder à l'élection de deux membres du conseil com^{al} en remplacement desdits Rifflart et Malherbe,
Vu l'article 21 de la loi communale du 30 mars 1836,
Arrête
Le conseil fixe au mardi 25 mars 1836 à 2 heures de relevée au domicile du bourgmestre à Malonne l'élection pour le renouvellement dont il s'agit et décide que les électeurs communaux seront convoqués à cette fin au jour et heure indiquée. Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 177
Séance du 2 mars 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la réclamation en date du 11 de ce mois adressée à la députation du conseil provincial par le sieur Jean B^{te} [...] tendante à ce qu'il soit statué sur le sort de son fils Armand Joseph, milicien de la classe de 1856 à qui ont a refusé de lui délivrer le certificat modèle 16.
Attendu, quensuite des renseignements récillis (= recueillis !) que le sieur jean B^{te} [...] possède en cette commune une propriété de un hectare 08 ares 98 centiares, portée à la matrice cadastrale de cette commune sous le n° 481, dont le revenu est pour sa propriété non bâtie à 37 fr 91 & pour sa propriété bâtie à 12 fr.
Qu'il résulte des pièces ci jointes que le pétitionnaire se trouve chargé des inscriptions suivantes

1° D'une créance de 430 fr au profit du sieur Lambert Joseph Lesire	430
2 D'une autre de 1080 au profit de F. Coppée	1080
3 et d'une autre de 287 fr 50 au profit de M. Anatole Quizelier (?)	287,50
	1797,50

Que ledit sieur [...] gagne avec une fille à 'établissement de Floreffe ensemble une journée de deux francs 50,
Vu ces motifs,

Le conseil laisse à la députation du conseil provincial l'examen de la réclamation ci jointe en lui faisant observer que celui des miliciens qui sait le sort de son fils est au moins aussi pauvres que celui qui fait l'objet de la présente réclamation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 178
Séance du 24 avril 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Henry Jacques fils et Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sous la date du 19 mars dernier accompagnée de diverses pièces tendante à faire porter sur l'atlas des chemins vicinaux de cette commune différentes communications dont la plupart traversent le bois domanial de la Vecquée, lesquels ont été omis par oubli lors de sa formation.
Attendu que depuis 1851 cette question est en souffrance sans que l'on ait pu s'entendre avec l'administration forestière afin d'en finir,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité d'en référer au contenu de la lettre précitée.
Expédition de la présente avec les pièces ci-jointes
Expédition de la présente avec les pièces ci-jointes seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement pour être transmise à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Henry Jacques fils et Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu divers avis par lesquels le collège échevinal de Namur nous informe qu'il s'est trouvé dans la nécessité d'admettre au secours public divers personne ayant leurs domicile de secours en cette commune.
Considérant que la plupart des personnes secourues peuvent facilement pourvoir à leur entretien par le travail de leurs mains aussi bien à Namur qu'à Malonne
Que d'un autre côté, que ce n'est que par fainéantise qu'ils

p. 179
= qu'ils ne se livrent pas au travail, vu qu'ils n'ont qu'à se plaindre au collège échevinal précité pour obtenir des secours aux frais de cette commune, de plus si cet état de choses durait, la commune ne pourrait pas faire face aux dépenses qu'occasionneraient les indigents de cette catégorie et qu'enfin si la commune doit rembourser des avances, ledit collège n'en devrait admettre aucun et n'aurait qu'à nous les renvoyer, c'est alors qu'il sera jugé par nous s'il y a lieu de leur accorder des secours.
Par ces motifs,
Le conseil pense ne pas être obligé de rembourser les avances faites par le collège échevinal de Namur aux indigents de cette commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 juin 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, et Henry Jacques fils, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu le dossier concernant la contestation existant entre la commune et le domaine concernant divers chemins et sentiers traversant le bois domanial de la Vecquée qui ont été [...] d'être portés à l'atlas des chemins vicinaux de cette commune,
Attendu que depuis que cette contestation existe, la commune de son côté fait de grands sacrifices, sans que ladite administration n'en ait fait aucun et qu'avec cette dernière il n'y a pas lieu d'en finir.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée si elle juge convenable d'entendre en sa présence le collège échevinal avec ladite administration ou bien d'ordonner une descente des lieux afin de terminer s'il y à moyen la contestation existante.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec le dossier mentionné ci-dessus.
Cette affaire terminée,
Vu l'état de frais occasionnés [...] hôpital St Jacque ?

p. 180
Jacques à Namur, concernant le nommé François Lejeune,
Attendu que ledit Lejeune a quitté cette commune depuis plus de dix années, et qu'il ne se trouve point inscrit au tableau de la population de cette commune, en conséquence nous croyons devoir n'être point tenu à payer la somme réclamée.
Cette affaire terminée,
Le conseil communal de Malonne,
Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sous la date du 2 juin dernier, accompagnée de différentes pièces concernant le paiement d'une somme de 27 fr 07 centimes pour secours avancés à la veuve Marchal Fripaut (?)
Attendu que ladite veuve Marchal a quitté la commune depuis l'année 1842 et que depuis cet époque elle n'y est plus réapparue,
En conséquence, le conseil décide de ne pas être tenu à payer la somme réclamée et plus, il pense que le bureau de bienfaisance de Namur n'a pas le droit de distribuer des secours à qui il jugera convenir.
Cette affaire terminée,
Vu l'état de la somme réclamée par l'ad^{on} des hospices de Namur pour l'entretien du nommé Joseph Lesire et de Magdeleine Dehoux, épouse de Casimir Goffin à l'hôpital St Jacques à Namur,
Attendu que ledit Casimir Goffin s'est marié en cette commune le 20 juin 1843, venant de la commune de Jemeppe sur Sambre avec la nommée Marie Joseph Dehoux de cette commune a été rayé du tableau de la population de cette dite commune le 31 janvier 1851, pour aller fixer son nouveau domicile à Namur,
Attendu que ladite Dehoux a acquit par son mariage avec ledit Goffin le même domicile que ce dernier, et qu'il n'a pas habité cette commune l'espace de 8 années consécutives, en conséquence, nous pensons que cest ladite commune de Jemeppe qui est le domicile de secours dudit Goffin.
Tant qu'au monsieur Joseph lesire, il a quitté la commune le 15 mai 1850 pour aller fixer son nouveau domicile à Namur.
Cependant le conseil décide ne pas être tenu à payer la somme réclamée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 181
Séance du 2 7^{bre} 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean henry Legrain, Joseph Chapelle, Jean Baptiste Legrain et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de1856 à 1857lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestres et échevins,

Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Arrête
Les enfants compris sous les N° 1. 8. 19. 21. 34. 38. 43 et 47 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de cinquante cinq.
Les enfants compris sous les N° 2. 3. 12. 19. 20. 22. 23. 26. 31. 32. 40 et 41 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quarante cinq.
Les enfants conservés sur ces registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu ainsi qu'il sera indiqués aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixés dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée,
Le conseil communal de Malonne
Arrête
L'article 3 du règlement des écoles est remplacé par les dispositions suivantes exécutoires à partir du 1er

p. 182
1er janvier 1857.
Art. 3 Les rétributions sont fixées pour l'année scolaire et sans distinction d'âge à sept francs par élève de la première division à cinq francs par élève de la deuxième et à … francs par élève de la troisième il n'y à lieu à faire une distinction que pour le cas où l'enfant ne fréquentera pas l'école pour cause de maladie constatée ou de changement de domicile pour le [...] le mois commencé est dû intégralement.
D'autre (part) les rétributions scolaires indistinctement sont perçues par le receveur communal au profit de la commune moyennant une remise de cinq pour cent.
Elles seront payables anticipativement et partiellement au commencement d'octobre, de janvier et d'avril.
Les enfants qui se présentent dans le courant de l'année scolaire devront la rétribuer comme s'ils s'étaient présentés au 1er octobre à moins qu'ils ne justifient des motifs indiqués au 1er § du présent article, auquel il sera fait remise pour chaque mois du onzième de la rétribution annuelle
L'instituteur remet dès le 20 septembre, de décembre er de mars la liste en double des élèves solvables au collège échevinal qui à la date du 25 en envoie au receveur communal un exemplaire revêtu de son visa.
Aucun élève solvable ne sera admis pour gardé à l'école s'il ne justifie du payement exigé, l'instituteur est responsable sur ses émoluments des pertes que ferait la commune par suite de l'inobservance de cette dernière disposition.
Les enfants instruits aux frais de la commune reçoivent gratuitement les fournitures de classe strictement nécessaires, les livres et les ardoises mis à leur disposition font partie du mobilier de l'école et y restent déposés.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le deux septembre 1856 où étant présents messieurs Jean

p. 183
Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean henry Legrain, Joseph Chapelle, Jean Baptiste Legrain et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le sieur Legrain jean henry, conseiller, n'est point d'avis de prendre part à cette délibération pour les motifs qu'il n'est pas juste de faire payer l'année entière à l'enfant qui n'aura fréquenté les écoles que pendant quatre mois, et aura travaillé le reste de l'année pour aider ses parents au besoin de la famille.
Cette affaire terminée,
On décide également que le sieur
Fils d'henry Leurquin ouvrier peintre en cette commune est désigné pour procéder à la vérification et [...] des [...] lequel sera assisté du garde champêtre de cette commune.

Et finalement, on décide à l'unanimité que Monsieur Chantraine, notre secrétaire com^{al} est nommé pour procéder au recensement de la population de cette commune pour la moitié et %Michel Schayès, échevin et Henry Jacques, conseiller, ensemble, pour l'autre moitié et que la rétribution à payer de ce chef par la commune pour sa part lui incombant aux agents dont il s'agit est fixée à deux centimes par personnes recensées.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 30 7^{bre} 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins,

p. 184
échevins, Joseph Chapelle, Jean henry Legrain, Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 9 août dernier, inséré au mémorial ad^{tif} sous le n° 5793, concernant les centimes additionnels à imposer aux contributions directes de l'exercice de 1857 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice,
Considérant que depuis plusieurs années la commune à dix pour $_0/^{00}$ les centimes additionnels dont il s'agit,
Considérant que de grandes réparations sont encore à faire à nos chemins vicinaux et qu'ainsi il y a lieu de maintenir le taux desdits centimes comme les années précédentes,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à dix pour cent les centimes à prélever sur les contributions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 9 août dernier, insérée au mémorial administratif sous le n° 5792 concernant les centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle de 1857
Attendu que la commune a diverses dépenses à supporter chaque année et qu'ainsi il y a lieu de demander les centimes dont il s'agit,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les centimes additionnels dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 30 7^{bre} 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins,

p. 184
échevins, Joseph Chapelle, Jean henry Legrain, Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il résulte d'avis donné que dans notre bois com^{al} nommé Taille des Sarts et fonds de la Navinne, d'une contenance de

p. 185
de dix hectares six ares, situé en cette commune, il y aurait du minerai de fer ou d'autres produits qui pourraient apporter à la commune un grand bénéfice,

Considérant que notre devoir d'administrateur nous impose l'obligation de rechercher ses intérêts et qu'ainsi il y a lieu de solliciter l'autorisation requise à cette fin pour que nous puissions faire faire les recherches nécessaires,
Vu l'article 1385 du code administratif de Belgique,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement autorisation de faire faire les recherches nécessaires à cette fin au profit de la commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 9bre 1856
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Henry Jacques et Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la loi du 10 avril 1841 et le règlement sur la voirie vicinale,
Vu le projet de rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1857,
Vu la circulaire imprimée au mémorial adtif sous le N° 3497, par laquelle on fait connaître que les centimes spéciaux devant contribuer au moins pour un tiers dans la dépense d'entretien et d'amélioration desdits chemins, que ce n'est que lorsque les prestations mentionnées aux Nos 1, 2 & 3 de l'article 14 de la loi seront imposées en entier qu'il est permis, de faire contribuer pour un chiffre entier de ka dépense les centimes spéciaux aux contributions directes.

p. 186
Considérant qu'il est d'usage d'imposer depuis plusieurs années 10 pour $^{0}/_{00}$ sur les contributions directes et que la réduction qui a été faite sur les prestations est insignifiante,
Qu'en supposant même qu'elles n'ont point été faites, on aurait pas moins demandé le 10ème des contributions pour les motifs que cette somme est nécessaire pour [...] autant que possible les empiètements à faire dans l'intérieur de la commune ou il est urgent d'y travailler en 1857.
Considérant que le terme fixé par l'arrêté royal qui accordait d'excéder le 10ème des contributions [...] et qu'il convient de solliciter une nouvelle autorisation pour les années 1857 à 1867 inclus.
Délibère ce qui suit :
Article 1er La somme à répartir sur la contribution est fixée à 1363 fr 66.
Art. 2. Le rôle dont il s'agit sera soumis à la députation du conseil provincial pour être rendu exécutoire après qu'elle aura reçu l'arrêté royal mentionné ci-dessus.
Cette affaire terminée,
Vu le projet de rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1857,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, par les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent,
Expédition de la présente sera adressée avec le rôle déjà cité à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 2 8bre dernier inséré au mémorial administratif sous le n° 5819 concernant la nomination de deux membres de l'adon qui doivent faire partie de la commission instituée par l'article 58 de la loi du 28 janvier 1822 pour l'assiette de la contribution personnelle de 1857.
Arrête
Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Jean Joseph Chapelle

P. 187
Chapelle, tous deux conseillers, sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le contrôleur des contributions directes pour information et direction

Cette affaire terminée,
Vu la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population ainsi que l'arrêté royal du 14 juillet pour l'exécution de cette loi,
Vu l'article 78 de la loi communale,
Arrête
Art. 1er Tout individu, quelque soit son sexe, régnicole ou étranger qui veut établir sa résidence dans la commune est tenu dans les quinze jours de son arrivée d'en faire la déclaration au secrétaire de l'administration communale en produisant un certificat conforme au modèle ci-annexé délivré par l'administration de la commune de sa dernière résidence.
Art. 2. Tout habitant de la commune qui change de demeure doit aussi en faire la déclaration à l'administration communale dans les 15 jours de ce changement.
Art. 3. La déclaration de changement de résidence doit être faite par le chef de famille ou de ménage pour toutes les personnes qui vivent en commun avec lui y compris les domestiques à demeure.
Art. 4. N'est pas réputé changement de résidence dans les [...] des articles qui précèdent le séjour que font des personnes durant une partie de l'année en dehors du lieu de leur résidence habituelle.
Art. 5. Tout habitant de la commune qui loue ou sous-loue des maisons, des appartements ou des chambres à des personnes étrangères à la commune doit en faire dans la huitaine la déclaration à l'administration communale en indiquant les noms, prénoms, âge, profession, ainsi que l'ancienne demeure du locataire.

p. 188
Lorsque le locataire quitte la maison, l' appartement ou la chambre, la déclaration doit aussi en être faite dans la huitaine par celui qui l'a loué.
Art. 6. Tout habitant qui reçoit chez lui des personnes à titre de pensionnaires, commensaux, domestiques, ouvriers, concierge ou à tout autre titre de même nature, doit en donner avis à l'administration communale tant à l'entrée qu'à la sortie, ainsi qu'il est dit à l'art. 5.
Art. 7. Un aubergiste, logeur ou autre personne tenant appartement, chambre, ou maison garnie, et qui logent plus de trois jours des étrangers au pays doivent en faire la déclaration au bourgmestre ou à l'échevin chargé de la po(pula)tion.
Le tout indépendamment de l'obligation prescrite par l'article 475 n° 2 du code pénal.
Art 8. Toute contravention au présent règlement est punie d'une amende qui ne peut excéder 25 francs conformément à la loi du 2 juin 1856 (art. 6)
Art 9. Le bourgmestre, l'échevin chargé de la po(pula)tion , le garde-champêtre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent règlement.
Art 10. Toute disposition antérieure sur la matière sont abrogées.
Art 11. Le présent règlement sera publié dans toute l'étendue de la commune ; cette publication sera réitérée chaque année dans la première quinzaine de janvier.
Des expéditions en seront adressées à la députation du conseil provincial, au greffe du tribunal de 1ère instance de l'arrondissement et celui de la justice de paix du canton.
Fait en séance à Malonne le 11 novembre 1856 où étaient présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Henry Jacques et Jean-Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 189
Séance du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Henry Jacques et Jean Baptiste Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement sous la date du 8 8bre dernier concernant le bâtiment d'école du hameau du Malpas et d'un logement pour l'instituteur.

Considérant qu'en présence des dépenses que la commune a dû supporter pour entretenir des reclus au dépôt de mendicité de Mons , empierrement de ses chemins, et qu'aujourd'hui elle se trouve encore en cause contre le domaine au sujet de ses anciens droits d'usage dans le bois de la Vecquée, il ne trouve aucun moyen quant à présent de s'occuper de cette affaire.
Expédition de la présente sera adressée à Monsieur le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.
Le conseil communal de Malonne nomme pour signer en 1857 les certificats en matière de milice MM. Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle, tous deux conseillers.
Le bourgmestre J J Rifflart

Séance du 7 janvier 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean henry Legrain et Jean Baptiste Legrain, conseillers,

p. 190
conseillers et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le gouverneur en date du 27 X^{bre} dernier relative au domicile de secours de la veuve Marchal frepon
Attendu que ladite Marchal frépon a son domicile de secours en cette commune, l'on es d'avis que la somme de 44 fr 07 centimes, montant de son entretien à la date du 29 août 1856 sera versée dans la caisse du bureau de bienfaisance de la ville de Namur.
Il en sera donné connaissance au receveur com^{al} à fin de s'y conformer.
Expédition de la présente sera adressée avec les pièces ci-jointes à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,
Il est également donné lecture de la lettre de M. le gouverneur en date du 26 X^{bre} dernier relative au paiement d'une somme de 16 f 55 centimes réclamée par le bureau de bienfaisance de Namur pour secours accordé du 1er juillet 1855 au 1er mai 1856 à la nommée Delisse Marie Joseph, veuve Hoppe, de cette commune.
Le conseil est d'avis que ladite somme sera remboursée au bureau de bienfaisance de Namur.
Il en sera donné connaissance à M. le gouverneur pour information ainsi qu'au receveur communal pour direction.
Il est également donné lecture d'une autre lettre en date du 24 X^{bre} 1856 par laquelle on réclame la somme de 10 f due au bureau de bienfaisance de Namur pour secours accordés au sieur Goffin Casimir de cette commune.

p. 191
Attendu que ladite somme est due, sont d'avis à ce que ladite somme soit remboursée au bureau de bienfaisance de Namur.
Il est également donné lecture d'une autre lettre , en date du 24 X^{bre} 1856 concernant le payement d'une somme de 10 francs réclamée par le bureau de bienfaisance de Namur pour secours accordés du 1er juillet 1855 au 1er mai 1856 au nommé Lejeune Jean François de Malonne.
Il est également donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 23 7^{bre} 1856 relative à la somme de trente francs due à l'hôpital St Jacques de Namur pour frais d'entretien du nommé Lejeune Jean François.
Attendu que cette somme est légalement due audit [...] sont d'avis qu'elle soit acquittée.
Il est également donné lecture de la lettre de M. Lemine (?) vicaire, domicilié en cette commune par laquelle il sollicite une majoration de traitement pour l'année 1857.

Attendu que les revenus de la commune ne nous permettent pas pour cette année de majorer le supplément de traitement audit vicaire, il n'y a pas lieu de prendre sa demande en considération.
Il en sera donné connaissance audit M Lemine pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 192
Séance du 25 mai 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Jean henry Legrain et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la dépêche de la députation permanente du conseil provincial en date 7 du 1er mai courant B. N° 574.267 accompagnée d'une pièce relative aux émoluments alloués à notre institutrice communal.
Attendu que l'ors de son admission à cette place le conseil communal d'accord avec elle sont convenu de ce qui suit 1° qu'elle touchera 200 fr. de traitement 2° 200 autres francs pour l'instruction gratuite des enfants pauvres 3° et finalement la rétribution des élèves solvables.
Que d'un autre côté le budget allouant le traitement de l'institutrice Jonet lui allouait la somme de 500 francs pour son traitement fixe n'a jamais été changé et que c'est par erreur que l'institutrice actuelle a touché une somme de 100 en trop pour 1856.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de maintenir la convenance stipulée ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 août 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin,
et Jean Henry Legrain, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu

p. 193
=Vu la demande en date du 8 juin dernier accompagnée de différentes pièces à l'appui adressée par le sieur Jean-Baptiste Noulard, domicilié en cette commune, à la députation du conseil provincial, tendante à être autorisé d'établir en cette commune sur une propriété lui appartenant au hameau dit Les Fonds un four à chaux permanent.
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant qu'aucune opposition n'a été formée contre cette demande,
Considérant qu'elle est plutôt avantageuse à la commune que de lui nuire, par les motifs que les habitants pourront se procurer la chaux plus aisément que dans les [...]
Vu enfin l'arrêté royal du 12 9bre 1849
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 août 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, conseiller, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Vu les registres d'inscription concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1857 à 1858, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu

p. 194
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour
Vu les articles 6737 et suivants du code administratif,
Arrête
Les enfants compris sous les n° 4. 6. 26 & 28 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de soixante dix huit.
Les enfants compris sous les n° 5. 9. 16. 40 & 42 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de cinquante huit.
Les enfants conservés sur ce registre seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 19 août 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Joseph Chapelle, Jean Henry Legrain et henry Jacques, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 7 de ce mois, concernant les centimes spéciaux à imposer

p. 195
aux contributions directes de 1858 pour subvenir à l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice,
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à dix pour $^{0}/_{00}$ les centimes additionnels à cette fin,
Considérant que de grandes réparations restent à faire en 1858,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour $^{0}/_{00}$ les centimes additionnels dont il s'agit.
Cette affaire terminée,
Vu le compte communal exercice de 1856,
Vu le chapitre 1er , recouvrement sur les arriérés, vu les N^{os} d'ordre 96. 118. 120. 156. Et 160 et chapitre 2ème recettes ordinaires de 1856 N^{os} 48. 51. 54 & 86 – lesquels N^{os} sont indiqués par une croix.
Considérant que les arriérés pris sur ces N^{os} figurent audit compte abusivement par les motifs qu'une partie des portions de terrains communaux figurant à ces N^{os} ont été vendues depuis longtemps et que d'autres ont été renoncées au bout des trois premières années.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à faire disparaître dudit compte les redevances dont il s'agit.
Expédition &…
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 25 7bre 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et henry Jacques, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

p. 196
Attendu qu'ensuite des jugements rendus par le tribunal de Namur et la cour de Liège la commune a échoué dans le procès qu'elle soutient contre le gouvernement pour revendiquer ses droits qu'elle avait jusqu'à ce jour dans le bois domanial de la Vecquée,
Attendu que jusqu'ici la commune peux encore, malgré les condamnations y avoir droit,
Par ces motifs,
Le conseil d'une voix unanime supplie du conseil provincial de vouloir bien l'autoriser d'appeler la cause en cassation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 8bre 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et henry Jacques, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 8 7bre dernier inséré au mémorial adtif sous le N° 6.098 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 2858.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année tant pour les frais d'instruction que pour le procès qu'elle a à soutenir contre le domaine
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu de demander les centimes additionnels dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 197
Séance du 7 9bre 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Pierre Augustin Chapelle, Jean Henry Legrain et henry jacques, conseiller, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de l'exercice 1858.
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations qui y sont imposées soient converties en argent pour les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité seront adressées à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est donné connaissance de la circulaire de M. le gouverneur concernant la nomination de deux membres de l'adon qui doivent faire partie en 1858 de la commission instituée par l'art. 78 de la loi du 28 juin 1822 pour l'assiette de la contribution personnelle.
Arrête
Messieurs Pierre Augustin Chapelle et Joseph Chapelle sont nommés pour faire partie de la commission dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions directes pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 6 X^{bre} 1857
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès et Jean Joseph Rifflart Biguet, échevins, Jean Henry Legrain, Henry jacques et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé en séance extraordinaire concernant la circulaire de Monsieur le Ministre de

p. 198
l'intérieur en date du 23 9^{bre} dernier adressée à M. les gouverneurs de province concernant la dissolution de la chambre des représentants et de la convocation des électeurs pour le 10 de ce mois,
Attendu que ladite circulaire a été affichée et publiée au sortir de la messe paroissiale le dimanche 29 9^{bre} dernier et le 6 de ce mois, qu'une autre a été placée dans un des endroits les plus fréquentés de la commune et finalement qu'aujourd'hui j'ai fait affiché dans différents endroits de la commune qu'il y aurait séance publique à la maison commune à neuf heures de relevée dans laquelle séance y ont assisté au moins cent personnes de la commune [...] il y a été fait lecture de la circulaire précitée ainsi que de celle du 26 9^{bre} dernier qui accompagnait ladite circulaire aussitôt m'assistance levée un avis unanime s'est fait entendre en criant vive le maire et les libéraux
En séance public à Malonne toujours mais [...] que dessus.
Le secrétaire Chantraine, le bourgmestre J J Rifflart.

L'an mil hui cent cinquante huit du mois de janvier le seizième jour à trois heures de relevée est comparu par devant nous Jean Joseph Rifflart bourgmestre, MM. Henry Jacques fils, Jean Henry Legrain, Michel Schayès et Mathieu Joseph Remy nommés membres du conseil communal aux élections qui ont eu lieu le vingt sept octobre 1857, lesquels après qu'il leur a été rappelé que le décret d'exclusion à perpétuité de la famille d'Orange Nassau de tout pouvoir en Belgique fait partie de la constitution, ils ont prêté entre mes mains le serment suivant conçu en ces termes : Je jure fidélité au roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple

p. 199
=peuple belge.
Après quoi j'ai déclaré que ces messieurs sont installés dans leurs fonctions et ont signés avec nous
H J Jacques fils, J H Legrain, Chantraine, M. Schayès, J J Rifflart.

Séance du 11 janvier 1858.
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean henry Legrain, Joseph Chapelle, Henry Jacques et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance et du collège échevinal en date de ce jour, concernant la présentation des candidats pour la nomination des membres du bureau de bienfaisance de cette commune, lequel n'a pas été renouvelé depuis nombre d'années
Vu les articles 2023 du code ad^{tif} de Belgique
Le conseil procède au scrutin secret pour les nominations dont il s'agit.
Le dépouillement fait connaître que MM. 1° Chapelle François, 2° Chapelle Legrain Henry 3° Renier Louis Joseph 4. Servais Maximilien et 5° Schayès jean baptiste (ont) obtenu chacun sept suffrages en conséquence sont nommés membres du bureau de bienfaisance de cette commune.
Expédition de la présente sera adressée à M le commissaire d'arrondissement avec les délib^{ons} déjà citées.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 200

L'an mil huit cent cinquante huit du mois d'avril le premier jour à quatre heures de relvée est comparu le sieur Nicolas Joseph Binamé, nommé membre du conseil communal aux élections du huit mars dernier lequel après qu'il lui ait été rappelé que le décret d'exclusion à perpétuité de la famille d'Orange Nassau de tout pouvoir en Belgique fait partie de la constitution, ils ont prêté entre mes mains le serment suivant conçu en ces termes : Je jure fidélité au roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple.
Après quoi je lui ai déclaré qu'il installé dans ses fonctions et a signé avec moi.
Binamé – J J Rifflart

Séance du 1er avril 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean henry Legrain, Mathieu Remy, Joseph Chapelle, Henry Jacques et Nicolas joseph Binamé, conseillers, et Chantraine, secrétaire.
Le conseil communal de Malonne,
Attendu que le sieur Louis Joseph Marneffe, notre receveur communal, est décédé à Malonne le 16 février dernier, qu'il est de toute nécessité de ,pourvoir à son remplacement le plus tôt possible,
Considérant que son fils Ambroise Joseph Marneffe rempli toutes les conditions requises pour gérer les fonctions
Par ces motifs
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit conformément à l'article 114 de la loi du 3 mars 1836.
Le dépouillement fait connaître que ledit sieur Ambroise Joseph Marneffe a obtenu l'unanimité des suffrages en conséquence est nommé receveur communal en remplacement de son père décédé.
Il jouira d'une remise de cinq pour cent sur l'entièreté des recettes par lui effectuées à l'exception de celle provenant des ventes des biens fonds et remboursement des rentes, à charge pour lui de faire rentrer

=rentrer les fonds appartenant à la commune et en répondre, c'est-à-dire de toutes les locations et rentes à daté de son entrée en fonction
Il fournira une caution personnelle pour [...] de sa gestion.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de mr le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Considérant que la commune a donné ordre aux habitants de cette commune a continuer comme par le passé d'user du droit d'usage dans le bois de la Vecquée, qu'oique défense en était faite par l'administration forestière , en les informant par un avis à la porte de l'église paroissiale, que la commune payerait les frais des amendes encourues si la commune venait à être condamnée jusqu'à [...] le jugement serait rendu par le tribunal civil de Namur, lequel a eu lieu le 14 avril 1853.
Considérant que le conseil avait été donné afin de conserver nos droits jusqu'à preuve contraire d'autant plus que la commune avait toujours joui de ce droit dans ledit bois.
Considérant que les frais s'élèvent à la somme de six cent onze francs quatre vingt quinze centimes, et qu'il est de notre devoir de faire acquitter,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à disposer de la somme dont il s'agit.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 17 mai 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Joseph Jacques, Mathieu Remy et Joseph Binamé, conseillers, et

p. 202

Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Comme suite à notre délibération en date du 1er avril dernier portant nomination d'un receveur communal en remplacement du sieur Louis Joseph Marneffe, décédé,

Considérant que la caution à fournir par les comptables ne pouvait avoir lieu en une caution personnelle mais bien en numéraire,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité que le nouveau titulaire fournira une caution en numéraire de six cents francs pour suivi de sa gestion.

Expédition de la présente avec la délibération déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Pour mémoire

Appaisement de diverses difficultés survenus entre la commune de Malonne et le prélat abbé dudit lieu relativement à divers objets et notamment au paturage

&

Un arrangement à eu lieu en 1631 voyez registre au rôle de Malonne de 1629 à 1648, aux archives de l'Etat à Namur.

Rédigé la présente note en séance du conseil communal à Malonne le 17 mai 1858

Le secrétaire — Le bourgmestre président

Chantraine — J J Rifflart

p. 203

Présens Messieurs jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Joseph Chapelle, Henry Jacques, Nicolas Joseph Binamé, Jean Henry Legrain et Mathieu Remy, conseillers et Chantraine, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Ensuite de la communication que vous nous avez faite de la requête ci jointe de Mlle Pieret, notre institutrice communal nous avons procédé à la vérification des quittances de son traitement de 1855 et il nous a été produit par le receveur communal

1° Une quittance du 25 février 1855 de	100
2° Une quittance du 6 juin 1855 de	300
3° Une quittance du 17 août 1855 de	100
Total	500

En présence de la pièce de convention (?) parfaitement en règle, nous pensons qu'il n'est pas dans nos attributions de résoudre cette question.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 26 août 1858

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry jacques, Nicolas Binamé et Mathieu Joseph Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu les registres d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en

p. 204

en faveur des quels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1858 à 1859, lesquels registres ont été clôturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour

Vu les articles 6737 et suivants du code adtif de Belgique,

Arrête
Les enfants compris sous les n°2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 10. 14. 16. 17. 19. 20. 21. 24. 26. 28. 30 & 32 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quatre-vingt-cinq.
Les enfants compris sous les n° 3. 7. 10. 15. 16. 25. 28 & 29 du registre des enfants de sexe féminin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de soixante treize.
Les enfants conservés sur ce registre seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il sera indiqué aux parents et tuteurs dans les bulletins d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie des registres dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée
Vu la circulaire de M. le gouverneur insérée au mémorial ad^{tif} sous le numéro 6244 concernant les centimes additionnels affectés à l'entretien et à l'amélioration des chemins vicinaux pour l'année de 1859
Considérant que depuis nombre d'années on a toujours porté à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes dont il s'agit
Vu ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de porter à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes dont il s'agit
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 205
Séance du 25 7^{bre} 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry jacques, Nicolas Binamé, Joseph Chapelle et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la circulaire de M. le gouverneur en date du 27 août dernier, inséré au mémorial ad^{tif} sous le N° 6254 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1859,
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année, en conséquence le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Cette affaire terminée,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance de cette commune en date de ce jour, portant nomination d'un receveur dudit bureau, en remplacement du sieur Louis Joseph Marneffe, décédé,
Vu les instructions relatives à cette nomination,
Le conseil procède au scrutin secret , le dépouillement fait connaître que le sieur Ambroise Joseph Marneffe a obtenu l'entièreté des suffrages, en conséquence est nommé receveur dudit bureau en remplacement de son père, décédé.
Considérant que le nouveau titulaire rempli toutes les garanties désirables pour sûreté de sa gestion, le conseil décide à l'unanimité qu'il ne fournira qu'une caution personnelle.
Expédition de la présente avec la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 206
Séance du 25 même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry jacques, Nicolas Binamé, Jean Henry Legrain et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de l'exercice de 1859,

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, pour le motif que ceux qui y sont convoqués pour ne font ordinairement rien,
Vu ses motifs,
Le conseil demande à ce que lesdites prestations seront converties en argent.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

L'an mil hui cent cinquante huit, du mois de novembre le treizième jour a 4 heures de relevée est comparu par devant nous le sieur Augustin Joseph Leblanc, couvreur en ardoises, domicilié en cette commune, auquel nous lui avons remis une médaille en argent accompagné d'un diplôme lui délivré par arrêté royal du 15 7bre dernier pour le fait suivant : il s'est distingué et exposé dans deux incendies qui ont eu lieu le 8 et 22 mai 1857.
Rédigé le présent procès-verbal en séance du conseil communal les jour, mois et an que dessus et ledit Leblanc a signé avec nous
J J Rifflart J Leblanc

Séance du 19 9bre 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Henry jacques, Nicolas Binamé, Thomas Waha, Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. Le commissaire

d'arrondissement en date du 9 de (ce) mois, accompagnée d'une autre de la commission royale des monuments en date du 2 aussi de ce mois, par laquelle il sollicite un secours du gouvernement pour aider la commune à faire exécuter les réparations urgentes à l'église de cette commune.
Considérant que de grandes réparations y sont à faire principalement pour empêcher la filtration des eaux,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit reçoive son exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 13 9bre 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Henry jacques, Nicolas Binamé, Thomas Waha et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du 11 7bre dernier des frères des écoles chrétiennes de Malonne tendante à être autorisé de pouvoir changer la direction du sentier n° 85 de l'atlas.
Vu également celle en date du 29 8bre aussi dernier concernant ce changement,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Vu le plan en triple expédition,
Vu enfin le procès-verbal d'expertise,
Considérant que les propositions faites par lettre du 29 8bre dernier sont très avantageuses sur tous les rapports à la commune et aux habitants pour les motifs que lesdits frères s'engagent à

à voûter la partie du torrent qui s'étend du four à chaux au moulin du sieur Noulard, longeant le chemin vicinale et qui y forme un précipice.

Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande dont il s'agit aux conditions reprise dans ladite lettre du 29 8bre dernier et sous celles suivantes :
1° qu'il restera un accotement de la largeur indiquée par les pieux distants de la bordure du chemin dit Insevaux, le premier près du moulin de 2 m 25, le second de 01 m 15, le troisième de 1 m 45, le quatrième de 2 m 15 et le cinquième de 2 m 85.
2° Le tournant à faire audit chemin au gré de l'adon communale
3°Le restant du ruisseau sera voûté endéans les deux années dâte de l'approbation.
4. Le niveau du nouveau brisé à construire sera fixé par l'administration.
5. il sera construit aux frais du demandeur cinq gargouille depuis le moulin du sieur Noulard jusqu'à l'église du susdit établissement, savoir, la première près du moulin, d'un mètre 50 centimètres d'ouverture à la bâse, celle à ouvrir près du sentier n° 85 et au détour de ce sentier aura 90 centimètres de l'argeur et il y sera construit un escalier en pierre brut pour pouvoir aller puisser l'eau au ruisseau qui sera coupé immédiatement en dessous de cette gargouille par un fort barrage en grosses pierres construit au niveau du lit actuel longeant l'escalier ci-dessus du côté du sentier il y aura une rigole pour l'écoulement des eaux pluviales ordinaires. Cette gargouille-escalier sera garnie du côté du sentier d'un mur d'au moins un mètre de hauteur, dont le sommet sera construit en très grosses pierres, les trois autres gargouilles auront au moins trente centimètres [...] les couvertures seront de dix centimètres plus haut que l'accotement.
Expédition

p. 209
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 Xbre 1858
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Nicolas Binamé, Henry jacques, et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre du 27 9bre dernier adressée à M. le gouverneur de la province par le sieur Goyet, instituteur communal de cette commune par laquelle il sollicite l'autorisation détablir une école du soir pour les adultes.
Vu la dépèche de M. le ministre de l'intérieur en date du 18 janvier dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 6134 par laquelle il règle les conditions à remplir à ce sujet,
Considérant que la demande dont il s'agit est très avantageuse aux jeunes gens de la commune sous tous les rapports, premièrement parce qu'ils sont tous occupés aux travaux journaliers pendant la journée, et qu'au soir, ils peuvent disposer d'une partie de la soirée à recevoir l'instruction.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 210
Le conseil communal de Malonne ensuite de convocation
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin auquel il à été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi communale du 30 mars 1836,
Arrête
Le sieur François Joseph Chapelle est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune en remplacement du sieur François Joseph Chapelle ayant obtenu six suffrages sur six votants.

Expédition de la présente résolution accompagnée par les présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera donnée à la députation du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Fait à Malonne en séance le 9 janvier 1859.
Secrétaire Chantraine, Le président J J Rifflart.

Séance du 9 janvier 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
(En marge : Comme suite à notre délibération en date du 13 9bre 1858 [...] signé Chantraine et J J Rifflart)
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire voyer d'arrondissement en date du 18 Xbre dernier N° 6132 accompâgnées de différentes pièces concernant le déplacement partielle du sentier n° 85 A. qui serait portée dans sa parcelle B. la commune cède la parcelle A aux frères des écoles chrétiennes à Malonne compensation de la parcelle 13 et l'aliénation d'un excédent de largeur du chemin n° 1 parcelle C en faveur desdits frères, et c'est en compensation du sacrifice qu'ils

p. 211
s'imposent en faisant voûter à leurs frais une partie du ruisseau en partant de la parcelle 13 jusqu'au moulin appartenant au sieur Noulard.
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Secrétaire Chantraine, Le président J J Rifflart.

Séance du même jour
Les membres présents comme d'autre part,
Vu l'article 72 du code forestier promulgués le 31 juillet 1827 concernant la nomination de pâtre,
Le conseil nomme à l'unanimité pâtre pour le hameau du trieux le sieur Hubert Bajart, maçon, domicilié en cette commune.
Il en sera donné connaissance à M. l'inspecteur forestier pour information.
En séance à Malonne les jour, mois et an que dessus
Secrétaire Chantraine, Le président J J Rifflart.

Séance du 19 février 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Mathieu henry, Nicolas Binamé, Joseph Chapelle et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande en date du 18 février présent

p. 212
mois nous adressée par le sieur Thomas Joseph Waha et consors, tendante à être autorisé à rembourser à la commune une rente annuelle de dix francs 16 ces en capital de deux cent trois francs 20 ces.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement, le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec la demande déjà citée afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 mars 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Joseph Jacques, Nicolas Binamé, et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 8 février dernier, accompagnée de différentes pièces concernant une demande du sieur Blavier, au service de la Sambre à Bauce, tendante à obtenir l'autorisation de faire un magasin de terre houille sur une parcelle de terrain qu'il tient en location appartenant au gouvernement.
Considérant que rien ne s'oppose à ce que ledit sieur Blavier soit autorisé à cette fin,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil

p. 213
provincial afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est également donné lecture d'une lettre nous adressée par le sieur F.J. Foulon en date du 2 de ce mois par laquelle il réclame une somme de cent cinquante francs du chef d'entretien du chemin en partant de la route dite du fond de Malonne jusqu'au [...]
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera écrit audit sieur Foulon que pour recevoir la somme réclamée, soit 150 francs, il devait, à l'échéance du 15 janvier 1856, faire recevoir l'entretien dudit chemin pour ladite somme et que vu qu'elle n'avait point été reçue il n'y a pas lieu à ce qu'elle soit payée.
Cette affaire terminée,
Vu la demande verbale à nous faite par le sieur Baptiste Lemaire, cultivateur, domicilié à la plante Namur, par laquelle il sollicite l'élargissement du dépôt de mendicité de Mons de la nommée Antoine Marie Anne, sa belle-mère, âgée de 86 ans, écrouée audit établissement le 1er janvier 1859.
Considérant que ledit sieur Lemaire peut facilement pourvoir à l'entretien de ladite Antoine, sa belle-mère et qu'ainsi il y a lieu à ce que celle-ci soit élargie par un motif que la commune sera déchargée des frais de son entretien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée d'ordonner sa mise en liberté pour les motifs énoncés ci-dessus.
Expédition

p. 214
=expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Et finalement il donné lecture de la lettre de M. le commissaire royal des monuments concernant la restauration de la chasse de St Berthuin.
Le conseil décide que la lettre précitée sera adressée au conseil de fabrique afin de rapport.
Cette affaire terminée,
Vu la demande formée par le sieur François Adam, maçon, domicilié en cette commune, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain communal sans emploi, excédent de largeur de chemin, d'une contenance de 89 centiares moyennant une rente de 60 centimes au capital de douze francs.
Vu le plan de ladite parcelle en triple expédition,
Vu le procès-verbal d'expertise,
Vu enfin le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que rien ne s'oppose à cet aliénation,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous les conditions suivantes :
1° Qu'il payerait à la commune la somme de soixante francs aussitôt approbation,
2° Qu'il devra faire rétablir à ses frais le chemin dans son état primitif au vu du commissaire voyer principal.
3° Et qu'enfin il supporterait tous les frais résultants de cette aliénation.

Expédition en double de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Et finalement on ajourne à la séance prochaine la demande d'aliénation formée

p. 215
formée par le sieur Jean Joseph Legrain, marguiller chantre domicilié en cette commune.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 avril 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Jacques, Jean henry Legrain, Nicolas Binamé, et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il esr donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 19 mars 1859 par laquelle il nous informe que M. le ministre de la justice à qui la députation du conseil provincial avait transmis les plans et devis estimatifs des travaux de restauration à exécuter à l'église de cette commune, dont la dépense approximative s'élève à la somme de 16.000 francs désirerait qu'on lui fasse connaître pour quelle somme la commune interviendrait dans cette dépense.
Considérant que depuis [...] la commune doit encore pourvoir aux frais de construction d'une salle d'école pour les deux sexes, logement d'instituteur et salle de séance du conseil communal dont la dépense approximative s'élèverait à la somme de 20 à 22 mille francs,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que l'urgence nécessiteuse qu'il y à de faire restaurer notre église elle ne peut intervenir dans la dépenses spécifiée ci-dessus que pour une somme de trois mille francs, payable en quatre années.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par

p. 216
l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement accompagnée d'une autre du conseil de fabrique adressée à M. le ministre concernant la restauration de la châsse de St Berthuin, tendante à ce qu'on lui fasse connaître si la commune interviendra dans le surplus de dépense à faire pour la restauration dont il s'agit.
Considérant que la commune doit intervenir dans les frais de restauration à faire à l'église pour une somme de 3000 fr., qu'en outre elle doit faire bâtir cette année une salle d'école dont la dépense approximative s'élèverait à la somme de 20 à 22 mille francs et qu'enfin elle doit payer ses frais de procès contre le domaine.
En conséquence, le conseil décide à l'unanimité qu'il est dans l'impossibilité d'intervenir dans le surplus des frais dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec la lettre déjà citée pour information.
Cette affaire terminée,
On décide également à l'unanimité qu'il sera construit en 1859 et 1860 une salle d'école pour les deux sexes avec logement d'instituteur et salle de séance communale dont la dépenses approximative s'élèverait à la somme de 20 à 22 mille francs, que la commune interviendrait dans cette dépense pour une somme de 12.000 francs environ, le surplus sera sollicité du trésor et de la province par des subsides et qu'enfin le conseil communal charge le collège des bourgmestre et échevins de faire le nécessaire à cette fin.
Cette affaire terminée,

Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 13 de ce mois accompagnée d'une réclamation adressée à la députation du conseil provincial par le sieur F J Foulon, tendante à ce que la commune lui paye une somme de 150 frs du

p. 217

du chef de réparations faites par lui à un chemin communal.
Considérant que ledit sieur Foulon n'a pas fait remplir les conditions convenues avec la commune concernant ledit chemin attendu qu'il devait rendre le chemin en question en bon état et à faire recevoir par l'ad^{on} communale au 15 juin 1856 chose qui n'a pas eu lieu, la société auquel Foulon appartenait a dégradé le chemin dont il s'agit et il se trouvait à l'époque fixée ci-dessus en plus mauvais état qu'auparavant.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à faire payer audit sieur Foulon la somme réclamée soit 150 francs.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,
Vu la demande verbal nous faites par M. Goyet notre instituteur communal par laquelle il sollicite la totalité des rétributions des élèves solvables des années 1857 et 1858, duquel la commune a perçu pour ces deux années une somme de 755 francs 40. Hors cette somme, il a été payé audit instituteur pour ces deux années une somme de 500 francs.
Reste en faveur de la commune la somme de
255 fr 40 centimes ci……. 255.40
Diminution à faire du subside lui accordé au budget communal de 1857 ……77''
Reste en faveur de la commune pour ces deux années
178 fr. 40 c. 178 fr 40
(En marge :
Ajourné la séance
Adressé copie le 9 juillet 1859
En conséquence le conseil décide à l'unanimité de lui allouer le restant de ladite somme soit 178 fr 40 c.)
~~Considérant qu'il est dans l'intérêt de l'instituteur que la rétribution en totalité des élèves solvables soit perçue par lui et à son profit.~~
~~Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la somme de 178 fr 40 c. soit payée audit instituteur et qu'à partir du 1er janvier 1859, la rétribution des élèves solvables~~

p. 218

~~=solvables sera perçue par lui et à son profit.~~
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 11 de ce mois accompagnée d'une réclamation du sieur Servais Laurent contre l'exemption pour un an du service de la milice du nommé Linard Julien François.
Considérant que la famille Linard peut facilement pourvoir à son entretien sans le secours de son fils Julien François par les motifs qu'elle possède deux maisons avec 52 ares 3 centiares de terrain situé à Malonne, que d'un autre côté, deux fils sont attachées à l'établissement de la compagnie de Floreffe où elles gagnent de quoi subvenir à la famille.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que l'exemption accordée au sieur Linard par le conseil de milice lui soit retirée et à ce qu'il soit désigné pour le service.
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 219
Séance du 13 juin 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Thomas Waha, Joseph Chapelle et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de délibérer concernant l'emplacement de la construction projetée de la nouvelle salle d'école à construire en cette commune, et après mûre examen de la situation des lieux, nous avons reconnu que l'endroit le plus avantageux était l'hameau dit Insevaux, lequel est placé au centre de la commune, rapproché de l'église et longeant le chemin empierré venant du fonds de Malonne se dirigeant vers le mal pas, plus ledit emplacement aura lieu sur une parcelle de terrain communaux d'une contenance de 35 ares 70 centiares, où les instituteurs y auront des jardins suffisants.
L'échevin Schayès déclare s'opposer au choix de cet emplacement attendu qu'il existe dans la commune des terrains mieux aérés, plus spacieux et tout aussi au centre de la commune.
Expédition de la présente sera jointe au dessin concernant la construction projetée.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 219
Séance du 12 août 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Henry Joseph Jacques et Nicolas Binamé, conseillers,

p. 220
et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Attendu que le sentier traversant la propriété des enfants Thirot et autres en cette commune au hameau dit Laroche a été omis de figurer à l'atlas des chemins vicinaux et que pour ces motifs les propriétaires des terrains [...] traversant ledit sentier, veuillent le supprimer.
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que l'opposition formée par le sieur Thirot ne peut être prise en considération, par le motif que ledit sentier a toujours existé et qu'il sera prouvé au besoin son existance quoique n'ayant pas été repris à l'atlas.
Considérant qu'il est très nécessaire aux habitants pour aboutir à leurs terrains avoisinant, ou ils auraient un détour considérable s'il venait à être supprimé.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à faire porter audit atlas le dit sentier [...]
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la requête de la commission royal des monuments en date du 27 juillet dernier adressée à M. le ministre de la justice concernant les réparations à faire à l'église de Malonne.
Considérant que la requète ci-dessus est fondée par les motifs que les réparations devraient commencer principalement par la restauration de la toiture pour empêcher les eaux pluviales de s'infiltrer dans les mûrs et ainsi faire consummer les plafonds que déjà une grande partie sont détériorer.
En conséquence le conseil décide à l'unanimité s'en référer entièrement à la requête ci-dessus

p. 221
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,

On adresse la requête ci-jointe à M. le ministre de l'intérieur concernant le projet formé de faire bâtir une salle d'école logement d'UN instituteur
Monsieur le ministre,
Devant faire bâtir en 1860 ou plutôt s'il y a lieu une salle d'école pour les deux sexes, logement pour les instituteurs, dont la dépense à résulter d'après le devis estimatif ci-joint s'élèverait à la somme de 22.691 fr 93 c.
Il y a impérieuse nécessité, M. le ministre, que la construction projetée ait lieu le plutôt possible, pour les motifs que les salles d'école actuelles sont trop petites pour une population de 2392 âmes et plus, menaçant ruine au point que des ordres ont été donnés par l'autorité supérieure à ce qu'elles soient abandonnées de suite.
La commune ne pourra intervenir dans ladite dépense que pour une somme de 10.000 francs et c'est au moyen de la vente projetée de deux bâtiments d'école actuelle et deux autres petits batiments à elle appartenant pour les motifs invoqués ci après
1° Elle a eu à soutenir pendant plusieurs années un procès contre le domaine concernant un droit d'usage dans le bois domanial de la Vecquée ou elle à échoué.
2° et finalement elle s'est engagée vis-à-vis du gouvernement pour une somme de 3000 fr. dans la dépense à résulter de la restauration de la magnifique église qui menace ruine.
En présence de ces faits, elle vient vous supplier, Monsieur le Ministre, de lui accorder

p. 222
accorder avec la province un subside de 10.691 fr. 92 centimes qui, avec la somme de 10.000 allouée par la commune forment le complément du devis approximatif ci-joint.
Nous vous joignons également les pièces réclamées par la circulaire de M. le gouverneur en date du … insérée au mémorial ad[tif] sous le n° 5024 concernant la construction des salles d'école.
Cette affaire terminée
Vu les registres d'inscription concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1859 à 1860 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous le n° 1. 2. 4. 5. 7. 16. 22. 43. et 46. Et 66. 67. 68. 73. 81. 85 et 87 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de quatre-vingt.
Les enfants compris sous les n° 35. 36. 61 et 76 et 80. 81. 82 86 et 91 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de quatre-vingt-quatre.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux

p. 223
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 8 septembre 1847 où étaient présents messieurs Noulard, Renier, Rifflart et Samson conseillers, et Chantraine secrétaire

Séance du 10 7bre 1859

Présens Jean Joseph Rifflart Biguet échevin désigné par le bourgmestre absens, Michel Schayès, échevin, Henry Jacques, Joseph Chapelle, Mathieu Remy et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 15 juillet dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 6447 concernant les centimes spéciaux pour la voirie vicinale en 1860.

Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes dont il s'agit

Considérant que de grandes réparations sont à faire à nos chemins vicinaux en 1860,

Vus ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de porter à 10 pour cent les centimes dont il s'agit les centimes dont il s'agit

Considérant que de grandes réparations sont à faire à nos chemins vicinaux en 1860,

Vus ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de porter à 10 pour cent les centimes dont il s'agit.

Cette affaire terminée,

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 31 août dernier insérée

p. 224

insérée au mémorial adtif sous le n° 6448 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1860,

Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter en 1860, tant pour la réparation de l'église que pour la construction du bâtiment d'école,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels facultatifs aux contributions foncières et personnelles dont il s'agit.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 8bre 1859

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Thomas Waha, Joseph Chapelle, Nicolas Binamé, Mathieu Remy et Henry jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la délibération du bureau de bienfaisance de cette commune en date de ce jour, portant nomination d'un receveur de cet établissement en remplacement du sieur Ambroise Marneffe, démissionnaire.

Considérant que monsieur Chantraine peut sous tous les rapports remplir convenablement lesdites fonctions,

Sont d'avis que la demande dont il s'agit soit approuvée.

Cette affaire terminée,

Il est donné lecture de la lettre du sieur Ambroise Marneffe, receveur communal, par laquelle il nous informe qu'il sonne démission de sa fonction.

Considérant que l'on doit pourvoir à son

p. 225

remplacement le plus tôt possible,

Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit.

Le dépouillement fait connaître

1° que le sieur Pierre Joseph Servais a obtenu cinq suffrages,

2° Mr Feraille a obtenu trois suffrages

3° M. Goyet a obtenu un suffrage.

En conséquence ledit Pierre Joseph Servais est nommé receveur communal en remplacement du sieur Marneffe démissionnaire comme ayant obtenu la majorité des suffrages.
La remise du comptable sera de cinq pour cent sur les deux premiers milliers de francs et de deux pour cent sur le restant des recettes.
Il devra fournir caution suffisante pour l'assurance de sa gestion , laquelle sera fixée par la députation du conseil provincial.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial, avec la lettre déjà citée du sieur Marneffe, pour approbation.
Cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour 1860
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, attendu que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que lesdites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement avec le rôle déjà cité pour d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 226
Séance du 10 9bre 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Henry jacques et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 1er 8bre dernier, insérée au mémorial administratif sous le n° 6508 concernant la nomination de deux membres de l'adon qui doivent faire partie pour 1860 de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 pour la contribution personnelle,
Arrête
Le conseil nomme à l'unanimité pour faire partie de la commission dont il s'agit
Messieurs Joseph Chapelle et Henry Jacques, tous deux conseillers, sont nommés à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information.
Cette affaire terminée,
Revu notre délibération en date du 20 8bre dernier portant nomination d'un receveur communal en remplacement du sieur Ambroise Marneffe, démissionnaire.
Considérant qu'on à omis dans ladite délibération d'y mentionner le montant et la nature du cautionnement du nouveau comptable,
Vu l'art. 116 de la loi du 30 mars 1836,
Arrête
La caution à fournir par le nouveau titulaire sera de six cents francs pour sûreté de sa gestion.
Expédition de la présente avec la délibération déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la réclamation en date 31 8bre de

p. 227
ce mois, nous adressée par le sieur Maximilien Mazûre, cabaretier, domicilié en cette commune, contre l'emplacement d'un lieu d'aisange sic !), sentier supprimé et établissement d'un jeu de quilles en cette commune.
Le conseil décide à l'unanimité de s'occuper pour le moment actuel que de l'emplacement du jeu de quilles établi au pignon de la demeure du sieur François Noulard, cabaretier, également domicilié en cette commune.

Considérant que cet emplacement est établi en totalité sur la propriété appartenant à la commune,
Considérant qu'aucune autorisation na eu lieu à cette fin,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit sieur François Noulard sera invité à faire disparaître ledit jeu de quilles dans le délai de huit jours et charge le collège échevinal à faire exécuter la présente résolution, et dans le cas contraire, à rédiger procès-verbal à charge dudit Noulard ou ses représentants.
Cette affaire terminée,
Considérant que la commune est en demande d'autorisation pour faire bâtir un bâtiment d'école pour les deux sexes et qu'il aura à supporter une partie de cette dépense,
Considérant que pour y faire face, il devra procéder à la vente de divers propriétés appartenant à la commune.
Considérant qu'avant tout il doit nommer des experts pour procéder à l'expertise des propriétés à vendre et a la nomination d'un délégué pour procéder à l'information de commodo et incommodo à cette fin,
Arrête
Messieurs Alexis Patigny, maçon, et

P. 228
Henry Chapelle, menuisier, tous deux en cette commune, sont nommés pour procéder à l'expertise des terrains à aliéner pour adjudication, et le sieur Chantraine, notre secrétaire communal, pour procéder à l'information de commodo et incommodo.
Il leur en sera donné connaissance.
Cette affaire terminée,
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 9bre 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry jacques, Thomas Waha, Nicolas Binamé et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la commune doit faire bâtir en 1860 un bâtiment d'école pour les deux sexes et qu'il lui est de toute impossibilité de faire face à cette dépense sans procéder à la vente par adjudication publique des propriétés reprises au procès-verbal d'expertise ci-joint,
Vu le plan des propriétés à vendre,
Vu le procès-verbal d'expertise,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que rien ne s'oppose à cette adjudication,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité de la députation du conseil provincial l'autorisation requise à cette fin, sous les conditions suivantes :
1° La vente aura lieu par adjudication publique

p. 229
publique et par devant notaire
2° L'entrée en jouissance aura lieu aussitôt après approbation par la députation de l'acte de vente.
3° Les adjudicataires profiteront du loyer des propriétés par eux acquises aussitôt approbation définitive.
4° Ils payeront le prix de leur acquisition à huit mois de la date de l'adjudication définitive, sauf en ce qui concerne le sixième lot, l'ancienne salle d'école des filles située dans le fond de Malonne, laquelle se payerait en totalité en trois mois de date de l'adjudication aussi définitive.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 X^{bre} 1859
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle, Henry jacques et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le procès-verbal d'adjudication en date du 21 de ce mois de travaux pour la construction d'un bâtiment d'école pour les deux sexes, à construire en cette commune, lequel s'élève à la somme de 23.550 francs,
Considérant

p.230
Considérant que la commune que la commune (sic !) ne pourra intervenir dans le prix d'adjudication que pour une somme de douze mille francs, et c'est au moyen de la vente de divers bâtiments et parcelles de biens communaux qu'elle pourra faire face à la somme allouée.
Par ces motifs, le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité du gouvernement et de la province des subsides proportionnés à cette fin.
Expédition de la présente avec le procès-verbal d'adjudication mentionné ci-dessus seront adressés à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Extrait du registre
Séance du 1er janvier 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry jacques, Henry Joseph Legrain et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. Charles Demant Pellier représentant par laquelle il nous informe que la nécessité d'un pont reliant les rives de la Meuse vis-à-vis de Burnot étant une question du plus haut intérêt, intérêt qui

p. 231
qui va encore augmenter par l'établissement du chemin de fer de Givet,
Considérant que la nécessité dudit pont à construire facilitera les relations entre les habitants du haut et du bas Condroz et du bas de l'entre-Sambre-et-Meuse sont pour le transport du charbon de la Sambre un [...] qui pour les [...] de Fosse et de Ciney, avantage qui (?) doit fournir le pont se ferait surtout sentir par l'établissement des stations de chemin de fer de Namur vers la France un bon nombre de nos ouvriers vont travailler.
L'administration communale de Malonne appelle de tous ces vœux la construction dudit pont et regrette vivement de ne pouvoir intervenir pour sa quote-part dans la dépense attendu qu'elle a des travaux à faire exécuter en quatre années pour une somme approximative de trente mille francs / 30.000 fr.
Expédition de la présente sera adressée à M. Demant Pellier pour information et direction.
Cette affaire terminée,
Il donné lecture de la lettre en date du 26 9^{bre} dernier du sieur Lambert Joseph Lesire propriétaire domicilié en cette commune tendante à être autorisé à rembourser à la commune une rente annuel de vingt cinq francs au capital de cinq cents francs affectée sur ce lieu audit Malonne.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement

p. 232
favorablement accueilli

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec la demande déjà citée afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 29 9bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 6542 concernant l'achat des pompes à incendie.
Considérant que malgré la bonne volonté du conseil, il y a impossibilité à faire l'acquisition dont il s'agit, pour les motifs que la commune doit intervenir pour les deux tiers dans le prix d'adjudication du bâtiment d'école projeté, soit pour 15.700 fr. plus dans ceux de la réparation de son église et qu'en outre l'acquisition d'une pompe ne pourrait guère servir que dans bien peu de hameaux par les motifs de la manque d'eau dans différents hameaux et de l'étendue de la commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Il est donné lecture de la dépêche de la députation du conseil provincial en date du 29 Xbre dernier relative à la demande de subside formée par notre conseil communal pour la construction d'une maison d'école dont la dépense s'élève d'après l'adjudication à la somme de 23.550 francs.
Considérant que la commune avait décidé d'intervenir dans ladite dépense pour une somme de 12.000 francs dont aujourd'hui il y a déficit de 11.550 francs, que la députation ni

p. 233
ni le gouvernement ne pourront couvrir au moyen des subsides,
Considérant que la commune malgré les dépenses qu'elle aura à supporter cette année, tant pour la construction du bâtiment d'école projeté que pour la restauration de son église, décide à l'unanimité d'intervenir dans ladite dépense pour les deux tiers du prix d'adjudication.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Cette affaire terminée,
Vu les deux listes de candidatures présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel i a été procédé en conformité de l'article 66de la loi communale du 30 mars 1836,
Arrête
Le sieur Chapelle Legrain Henry est nommé membre du bureau de bienfaisance comme ayant obtenu l'unanimité des suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et du collège des Bourgmestre et échevins, sera adressée à la députation du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 234
Séance du 9 mars 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Joseph Legrain, , Thomas Waha, Nicolas Binamé et Henry jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour, tendante à pouvoir être autorisé à pouvoir disposer d'une somme de deux cents francs à prendre sur l'excédent du budget de l'exercice de 1860 pour venir en aide aux indigents.
Considérant que rien ne s'oppose contre cette demande
Sont d'avis unanime que la demande dont il s'agit soit accueillie
Expédition de la présente avec la délibération du bureau de bienfaisance seront adressées à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 25 mars 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Joseph Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'acte d'adjudication en date du 18 7bre 1854 du droit de chasse dans les propriétés appartenant à cette commune,
Vu l'article 6 dudit acte ainsi conçu
« La location aura lieu pour le terme de 9 années qui prendront course au 1er octobre prochain pour finir le 30 7bre 1863 avec la faculté néanmoins de part et d'autre de renoncer ou de donner congé dans les 3 ans, en avertissant par écrit six mois avant l'expiration de la 3ème ou de la 6ème année, et sans qu'à la fin du bail la reconduction tacite puisse avoir lieu.

p. 235
Vu l'offre verbal de surenchère à la location dudit acte,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que le présent acte sera résilié et que renom en sera donné à l'acquéreur avant le 1er avril prochain par le ministère d'huissier et qu'ensuite de l'expiration des six années elle sera remise en location par adjudication publique.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 21 avril 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Joseph Chapelle et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la dépêche de la députation du conseil provincial en date du 6 8bre 1859 n° 631.170 relative à la modification à faire à l'atlas de nos chemins vicinaux tendante à y faire figurer un sentier omis lors de sa confection
Vu la loi du 10 avril 1841
Vu le plan du sentier supprimé
Considérant que les propriétaires de la parcelle comme devant être restituée ont été avertis du jour du départ du plan,
Considérant qu'il n'y a eu qu'une opposition formée contre le projet de l'adon, laquelle a été faite par le sieur Thirot et que le sieur Jean Nicolas Martin s'est abstenu,
Considérant que ladite opposition n'est nullement fondée par les motifs que le sentier dont il s'agit existait depuis un temps immémorial,
Considérant que les formalités prescrites par les articles 5, 6, 7 & 8 de la loi précitée ont été remplis,

p. 236
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que le sentier omis soit renseigné » audit atlas.
Décide également qu'il en sera donné connaissance de cet décision audit sieur Thirot pour information et direction en l'informant qu'il pourra interjetter appel contre cette décision par devant la députation du conseil provincial dans le délai de deux mois à partir de cet notification à peine de déchéance.
Laquelle notification a été faite le 30 de ce mois.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec la pièce déjà citée afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Considérant qu'il y à impérieuse nécessité à ce que la commune fasse faire exécuter le plutot possible les réparations indispensables à ces chemins vicinaux [...]barrage dans le ruisseau du fond de Malonne par le motif de charriages abondants qui ont eu lieu pendant le coure de cet hiver.

Considérant que la dépense approximative à résulter de ce chef s'élèverait à la somme de mille francs,
Considérant que le revenu de la voirie vicinale ne permettent pas de faire face à cette dépense extraordinaire
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à pouvoir disposer d'une somme de mille francs à prélever sur la caisse communale pour subvenir à cette fin.
Cette affaire terminée,
Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 7 de ce mois accompagnée d'une requête adressée par le conseil de fabrique d'église de cette commune à la députation du conseil prov^{al} tendante à obtenir un subside pour la restauration à faire à notre église,
Revu

p. 237
Revu notre délibération en date du 16 avril 1859 alloue à cette fin une somme de trois mille francs payable en quatre années,
Considérant qu'aujourd'hui la commune ayant à faire face à de fortes dépenses, tant pour la construction du bâtiment d'école, restauration de ces chemins et frais concernant le procès qu'elle a soutenu contre le domaine serait malgré toutes bonnes volontés d'intervenir de nouveau dans la dépense dont il s'agit.
Expédition de la présente accompagnée de la réclamation du conseil de fabrique sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 mai 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques, Nicolas Binamé et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que les individus ci après nommés sont en retard d'effectuer leurs arriérés du chef de location de biens communaux et vente d'immeubles malgré les avertissements réitérés leurs adressés
Considérant que ce n'est que mauvaise volonté de leur part qu'ils ne se sont point libérés,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé à la députation du conseil provincial autorisation de les attraire en justice

p. 238
justice afin de les contraindrent au payement dont il s'agit.

1° Jean Robert renier redoit	264.50
2° Marie Joseph Massinon	84,00
3° Louis Bonet	140,00
4° Jacquet François	22,20
5° Renier Dugaillez	53,00
6° Théophile Wéry	240,00
Total	803,70

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu la délibération en date du 18 de ce mois du bureau de bienfaisance de cette commune par laquelle il sollicite de la députation du conseil provincial l'autorisation de pouvoir retirer de sa caisse d'épargne une somme de sept cent cinquante francs qui avec la somme de 87 fr. 61 centimes restant disponible du compte de cler à maître rendu par A Marneffe au sieur Chantraine son successeur, de 22 fr. 44 centimes pour intérêts dû par la caisse d'épargne, de deux cent quatre-vingt-dix francs 24 centimes à recevoir du remboursement de la rente due par Kinet et consors et celle de deux cent quarante-huit francs provenant de

l'échéance du 1er semestre de 1859 de [...] Nicolay forme un capital de treize dent quatre-vingt- dix-huit francs 29 centimes, laquelle somme sera placée à l'achat de fonds publics belges à 4 ½ pour $^{0}/_{00}$ de ladite somme tandis qu'elle n'en retire que 3 à sa caisse d'épargne.
Considérant que cette demande est avantageuse audit bureau, le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce qu'elle soit approuvée.
Expédition de la présente avec la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 239

Séance du 20 juillet 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 14 de ce mois, par laquelle il nous adresse avec différentes pièces copie d'une dépêche par laquelle le commissaire royal des monuments signale de nouveau l'urgence à faire à l'église de cette commune différents travaux de construction.
Considérant que les travaux les plus nécessiteux (!) à effectuer sont ceux-ci-après

1. Réparation des toitures en flèche
2. Réparation des murs

En conséquence le conseil décide à l'unanimité qu'il sera procédé à l'adjudication desdits travaux le plus tôt possible.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
En séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 13 août 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Nicolas Binamé et Henry jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'ensuite d'un mur examen fait par l'architecte Vierset et le conseil communal il a été reconnu qu'il était de toute impossibilité de faire exécuter les réparations très urgentes au clocher de l'église de cette commune par adju^{tion} publique et qu'il y aurait lieu de solliciter l'autorisation de la faire restaurer par régie.
Considérant que la dépense approximative de cette

p. 240

Cette réparation s'élevait à la somme de 1000 à 1200 fr. environ,
Considérant qu'il y à impérieuse nécessité à mettre en adjudication publique le plus tôt possible les autres réparations à faire à la dite église
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité
1° qu'il sera demandé l'autorisation à la députation du conseil provincial de faire exécuter par régie les réparations à faire au clocher de l'église de cette commune,
2° Que les autres réparations à faire à ladite église auront lieu par adjudication publique.
Expédition de la présente délibération sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 août 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques, Joseph Chapelle, Nicolas Binamé et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande formée par le sieur Charles Caverenne, cabaretier, domicilié en cette commune,, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain excédent de largeur de chemin d'une contenance de 7 centiares $^{41}/_{100}$ en échange d'une autre parcelle d'une contenance de trois centiares lui appartenant, pour lequel il s'oblige de payer à la commune le surplus à dire d'expert.
Vu le plan desdites parcelles,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et

241
Et incommodo tenu à cette fin,
Vu enfin le procès-verbal d'expertise,
Considérant que l'opposition formée par le sieur Léopold Henrard an nom de sa famille n'est nullement fondée par les motifs que l'accès à leur habitation serait plus facile qu'auparavant sous tous les rapports
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu a ce que la demande dont il s'agit soit approuvée sous les conditions suivantes :
Que le sieur Caverenne payerait aussitôt approbation de la présente en main et au domicile du receveur communal une somme de neuf francs, déduction faite de celle de six francs lui dûe pour la parcelle cédée.
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Le conseil communal de Malonne,
Vu les registres d'inscription consernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1860 à 1861 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre ad^{tif} de Belgique,
Arrête
1° Les enfants compris sous le n° 1. 2. 3. 4. 5. 6. 8. 12 & 17 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de quatre-vingt.
Les enfants compris sous le n° 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. Et 21 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de soixante-dix-sept.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront

p. 242
jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 8 septembre 1847 où étaient présents messieurs Noulard, Renier, Rifflart et Samson conseillers, et Chantraine secrétaire ;

Séance du 27 août 1860

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle et Thomas Waha, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu le devis estimatif des meubles devenus nécessaires pour l'ameublement des nouvelles salles d'école actuelle,

Considérant que les meubles repris au présent devis sont indispensables auxdites écoles,

Considérant que la commune ne pourra intervenir dans la dépense à résulter de ce chef que pour une somme totale de six cent vingt quatre francs 50 centimes par les motifs qu'elle se trouve déjà engagée

1° à intervenir dans les frais de la dépense résultant de la construction desdites écoles pour une somme de 1

	17666,66
C'est-à-dire pour les deux tiers	17666,66
2° pour une autre somme de 3000 francs dans les frais de réparation de l'église	3000
3° qu'elle est redevable de ce chef des frais en cause de la commune contre le domaine	
D'une somme de	3000
Au total	23.666,66

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité de la députation du conseil provincial et du gouvernement un subside de 624 fr. 50 centimes.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 243

Séance du même jour

Les membres présents comme à la séance précédente,

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 17 juillet dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 6684 concernant les centimes additionnels à affecter à l'entretien et à l'amélioration des chemins vicinaux en 1861,

Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes additionnels dont il s'agis.

Consid2rant que jusqu''ici de grandes réparations restent encore à faire à nos chemins vicinaux,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 8^{bre} 1860

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Joseph Chapelle, Nicolas Binamé et Mathieu Remy, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 4 7^{bre} dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 6725 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de l'exercice de 1861,

Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année, en 1861 elle devra faire face aux dépenses de la bâtire de la nouvelle école ameublement,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à demander les centimes additionnels dont il s'agit.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès

p. 244

procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1853,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, attendu que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que lesdites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Cette affaire terminée,
Vu le compte de clerc à maître rendu par le sieur A Marneffe, ancien receveur communal à son successeur Pierre-Joseph Servais et vu par la députation du conseil provincial le 18 avril 1860,
Vu le reçu du nouveau comptable constatant que ledit sieur Marneffe lui a rendu son compte régulièrement,
Considérant que rien ne s'oppose à ce que ledit sieur Marneffe reçoive autorisation de pouvoir [...] la somme de six cents francs par lui versée pour sûreté de sa gestion.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée d'autoriser le sieur Marneffe à retirer ladite somme de 600 francs susmentionnée ci-dessus.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,

p. 245
Revu notre délibération en date du 10 8^{bre} 1859 portant nomination d'un receveur communal en remplacement de A Marneffe, démissionnaire.
Considérant que la remise du comptable n'a été signée qu'à 5 pour $^{0}/_{00}$ sur les deux premiers milliers de francs et à deux sur le restant des recettes,
Considérant que la remise n'est nullement en harmonie avec le travail qu'il y a à faire attendu que la rente de la commune est très divisée,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de majorer la dite remise en la portant à 5 pour $^{0}/_{00}$ sur la totalité des recettes,
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M ; le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré en séance à Malonne le 8 septembre 1847 où étaient présents messieurs Noulard, Renier, Rifflart et Samson conseillers, et Chantraine secrétaire ;

Cette affaire terminée,
Le conseil comm^{al} de Malonne
Vu le compte communal de l'exercice de 1859
Considérant que depuis bon nombre d'années des retardataires figurent audit compte malgré tous les moyens employés jusqu'à ce jour pour les contraindre au payement de leurs arriérés, que d'un autre côté ils se trouvent dans l'impossibilité de se libérer,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de faire disparaître dudit compte les arriérés ci après désignés lesquels sont renseignés par une marque en forme de croix

Chapitre 1er recensement sur les arriérés
Joseph Adam redoit 6 francs
" ---------- "
" ---------- "
" ---------- "
" ---------- "
" ---------- "
" ---------- "
" ---------- 7 "

p. 246
" le même 6 "
" ---------- "
" ---------- "
Catherine Remy 50 centimes
Justin Joseph renier 2 fr 12
Joseph Adam 6
" ---------- "
Catherine Remy 50 centimes
Justin Joseph renier 2 fr 12
Nicolas Waha 10 fr 16
Jean Bte Ernoux 5 fr.
Nicolas Waha et consors 10 f 16.
Jean Bte Ernoux 5 fr.
Nicolas Waha et consors 10 f 16.
Jean Bte Ernoux 5 fr.
Nicolas Waha et consors 10 f 16.
Chapitre 2ème recette ordinaire
Waha Veuve Nicolas 10 fr 16
Titre V recette spéciale pour la voirie vicinale recouvrement sur les arriérés
Prestations en nature de 1854 21.90
Id 1855 73.98
Id 1856 78.18
Expédition de la présente avec le compte déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 6 Xbre 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Henry Joseph Legrain et Joseph Chapelle, conseillers, et Chantraine sre.

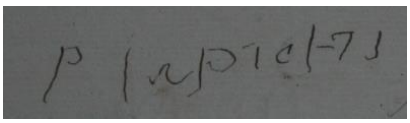
p. 247
= secrétaire
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 9 8bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 6738 par laquelle il nous invite à désigner conformément aux dispositions de l'art. 64 du règlement du 27 8bre 1823, d'un membre de l'adtion à l'effet de faire partie de la commission dont l'art 53 de la loi du 28 juin 1822 prescrit la nomination annuel.
Le conseil décide à l'unanimité que MM. Henry Jacques et Henry François Chapelle, tous deux conseillers sont nommés à cette fin.

Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions directes pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

L'an mil huit cent soixante un du mois de janvier le trentième jour à trois heures de relevée, est comparu par devant nous Jean Joseph Rifflart

p. 248
bourgmestre de la commune de Malonne, le sieur Mathieu Joseph Renier. Après qu'il lui a été donné lecture des articles 7782 & 7783 du code ad^{tif} de Belgique, nous lui avons remis le livret pour courage, humanité et dévouement lui accordé par arrêté royal du 14 7^{bre} 1860 pour s'être distingué lors de l'incendie qui a eu lieu à Flawinne le 29 7^{bre} 1859.
Le Bourgmestre.

L'an mil huit cents soixante et un du mois de janvier le trentième jour à trois heures de relevée, sont comparu devant nous Jean Joseph Rifflart, bourgmestre de la commune de Malonne
1° le sieur Rifflart Biguet Jean Joseph, nommé échevin par arrêté royal en date du 5 de ce mois, 2° Henry Chapelle Rifflart, 3° Thomas Waha, 4° et Philippe Leprêtre, nommé conseillers par procès-verbal en date du 28 octobre dernier lesquels ont prêté entre nos mains le serment concu en ces termes :
« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple Belge ».
Après quoi j'ai déclaré que Rifflart Biguet, Chapelle henry, Thomas Waha et Leprêtre Philippe sont installés dans leur fonction et ont signé avec nous.
A Malonne, les jour, mois et an que dessus.



Thomas Waha, H. Chapelle,
J J Rifflart Biguet,
J J Rifflart,
P Leprêtre.[4]

Séance du 30 janv. 1860
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Thomas Waha, Henry Chapelle Rifflart, Philippe Leprêtre et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire
Le conseil communal de Malonne
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi communal du 30 mars 1836,
Le sieur Louis Joseph Renier est nommé membre du bureau de bienfaisance , comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée

p. 249
=a la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 15 X^{bre} dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 6774 concernant le traitement des secrétaires communaux.
Considérant que le traitement de notre secrétaire communal qui est de 200 francs est suffisamment assez élevé,
Le conseil décide qu'il n'y a pas lieu à l'augmenter.

[4] La signature de Philippe Leprêtre indique que celui-ci était pratiquement illettré.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 19 février 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire
Le conseil communal de Malonne
Considérant que notre nouvelle salle d'école est presqu'entièrement activée et qu'ainsi il y à lieu de la faire meubler convenablement,
Considérant que la dépense à résulter de ce chef est fixée à quinze cent francs.
Vu le plan de cet ameublement, lequel consiste en seize bancs pupîtres de 2 mètres 25 c de longueur et de trente deux autres de 2 mètres 60 c ce qui fait un totale de 119 m. 02 c
Considérant que la commune ne pourra intervenir dans la dite dépense que pour une somme de 1000 francs,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité quil sera sollicité

p. 250
sollicité du gouvernement de la province un subside de cinq cent francs, qui avec la somme allouée par la commune formera le complément de la somme de quinze cent francs mentionnée ci-dessus.
Expédition de la présente avec le plan déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrond^{t} afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 6 avril 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que le sieur Pierre Servais, notre receveur communal, employe tous les moyens possibles pour faire rentrer les fonds appartenant à la commune.
Considérant que pour faire la recette du montant du prix de la vente des bâtiments communaux, il a du ce déplacer différentes fois ainsi que pour toucher l'intérêt dû par le mont de piété et différentes petite somme par le domaine
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de lui allouer une somme de cent trente francs pour l'indemniser de ce chef.
Expédition de la présente sera adressée à

p. 251
la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M ; le commissaire d'arrondissement, afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 mai 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques, Philippe Leprêtre et Thomas Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 30 avril dernier accompagnée du rapport de M. l'architecte provincial du 29 même mois concernant la réception provisoire des travaux de construction de la nouvelle maison d'école
Considérant qu'après mur examen nous avons reconnu comme devant y avoir des changements faits (sur) les objets suivants.
1° Les marches des escaliers sont en pierre brute au lieu d'être en pierre de taille, lesquelles vont être ciselées convenablement.
2° La cloison faisant séparation du dégagement de l'étage construit d'une brique de champ sera reconstruit de manière à le rendre solide.
Tant qu'aux autres réparations à faire, nous

p. 252
nous pensons Monsieur le commissaire qu'on pourrait passer outre moyennant diminution des prix d'adjudication avec les entrepreneurs.
Expédition de la présente avec le rapport déjà cité sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement afin d'information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 juillet 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Jean Henry Legrain et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'acte d'adjudication en date de ce jour pour l'ameublement des écoles communales, lequel s'élève à la somme de mille francs,
Considérant que la commune ne pourra faire face à cette dépense sans le secours du gouvernement et de la province,
Considérant qu'elle ne pourra y intervenir que pour une somme de six cent soixante six francs 66 c, soit les deux tiers du prix d'adjudication, par les motifs qu'elle a dû supporter différentes autres dépenses tant pour la construction de son bâtiment d'école réparations à faire à l'église.
Considérant que ce n'est seulement qu'avec beaucoup d'économie qu'elle pourra intervenir dans les frais d'ameublement pour les deux tiers du prix d'adjudication,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera sollicité du gouvernement et de la province un subside 333 francs 33 c^{es} égal au tiers des montans du

p. 253
du prix d'adjudication.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 août 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 20 juillet dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 6923 concernant les centimes spéciaux pour 1862 à affecter à l'entretien et à l'amélioration des chemins vicinaux,

Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes dont il s'agit,
Considérant que de grandes réparations sont encore à faire à nos chemins vicinaux,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de porter à 10 pour $^{0}/_{00}$ les centimes dont il s'agit,
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Cette

p. 254
Cette affaire terminée,
Vu la demande en date du 15 juillet faite par le sieur Justin Colon, colporteur, domicilié en cette commune, tendante à avoir la concession d'une parcelle de terrain communal sans emploi d'une contenance de deux ares quinze centiares situé au hameau dit Haute Fontaine,
Vu le plan de ladite parcelle,
Vu le procès-verbal d'expertise,
Vu enfin le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant qu'aucune opposition n'a été faite contre cette demande.
Considérant que la parcelle demandée en concession est un terrain inculte ne rapportant aucun bénéfice à la commune,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous les conditions suivantes :
1° Que ledit sieur Colon versera dans la caisse communale aussitôt approbation la somme de trente quatre francs reprise au procès-verbal d'expertise.
2°Qu'il payera tous les frais résultants de cette aliénation
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée en double à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu les registres d'inscription consernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1860 à 1861 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre ad^{tif} de Belgique,
Arrête
1° Les enfants compris sous le n° 1. 2. 6. 8. 20. 39 & 40 du registre des enfants de sexe masculin sont

p. 255
rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de 79.
Les enfants compris sous le n° 1. 6. 12. 14. 18. 19. 20. 37. 38. 42 et 47 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de 64.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 août 1861
Les membres présents comme à sa séance précédente.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1862.
Vu les prestations en nature imposées audit rôle.
Considérant qu'il est plus avantageux à la

p. 256
la commune que lesdites prestations soient converties en argent pour les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 19 7bre 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Jean Henry Legrain et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 10 août dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 6934 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de 1862.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter tant pour la restauration de l'église ameublement de l'école.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels facultatifs aux contributions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre du sieur Prémont en date du 21 août dernier tendante à être autorisé à rembourser à la commune une rente annuel de deux francs douze centimes au capital de quarante deux francs 40 centimes affectée sur une propriété qu'il à acquise audit Malonne des héritiers Baily.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement, Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que

p. 257
que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec la demande déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 7 9bre 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Joseph Legrain, Thomas Waha, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
assemblé à l'effet de rédiger son budget communal pour l'exercice de 1862,
Considérant que la somme de deux cents francs allouée au budget précédent pour traitement de notre secrétaire comal est insuffisante, par les motifs que le travail de l'administration augmente tous les jours,
Considérant que notre secrétaire communal rempli ses devoirs avec zèle et exactitude et qu'ainsi il y a lieu de lui faire une majoration de traitement,

Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à la somme de deux cent cinquante francs le traitement dont il s'agit et prie la députation du conseil provincial

p. 258
de lui allouer ladite somme.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Vu l'acte d'adjudication en date du 22 juillet dernier des réparations à faire à l'église de cette commune duquel il résulte que d'autres réparations indispensables n'ont pas été comprises dans cette adjudication.
Considérant qu'il y à impérieuse nécessité à faire exécuter lesdits travaux supplémentaires le plutot possible,
Considérant que dans l'intérêt de la commune il est beaucoup plus r de faire exécuter ces travaux par régie que par adjudication par les motifs qu'aujourd'hui les anciens entrepreneurs ont encore tous leurs échafaudages montés,
Le conseil décide à l'unanimité que lesdits travaux seront exécutés par régie.
Expédition de la présente avec le détail estimatif ci-joint sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 17 9^{bre} 1861
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Lors de la réunion cantonal le chemin dit al Dierlaire na point été compris dans la construction à faire cette année a l'aide d'offre d'un propriétaire riverain le conseil a reconnu que la moitié du rôle ne sera point nécessaire à la construction des chemins de

p. 259
Chantraine de Malonne à Babin. En conséquence décide à l'unanimité que l'excédent sera employé audit chemin de la Dierlaire et la seconde moitié à la restauration des autres chemins qui ont été désignés à la réunion cantonal.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 8 janvier 1862
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Jacques, Jean Henry Legrain, et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que les travaux du bâtiment d'école, bancs et pupîtres pour son ameublement et réparations à l'église sont entièrement achevés, qu'aujourd'hui la commune n'a pas à sa disposition les fonds nécessaires pour payer les entrepreneurs desdits travaux, que d'un autre côté la commune doit attendre après les subsides lui accordés par le gouvernement et la province,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à emprunter sur un billet à ordre une somme de quatre mille francs remboursables dans les six mois avec intérêt de 5 pour $^{0}/_{00}$ afin de nous mettre à même de payer en partie les entrepreneurs des travaux mentionnés ci-dessus.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrond^{t} afin d'autorisation. Ainsi délibéré Le bourgmestre, le secrétaire Chantraine

Cette affaire terminée,
Le conseil des bourgmestre et échevins de la commune

p. 260
commune de Malonne,
Vu la demande en date du 13 de ce mois formée par le sieur Jean-Joseph Baily, cultivateur, domicilié à Malonne, hameau de Bauw, tendante à obtenir l'autorisation à remplacer par une autre à sa maison de résidence audit Bauw longeant la route provinciale de Namur à Fosse une fenêtre à la façade de son dit bâtiment.
Vu l'arrêté royal du 29 février 1836
Vu enfin le n° 7 de l'article 90 de la loi communale,
Considérant que rien ne s'oppose à ce changement,
Par ces motifs,
Le collège décide à l'unanimité que la demande du pétitionnaire soit favorablement accueillie. En séance à Malonne le 14 janvier 1862.
Pour le collège Le bourgmestre président
Le secrétaire Chantraine JJ Rifflart.

Le conseil communal de Malonne ou étaient présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Jacques, Jean henry Legrain et henry Chapelle, conseillers, Chantraine secrétaire,
Le conseil communal de Malonne
Autorise M. l'échevin Schayès à toucher pour et au nom de la commune une somme de deux mille francs à l'intérêt annuel de 5 pour $^{0}/_{00}$ pour l'espace de six mois, cette somme devra être versée dans la caisse comm.
Cette décision a été prise par le conseil communal dans sa séance du 8 de ce mois.
Le secrétaire Chantraine, le bourgmestre JJ Rifflart.

p. 261
Séance du 17 février 1862
Présens messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Thomas Waha, Henry Jacques et Philippe Leprêtre, conseillers, Chantraine secrétaire,
Le conseil communal de Malonne
Vu les deux listes de candidats présentés par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité avec l'art. 66 de la loi communale du 30 mars1836
Arrête
Le sieur servais Maximilien est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée de la présentation faite par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre en date du 27 janvier dernier de M. le commissaire de l'arrondissement de Namur, accompagnée d'une requête adressée à la députation du conseil provincial par la société d'harmonie de cette commune, tendante à obtenir un subside pour l'acquisition d'un drapeau pour le service de ladite société.
Considérant que ladite société est en voie de progrès et qu'elle est dans l'impossibilité de faire l'acquisition dont il s'agit sans les secours réclamés, que sa recette n'est que de 34 francs par mois, c'est-à-dire un franc de cotisation par chaque exécutant,

p. 262

= exécutant hors cette somme, elle doit payer 6 francs par semaine à son chef de musique et ainsi dire il ne lui reste que très peu pour l'acquisition d'instrument et pour le plus nécessaire.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité d'allouer au profit de ladite société une somme de cinquante francs que la députation du conseil provincial sera priée d'allouer la même somme afin de la mettre à même de faire l'acquisition dont il s'agit.
Expédition de la présente avec la requête susmentionnée ci-dessus sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 août 1862
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain, Philippe Leprêtre et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscriptions concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1862 à 1863 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête

p. 263
Les enfants compris sous le n° 1. 3. 10. 11. 21. 25 & 53 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de quatre-vingt un.
Les enfants compris sous le n° 9 et 21 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de soixant-six.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 18 juillet dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 7161 concernant la fixation des centimes additionnels spéciaux affectés à l'entretien et à l'amélioration des chemins vicinaux en 1863.
Considérant que depuis nombre d'années la commune a porté à dix pour cent les centimes dont il s'agit,
Considérant que de grandes réparations restent encore à faire à nos chemins vicinaux,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation

p. 264
=députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 6 7^{bre} 1862

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande du sieur Maximilien Mazûre, cabaretier, domicilié en cette commune, tendante à être autorisé& de pouvoir échanger la direction d'un sentier traversant une propriété lui appartenant située dans le fond de Malonne pour le remplacer par un autre dans le même terrain longeant la propriété du sieur Noulard.
Vu le plan en triple expédition dudit sentier,
Vu le procès-verbal d'information de commodo & incommodo tenu à cette fin,
Vu enfin trois oppositions formées par écrit par les sieurs Francis Lessire, Jena Baptiste Noulard et Pirmez contre le changement projeté dudit sentier,
Considérant que les oppositions formées contre l'échange projeté sont fondées par les motifs
1° que le nouveau sentier qui se trouve aujourd'hui établi ne peut jamais être praticable en aucune manière parce qu'il est trop droit et qu'il est de toute impossibilité d'y pouvoir monter aujourd'hui avec une brouette.
2° Qu'en temps d'hiver il arrivera très souvent qu'il sera remblayé complètement par la neige,
Par ces motifs
Le conseil décide par quatre voix contre une

p. 265
une qu'il n'y à pas lieu à ce que la demande du sieur Mazûre soit accueillie.
M. l'échevin Schayès déclare qu'il ne peut admettre les oppositions formées contre la demande de Mazûre par les motifs qu'ils disent que chaque fois il voit bon nombre d'opposants [...] par ce sentier, c'est toujours par le nouveau, et plus, un individu qui a eu à chercher du sable à la sablonnière du bois communal à descendu par le nouveau sentier.
Expédition de la présente sera adressée en double avec la pièce déjà citée à M. le commissaire d'arrondissement pour être transmise à la députation du conseil provincial.
Cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1863
Vu les prestations en nature qui y sont imposées,,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent,
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu que les dites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec le rôle déjà cité afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Le conseil décide à l'unanimité de fixer

p. 266
=fixer au vendredi 19 de ce mois à dix heures précises du matin l'élection communal pour le remplacement du sieur Thomas Waha, décédé, laquelle aura lieu à la maison commune hameau dit Insevaux et charge le collège échevinal de convoquer les électeurs à cette fin.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 8^{bre} 1862
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Henry Legrain, Henry Jacques, Henry Chapelle et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal exercice 1861.

Considérant que les individus ci-après nommés ont été invités à plusieurs reprises à se libérer envers la commune du chef d'arrièrage de location de biens communaux et de prestations en nature,
Considérant que rien ne fait présumer la rentrée de ses arriérés.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que les personnes ci-après nommées seront rayées dudit compte ainsi que les sommes qu'ils redoivent à la commune.
Titre 1er, recette générale

Ernoux Françoise	7.75
Nicolas Massaux	1
Le même	7
Id	1
Id	7

p. 267

Mathieu Sacré	6.50
Lambert namèche	6
Le même	6
Id	6 Id 6
Id	6

Titre V, recettes générales pour la voirie vicinale

Prestations en nature de 1857	178
Id 1858	120.40

Ces sommes à rayer sont marquées d'une croix en face des noms des retardataires.
Expédition de la présente avec le compte déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 Xbre 1862
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande en date du 3 de ce mois formée par le sieur Jean Jos. Dannevoye et consors, domicilié en cette commune tendante à être autorisé à rembourser à la commune une rente annuelle de douze florins brabant ou 21 francs 76 c.

P. 268
76 centimes échéant le 3 9bre de chaque année au capital de 435 francs 20 centimes.
Vu le bordereau d'inscription de ladite rente laquelle a été reconnue par titre nouvel devant Tillieux, notaire à Namur, le 10 janvier 1834, dont l'expédition n'a pas été remise à l'administration communale.
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec le bordereau déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M . le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre en date 9bre 1862 du sieur Auguste Gérard, domicilié en cette commune, tendante à être autorisé à continuer le bail de la carrière occupée ci devant par le sieur Joseph Chapelle aux mêmes conditions que ce dernier.
Le conseil décide qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que la demande dudit Gérard ne soit point accueillie (sic !).

Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit sieur Gérard continuera le bail dont il s'agit au même clauses et conditions que ledit sieur Chapelle.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 269
1863
Séance du 2 janvier 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que les nommés 1° Philippe Joseph Chapelle est redevable envers la commune du chef de location de terrains communaux d'une somme de 120 francs, 2° Rifflart jean Joseph dit sergent de182 francs, 3° Renier du Gailliez de 65 francs.
Considérant que ces trois individus ont été invités à plusieurs reprises de se libérer envers la commune et que rien ne fait présumer la rentrée des arriérés,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à les faire attraire en justice afin de les contraindre au payement dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation permanente du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 270
Séance du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'aujourd'hui notre bâtiment d'école est entièrement achevé, que réception définitive a été faite et qu'ainsi il y a lieu d'en effectuer le payement aux entrepreneurs,
Considérant que la caisse communale se trouve pour le moment épuisée par suite des dépenses qu'elle a eu a supporter les années antérieures,
Considérant que la commune est redevable de ce chef aux entrepreneurs pour payement définitive d'une somme de trois mille deux cents francs,
Considérant que le subside de 4700 francs nous alloué à cette fin par le gouvernement ne nous est pas encore parvenu, ce qui fait que la commune ne peut se libérer envers les entrepreneurs,
Considérant enfin que ladite somme doit leur être payée le plus tôt possible,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à emprunter ladite somme de 3200 francs, sur un billet à ordre, d'en payer l'intérêt au taux annuelle de cinq pour cent remboursable aussitôt que la commune recevra le subside du gouvernement.
Expédition de la présente sera adressée en double à Monsieur le Commissaire d'arrondissement pour être transmise à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 271
Séance du 19 janvier 1963
Le conseil communal de Malonne réuni ensuite des convocations,
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi du 3 mars 1836,
Arrête
Le sieur Jean baptise Schayès est nommé membre du bureau de bienfaisance de Malonne comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins, sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Fait en séance à Malonne le 19 janvier 1863.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 février 1863.
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean henry Legrain, Henry Jacques et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande en date du 10 janvier dernier du sieur Jean Chapelle, tailleur de pierre, domicilié en cette commune, tendante à être autorisé d'établir sur le ruisseau derrière la maison du sieur Pieters Sacré un pont de

p. 272
de huit mètres de largeur pour aboutir à un four à chaux qu'il se propose de faire bâtir dans un terrain nommé papeterie.
Vu le plan en triple de ces constructions,
Vu le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,
Considérant que rien ne s'oppose à la construction, qu'au contraire il y à avantage pour la commune qu'on pourrait se procurer la chaux à meilleur marché que tout ailleurs,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition en double de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de monsieur le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 28 mars 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle, Pierre Robson, Henry Legrain et Henry Jacques et, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la nouvelle réclamation en date du 5 de ce mois adressée à la députation du conseil provincial par le sieur Maximilien Mazûre, cultivateur, tendante à être autorisé à échanger la direction d'un

p. 273
d'un sentier traversant une propriété lui appartenant situé au même lieu.
Vu notre délibération du 6 7^{bre} 1862,
Considérant que les oppositions annexées à notre précédente délibération doivent être maintenues par les motifs qu'elles sont fondées, et qu'ainsi il n'y a pas lieu à faire droit à ladite demande ci-jointe dudit sieur Mazûre.
M. l'échevin Schayès s'en réfère à ladite délibération du 6 7^{bre} 1862 et le conseiller Henry Jacques accepterait le nouveau sentier à charge par ledit Mazûre de l'entretenir constamment en bon état comme il est aujourd'hui.
Expédition de la présente avec la réclamation ci-jointe sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 mai 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean Henry Legrain , Henry Chapelle, Henry Jacques et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement de Namur en date du 17 avril dernier par laquelle il nous informe que M. le ministre de la justice vient d'écrire en ces termes.
La commission royal des monuments fixe à 20.000 francs la dépense à faire

p. 274
faire d'urgence à l'église de Malonne, et à 50.000 francs les frais qu'occasionnera la couverture complète de cet édifice , que jusqu'ici, les ressources réunies ne s'élevaient qu'à 8.500 francs et qu'ainsi il y a un déficit de 11.500 francs. Donc la commune et la fabrique devraient s'imposer de nouveaux sacrifices.
Vu la lettre du conseil de fabrique en date de ce jour, par laquelle il nous fait connaître que malgré son désir exprimé il ne pourra s'imposer de nouveaux sacrifices, n'ayant à peine des revenus suffisants pour faire face au besoin indispensable du culte, que plus, lorsqu'il a vôté une somme de 1500 francs pour subvenir aux travaux indispensables des réparations, il a déjà été obligé une partie de ses capîtaux remboursés.
Tant qu'à la commune, elle se trouve également dans la même nécessité de devoir faire connaître qu'elle ne pourra non plus s'imposer de nouveaux sacrifices pour intervenir dans la somme reconnue urgente pour lesdits travaux par les motifs lorsqu'elle a été obligée de payer sa quote-part dans la dépense elle a dû emprunter une somme de 4000 francs qu'elle n'a pu encore rembourser en date de ce jour.
Tant qu'à la dépense indispensable de 20.000 francs comme le dit M. le ministre, nous croyons qu'il y à la erreur par les motifs que le devis fait par l'architecte [...] ne s'élevait qu'à la somme de 16.000 fr.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il lui est impossible d'intervenir dans de nouvelles dépenses à ce sujet et prie la députation du

p. 275
conseil provincial de solliciter du gouvernement de la province un nouveau subside pour l'achèvement des travaux dont il s'agit.
Expédition de la présente avec la lettre du conseil de fabrique sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 juin 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, je dis échevin, Michel Schayès, échevin, Henry Jacques et Jean Henry Legrain et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 23 mai dernier, accompagnée d'une requête en date du 20 même mois adressée à la députation du conseil provincial par le sieur Joseph Bouzet de cette commune, par laquelle il sollicite son inscription sur les listes des électeurs comm^{aux} de 1863.
Considérant que le sieur Bouzet est délégué par sa mère veuve dont son mari payait plus que le cens voulu,
Considérant que rien ne s'oppose à ce que sa demande soit favorablement accueillie,
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que ledit sieur Bouzet soit porté sur

p. 276

sur la liste des électeurs communaux.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour être soumise à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 août 1862
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Jean Henry Legrain et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscriptions concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1862 à 1863 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous le n° 6. 8. 15. 16. 21. 78 & 81 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de 78.
Les enfants compris sous le n° 4. 17. 20. 32. 38. 45. 48 et 69 du registre des enfants de sexe féminin sont également rayés et le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de 73.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et […] dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée

p. 277
à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 7^{bre} 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques Jean Henry Legrain, Henry Chapelle, et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 5 de ce mois, insérée au mémorial administratif sous le n° 7442 concernant les centimes spéciaux à affecter aux contributions directes de 1864 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté à dix pour cent, qu'aujourd'hui de grandes réparations restent encore à faire à nos chemins vicinaux,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 278
Séance du 27 8^{bre} 1863

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Pierre Joseph Robson , Henry Chapelle et Jean Henry Legrain, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 14 de ce mois insérée au mémorial adtif sous le n° 7472 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de1864.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année, tant pour payer les intérêts des capitaux qu'elle a du emprunter que pour faire face aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels facultatifs aux contributions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 27 8bre 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1863
Vu les prestations en nature imposées au dit rôle
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les prestations en nature qui y sont imposées soient converties en argent, par les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,
par

Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu que les dites prestations soient converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 9 8bre dernier insérée au mémorial administratif sous le n° 7479 concernant la nomination de deux membres de l'adon pour être experts en matière de la contribution personnelle en 1864.
Arrête
Sont nommés à cette fin MM. Henry Jacques et Henry Chapelle Rifflart, tous deux conseillers.
Expédition de la présente sera adressée à M. le controleur des contributions directes pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 Xbre 1863
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Jean Henry Legrain et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement de Namur en date du 1er de ce mois accompagnées de différentes pièces relatives à l'exploitation des coupes de bois appartenant à la commune.
Vu les rapports du garde général du cantonnement et de M. l'inspecteur forestier,
Considérant que ces agents fixent à dix ans l'âge auquel le bois devraient pour bien faire être exploités,
Considérant qu'il serait avantageux pour la

p. 280
la commune que l'on procéderait à un nouvel aménagement,
Vu l'arrêté royal du 20 X^{bre} 1854
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité 1° que l'exploitation des coupes aura lieu tous les dix ans.
2° qu'il n'y a pas lieu à procéder à son bornement par le motif que nous pensons qu'il y aurait avantage pour la commune de faire un semis de sapin dans le bois nommé Tronquoi, lequel ne comprendra qu'une seule coupe comme cela existe déjà aujourd'hui.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 janvier 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques , Henry Chapelle, Pierre Robson, Jean baptiste Massaux et Ambroise Marneffe , conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de solliciter de l'autorité supérieure l'autorisation de réduire les parcelles de bois appartenant à la commune sur taillis qui aujourd'hui sont sur futaie, laquelle aura lieu au fur et à mesure de la vente des coupes de taillis.
Considérant que malgré l'active surveillance des agents il est impossible d'en exercer une assez continue pour empêcher le maraudage de la futaie qui diminue chaque année.

p. 281
année d'une manière surprenante, que d'un autre côté le taillis produira beaucoup plus de revenu à la commune.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de faire obtenir l'autorisation ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Du même jour,
Le conseil communal de Malonne, réuni ensuite de convocation,
Vu les deux listes de candidats présentés par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu les résultats du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité à l'article 66 de la loi du 30 mars 1836,
Arrête
Le sieur françois Chapelle est nommé membre du bureau de bienfaisance de Malonne comme ayant obtenu huit suffrages sur huit votans.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Fait en séance à Malonne le 20 janvier 1864.
Le secrétaire Chantraine, Le Président JJ Rifflart.

p. 282
Du même jour
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 29 X^{bre} dernier N° 1923 concernant une somme de 20 fr versée par M. le bourgmestre de cette commune entre les mains de notre

receveur communal comme restitution à la commune, laquelle somme aurait du être renseignée en recette au compte communal de 1860.
Considérant que c'est purement et simplement par erreur que ladite somme n'a pas été renseignée en recette, attendu qu'elle figure au journal du receveur, lequel est présent à la séance.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il ni avait aucune espèce de frauderie de la part du receveur, que ce n'est purement qu'un oubli.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 13 avril 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle et Jean baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande verbal nous faite par le sieur François Lesire, cultivateur, domicilié en cette commune, hameau dit Champ de Malonne, tendante à être autorisé à faire bâtir une maison à une distance de 72 mètres du bois communal appartenant à cette commune.
Considérant que rien ne s'oppose à cette batise,

=Bâtise
Par ces motifs Le conseil est d'avis unanime que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité forestière afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 mai 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe leprêtre, Henry Chapelle, Ambroise Marneffe et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la dépêche de M. le ministre des finances en date du 8 mars 1864 2° division, 2° bureau, N° 9276 / 12588 autorisant les habitants des hameaux du Bransart et Crestia de se pourvoir d'eau sous diverses conditions à remplir par la commune des sources situées dans le bois domanial de la Vecquée, en ladite commune.
Considérant que cette autorisation est avantageuse à la commune, nous disons aux habitants des hameaux précités
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité avoir pris connaissance des stipulations et conditions reprises dans ladite dépêche et s'engage de s'y conformer exactement.
Expédition de la présente sera adressée pour information

information à Monsieur le receveur des domaines au bureau de Namur.
Cette affaire terminée,
Vu la demande en date du 6 de ce mois nous adressée par Françoise Meurice, indigent, domicilié en cette commune, tendante à ce qu'il lui soit alloué un secours sur les fonds appartenant à la commune,
Considérant que ladite Meurice atteinte d'une infirmité se trouve dans l'impossibilité de pourvoir à son entretien,
Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de lui venir en aide jusqu'à disposition ultérieure en lui allouant une somme de dix francs par mois à commencer au 15 du présent mois.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 août 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean B^{te} Massaux, Ambroise Marneffe et Thomas Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscriptions concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1864 a 1865 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous le n° 8 & 40 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le

p. 286[5]
le chiffre le chiffre de ceux qui y sont maintenus sont conséquemment de 75.
Les enfants compris sur le registre du sexe féminin sont maintenus au nombre de 86.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présens les membres comme ci-dessus.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la convention en date du janvier 1858 du nommé Jean-Joseph Boigelot dit Leblanc, de cette commune, représenté aujourd'hui par Julien Joseph Hoppe son beau-fils, concernant la fourniture d'eau aux habitants du vivier londooz.
Considérant que le sieur Julien Joseph Hoppe malgré les invitations lui faites par la commune de fournir l'eau aux habitants suivant la convention ci-dessus précitée refuse totalement d'y obtempérer.
Vu ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il sera demandé autorisation à la députation du conseil provincial de l'attraire en justice

p. 287
au fin de le contraindre à remplir ses obligations d'après la convention ci-jointe.
Cette affaire terminée,

[5] Dans la numérotation des pages photographiées, le photographe a sauté le numéro 285, mais pas la page : le texte est donc bien complet, ici.

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 19 juillet dernier insérée au mémorial administratif sous le n° 7665 concernant les centimes spéciaux à affecter aux contributions directes de l'exercice de 1865 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté le nombre de ces centimes à dix pour cent, qu'aujourd'hui de grandes réparations sont encore à faire à nos chemins vicinaux,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition…
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 7bre 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour 1865.
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que le montant en soit payé en argent que de l'être en nature, attendu que ceux qui y sont convoqués pour faire leurs journées de travail ne font ordinairement rien,
Vu ses motifs,
Le conseil demande à ce que le montant dudit rôle soit payé en argent.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec le rôle déjà cité.
Ainsi

p. 288
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 9bre 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Henry Jacques, Philippe Leprêtre et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne assemblé pour rédiger le budget communal de l'exercice de 1865,
Considérant que la somme de deux-cent-cinquante francs allouée au budget comal de l'exercice de 1864 pour traitement de notre secrétaire communal est insuffisant pour le travail de l'administration qui augmente tous les jours,
Considérant qu'il rempli ses fonctions et exactitude et qu'ainsi il y a lieu à lui faire une majoration de son traitement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à la somme de trois cents francs le traitement dont il s'agit et prie la députation du conseil provincial de lui allouer ladite somme.
Expédition…
Cette affaire terminée,
Assemblé pour rédiger le budget communal de l'année de 1865,
Considérant que la somme de cent-vingt-cinq francs allouée au budget communal de l'exercice de 1864 pour traitement du garde champêtre est insuffisante et qu'ainsi, nous disons pour le travail attaché à cette place,
Considérant que ledit garde champêtre rempli son devoir d'une manière satisfaisante et qu'ainsi il y a lieu à lui faire une majoration à son traitement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à

p. 289

à la somme de deux cent vingt-cinq francs le traitement dont il s'agit et prie la députation du conseil provincial de lui allouer ladite somme.
Expédition de la présente avec le budget déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement.
Le secrétaire Chantraine, Le Bourgmestre présidt JJ Rifflart
Séance du 26 9bre 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 15 de ce mois de M. le commissaire de l'arrondissement de Namur accompagnée du devis et rapport par laquelle la commission royale des monuments fait connaître que pour achever la restauration de l'église de Malonne il faudrait encore dépenser pendant trois ou quatre ans une somme totale de quatorze mille francs, y compris trois mille francs pour le baptistère.
Que la dépense à supporter de ce chef par la commune serait de quatre mille francs, laquelle somme sera payée à raison de mille francs chaque année, que la province nous accorderait quatre subsides annuels de cinq cents francs et que le département de la justice nous accorderait également quatre subsides de deux mille francs.
Considérant que la commune malgré ses dépenses annuels ne remplirait ses obligations qu'avec grande économie, cependant vu les sacrifices à faire par le gouvernement et la province, elle serait d'avis d'accepter cette proposition.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité d'intervenir comme

p. 290
comme il est dit ci-dessus dans ladite dépense pour une somme totale de quatre mille francs sous les conditions suivantes :
1° que le gouvernement nous accordera un subside de huit mille francs payable en quatre années c'est-à-dire 2000 francs par an 8000
2° La province deux mille francs 2000
3° et finalement la commune quatre mille francs 4000
En total quatorze mille francs 14000
4° que la commune ne serait point tenue à mettre en adjudication ces travaux avant que le gouvernement et la province n'ayent vôté les subsides chacun en ce qui le concerne.
Expédition de la présente avec le devis et rapport déjà cités seront adressés à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire de l'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 même jour
(En marge : Nomination d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune)
On s'occupe de la nomination d'un avocat en remplacement de M. Bruno père, décédé, qui, en cas de besoin, sera chargé de la défense des intérêts de la commune.
Le conseil, après avoir murement délibéré sont tombé d'une voix unanime sur la personne de M. Lecocq, avocat à Namur, lequel sera chargé comme il est dit ci-dessus de défendre nos intérêts et nous donner avis l'ors que nous en aurons besoin.
En séance à Malonne, les jour, mois et an que dessus.
Le secrétaire Chantraine, le bourgmestre JJ Rifflart.

p. 291

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean Baptiste Massaux, et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre du 17 7bre dernier adressée à M. le commissaire de l'arrondissement de Namur par le sieur Goyet, notre instituteur communal, par laquelle il sollicite l'autorisation de transférer le congé du jeudi au samedi.
Considérant que cette demande doit être prise en considération par le motif qu'un assez bon nombre d'enfants doivent être blanchi le samedi pour le dimanche suivant et qui plus, les parents desdits enfants doivent s'absenter plutôt le samedi que le jeudi,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec la lettre déjà citée sera adressée à M. le commissaire de l'arrondissement pour être transmise à la députation du conseil provincial afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 Xbre 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Jacques, Ambroise Marneffe, Philippe Leprêtre, Pierre Robson, Henry Chapelle et Jean-Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.

P. 292
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de solliciter de l'autorité supérieure l'autorisation
1° De pouvoir ensemencer de la graine de sapins dans une partie de notre bois communal nommé Tronquoi sur une contenance de trois hectares quarante-six ares soixante-cinq centiares, laquelle parcelle est presque un terrain inculte ne donnant aucun revenus à la commune.
2° Sur une autre parcelle d'une contenance de trois hectares vingt et un ares un centiare nommé Tombois, terrain inculte, ne produisant que des bruyères,
Vu les plans en double desdites parcelles
Considérant que jusqu'ici la commune n'a retiré aucun profit et qu'à l'avenir elle y aura bien grand bénéfice,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que notre présente demande soit prise en considération.
Expédition de la présente avec les plans déjà cités sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 Xbre 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevins
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 1er 7bre dernier insérée au mémorial adtif sous le n° 7695 concernant la transformation en hopital de l'institut ophtalmique provincial de Namur par laquelle

p. 293
laquelle la province ne peut ouvrir le nouvel hopital que lorsqu'elle aura réalisé une somme de 50 [...] francs.
Considérant que les revenus de la commune ne nous permettent pas à la commune de pouvoir voter un subside à ce sujet,
Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de votre une subside à cette fin.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 X^bre^ 1864
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean-Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 14 9^bre^ dernier de M. le commissaire de l'arrondissement de Namur, accompagnée d'une autre de M. l'inspecteur provincial de l'enseignement primaire en date du 29 août 1863adressée à M. le gouverneur concernant la nomination d'un sous-instituteur et sous-institutrice au nouveau locaux à établir pour la tenue des classes.
Considérant que la commune reconnaît l'utilité qu'il y a à obtempérer aux invitations ci-dessus, cependant il croit qu'il y aurait intérêt très grand à ce que l'on procède aujourd'hui à faire approprier lesdits locaux.
Cependant ils sont d'avis unanime qu'aussitôt la bonne saison venue, on procéderait à l'appropriation des travaux ci-dessus et à la nomination d'un sous-instituteur et sous-institutrice pour que tout soient prêts pour la rentrée des classes au mois d'octobre prochain.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement.
Cette

p. 294
Cette affaire terminée,
Le conseil communal de Malonne
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi du 30 mars 1836,
Arrête
Le sieur Chapelle henry est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Fait en séance à Malonne le 20 X^bre^ 1864 où étaient présens messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Jean-Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Séance du 14 janvier 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les [...] nous adressées par le conseil de fabrique de l'église de Malonne concernant la donation faite au profit de ladite fabrique par la dame Demerese de Corbais née baronne Marie de Comogne de deux rentes de deux francs cinquante centimes chacune au capital de deux mille francs.
Considérant que cette donation est avantageuse à la fabrique,
Considérant

p. 295
Considérant que ladite dame Demerese se trouve dans une position qui lui permet de faire cette libéralité
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à accepter cette donation.

Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu la demande en date du 4 janvier présent mois nous adressée par M. Maximilien Servais, rentier, propriétaire, domicilié en cette commune, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain d'une contenance de trois mètres et demie de longueur sur trois mètres de largeur, à prendre dans le cimetière de Malonne, afin d'y pouvoir faire placer un grillage en fer ou autres travaux quil jugera y faire ou reposent ses parents, vu le plan de ladite parcelle.
Considérant que le conseil communal a décidé à l'unanimité dans sa séance de ce jour qu'il y avait impérieuse nécessité à ce que le cimetière actuel soit remplacé dans un endroit plus décent par rapport à la salubrité publique, laquelle devra avoir lieu danse courant de trois années à partir de ce jour.
Considérant que ledit cimetière est déjà bien restreint lais cependant, nous ne voyons rien qui s'oppose à la concession sollicitée par les motifs que la commune retirerait un bien grand bénéfice en accordant ladite concession.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité accorder audit M. Servais la concession sollicitée à charge pour lui d'en payer le prix à raison de 50 francs par mètre carré, laquelle somme sera versée aussitôt approbation dans la caisse communale, à raison de 4/5èmes pour la commune et l'autre 5ème dans la caisse du bureau de bienfaisance.
Expédition

p. 296
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée seront adressées à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 30 mars 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle, Jean Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, Pierre Robson et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 20 mars courant n° 770 par laquelle il fait connaître à l'adon communale de Malonne que M. le Ministre de la justice insiste pour que la commune et la fabrique de Malonne interviennent jusqu'à concurrence de 6000 f dans la dépense à faire pour la restauration complète de l'église de cette localité.
Vu la situation financière de la commune et de la fabrique dont il s'agit,
Considérant que l'église de Malonne après la restauration complète de la toiture qui en a été faite il y a4 ans et qui a couté à la commune pour sa quote part une somme de 6000 fr qui à nécessité un emprunt non encore remboursé,
Considérant que l'église dans l'état actuelle se trouve aujourd'hui moyennant une nouvelle dépense peu importante satisfait entièrement aux conditions qu'elle doit présenter comme église paroissiale au point de vue de l'utilité ou de convenance de ses habitants.
Considérant qu'il s'il convient comme le propose

p. 297
propose la commission des monuments de restaurer diverses parties de cet édifice, c'est uniquement au point de vue de l'art et comme monument national et que partant, les dépenses à résulter de cette restauration doivent semble-t-il en équité en incomber à l'état.
Considérant que si le conseil communal de Malonne a offert d'intervenir pour la somme de 4000. dans la somme de 14.000 f. à laquelle la commission des monuments et sites a évalué les frais de ladite restauration, il à imposé à la commune eu égard à ses finances obérées et à celles de la fabrique, plus obérée encore

un sacrifice relativement considérable lui dicté par son désir de voir ladite église reprendre sa place parmi les monuments de la Belgique, mais sacrifice audelà duquel il lui serait impossible d'aller sans méconnaître et compromettre les intérêts de ses administrés.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de porter à 6000 f. la part contributive de la commune dans la restauration proposée de l'église, maintient celle à quatre mille francs et charge en même temps le collège des bourgmestre et échevins d'exprimer à M. le Ministre de la justice d'abord les regrets qu'éprouve l'ad^{on} communale de se voir dans l'impossibilité matérielle d'augmenter son subside, ensuite l'espoir qu'elle fonde sur la bienveillance du gouvernement pour obtenir qu'il supplée dans cette ocurence à l'insuffisance des ressources de la commune de Malonne.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 298
Séance du 4 avril 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 27 mars dernier nous adressée par M. …[6] et compagnie par laquelle il sollicite la location pour le terme de quinze années d'une partie du bois communal, broussaille, nommé Taille des Sarts, d'une superficie de trois hectares quatre-vingt-quinze ares situé en cette commune.
Vu le plan en triple de ladite parcelle,
Vu les conditions relatées dans ladite demande,
Considérant que cette demande est très avantageuse à la commune sous tous les rapports par les motifs que celle-ci en retire un bénéfice très minime, et qu'ainsi rien ne s'oppose à cette location,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous les conditions supplémentaires suivantes :
1er Que tous les frais à résulter de cette location telles que ceux d'actes à passer devant notaire, enregistrement et autres seront supportées par le demandeur.
2° Si toute fois la caution à fournir par le demandeur qui est de mille francs pour garantie de leur exploitation ne satisfait point, la commune se réserve le droit de demander une majoration en proportion de l'exploitation.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées, sera adressée à la députation du conseil

p. 299
conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 mai 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 3 de ce mois n° 770 de M. le commissaire de l'arrondissement de Namur par laquelle il nous informe que M. le gouverneur fait remarquer que notre budget communal pour l'exercice de 1865 renseigne comme étant sans emploi un capital de 28967 fr 94 c. et qu'au moyen de ce capital, la commune pourra facilement voter les deux mille francs réclamés pour achever la restauration de l'église de cette commune.

[6] Le nom est laissé en blanc.

Effectivement la dite somme de 28967 fr 94 c. figure audit budget mais nous ferons remarquer à M. le gouverneur que sur les revenus généraux compte de 1863, la commune redoit au comptable une somme de 18.281 fr 72 c. et sur la voirie vicinale même exercice elle est également redevable d'une somme de 3410 fr 44 c. ce qui forme un total de 21.692 fr 16 c.
Nous avons encore à ajouter un capital de 2500 fr dû au sieur Servais Jacquet que la commune a été autorisée d'emprunter pour payer en partie les frais de réparations faites antérieurement à l'église ce qui forme un total de 24192f 16 c. Ainsi donc il ne reste plus à la commune pour faire face aux dépenses annuelles que la somme de 4775 f 78 c.
Considérant que la commune d'ici à trois années

p. 300
années doit transférer son cimetière actuel dans un autre endroit et que les frais à en résulter couteront pour le moins 4500 f. pour acquisition de terrain, clôture etc.
Considérant que la commune récemment vôté pour lesdites réparations qui restent à faire une somme de 4000 f. dont elle aura déjà beaucoup à en souffrir pour y faire face, et vu la situation financière de la commune , le conseil décide à l'unanimité malgré le désir exprimé de M. le gouverneur, de ne pouvoir majorer la somme de 4000 f. récemment notée.
Expédition de la présente sera adressée en double à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire de l'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la requête adressée à M. le Ministre par le sieur Jean Alexandre Waha, tailleur de pierre, domicilié en cette commune par laquelle il sollicite l'autorisation en agrandissement à son corps de logis situé en cette commune, lisière du bois communal, Vu l'art. 88 de la loi du 20 X^{bre} 1854
Considérant que rien ne s'oppose à cette demande,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit accueillie.
Expédition de la présente sera adressée à M. l'inspecteur des eaux et forêts pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 301
Séance du 4 juin 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Ambroise Marneffe, Jean baptiste Massaux et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 30 mai dernier de M. Le commissaire de l'arrondissement de Namur par laquelle il nous informe que par sa dépêche du 27 mai dernier M. le gouverneur lui écrit en ces termes :
Que par dépêche du 27 mai dernier, qu'au lieu d'acquiescer aux propositions de la députation, le département de la justice exige que cette commune intervienne pour six mille francs dans les frais qui restent à faire pour achever la restauration de l'église de cette commune.
Vu notre délibération ci-jointe en date du 30 mars dernier par laquelle le conseil communal avait décidé à l'unanimité ne pouvoir majorer la somme de 4000 fr. par lui vôtée pour la restauration dont il s'agit.
Considérant enfin que pour satisfaire au voeu exprimé de M. le gouverneur, nous disons de M. le ministre de la Justice,
Le conseil décide à l'unanimité de majorer ladite somme de 2000 f. et ainsi de la porter à 6000 f. la qote part de la commune à intervenir dans la dépense dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire de l'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 302

Séance du 30 juillet 1865

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Henri Jacquet, Henry Chapelle et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Considérant qu'il y a impérieuse nécessité à procéder le plutôt possible à la nomination d'UN architecte à l'effet de surveiller les travaux de restauration à faire à notre église paroissiale,

Considérant que nous ayant adressé à la commission royal des monuments à l'effet de pouvoir obtenir gratuitement l'architecte dont il s'agit, et que par sa lettre ci-jointe il nous fait connaître que l'Art. 55 du règlement royal du 30 juin 1862 interdit à la commission de proposer des architectes pour la direction des travaux placés sous sa haute surveillance.

Considérant que M. Samyn architecte à Bruxelles réunit toutes les garanties nécessaires pour diriger ces travaux,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité nommer ledit Samyn aux fonctions dont il s'agit.

Expédition de la présente avec la lettre déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 août 1865

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Henry Jacques, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu

p. 303

Vu le registre d'inscriptions concernant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1865 a 1866 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,

Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,

Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,

Arrête

1° Les enfants compris sur le registre des enfants de sexe masculin sont maintenus au nombre de cent.

2° Les enfants compris sur le registre du sexe féminin sont également maintenus au nombre de quatre-vingt-douze.

Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.

Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.

Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 août 1865

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

p. 304

Il est donné lecture de la circulaire de M. Le gouverneur en date du 19 juillet dernier inséré au mémorial adtif sous n° 7945 concernant les centimes additionnels à affecter aux contributions directes de l'exercice de 1866 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté le nombre de ces centimes à dix pour cent, qu'aujourd'hui de grandes réparations restent encore à faire à nos chemins vicinaux,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 7bre 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 5 août dernier insérée au mémorial administratif sous le n° 7967 concernant les centimes additionnels aux contributions financières et personnelle de l'exercice

p. 305

l'exercice de 1866
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et principalement pour l'instruction primaire,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes facultatifs aux contributions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal de Malonne de l'exercice 1864
Considérant que malgré les invitations réitérées de la part du receveur et du conseil communal, il est de toute impossibilité de faire rentrer les arriérés ci après désignés, lesquels sont indiqués d'une marque en forme de croix en face de leur nom.
Considérant que ces retardataires ne possèdent aucun moyen pour faire face aux poursuites qu'on pourraient lancer contre eux,
Considérant qu'il est de toute nécessité de faire disparaitre dudit compte ces arriérés,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que les redevances ci après désignées seront rayées dudit compte comme étant irrécouvrables.
Titre 1er, recettes générales, recouvrement sur les arriérés recettes extraordinaires

1	[...] par Rifflart jean	10 ''
2	par Dugaillez	29''
3	Vente du taillis du bois Christophe	20''
4	droit de vingt pour cent	4''
	Berthuin Rifflart	4''
	Droit additionnel	16''
	Jean Jos Thérasse	10''

Le même	7''
Mathieu Rifflart	16''
Le même	34''
Droits additionnels	16''
Joseph Colon	32''
Berthuin Rifflart	64''
Le même	64''
Le même	64''

Titre 5ème, recette spéciale pour la voirie vicinale, chapître 1er, recensements sur les arriérés

Beaufays Marie Thérèse	1.60
Boigelot jean Jos	1.60
Boigelot Marie épouse Jacquet	1.60
Boigelot namèche	1.60
Rifflart jean Jos	1.60
Brugland [...]	1.60

p. 306

Chasal françoise	''.80
Chapelle Wautier	1.60
Chapelle Marie Foise	1.60
Chapelle Ph.	1.60
Culot Marie barbe	1.60
Chapelle Pre Augte	1.60
Delvigne Ch. Antoine	1.60
Denis jean Jos.	1.60
Denis Antoine	1.60
Ernoux Jn Bte	''.80
Gaillard J J	1.60
Jacques Jos.	1.60
Hesse Nicolas	1.60
Legrain Marie [...]	1.60
Leurquin Xavier	''.80
Marique Cath.	''.80
Marique Mre Cath.	1.60
Massaux Nicolas	1.60
Massaux Hebert	1.60
Massaux Jos	1.60
Marchal Nicolas	1.60
Namèche Jn Jos	''.80
Renier Marie Jos	1.60
Toisoul Jn Jos	1.60
Toisoul Lambert	1.60
Rifflart Colart	1.60
Boigelot M. cath.	''.80
Boigelot Ep. Jacquet	1.60
Burneville Vve Pr	''.80
Chapelle Thomas	1.60
Colart Jn Fois	1.60
Culot Marie Barbe	1.60
Evraert julien	21.60
François B[...]	''.80

Lefert Louis	1.60
Marique Cath.	1.60
Marique J^{n} B^{te}	1.60
Marchal Victor	1.60
[...] Labille	1.60
Miguine (?) Désiré	1.60
Noulard F^{ois}	1.60
Rifflart Puissant	1.60
Coleson Clément	1.60
Colin F^{ois}	1.60
DelaJanh'aire (?)	1.60
Ernoux Nicolas sa V^{ve}	1.60
Ernoux Louis	1.60
Gailliard Marie Jos	1.60
Hoppe Marie Jos	1.60
Lemince	1.60
Lefert Louis sa V^{ve}	1.60
Linart Aldegonde	1.60
Lessire Hancotte	1.60
Marneffe V^{ve} F^{ois}	''.80
Mazy	1.60
Marchal Jean F^{ois}	1.60
Marche F^{ois}	1.60
Namèche J^{n} Jos	1.60
Renier J^{n} Jos	1.60
Renier la V^{ve}	1.60
Ribaux Mathieu	1.60
Rifflart Julienne	1.60
Robson Laurent	1.60
Rifflart Henry	1.60

Voirie vicinale, chapître 2ème, recettes ordinaires de 1864.

Chapelle Pierre Auguste	1.60
Chapelle henry Jos	1.60
Ernoux V^{ve} Nicolas	1.60
Gerard Auguste	1.60
Kinet jean Louis	1.60
Lesire J^{n} B^{te}	1.60
Marchal F^{ois} Jos	1.60
Marchal J^{n} F^{ois}	1.60
Marchal Marie [...]	''.80
Marique J^{n} B^{te}	1.60
Marique M. Catherine	1.60
Michaux	1.60
Massaux Marie Jos	1.60
Massaux aug^{tine}	1.60
Mazy Max	1.60
Marchal V^{ve} J^{n} F^{ois}	1.60
Maron Alexis	1.60
Renier Pierre Jos.	1.60

Renier P^re F^ois 1.60

Expédition de la présente avec le compte déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.

Cette affaire terminée,

Vu le copte communal de 1864 titre 7^ème résultats revenus généraux

Considérant qu'il est redu au comptable la somme de	16861.81
Et revenu sur la voirie vicinale	3029.19
En total	19891.00

Que sur la comptabilité des capitaux il est redu par le comptable une somme de 28927 f. 14 c. en conséquence une demande à soustraire la redevance ci-dessus de 19891 fr hors de la totalité des capitaux qui est de 28972 fr 14 c. ce qui ferait que le résultat des capitaux serait d'après le présent compte de 9036.14.

Considérant que la redevance dûe audit comptable sur les revenus généraux a été dépensée lors des réparations faites à l'église, empierrement des chemins vicinaux et bâtiment d'école,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité que la redevance due au comptable sur les revenus généraux et revenus de la voirie vicinale seront soustraite de la comptabilité des capitaux.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.

Cette affaire terminée,

Le conseil,

Vu l'art 47 du code forestier,

Arrête sous l'approbation de la députation du conseil provincial

La totalité de la coupe de bois appartenant à

p. 308

à la commune de Malonne formant l'ordinaire (?) de 1866 sera vendue par adjudication publique au profit de la caisse communale.

Fait à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 7^bre 1865

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe et Henry Jacques, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Considérant qu'il importe de pourvoir le plutôt possible à la nomination d'une sous- institutrice communale.

Considérant que la demoiselle Perpète Victoire réuni les qualités requises pour remplir convenablement ces fonctions,

Vu l'article 10 de la loi organique de l'instruction primaire,

Vu les articles 66 & 84 de la loi communale

Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit et le dépouillement des suffrages fait connaître que ladite Perpète Victoire à obtenu tous les suffrages.

En conséquence, le conseil sollicite l'autorisation de nommer ladite Perpète Victoire aux fonctions de sous-institutrice de cette commune.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour

Le conseil décide également à l'unanimité que le sieur Nicolas Samson Delahaut sera invité

p. 309
invité à rétablir d'ici à quinze jours une fosse à l'eau pour l'usage des habitants dans sa propriété située au Piroy, faute par lui de satisfaire à cette invitation, il sera forcé par voie de justice.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 21 8bre 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, et Michel Schayès, échevin, Ambroise Marneffe, Philippe Leprêtre et Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il importe de pourvoir le plutôt possible à la nomination d'un sous-instituteur communal.
Considérant que les sieur Françoise (?) élève de l'école normale de Malonne réuni les qualités requises pour remplir convenablement cette fonction,
Vu l'article 10 de la loi organique de l'instruction primaire,
Vu les articles 66 & 84 de la loi communale
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit et le dépouillement des suffrages fait connaître que ledit sieur françoise à obtenu tous les suffrages.
En conséquence, le conseil sollicite l'autorisation de nommer provisoirement et pour une année ledit Françoise aux fonctions de sous-instituteur de cette commune sous la condition expresse qu'il se présentera devant le jury au mois d'août prochain pour faire preuve de sa capacité.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 310
Séance du 10 9bre 1865
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre et Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 21 8bre dernier de M. le commissaire de l'arrondissement de Namur accompagnée d'un dessin relatif à un nouvel aménagement des biens communaux de cette commune.
Revu notre délibération en date du 12 9bre 1863,
Vu les articles 31 et 32 du code forestier et 36 et 37 de l'arrêté royal d'exécution dudit code,
Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune et même des habitants qui pourraient se procurer le bois nécessaire à leur utilité, que les coupes se fassent tous les dix ans,
Considérant qu'il serait avantageux pour la commune et même pour ses habitants que l'on fasse sept coupes , c'est-à-dire deux dans le bois dit Taille des sarts, deux dans le bois dit Tronquois, deux dans le bois dit Fond de la navinne et un dans le bois dit de la Folie.
On fait aussi remarquer que le bois dit Fond de la Navinne ne contient que six hectares seize ares, ne peut se diviser en six portions, attendu qu'il se trouverait qui ne serait pas vendue pour couvrir les frais.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y a lieu à ce que les coupes de v-bois se fassent tous les dix ans au lieu de quinze comme elles étaient fixées antérieurement.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Du même jour

Les membres présens comme à la séance précédente
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur insérée au mémorial ad[tif] sous le n° 7989 concernant la formation des budgets des communes et des écoles pour 1866 et de la majoration à faire aux traitements des secrétaires communaux.
Considérant que notre secrétaire communal rempli ses devoirs avec zèle et exactitude[7], il y a lieu de majorer son

p. 311
son traitement de 50 francs et de le porter ainsi à trois cent cinquante francs au lieu de trois cents.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Le conseil nomme à l'unanimité experts en matière de la contribution personnelle pour 1866 MM. Henry Chapelle et Pierre Robson, tous deux conseillers.
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 21 janvier 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre, Ambroise Marneffe et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne, réuni ensuite de convocation
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi du 30 mars 1836
Arrête
Le sieur Marneffe Ambroise est nommé membre du bureau de bienfaisance comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et la collège des bourgmestre
JJ Rifflart

p. 312
bourgmestre et échevins sera adressée à la députation du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Fait en séance à Malonne le 21 janvier 1866.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 février 1866
Le conseil communal de Malonne
Les 41 baux sur lesquelles ont à opéré sont des baux de tail 30 hectares ne représente pas du tout la valeur locative de biens fonds de notre commune, d'un autre côté, si la fabrique de glace de Floreffe observait ces travaux, la location de détail et surtout la location de petite maison avec petit jardin tomberait immédiatement d'au moins 25 pour %.
Tant qu'aux prés M. le directeur des contributions /3 feuilles/ à ce qu'elle soit augmentée dans la même proportion que les terres en culture et cependant il est de notoriété que les praires de la Sambre ont bien perdu de leur valeur productive depuis 15 à 20 ans ou plutôt depuis la canalisation de la Sambre.
Vu ces motifs,

[7] Il y a quand même pas mal de fantaisie au niveau de l'orthographe et de la correction des phrases et de la précision du vocabulaire ! (ndlr)

Le conseil s'oppose formellement à ce que le travail exécuté concernant cette matière serve de base à la révision cadastrale.
Expédition de la présente avec les pièces à l'appui sera adressée à M. Colard, bourgmestre à bourgmestre.
Le secrétaire Le bourgmestre prés[t] JJ Rifflart

Séance du 13 mai 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Jean baptiste Massaux et

p. 313
Ambroise Marneffe, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M ; le commissaire de l'arrondissement de Namur accompagnée d'une requête formée par la société Harmonie de cette commune tendante à obtenir un subside,
Vu l'état réclamé de la situation de la dite caisse
Considérant que ladite société à un arriéré de 246 francs et qu'ainsi il lui est de toute impossibilité de s'imposer un sacrifice,
Considérant que le sacrifice que pourra faire la commune malgré toutes les dépenses qu'elle à supporter, ne pourra dépasser cinquante francs,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée d'accorder un subside à ladite société et que de son côté la commune alloue sur les fonds communaux une somme de cinquante francs à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 août 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux et Philippe Leprêtre conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les

p. 314
les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1866 a 1867 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
1° Les enfants compris sous les N° 10. 11. 12. 18. 19. 20. 22. 23. 27. 32. 45. 50. 65. 70. 79. 92. Et 107 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quatre-vingt-seize.
2° Les enfants compris sous les N° 1. 2. 4. 7. 13 et 16 registre du sexe féminin sont également rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenues conséquemment de quatre-vingt-trois.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.

Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 23 août 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean baptiste Massaux, Ambroise Marneffe et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal de l'exercice de 1865,
Considérant

p. 315
Considérant que notre receveur communal remplis sa fonction d'une manière satisfaisante en ce que d'abord les fonds appartenant à la commune rentrent d'une manière assez convenable,
Considérant que pour ses rentrées il y à une quantité de déplacement à faire ce qui occasionne des frais plus ou moins onéreux,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de lui allouer sur les recettes entières de la commune une remise de cinq pour cent, non compris sur la vente des biens fonds, remboursement de rentes [...].
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 3 de ce mois insérée au mémorial ad^{tif} sous le N° 8278 concernant les centimes spéciaux à affecter aux contributions directes de 1867 pour l'entretien de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que depuis nombre d'année la commune a toujours fixé le nombre de ces centimes à dix pour cent,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix pour cent les centimes additionnels aux contributions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 316
Séance du 11 7^{bre} 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean baptiste Massaux et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 9 août dernier insérée au mémorial administratif sous le N° 8293 concernant les centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle de l'exercice de 1867.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année tant pour l'entretien des chemins vicinaux que pour faire face aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels facultatifs dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 7 8bre 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Jean baptiste Massaux, Ambroise Marneffe et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement de Namur en date du 28 7bre dernier par laquelle il nous fait connaître que M. le gouverneur vient de lui écrire

p. 317
écrire en ces termes :
que le nommé françoise avait été autorisé à exercer provisoirement pendant l'année scolaire de 1865 à 1866 les fonctions de sous-instituteur primaire à l'école des garçons en cette commune, sous la condition qu'il se présentera devant le jury pour faire preuve qu'il possède les connaissances requises par la loi.
Considérant qu'il n'a pas obtenu le minimum des points fixés pour avoir droit à un diplôme d'instituteur et qu'en conséquence, il y a lieu à faire choix d'un autre,
Considérant qu'il a fait preuve pendant l'année scolaire de 1865 à 1866 de son attachement envers ses élèves en leur donnant l'enseignement d'une manière convenable,
Considérant qu'il y a lieu de le tolérer provisoirement dans ses fonctions en qualité de sous-instituteur à Malonne,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit françoise continuera à exercer provisoirement ses fonctions de sous-instituteur de cette commune après en avoir obtenu s'il y a lieu l'autorisation de M. le gouverneur.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1867.
Vu les prestations en nature qui y sont imposées,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties en argent,
Par ces motifs,
Le conseil équidé à l'unanimité que ladite prestation sera convertie en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de monsieur le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 318
Séance du 28 8bre 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande nous adressée par la demoiselle Hébette Céline[8] tendante à ce qu'elle soit nommée sous-institutrice à l'école commale de cette commune,
Considérant qu'il y a urgente nécessité à pourvoir à cette nomination le plutot possible,
Considérant que la dite Jacquet présente les capacités pour remplir provisoirement ces fonctions, en conséquence il y a lieu à solliciter de M. le gouverneur l'autorisation requise à cette fin.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de nommer provisoirement pour une année ladite Hébette Céline[9] aux fonctions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le gouverneur afin d'autorisation.

[8] Ce nom est écrit sur un autre, effacé, sans doute « Jacquet ».
[9] Même remarque

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 9bre 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 4 8bre dernier insérée au mémorial adtif sous le N° 8340 concernant la nomination d'experts pour la contribution personnelle n 1867
Arrête
MM Pierre Robson et Henry Chapelle, tous deux conseillers, sont nommés à cette fin. Expédition

p. 319
Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions directes pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 11 9bre 1866
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande nous adressée par la Delle Sidonie Jacquet tendante à ce qu'elle soit nommée provisoirement sous-institutrice communale en cette commune.
Considérant qu'il à urgente nécessité à pourvoir à cette nomination le plutot possible,
Considérant que ladite Jacquet n'est pas diplômée, ainsi donc elle ne peut être acceptée que provisoirement,
En conséquence, le conseil sollicite de M. le gouverneur l'autorisation de nommer ladite Jacquet aux fonctions dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à M. le gouverneur afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le plan en triple expédition d'une parcelle

p. 320
parcelle de terrain pour servir à l'emplacement d'un nouveau cimetière à établir en cette commune,
Vu le procès-verbal d'expertise de ladite parcelle,
Considérant qu'il y à urgente nécessité à ce que la commune avise au moyen à se procurer une parcelle de terrain convenable à cette fin,
Considérant qu'après mur examen de la situation des lieux, il a été reconnu que le hameau nommé Tombois situé sur une montagne et à une assez grande distance des habitations était l'endroit le mieux placé pour y établir ledit cimetière.
Considérant que la parcelle adoptée est d'une contenance de trente neuf ares 04 centiares, appartenant aux époux Servais Chanteclaire, Moraux et veuve Jean Bte Noulard.
Considérant que le prix d'acquisition de ladite parcelle est de 2.400 francs réuni à celle de 2.401 francs pour la clôture en maçonnerie dudit cimetière forme un total de 4801 francs.

Considérant que la commune se trouve dans la triste nécessité à ne pouvoir faire face à cette dépense sans le secours du gouvernement et de la province par les motifs qu'elle a du faire bâtir une salle d'école avec logement d'instituteur, qu'elle doit intervenir dans les frais de restauration de l'église pour une somme de 6000 francs, qu'en conséquence le gouvernement et la province sont priés de nous accorder des subsides proportionnels aux sacrifices que va encore s'imposer la commune.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à acquérir ladite parcelle de terrain et au besoin à l'exproprier pour cause d'utilité publique.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-

p. 321
procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

L'an mil huit cent soixante-sept du mois de janvier le treizième jour à dix heures du matin Sont comparus par devant nous Jean Joseph Rifflart, bourgmestre de la commune de Malonne, les sieurs Pierre Joseph Robson, Henry Chapelle et Nicolas Binamé, nommés membres du conseil communal par procès-verbal en date du 30 octobre dernier, lesquels ont prêté entre nos mains le serment suivant :
« Je jure fidélité au roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge ».
Ensuite j'ai déclaré que ces messieurs étaient installés dans leurs fonctions et ont signé avec nous
P J Robson, H . Chapelle, Binamé, JJ Rifflart.

Séance du 13 janvier 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet et Michel Schayès, échevins, Ambroise Marneffe, Jean Baptiste Massaux, Henry Chapelle, Pierre Robson et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le règlement général adopté par arrêté royal du 10 janvier 1863, pour l'exécution de la loi du 22 7^{bre} 1842 en ce qui concerne les dépenses annuelles de l'enseignement primaire,
Vu la circulaire de M. le ministre de l'intérieur en date du 12 janvier 1863,
Considérant que le nombre des enfants de 7 à 14 ans tant indigents que solvables

p. 322
à instruire à l'école des garçons est de 98, ce qui, à raison d'une rétribution annuelle de 8 francs par élève donne un produit de 784 francs,
Arrête sous approbation de la députation du conseil provincial
Art 1er : le traitement fixe des sous-instituteurs est fixé à sept cent quatre-vingt-sept francs à partir du 1er janvier 1867.
Deux expéditions de la présente délibération seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement qui est prié de les transmettre à la députation.
Cette affaire terminée,
Vu le règlement général adopté par arrêté royal du 10 janvier 1863 pour l'exécution de la loi du 22 7^{bre} 1842 en ce qui conserne les dépenses annuelles de l'enseignement primaire
Vu la circulaire de M. le ministre de l'intérieur en date du 12 janvier 1863,
Considérant que le nombre des enfants de 7 à 14 ans tant indigents que solvables à instruire à l'école des filles est de 87, ce qui, à raison d'une rétribution annuelle de 8 francs par élève donne un produit de 696 francs,
Arrête sous approbation de la députation du conseil provincial

Art 1er : le traitement fixe de la sous-institutrice est fixé à six cent quatre-vingt-seize francs à partir du 1er janvier 1867.
Deux expéditions de la présente délibération seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement qui est prié de les transmettre à la députation.
Fait en séance à Malonne le 13 janvier 1867,
Le bourgmestre président signe
Chantraine, secrétaire, Je bourgmestre prés. JJ Rifflart.

p. 323
Séance du 24 février 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Jean Joseph Rifflart Biguet, échevin, Philippe Leprêtre, Henry Chapelle, Ambroise Marneffe et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le règlement général adopté par arrêté royal du 10 janvier 1863, pour l'exécution de la loi du 22 7bre 1842 en ce qui concerne les dépenses annuelles de l'enseignement primaire,
Vu la circulaire de M. le ministre de l'intérieur en date du 12 janvier 1863,
Considérant que le nombre des enfants de 7 à 14 ans tant indigents que solvables
à instruire à l'école des garçons est de 98, ce qui, à raison d'une rétribution annuelle de 8 francs par élève donne un produit de 784 francs,
Arrête sous approbation de la députation du conseil provincial
Art 1er : le traitement fixe de l'instituteur est de 800 francs et celui du sous-instituteur est fixé de six cent francs.
Le casuel sera attribué par moitié à chacun des deux.
Cette affaire terminée, même opération que dessus en ce qui concerne l'école des filles.
Considérant que le nombre des enfants de 7 à 14 ans tant indigents que solvables à instruire à l'école des filles est de 87, ce qui, à raison d'une rétribution annuelle de 8 francs par élève donne un produit de 696 francs,
Arrête sous approbation de la députation du conseil provincial
Art 1er : le traitement fixe de l'institutrice est de sept cents francs et celui de la sous-institutrice est fixé à quatre cents francs.
Le casuel sera attribué par moitié à chacun des deux.
Deux expéditions de la présente délibération seront adressées à M. le commissaire d'arrondissement qui est prié de les transmettre à la députation.
Cette affaire terminée,

p. 324
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi du 30 mars 1866.
Arrête
Le sieur Maximilien Servais est nommé membre du bureau de bienfaisance, comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée par les présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Cette affaire terminée,
Vu le plan en triple expédition d'une parcelle de terrain pour servir a l'emplacement du nouveau cimetière a établir en cette commune,
Vu le procès-verbal d'expertise de ladite parcelle,
Vu enfin le procès-verbal d'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,

Considérant qu'il y a urgente nécessité à ce que la commune avise au moyen de se procurer une parcelle de terrain convenable,
Considérant qu'après mûr examen de la situation des lieux il a été reconnu que le hameau nommé Tombois situé sur une montagne et à une assez grande distance des habitations était l'endroit le mieux placé pour y établir ledit cimetière
Considérant que la parcelle adoptée est d'une contenance de quarante-neuf ares quatre centiares appartenant aux époux Servais, Chatulaire (?) Moraux et la veuve Jean Baptiste Noulard,
Considérant que le prix d'acquisition de ladite parcelle est de trois mille francs qui, réuni à celle de trois mille francs pour sa clôture en maçonnerie forme un total de six mille francs
Considérant que la commune se trouve dans la triste nécessité à ne pouvoir faire face à cette dépense sans le secours du gouvernement et de la province par les motifs qu'elle a dû faire bâtir une salle d'école avec logement d'instituteur, qu'elle doit intervenir dans les frais de restauration de l'église pour une somme de 6000 francs, qu'en conséquence le gouvernement et la province sont priés de nous accorder des subsides proportionnels aux sacrifices que va encore s'imposer la commune,
Par

p. 325
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à acquérir ladite parcelle et au besoin à l'exproprier pour cause d'utilité publique.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 mars 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la délibération du conseil de fabrique de l'église de Malonne en date de ce jour consernant l'adjudication des travaux de restauration à faire à l'église de cette commune,
Considérant que quatre soumissions ont été déposées pour cette entreprise et qu'il a été reconnu par ledit conseil de fabrique que c'était celle déposée par le sieur Joseph Lefert qui présentait plus de sécurit é pour cette entreprise,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité se rallier entièrement au contenu de la délibération du conseil de fabrique mentionnée ci-dessus.
Cette affaire terminée,
On procède ensuite à la nomination de deux membres du conseil communal pour surveiller de concert avec l'architecte chargé de la surveillance des travaux sont nommés à cette fin MM. Ambroise Marneffe et Michel Schayès, tous deux échevins.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 326
Séance du 31 mars 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Jean Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Assemblé à l'effet de nommer un individu capable pour faire les écritures de l'état civil et la tenue des registres de la population,
Considérant qu'après mur examen il a été reconnu que le sieur Louis Joseph Rifflart, fils du bourgmestre actuel, était à même de tenir cette écriture,
Considérant qu'il y a lieu à lui allouer un salaire proportionnelle à cette besogne.
Décide à l'unanimité qu'il lui sera alloué à cette fin une somme de cent cinquante francs annuellement à partir du 1er janvier 1867.
Cette affaire terminée,
Le conseiller Henry Chapelle se retire et ne prend part à cette séance.
Il est donné lecture d'une réclamation adressée à la députation du conseil provincial par le nommé François Joseph Renier de cette commune contre les exemptions accordées aux miliciens Alexis Mélard pour infirmité, à Louis Baufays comme fils de veuve pourvoyant à Prudent Massaux pour défaut de taille et finalement à Jacques Henry également comme fils pourvoyant.
Le conseil après avoir examiné avec attention la situation des familles en ce qui concerne les deux exemptions accordées aux miliciens Baufays et Jacques comme pourvoyants, ont décidé à l'unanimité de s'en référer à la sagesse de la députation du conseil provincial.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 327
L'an mil huit cent soixante-sept du mois de juin le neuvième jour à huit heures du matin,
Ext comparu le sieur Ambroise Marneffe nommé échevin de cette commune par arrêté royal du … lequel a prêté entre nos mains le serment le serment conçu en ces termes
« Je jure fidélité au roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge ».
Après quoi je lui ait déclaré qu'il était installé dans ses fonctions et a signé avec nous A. Marneffe, JJ Rifflart,

Séance du 9 juin 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Jean Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il importe d'allouer une indemnité aux agents de recensement désignés par l'administration communale afin d'opérer le recensement générale de la population
Considérant que ce travail demande une occupation très longue de la part de ces agents,
Considérant que l'indemnité allouée par le gouvernement concernant le travail dont il s'agit n'est pas suffisant, ainsi donc la commune doit y intervenir pour sa quote-part.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à payer auxdits agents après le travail entièrement terminé une somme de quatre dents francs, à titre d'indemnité de la part de la commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Vu la demande en date du 2 avril dernier nous adressée par Amant Modestus, cordonnier,

p. 328
cordonnier, domicilié à Malonne, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain communal sans emploi d'une contenance de trois ares vingt-trois centiares situé au hameau Basse Fontaine.
Vu le procès-verbal de commodo et incommodo tenu à cette fin
Vu le procès-verbal d'expertise,
Vu enfin le plan de ladite parcelle,

Considérant que les oppositions formées par Thomas Joseph Chapelle et l'épouse Mathieu Dotraux ne peuvent être prises en considération pour les motifs que cette concession ne prive aucunement les aisances des opposants. Tant qu'à l'extraction de pierre pour le service des habitants, il se trouve à proximité de celle-ci une autre parcelle dont ils peuvent disposer pour l'extraction des dites pierres.
Considérant que la somme de soixante-sept francs cinquante centimes reprise au procès-verbal d'expertise est réellement bien la valeur de ladite parcelle,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à aliéner la parcelle de terrain dont il s'agit moyennant la somme de soixante-sept francs cinquante centimes, laquelle somme sera versée dans la caisse communal huit jours après la signification de l'approbation de la députation du conseil provincial.
Expédition de la présente avec la pièce déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 329
Séance du 30 juin 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Jean baptiste Massaux, Philippe Leprêtre et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 23 juin dernier nous adressée par les agents de recensement de cette commune, par laquelle il nous font connaître qu'ils ne peuvent continuer le travail de recensement pour la somme de 400 francs leur allouée pour ledit travail précédemment sans une augmentation de 150 francs.
Considérant que ce travail est très compliqué et qu'il est de tout nécessité qu'il s'opère le plutot possible
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité d'allouer une majoration de cent cinquante francs pour les motifs énoncés ci-dessus.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 août 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Philippe Leprêtre, Jean baptiste Massaux, Nicolas Binamé et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1867 a 1868 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en

p. 330

en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous les N° 26. 40 et 43 du registre des enfants de sexe masculin sont rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quatre-vingt-dix.
Les enfants compris sous les N° 22. 35 et 83 du registre du sexe féminin sont également rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenues conséquemment de quatre-vingt-dix-neuf.

Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents Messieurs comme à la séance précédente.
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 7 7bre 1866 insérée au mémorial administratif sous le n° 8324 concernant les mesures propres à prévenir les incendies.
Considérant

p. 331
Considérant que la commune est fort dicéminée (!) et qu'il n'y a pas d'aglomération (!) en conséquence le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y à pas lieu à adopter le règlement réclamé.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents Messieurs comme à la séance précédente.
Vu le compte communal de l'exercice de 1866.
Attendu que la parcelle de terrain excédent de largeur de chemin vendue par la commune par acte en date du 2 avril 1862 au sieur henry jacques pour le prix de 40 f. 80 c. portée au présent compte chapitre 1er recouvrement sur les arriérés n'appartenait pas à celle-ci mais bien aux demoiselles Abras.
Considérant qu'il à lieu à faire disparaître dudit compte la redevance dont il s'agit,
En conséquence le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de faire disparaître dudit compte la redevance dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement avec le compte déjà cité afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.332
Séance du 15 7bre 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre, Jean baptiste Massaux et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande faite par Xavier Leurquin de cette commune sous la date du 3 de ce mois tendante à être autorisé à rembourser à la commune une rente annuelle et perpétuelle de trente francs au capîtal de six cents francs affectée sur une maison et bien à Malonne.
Vu l'acte de titre nouvel de ladite rente,
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial avec l'acte déjà cité, afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 2 août dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 8572 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de l'exercice de 1868.
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et principalement aux dépenses obligatoires de l'enseignement primaire,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Considérant que depuis nombre d'année la commune a toujours porté le nombre de centimes

p. 333
centimes additionnels aux contributions à 10 % pour subvenir à l'entretien et à l'amélioration de la voirie vicinale,
Considérant qu'il à lieu à fixer le nombre de ces centimes pour l'exercice de 1868,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à 10 % les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 7^{bre} 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre, Jean baptiste Massaux et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande nous adressée par le sieur Victor Joseph Renier domicilié à Floreffe, élève diplomé de l'école normale de Malonne tendante à obtenir la place vacante de sous-instituteur en cette commune.
Considérant qu'il importe de pourvoir à cette place le plutot possible
Vu le diplôme dudit Renier,
Vu le certificat produit,
Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire du 29 7^{bre} 1842.
Vu les articles 66 et 84de la loi communale du 30 mars 1836,
Le conseil procède au scrutin secret pour

p. 334
la nomination dont il s'agit, il est résulté du dépouillement des suffrages que ledit Renier a obtenu toutes les voix, en conséquence est nommé sous-instituteur à l'école communale de Malonne.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 20 8^{bre} 1867

Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé et Jean Baptiste Massaux,, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 3 de ce mois de M. l'inspecteur des forêts par laquelle il nous informe que dans la supposition que la commune serait d'intention de vendre le jour de l'adjudication des coupes de bois de la Vecquée, le malbois qui se trouvent dans lesdites coupes appartenant à la commune, il y aurait lieu à demander l'autorisation nécessaire à cette fin.
Considérant qu'il y à intérêt pour la commune à ce que notre mal bois soit vendu par adjudication publique aux mêmes conditions et la même adjudication que les coupes de bois de la Vecquée,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de nous autoriser à cette fin.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture d'une réclamation de divers habitants

p. 335
habitants de cette commune adressée à M. le gouverneur de la province concernant le mauvais entretien du chemin dit herdant (?) de Babin,
Considérant qu'effectivement ce chemin laisse à désirer et que l'on pourrait y faire une légère amélioration en 1868,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de faire exécuter dans le courant de l'exercice de 1868 un empierrement d'une longueur de 200 mètres.
Expédition de la présente avec la réclamation déjà citée sera adressée à M. le gouverneur pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 24 9bre 1867
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Michel Schayès, échevin, Henry Chapelle, Jean Baptiste Massaux, Nicolas Binamé et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale en 1868
Vu les prestations en nature qui y sont imposées,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que de l'être en nature parles motifs que ceux qui y sont convoqués de font ordinairement rien.
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité que lesdites prestations seront converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial

p. 336
provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Le conseil décide également qu'il sera écrit à M. le commissaire d'arrondissement afin qu'il nous fasse connaître si la commune est tenue oui ou non à procurer le chauffage pour le service personnel des instituteurs.
Cette affaire
On s'occupe également de la nomination de deux membres de l'administration qui doivent faire partie de la commission instituée par l'art. 58 de la loi du 28 juin 1822 en matière de la contribution personnelle en 1868.
Arrête
MM. Pierre Robson et henry Chapelle, tous deux conseillers, sont nommés à cette fin.

Expédition de la présente sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 janvier 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Nicolas Binamé, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre, Pierre Robson et Jean Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi du 30 mars 1866.
Arrête
Le sieur Jean-Baptiste Schayès est nommé

P.337
Nommé membre du bureau de bienfaisance comme ayant obtenu tous les suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des représentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 février 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean Baptiste Massaux et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu les comptes compte communal de l'exercice de 1865 et 1866 qui constatent que la commune a payé pour frais d'entretiens d'indigents dans différents hospices pendant ces deux exercices une somme de 1775.75 et pendant l'exercice de 1867 une autre somme de 650'' plus elle a encore payé pendant les années antérieures une somme de 1305 francs 20 c. non comprise dans celles mentionnées ci-dessus pour frais d'entretien d'un aliéné indigent à Bruges, lequel y est décédé en 1867.
Cependant la commune pense récupérer sur sa succession lui dévolue par le décès de son père le tout ou en partie de ladite somme de 1305 francs 20 centimes mentionnée ci-dessous soit …….. 1305.20
En total trois mille sept cent trente deux francs 95 centimes …….. 3732.95
Considérant que jusqu'ici la commune avait toujours fait face à la dépense malgré celles qu'elle a dû supporter les années antérieures pour le bâtiment de son école, , réparation presqu'à neuve de la toiture de l'église, remise à neuve de l'intérieur de celle-ci – acquisition de terrain pour l'emplacement du nouveau cimetière, clôture, et cependant elle se trouve aujourd'hui malgré toutes ces économies dans l'impossibilité à ne pouvoir plus faire face à ces dépenses sans le secours du gouvernement et de la province.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que le gouvernement et

p. 338
et la province seront priés de nous accorder des subsides proportionnels aux dépenses que nous avons eu à supporter pour frais d'entretien d'indigents appartenant à cette commune.
Expédition de la présente sera adressée en double à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 février 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean Baptiste Massaux et Philippe Leprêtre et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que par arrêté de M. le gouverneur en date du 6 9bre dernier B N° 831383 nous avons été autorisés à procéder à la nomination de delle Céline Hebette aux fonctions de sous-institutrice de cette commune.
Considérant que jusqu'ici nous n'avons pas encore procédé à sa nomination et qu'il y a lieu d'y procéder le plutot possible
Par ces motifs,
Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire de la loi du 23 7bre 1842,
Le conseil procède au scrutin secret à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des suffrages que ladite Céline Hebette à obtenu toutes les voix, en conséquence est nommée sous-institutrice de cette commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois

p. 339
et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 3 mars 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean Baptiste Massaux et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'état ci-joint délivré par le receveur comal lequel constate que la commune a payé pour frais d'entretien à date de ce jour une somme de 2936 francs 88 centimes plus une autre somme de 619 fr 28 centimes non comprise dans le présent état payée depuis l'année 1854
En total 3556.16
Dans la dite somme est comprise celle de 1305 francs 20 c. payée pendant les années antérieures pour frais d'entretien d'un aliéné indigent à bruge, lequel y est décédé en 1867. Cependant la commune pense récupérer sur une succession lui dévolue par le décès de son père la totalité de ladite somme, soit 1305.20
Reste net payé par la commune 2550.96
Considérant que jusqu'ici la commune avait toujours fait face à ces dépenses malgré celles qu'elle a eu à supporter les années antérieures pour la bâtise de son école réparation jusqu'à neuve de la toiture de son église, remise à neuve de l'intérieur de celle-ci et acquisition de terrain pour l'emplacement du nouveau cimetière clôture, Cependant elle se trouve aujourd'hui malgré toutes ces économies dans l'impossibilité à ne plus pouvoir faire face à ces dépenses sans le secours du gouvernement et de la province.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que le gouvernement et la province seront priés de nous accorder un subside proportionnel aux dépenses que nous avons eu à supporter pour frais d'indigents appartenant à cette commune.
Expédition

P. 340
Expédition de la présente sera adressée en double à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 28 juin 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Rifflart Biguet, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé et Jean Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire, çà laquelle séance assistaient MM. Maximilien Servais et Joseph Legrain, membres du conseil de fabrique, convoqués conformément à la loi à l'effet de délibérer sur la question de savoir si l'on adopte le plan er devis estimatif dressé par l'architecte Samin pour l'achèvement des travaux de l'église.
Après avoir délibéré attentivement le conseil communal et celui du conseil de fabrique sont d'avis unanime d'adopter ledit plan dans tout son contenu.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 9 août 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean Baptiste Massaux, Nicolas Binamé et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.

p. 341
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1868 a 1869 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
L'enfant compris sous le N° 83 du registre des enfants de sexe masculin est rayé, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de cent et trois.
L'enfants compris sous le N° 100 du registre du sexe féminin est également rayé, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quatre-vingt-dix-neuf.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Le conseil fixe à dix pour cent les centimes additionnels aux contributions de 1869 pour la voirie vicinale du même exercice.

p. 342
Séance du 24 7^{bre} 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé et Henry Chapelle et Jean-Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre de M. le gouverneur en date du 4 août dernier insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 8811 concernant les centimes additionnels ordinaires aux contributions foncières et personnelles de 1869.

Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année en conséquence il y à lieu de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre de M. le commissaire d'arrondissement en date du 12 de ce mois tendante à porter à partir du 1er janvier 1868 le traitement de l'institutrice de 700 à 800 francs et celui de la sous-institutrice de 400 à 500 francs.
Considérant que les traitements actuels de l'institutrice et de la sous-institutrice s'élèvent respectivement
1° celui de l'institutrice à 1488 francs,
2° et celui de la sous-institutrice à 1188 francs
Sont largement suffisants,
En conséquence le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu à les majorer.
Expédition de la présente sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi nous disons cette affaire terminée,
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour 1869,
Vu les prestations en nature qui y sont imposées,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties en argent, par les motifs que ceux qui y sont convoqués ne font ordinairement rien,

p. 343
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ladite prestation sera convertie en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de monsieur le commissaire d'arrondissement afin d'exécution
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 16 8bre 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la démission nous adressée sous la date du 27 7bre dernier par la Delle Céline Hébette de ses fonctions de sous-institutrice de cette commune,
Vu la demande nous adressée par la Delle Jona (?) Rabosée de la commune de Falmignioul par laquelle elle sollicite la place de sous-institutrice en remplacement de ladite Hébette, démissionnaire.
Vu le certificat produit,
Vu également la pièce qui constate que la susdite nommée Rabosée les cours avec succès de l'école normale de Champion pendant trois années,
Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,
Vu les articles 66 & 84 de la loi communale du 30 mars 1836
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit, le dépouillement dudit

p. 344
dudit scrutin fait connaître que ladite Delle Rabosée a obtenu tous les suffrages en conséquence le conseil nomme ladite Rabosée aux fonctions de sous-institutrice de cette commune.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 1er 9bre 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé, Henry Chapelle et Jean-Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 20 8bre dernier N° 1067 à nous adressée par M. le commissaire d'arrondissement par laquelle il nous informe que M. l'inspecteur de l'enseignement primaire a écrit à M. le gouverneur en ces termes il est donné lecture au conseil communal de cette lettre et après un examen sérieux, il a décidé à l'unanimité
1° que l'institutrice qui est logée, chauffée, un jardin convenable, peut vivre très facilement avec le traitement lui alloué par la commune.
Que son traitement a été pour l'exercice de 1866 de 1700 francs au moins.
Que celui de l'année de 1867 a été de1665.90
Tant qu'à la sous-institutrice elle ne s'est jamais plaint de son traitement comme le dit M. l'inspecteur dans la lettre adressée à M. le gouverneur, que ce n'est pas les motifs de sa sortie de la commune mais bien de mauvais jours

jours qu'elle a passé près de l'institutrice Mlle Pierret, comme le prouve la lettre ci-jointe et voilà M. le commissaire ce qui a occasionné la Delle Hebette a donner sa démission de sous-institutrice de cette commune.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y à pas lieu pour les motifs énoncés ci-dessus à majorer les traitements de l'institutrice et de la sous-institutrice au surplus il s'en réfère à sa délibération du 24 7bre dernier laquelle est ci-jointe.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du même jour
Présents les membres comme à la séance de ce jour
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de rédiger son budget cal pour l'exercice de 1869, arrivé au titre 2ème dépenses générales N° d'ordre 5 traitement du garde champêtre,
Considérant qu'il y à lieu à majorer ledit traitement par rapport au travail dont il est chargé pour le service de la commune.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de majorer ledit traitement pour l'exercice de 1869 de 25 francs et de le porter à 250 francs.
Expédition de la présente sera adressée à la députation permanente du conseil provincial avec le budget cité.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 1er 9bre 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, Henry Chapelle et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la commune a été obligée à supprimer le cimetière actuel par rapport à sa contenance de terrain et de son emplacement, et de le remplacer par un autre dans une situation convenable et plus grande 49 ares 40 c. pour laquelle nous avons dus payer une somme de six mille francs.
Considérant que la commune ne peut faire face à cette dépense sans le secours du gouvernement et de la province pour les motifs qu'elle a du faire bâtir une salle d'école avec logement pour les instituteurs qu'elle doit intervenir dans les frais de réparations à faire à l'église pour une somme de six mille francs, et qu'ainsi il y a lieu à solliciter du gouvernement un subside proportionnelle aux sacrifices que la commune a dus faire pour cette acquisition et clôture.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que le gouvernement sera prié de nous accorder un subside à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.347
Séance du 15 Xbre 1868
Présens Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, Henry Chapelle et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la commune a été obligée à supprimer le cimetière actuel par rapport à sa contenance de terrain et de son emplacement, et de le remplacer par un autre dans une situation convenable et plus grande 49 ares 40 c. pour laquelle nous avons dus payer une somme de six mille francs y compris la clôture et qu'elle ne pourra intervenir dans cette dépense que pour une somme de trois mille francs, par les motifs qu'elle a dû faire bâtir une salle d'école avec logement pour les instituteurs et les institutrices, qu'elle doit intervenir dans les frais de réparations à faire à l'église pour une somme de six mille francs, et qu'ainsi il y à lieu de solliciter du gouvernement un subside de trois mille francs,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que le gouvernement sera prié de nous accorder un subside de trois mille francs eu égard aux sacrifices que la commune a fait à date de ce jour.
Expédition de la présente sera adressée en double à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p.348
Le 3 janvier 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que la commune doit faire empierrer cette année une partie du chemin aboutissant au bois domanial de la Vecquée en cette commune, et que les pierres pour servir à cet empierrement ne peuvent être fournies qu'à grand frais pour la commune,
Considérant qu'il existe dans le bois de la Vecquée une carrière rapprochée dudit chemin où l'on pourra facilement se les procurer,

Considérant que la commune s'engage pour le cas où l'ad^{on} forestière nous autorisera à faire extraire dans ladite carrière les pierres qui nous sont nécessaires, de payer une redevance de vingt-cinq centimes par mètre cube.
Considérant qu'il y à lieu à solliciter cette autorisation pour un terme de huit années,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que l'ad^{on} forestière sera priée de nous autoriser à cette fin.
Expédition de la présente sera adressée à ladite administration afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 24 janvier 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Jean-Baptiste Massaux, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

p. 349
Le conseil communal de Malonne
Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal.
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé conformément à l'art 66 de la loi du 30 mars 1836
Arrête
Le sieur Joseph Menier est nommé membre du bureau de bienfaisance comme ayant obtenu cinq suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Cette affaire terminée,
Comme suite à la lettre en date du 10 de ce mois de M. le garde général des eaux et forêts relative à l'emplacement d'une carrière dans le bois domanial de la Vecquée ou la commune pourra y faire extraire les pierres nécessaires pour la restauration de ces chemins vicinaux,
Considérant qu'avant de pouvoir être autorisé par l'ad^{on} forestière il y à lieu à faire livrer le plan de l'emplacement par M. l'arpenteur forestier.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit M. le garde général sera prié de faire lever ledit plan comme il est dit ci-dessus aux frais de la commune.
Expédition…
Cette affaire terminée,
Vu l'acte d'adjudication en date du 8 7^{bre} 1868 concernant le renouvellement du pavement de l'église de cette commune
Considérant qu'ensuite des renseignements recueillis il a été reconnu que le système de pavement en calcaire granit était plus durable que celui en ciment Breton, lequel a été adjugé pour le prix de 2740 francs au

p. 350
au sieur Jean Chapelle, maître de carrière domicilié à Malonne,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que ledit pavement aura lieu en pavement en calcaire granit.
Expédition de la présente avec l'acte déjà cité sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'intermédiaire de M. le commissaire d'arrondissement, afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 7 février 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de délibérer sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu à nommer un cantonnier pour le service de l'ad^{on}, lequel sera chargé d'entretenir dans un état praticable les chemins vicinaux et autres de cette commune.
Considérant qu'il y a lieu à adopter cette mesure,
Vu la proposition faites pour obtenir cet emploi,
Considérant que celle du nommé Joseph Madome domicilié en cette commune est celle la plus avantageuse
Par ces motifs
Le conseil décide à l'unanimité de nommer ledit sieur Madome à cet emploi, lequel entrera en fonction au premier mars prochain jusqu'au premier octobre suivant ; il lui est alloué par journée jusqu'à l'époque précitée une somme d'un franc cinquante centimes, laquelle lui sera payé sur

p. 351
sur état à fournir par lui et signée du collège échevinal tous les quinze jours, il devra [...] aux ordres qui lui seront donnés par l'ad^{on} locale.
Toutes les pierres nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux et autres seront fournies par les soins de l'ad^{on} communale.
Cette affaire terminée,
On décide également que des démarches seront faites de la part de la commune vis-à-vis de MM. Le directeur des établissements des frères des écoles chrétiennes et de celui de la fabrique des produits chimiques à Floreffe afin qu'ils interviennent chacun pour le cote part à l'entretien du chemin dit fond de Malonne.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 5 avril 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, et Philippe Leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la demande adressée par le sieur Philippe Rifflart domicilié à Sombreffe, représentant Pierre François Rifflart décédé tendante à obtenir l'autorisation à pouvoir rembourser à la commune une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs au capital de cinq cents francs échéant le 6 avril de chaque année.
Vu l'acte de titre nouvel (?) de ladite rente en date du 31 août 1861
Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée en double à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire

p. 352
=commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 8 août 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Henry Chapelle et Philippe leprêtre, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1869 a 1870 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,
Vu les articles 6537 et suivant du cadastre administratif de Belgique,
Arrête
Les enfants compris sous les N° 8. 15. 21. 41. 43. 45. 58. 59. 67. 75. 85. 108. 109. 118 et 122 du registre des enfants de sexe masculin est rayé, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de 112.
Les enfants compris sous les N° 2. 8. 12. 37. 54. 7. 72 et 76 du registre du sexe féminin sont également rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de 111.
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.

p. 353
Il est donné lecture de l'état supplémentaire ci-joint nous adressé par le sieur Lefert maître plafonneur à Namur, des travaux exécutés à l'église de cette commune en 1867 lequel s'élève à la somme de 42 f 81 c. dont ledit sieur Lefert consent à supprimer 25 fr. 41 c. donc il reste du 400 fr.[10]
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il à lieu à ce que ladite somme mentionnée ci-dessus lui soit payée par la commune.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement avec l'état déjà cité a fin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 août 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Philippe leprêtre, Henry Chapelle et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu la lettre en date du 13 de ce mois nous adressée par le sieur Goyet notre instituteur communal par laquelle il nous informe qu'à la dâte du 1er octobre prochain il donne démission de ces fonctions d'instituteur communal.
Vu également celle du nommé Renier Victor et de Pierret jean Bapte, tous deux instituteurs qui sollicitent cet emploi.
Vu le diplôme produit à cette fin par ledit sieur Renier,
Vu la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,
Vu les articles 66 et 84 de la loi du 30 mars 1836,

p. 354
Le conseil procède au scrutin secret pour la nomination dont il s'agit, le dépouillement dudit secret fait connaître que M. Renier Victor a obtenu 7 suffrages et M. Pierret Jean Bapte un.

[10] Bizarre, comme compte ! Le secrétaire doit avoir négligé certains renseignements !

En conséquence le conseil nomme ledit sieur Renier aux fonctions d'instituteur de cette commune en remplacement dudit Sieur Goyet, démissionnaire.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil prov[al] par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 19 juillet dernier insérée au mémorial administratif sous le n° 9007 concernant les centimes spéciaux à affecter aux contributions directes de 1870 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Le conseil décide à l'unanimité que le nombre de ces centimes seront fixés à dix pour cent comme les années précédentes.
Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 29 août 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant que malgré les avertissements réitérés du receveur communal il se trouve dans l'impossibilité à faire rentrer divers arriérés concernant en grande partie des impositions au rôle de la voirie vicinale,
Considérant

Considérant qu'il y a des doubles emplois impôsés au rôle,
Considérant qu'il est également reconnu à l'unanimité du conseil que les redevances ne pourront jamais être effectuées au profit de la commune,
Considérant qu'il y a déjà plusieurs années qu'elles figurent au compte du receveur,
Considérant qu'il y à lieu, puisque ces [...] sont irrécouvrables a demander a les faire disparaître du présent compte,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de faire disparaître du présent compte comme étant irrécouvrables les redevances ci-après désignées, lesquelles sont désignées par une X en face de chaque retardataire ainsi que par le N° d'ordre du présent compte.
Titre 1[er], recette générale
Chapitre 1[er], recouvrement sur les arriérés, recettes extraordinaires
[...] du par Mathieu Rifflart dit sergent, repris au n° d'ordre 7 pour 64 fr.
Titre 7[ème] recettes spéciales pour la voirie vicinale, chapitre 1[er], recouvrement sur les arriérés et les recettes extraordinaires
N° d'ordre du compte 8. 12. 13. 14. 15. 16. 19. 20. 21. 22. 23. 25. 26. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 44. 45. 47. 48. 49. 57. 58. 59. 60. 61. 63. 64. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 76. 79. 81. 82. 83. 85. 89. 104. 106. 107. 111. 112. 115. 116. 119. 126. 127. 131. 139. 142. 144. 145. 148. 164. 168 et 172.
Voirie vicinale chapître 2[ème], recettes ordinaires de l'année 1868
N° d'ordre 12. 15. 24. 28. 31. 32. 34. 39. 45. 46. 57. 58. 71. 72. 83. 84. 91. 92. 101. 107. 109 et 120.
Expédition de la présente avec le compte déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 356

Séance du 2 7bre 1869.

Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Henry Chapelle, Nicolas Binamé et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Considérant qu'il importe de pourvoir à la nomination d'un sous-instituteur communal en remplacement du sieur Renier, nommé instituteur, qui remplace aujourd'hui le sieur Goyet, démissionnaire,

Considérant que dans l'intérêt général de la commune la nomination dont il s'agit n'aurait lieu que pour une année seulement, c'est-à-dire pour l'année scolaire de 1869 à 1870 et c'est a fin de voir si celui nommé remplirait toutes les conditions voulues,

Vu la demande nous adressée par les sieurs Defrene, de la commune d'Assesse, et Bovy de la commune de Temploux, candidats diplômés, choisis par le conseil communal,

Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,

Vu les articles 66 et 84 de la loi du 30 mars 1836,

Le conseil procède au scrutin secret à la nomination dont il s'agit, le dépouillement dudit scrutin fait connaître que le sieur defrene Auguste a obtenu quatre suffrages et le sieur Bovy Charles trois, en conséquence ledit Defrène est nommé sous-instituteur communal de cette commune.

Expédition de la présente avec la pièce déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'information.

Cette affaire terminée,

Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 2 août dernier, insérée

p. 357

=insérée au mémorial administratif sous le N° 9023 concernant les deux centimes additionnels ordinaires aux contributions foncières et personnelles de 1870.

Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année tant en dépenses obligatoires que pour le service ordinaire de l'enseignement primaire,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels facultatifs dont il s'agit.

Expédition de la présente sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.

Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 23 7bre 1869.

Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Philippe Leprêtre, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.

Le conseil communal de Malonne

Vu la demande nous adressée par le sieur Waha Alexandre de cette commune, représentant Marie barbe Rifflart, ménagère, et Nicolas Joseph Massaux, son mari, et autres, tous domiciliés à Malonne, tendante à être autorisés à rembourser à la commune une annuelle et perpétuelle de huit francs treize centimes, échéant le 27 mars de chaque année au capital de cent soixante deux

p. 358

=deux francs soixante centimes, laquelle faisait partie de plus forte, est due en vertu de prescription immémorial.

Considérant que rien ne s'oppose à ce remboursement,

Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.

Expédition de la présente avec l'acte de titre nouvel en date du 29 janvier 1834 sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 22 8bre 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Nicolas Binamé, Jean Baptise Massaux et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant quil importe de pourvoir à la nomination définitive d'un sous-instituteur communal en remplacement du sieur Renier nommé instituteur en remplacement du sieur Goyet démissionnaire,
Vu la demande nous adressée par le sieur Defrenne Auguste, élève diplômé de l'école normale de Malonne, tendant à obtenir cet emploi,
Vu le certificat produit,
Vu l'art. 10 de la loi organique de l'instruction primaire du 23 7bre 1842,
Bu les articles 66 et 84 de la loi du 30 mars 1836,
Le conseil procède à un scrutin secret à la nomination dont il s'agit, le dépouillement dudit scrutin fait connaître que le sieur defrenne Auguste a obtenu tous les suffrages, en conséquence est nommé

p. 359
nommé sous-instituteur de cette commune.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la lettre en date du 13 de ce mois nous adressée par M. le commissaire d'arrondissement de Namur par laquelle il nous informe que deux enfants nommées Catherine et Augustine Legrain ont été abandonnées par leur père et recueillies à Namur.
Considérant que le père de ces enfants a son domicile réel en cette commune,
Considérant que des personnes charitables veuillent bien venir au secours de ses malheureuses en les faisant placer dans un établissement,
Considérant que la commune devrait intervenir dans les frais de cet entretien,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité d'y intervenir pendant quelques années pour une somme de vingt francs par mois.
Expédition de la présente sera adressée à M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 17 9bre 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Jean-Baptiste Massaux, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre et Nicolas Binamé, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande en date

p. 360
en date du 12 8bre dernier du sieur Goffart de Bonninne (?) adressée à M. le gouverneur, tendante à être autorisé à établir une machine à vapeur au lieu dit Gueule du Loup, en cette commune, à l'effet de ventiler la galerie en percement pour l'exploitation de la minière de la Vecquée.
Vu le procès-verbal de l'information de commodo et incommodo tenu à cette fin,

Considérant que rien ne s'oppose à cette demande,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 7 9bre 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevin, Henry Chapelle, Philippe Leprêtre et Jean Baptise Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de rédiger son budget communal pour l'exercice de 1870,
Considérant que le traitement alloué à notre garde champêtre est insuffisant pour le travail qu'il est chargé de faire pour le service de la commune, lequel traitement est de 250 francs et qu'il y à lieu à

p. 361
= majorer celui-ci de 50 francs.
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter le traitement dont il s'agit à la somme de trois cents francs.
Expédition de la présente avec le budget déjà citée sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 12 Xbre 1869.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Michel Schayès, échevins, Jean Baptise Massaux, Philippe Leprêtre, Nicolas Binamé, Henry Chapelle et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande en date du 29 9bre dernier de la société d'harmonie de cette commune par laquelle elle sollicite un subside sur ses fonds destinés à l'encouragement des beaux arts.
Considérant que ladite demande doit être prise en considération par les motifs que ladite société existe depuis 30 années et qu'ainsi il y a lieu de la maintenir,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de leur allouer sur les fonds communaux une somme de cent francs et prie la députation permanente ainsi que le gouvernement de leur allouer la même somme.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 362
Séance du 25 janvier 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean Baptise Massaux et François Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne

Vu la délibération en date de ce jour du bureau des marguillers de l'église de Malonne, accompagnée de différentes pièces relatives à une donation faite à la fabrique de ladite église par la d^{lle} Eléonore Abras en son vivant rentière domiciliée à Namur, de la moitié d'une ferme qu'elle possède en cette commune à charge d'une obligation à remplir par celle-ci, laquelle est reprise à l'acte de donation ci-joint en date du 20 août 1866, enregistré le 7 juin 1869.
Considérant que cette donation est très avantageuse à la fabrique sous tous les rapports et principalement en ce que celle-ci devra faire bâtir une chapelle pour y faire célébrer la messe les dimanches de fêtes de l'année, un bon nombre des habitants pourront y assister sans devoir parcourir une demi-lieu comme ils le font aujourd'hui.
Considérant que rien ne s'oppose à l'acceptation de cette donation, attendu que les héritiers de la donatrice peuvent facilement pourvoir à leur assistance,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à autoriser ladite fabrique à accepter la donation dont il s'agit.
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 363
Séance du 12 juin 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, Henry Chapelle et Jean Baptise Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 29 mars dernier nous adressée par le sieur Schayès Léon au nom de sa mère veuve Schayès Bacquelaine, rentière, domiciliée en cette commune, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain d'une contenance de neuf centiares 99/100 dans l'ancien cimetière de cette commune à l'effet d'y pouvoir faire placer un grillage en fer ou autres travaux qu'elle jugera convenables ou reposent son époux et un enfant.
Considérant que cette demande est avantageuse à la commune en ce que d'abord il n'est plus opéré aucune inhumation dans l'ancien cimetière, lequel reste aujourd'hui sans emploi.
Vu la plan de ladite parcelle,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous la condition suivante,
Que la veuve Schayès Bacquelaine devra verser dans la caisse communale une somme de quatre cents francs, et une autre somme de cent francs dans celle du bureau de bienfaisance dans le délai d'un mois à dâter de l'approbation.
Expédition de la présente avec le plan déjà cité sera adressée à la députation permanente du conseil provincial afin d'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 364
Séance du 24 juin 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean Baptise Massaux, Philippe Leprêtre et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 5 de ce mois n° 6905 de M. le garde général forestier accompagnée d'une demande du sieur Sprumont tendante à être autorisé d'adosser à sa maison de résidence à Ma-

lonne à l'endroit dit Folie un (= au ?) pignon du levant, un bâtiment devant servir de fournil et laverie qui sera limitée au midi par le bois communal dit Trou Christophe.
Considérant que rien ne s'oppose à cette demande sont d'avis unanime que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie. Expédition de la présente avec la demande déjà citée sera adressée à M. le garde général pour information et direction.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 10 juillet 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, Pierre Robson, Henry Chapelle et françois Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 30 juin dernier nous adressée par M Schayès [...] rentier domicilié en cette commune tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain dans l'ancien cimetière de Malonne d'une contenance de 3m70 sur 2m70, moyennant le payement d'une somme de quatre cents francs au profit de la commune et d'une autre somme de cent francs au profit du bureau de bienfaisance.
Considérant que cette demande est avantageuse à

à la commune en ce que d'abord aucune inhumation ne plus faite dans ledit cimetière lequel reste aujourd'hui sans emploi.
Vu le plan de ladite parcelle en triple expédition,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité qu'il y à lieu à ce que la demande dont il s'agit soit favorablement accueillie sous la condition suivante :
« Que la demanderesse devra faire payer endéans le mois de la date de l'approbation la somme mentionnée ci-dessus ».
Expédition de la présente avec les pièces déjà citées sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'approbation.
Cette affaire terminée,
Vu les deux listes de candidats présentés par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi du 30 mars 1836.
Arrête
Le sieur Chapelle Henry est nommé membre du bureau de bienfaisance comme ayant obtenu sept suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège des bourgmestre et échevins sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 14 août 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean-Baptiste Massaux et François Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le registre d'inscription contenant les enfants pauvres de cette commune en faveur desquels on demande l'instruction gratuite pour l'année scolaire de 1870 a 1871 lesquels registres ont été cloturés le 31 juillet dernier par le collège des bourgmestre et échevins,
Vu la délibération du bureau de bienfaisance en date de ce jour,

Vu les articles 6537 et suivant du cadastre ad[tif] de Belgique,
Arrête Les enfants compris sous les N° 24. 25. 33. 45. 59. 83. 89. 92. 95 et 103 du registre des enfants de sexe masculin est rayé, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de cent.
Les enfants compris sous les N° 18. 21. 45. 60 et 67 du registre du sexe féminin sont également rayés, le chiffre de ceux qui y sont maintenus est conséquemment de quatre-vingt-dix-neuf..
Les enfants conservés sur les registres seront instruits gratuitement dans les écoles communales ou dans celles qui en tiennent lieu, ainsi qu'il le sera indiqué aux parents et tuteurs dans le bulletin d'admission.
Les subventions dont les instituteurs jouiront de ce chef seront fixées dans le budget des écoles.
Deux expéditions de la présente délibération, une copie du registre dont il s'agit et la délibération déjà citée du bureau de bienfaisance seront adressée à la députation du conseil provincial par l'intermédiaire de Mr le commissaire d'arrondissement.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 21 juillet dernier,

p. 367
=dernier insérée au mémorial ad[tif] sous le N° 9225 concernant les centimes spéciaux à affecter aux contributions directes de 1871 pour subvenir à l'entretien et à l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que depuis nombre d'années la commune a toujours porté le nombre de ces centimes à dix,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de porter à dix centimes pour l'exercice de 1871 les centimes spéciaux dont il s'agit.
Expédition de la présente a sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 18 août 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean-Baptiste Massaux et François Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la demande en date du 30 juin dernier nous adressée par M. Schayès [...] rentier, domicilié en cette commune, tendante à obtenir la concession d'une parcelle de terrain dans l'ancien cimetière de cette commune d'une contenance de 3m70 sur 2m70 moyennant le payement d'une somme de quatre cents francs au profit de la caisse communale et d'une autre somme de cent francs au profit du bureau de bienfaisance.
Considérant que cette demande est avantageuse à la commune, en ce que d'abord aucune inhumation n'est plus faite dans ledit cimetière, lequel reste aujourd'hui sans emploi,

p. 368
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander à la députation du conseil provincial de nous autoriser à accepter les sommes offertes mentionnés ci-dessus sous la condition que le demandeur devra payer ladite somme endéans le mois de la date de l'approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 4 7[bre] 1870.

Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe, échevins, Philippe leprêtre, Jean-Baptiste Massaux, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 21 juillet dernier insérée au mémorial adtif sous le N° 9225 concernant les centimes spéciaux affectés aux contributions directes de l'exercice de 1871 pour subvenir à l'entretien et à l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice.
Considérant que la commune a depuis nombre d'années porté ces centimes à dix pour cent et qu'aujourd'hui il n'y à pas lieu à en diminuer le nombre, par les motifs que de grandes réparations restent à faire à la voirie,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de fixer à dix pour cent les centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition etc.
Cette affaire terminée,
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 2 de ce mois insérée au mémorial adtif sous le N° 9234 concernant les centimes additionnels aux contributions foncières et personnelles de l'exercice de 1871.
Considérant

p. 369
Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année et qu'ainsi il à lieu à demander les centimes dont il s'agit,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité de demander les deux centimes additionnels dont il s'agit.
Expédition de la présente a sera adressée à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 8bre 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Nicolas Binamé, échevin, Jean-Bapte Massaux, Philippe Leprêtre et François Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le compte communal exercice 1869
Considérant que les redevances dues par divers individus [...] audit compte titre 1er recettes générales recensement sur les arriérés porté sous les N° d'ordre 24 et 25 et celles portées au titre VII recettes spéciales pour la voirie chapître 1er, recouvrement sur les arriérés portés sous les N° d'ordre 5. 7. 8. 9. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 39. 40. 41. 42. 43. 44.45. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 72. 73. 76. 77. 78. 79. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 97. 99. 101. 103. 106. 108. 112. 114. 115. 121. 126 et au chapitre 2ème, recettes ordinaires de 1869 portés sous les N° 1. 8. 10. 13. 19. 20. 24. 25. 26. 46. 52. 56. 58. 62. 72. 79. 82. 89. 90. 91. 94. 100 et 108 sont irrécouvrables.
Considérant que le receveur a invité ces retardataires à plusieurs reprises à se libérer, que malgré tout ce que l'on a pu faire, il est reconnu

p. 370
reconnu qu'il n'y a aucun moyen possible d'en obtenir le paiement
Considérant que ces redevances figurent au compte chaque année et puis qu'elles sont reconnues irrécouvrables, il y à lieu à en demander la radiation au compte 1869 ci-joint.
Par ces motifs,

Le conseil décide à l'unanimité que la députation du conseil provincial sera priée de faire disparaitre dudit compte les redevances mentionnés ci-dessus, lesquelles outre les n^{os} d'ordre sont également renseignées par une croix en face de chaque nom.
Expédition de la présente résolution sera adressée avec le compte déjà cité à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 19 8^{bre} 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean-Baptiste Massaux et François Goyet, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice de 1871,
Vu les prestations en nature qui y sont imposées,
Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties en argent que de l'être en nature,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité que

p. 371
lesdites prestations seront converties en argent.
Expédition de la présente avec le rôle déjà cité sera adressée à la députation du conseil provincial afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 30 8^{bre} 1870.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, François Goyet et Henry Chapelle, Jean-Baptiste Massaux ,conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de rédiger son budget communal pour l'exercice de 1871 arrivé au titre 2ème dépenses générales, traitement du garde champêtre, n° d'ordre 5, lequel traitement était porté pour l'année 1870à la somme de trois cents francs,
Considérant que celui-ci ne remplit pas convenablement ses fonctions , il y aurait lieu de lui faire une diminution de 50 francs pour cette année le porter ainsi à 250 fr.
Cependant s'il est reconnu que pendant l'exercice de 1871 qu'il est plus vigilant à remplir ses fonctions, il [...] sera pas fait de retenue il jouira comme en 1870 de son traitement de 300 francs.
Expédition de la présente sera adressée en double avec le budget déjà cité à la députation du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 372
Séance du même jour.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 10 8^{bre} dernier, insérée au mémorial ad^{tif} sous le n° 9262 concernant la nomination d'experts pour la contribution personnelle en 1871.

MM. Binamé Nicolas, échevin, et Chapelle Rifflart Henry, conseiller, sont nommés à cette fin.
Expédition de la présente résolution sera adressée à M. le contrôleur des contributions pour information.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 janvier 1871.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, Jean-Baptiste Massaux, François Goyet et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Considérant qu'il y a impérieuse nécessité à nommer un farde champêtre surnuméraire en cette commune pour le motif est très fort aujourd'hui,
Considérant qu'en nommant ledit garde le service se fera beaucoup mieux qu'il ne fait aujourd'hui, ce qui fera que les intérêts communaux seront plus sauf gardés
Vu l'art. 129 de la loi du 30 mars 1836.
Le conseil procède au scrutin secret à la présentation d'une liste double de candidats pour la nomination dont il s'agit.
Le dépouillement du scrutin donne le résultat suivant :
M M François Puissant, âgé de 39 ans, à obtenu six suffrages et Joseph Renier, âgé de 38 ans à

p. 373
à obtenu un, ils sont tous deux domiciliés à Malonne.
En conséquence, M. François Puissant est nommé garde champêtre surnuméraire de cette commune comme ayant obtenu la majorité des suffrages.
Expédition de la présente sera adressée à M. le gouverneur par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin de nomination.
Cette affaire terminée,
Vu la liste des candidats présentée par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal,
Vu le résultat du scrutin auquel il a été procédé en conformité de l'art. 66 de la loi du 3 mars 1836,
Arrête
Monsieur Ambroise Marneffe est nommé membre du bureau de bienfaisance de cette commune comme ayant obtenu six suffrages.
Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par la voie ordinaire de la correspondance.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 15 janvier 1811.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, Jean-Baptiste Massaux, François Goyet et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la lettre en date du 21 8^{bre} dernier N° 8411 de M. le commissaire d'arrondissement faisant part de

p. 374
de l'idée émise par M. le ministre de la justice d'ériger en annexe la chapelle dont la construction est imposée à la fabrique à la fabrique d'église à Malonne comme charge du legs qui lui est laissé par la demoiselle Abras.

Il est aussi donné lecture de la lettre en date du 15 X^{bre} dernier adressée à l'ad^{on} communale par le conseil de ladite fabrique invité à donner son avis sur cette question.
Après avoir pris connaissance de ces deux documents, le conseil déclare unanimement se rallier à l'opinion émise par le conseil de fabrique qu'il serait heureux de voir se réalisée un projet aussi éminément utile aux intérêts religieux d'une grande partie de la population de Malonne dont la grande distance de l'église est un obstacle sérieux d'accomplissement de ses devoirs religieux.
Puis considérant que la commune de Malonne par suite des dépenses excessives qu'elle a dû s'imposer ces derniers temps pour la restauration de son église et la création d'un nouveau cimetière, se trouve à regret dans l'impossibilité d'intervenir dans les frais de la construction de ladite chapelle il conclut par adjurer Monsieur le ministre de la justice de vouloir bien accorder à ladite fabrique un subside qui, avec la partie disponible du legs qu'elle est appelée à recueillir lui permettra de faire face aux dépenses à résulter de l'érection de l'annexe projetée.
Expédition de la présente avec la lettre déjà citée du conseil de fabrique sera adressée à M. le ministre de la justice afin d'exécution.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 375
Séance du 7 mars 1871.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Philippe Leprêtre, Jean-Baptiste Massaux, François Goyet et Pierre Robson, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Assemblé à l'effet de procéder à la présentation de deux candidats pour la nomination d'un garde champêtre surnuméraire par les motifs que les services de l'administration communale est très fort aujourd'hui,
Vu l'art. 129 de la loi communale du 30 mars 1836,
Procédant au terme de l'art. 66 de la loi précitée à un premier scrutin,
Il résulte du dépouillement des votes que le sieur François Puissant, âgé de trente-neuf ans a obtenu six voix, il est proposé comme premier candidat.
Procédant ensuite à un deuxième scrutin, il est résulté du dépouillement des votes que Le sieur Joseph Renier, âge de cinquante-huit ans a obtenu un suffrage, en conséquence il est proposé comme deuxième candidat.
Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin de nomination.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 2 avril 1871.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean-Baptiste Massaux, Philippe Leprêtre, François Goyet et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Vu l'acte d'adjudication en date du 25 janvier 1870des travaux de construction d'une citerne en cette commune, adjugée aux sieurs Louis Chapelle,

p. 376
Chapelle et Joseph Henrard [...] domiciliés en cette commune, pour le prix de 700 francs.
Considérant qu'aujourd'hui ladite citerne a été construite avec des mauvais matériaux, que les entrepreneurs ne se sont nullement conformés aux conditions reprises dans l'acte précité, qu'elle en évoulement et qu'enfin elle ne retient pas l'eau faute de sa mauvaise construction,

Considérant qu'à différentes reprises les entrepreneurs ont été invités à se conformer aux conditions reprises dans l'acte précité, choses qu'ils n'ont pas exécutée et à y remédier au sujet de l'état ou elle se trouve aujourd'hui.
Considérant qu'ils ont entièrement abandonné lesdits travaux, il y a lieu à solliciter de la députation du conseil provincial l'autorisation de les attraire en justice afin de les contraindre à exécuter les conditions reprises dans l'acte mentionné ci-dessus.
Expédition de la présente avec l'acte déjà cité sera adressée à la députation permanente du conseil provincial par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement afin d'autorisation.
Cette affaire terminée,
L'on s'occupe ensuite sur le fait de l'inhumation de feu Madame veuve Schayès dans l'ancien cimetière, sans autorisation aucune, il est décidé à l'unanimité ,que ladite famille Schayès sera tenue de verser dans la caisse communale dans le délai de huit jours de la signification de la présente une somme de cinq cents francs, prix de la concession sollicitée par eux antérieurement et que cette somme restera acquise à la commune, quelque soit l'accueil fait à sa nouvelle demande près de la députation et que si cette proposition n'entrerait pas dans nos (?) convenances, le conseil se verrait forcé d'ordonner l'exhumation de la dépouille mortelle de

p. 377
cent et quatre-vingt-huitième et dernier feuillet
J B Noulard.
De ladite veuve Schayès dans le nouveau cimetière.
Il en sera donné connaissance à ladite famille pour sa gouverne.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Séance du 21 mai 1871.
Présents Messieurs Jean Joseph Rifflart, bourgmestre, Ambroise Marneffe et Nicolas Binamé, échevins, Jean-Baptiste Massaux, François Goyet, Pierre Robson et Henry Chapelle, conseillers, et Chantraine secrétaire.
Le conseil communal de Malonne
Il est donné lecture de la circulaire de M. le gouverneur en date du 7 avril dernier insérée au m^{al} ad^{tif} sous le N° 9405 concernant la nomination d'indicateurs experts.
Considérant que le sieur Louis Joseph Rifflart, géomètre, domicilié en cette commune, réunit les qualités requises pour remplir la fonction dont il s'agit,
Par ces motifs,
Le conseil décide à l'unanimité nommer ledit sieur Rifflart aux fonctions dont il s'agit. Il jouira de ce chef d'une somme de vingt francs annuellement.
Cette affaire terminée,
Assemblé à l'effet de procéder à la présentation de deux candidats pour la nomination d'un garde-champêtre adjoint, par le motif que le service de l'ad^{on} com^{ale} est très fort aujourd'hui,
Vu

p. 378
=vu l'art0 129 de la loi communale du 30 mars 1836,
Procédant aux termes de l'art. 66 de la loi précitée à un premier scrutin,
Il résulte du dépouillement du vôte que
Le sieur françois Puissant, âgé de 39 ans, à obtenu sept suffrages en conséquence est proposé comme premier candidat.
On procède ensuite à un deuxième scrutin, il en résulte du dépouillement des vôtes que le sieur Joseph Renier, âgé de cinquante-huit ans, a obtenu cinq suffrages, en conséquence il est proposé comme deuxième candidat.

Expédition de la présente sera adressée à l'autorité supérieure afin de nomination.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-procès-verbal en séance à Malonne les jour, mois et an que dessus.
Secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

Clos et arrêté définitivement le présent registre aux délibérations du conseil communal par nous, bourgmestre et échevin soussignés
A Malonne le 25 mai 1871
Le secrétaire Chantraine, Le bourgmestre Président J J Rifflart.

p. 379
Presbytère construit en 1844, adjugé 6390 frs.

p. 380
2ème division Gouvernement provincial de Namur
B N° 4649 cd
Annexe
Objet
L'administration communale de Malonne est priée d'inviter le sieur Goyet, instituteur primaire de cette commune, à se présenter le vendredi 19 de ce mois chez Mrs les docteur Paul, place Lilon, et Bribosia, rue neuve des casernes, à Namur, pour être visité par eux à ses frais. Ces frais sont de 5 francs en tout.
Namur le 12 février 1869, pour le gouverneur de la province, Le secrétaire de la commission administrative de la caisse de prévoyance des instituteurs primaires.
Sing [...]